

# RAPPORT ANNUEL 2007

DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

DEXIA CRÉDIT LOCAL



*short term has no future\**

**DEXIA**

\* Le court terme n'a pas d'avenir

## SOMMAIRE

### 1 // *Présentation générale* p. 1

Au service du développement local	p. 1
Dexia, leader mondial du financement public local	p. 2
Les métiers de Dexia	p. 3
Message des dirigeants	p. 4
Données et chiffres clés consolidés	p. 6
Conseil d'administration (mars 2008)	p. 7
Organigramme général (mars 2008)	p. 8
Place de Dexia Crédit Local dans le groupe Dexia	p. 10
Principales filiales et participations	p. 11

### 2 // *Rapport de gestion* p. 13

Activité au cours de l'exercice écoulé	p. 14
Gestion des risques	p. 29
Résultats de l'activité	p. 38
Données concernant le capital et l'action	p. 46
Informations sociales et environnementales	p. 48
Mandats et rémunérations des mandataires sociaux	p. 55
Faits marquants et perspectives	p. 61

### 3 // *Gouvernance et contrôle interne* p. 63

Rapport du président du conseil d'administration établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce	p. 64
Rapport des commissaires aux comptes	p. 80

### 4 // *Comptes consolidés* p. 81

Bilan consolidé	p. 82
Compte de résultat consolidé	p. 84
Tableau de variation des capitaux propres consolidés	p. 85
Tableau des flux de trésorerie consolidés	p. 87
Annexe aux comptes consolidés	p. 89
Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés	p. 181

### 5 // *Comptes annuels* p. 183

Bilan	p. 184
Engagements hors bilan	p. 186
Compte de résultat	p. 187
Annexe aux comptes annuels	p. 188
Rapport général des commissaires aux comptes	p. 243

### 6 // *Assemblée générale* p. 245

Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés	p. 246
Propositions de résolutions à l'assemblée générale ordinaire du 16 mai 2008	p. 248

### 7 // *Renseignements de caractère général* p. 251

Informations juridiques et administratives	p. 252
Contrôleurs légaux	p. 255
Document de référence – Attestation du responsable	p. 256
Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois (établie au 21 mars 2008)	p. 257
Tableau des correspondances	p. 261

Le rapport annuel est consultable sur Internet, à l'adresse suivante : [www.dexia-creditlocal.fr](http://www.dexia-creditlocal.fr)

# Document de référence 2007

## ( PROFIL

### DEXIA CRÉDIT LOCAL

#### *Au service du développement local*

Dexia Crédit Local est l'entité de Dexia dédiée au financement des équipements collectifs et aux services financiers au secteur public local.

En France, Dexia Crédit Local est le partenaire financier historique des collectivités locales. La banque y finance également les acteurs du logement social ainsi que ceux du secteur de la santé et du médico-social. Ses atouts et ses spécificités en font une référence unique dans le paysage bancaire. Les bases de son approche commerciale sont restées pérennes depuis sa création : inscrire son action dans la durée et construire des relations de long terme avec le monde local, accompagner les décisions de ses clients par des études et des outils financiers spécifiques, partager les expertises en diffusant une information pointue et en organisant des formations à leur intention.

S'appuyant sur une écoute clients certifiée ISO 9001, la banque adapte son offre pour répondre à toutes leurs attentes et, au-delà du financement de leurs projets, a élargi sa palette de métiers pour optimiser leurs ressources et faciliter la mise en œuvre des politiques locales : financements sur mesure, financements locatifs, prêts locatifs sociaux, optimisation de dette, gestion de trésorerie et services bancaires, gestion de patrimoine public, location et gestion de flotte automobile, assurance statutaire et produits d'ingénierie sociale, CESU, carte d'achat...

Partenaire engagé et responsable, la banque favorise l'apprentissage de la citoyenneté et la participation des jeunes à la vie locale avec la Fondation Dexia France.

Ses succursales et ses filiales développent le même métier dans près de trente pays de par le monde, notamment dans ceux de l'Union européenne, en Amérique du Nord, au Mexique, en Australie, au Japon... Son *leadership* mondial repose sur une ingénierie financière adaptée aux collectivités publiques et un savoir-faire reconnu du financement des grands projets d'infrastructure (classé à la 3<sup>e</sup> place mondiale par Thomson Financial pour 2007) - notamment des partenariats public-privé.

Le métier trésorerie et marchés financiers assure le financement à court terme et à long terme du groupe - la qualité des notations des filiales de Dexia leur permettant de collecter des ressources dans de bonnes conditions -, fournit des produits de marché à la clientèle commerciale et assure la gestion des risques du bilan et des portefeuilles pour compte propre monétaire à court terme.



Le présent document de référence a été déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2008, conformément à l'article 212-13 de son règlement général. Il pourra être utilisé à l'appui d'une opération financière s'il est complété par une note d'opération visée par l'Autorité des marchés financiers.

## Dexia, leader mondial du financement public local

Dexia est une banque européenne, leader mondial du financement public local. Avec une capitalisation boursière de EUR 20,3 milliards au 31 décembre 2007, Dexia se classe parmi les quinze plus grands établissements financiers de la zone euro. À la même date, le groupe compte 35 500 collaborateurs, répartis dans 37 pays.

### UNE BANQUE QUI SE DÉVELOPPE SUR DEUX PILIERS

L'avenir de Dexia se construit sur deux piliers : une activité de banque universelle en Europe et un *leadership* mondial dans le domaine des services financiers au secteur public local et des financements de projets.

Dexia entend développer son activité de banque universelle au-delà de ses marchés traditionnels (Belgique, Luxembourg, Slovaquie, Turquie) afin de devenir un acteur européen de premier plan, tout en renforçant son *leadership* mondial dans le domaine du financement public local, grâce à la poursuite de son expansion géographique.

Les objectifs définis et annoncés en septembre 2006 dénotent la confiance du groupe dans sa capacité à délivrer de très bonnes performances opérationnelles et financières, notamment un dividende par action en augmentation d'au moins 10 % par an.

### SOLIDITÉ FINANCIÈRE

Dexia a l'ambition de se développer de façon énergique et équilibrée, tout en respectant ses valeurs fondatrices en matière de risque et de solidité financière. Ainsi, le groupe respecte les normes les plus strictes en matière d'octroi de crédits, de contrôle du risque, d'activités opérationnelles et de qualité des produits.

Dexia jouit d'une des meilleures notations de crédit du secteur bancaire : ses trois principales entités (Dexia Crédit Local, Dexia Banque Belgique et Dexia BIL) bénéficient d'une notation AA/Aa1/AA+ ; trois de ses filiales européennes émettent des obligations « couvertes » notées AAA ; enfin, FSA, qui est l'un des trois plus grands réassureurs obligataires aux États-Unis, bénéficie d'une notation AAA (confirmé récemment).

### UN ENGAGEMENT DANS LA DURÉE ET DES VALEURS DE GROUPE

Attentif aux besoins et au bien-être des clients, soucieux de contribuer à un développement harmonieux de la société, de préserver l'environnement et de s'assurer une croissance durable, Dexia s'inscrit résolument dans une perspective de long terme et signe ainsi sa différence. En affirmant « *short term has no future*<sup>(1)</sup> », Dexia exprime sa personnalité et sa différence dans la conception et l'exercice même de ses métiers.

Dexia a choisi d'exercer ses missions et de mobiliser ses compétences autour de trois valeurs :

- l'**ambition** d'améliorer sans cesse les performances opérationnelles et financières, dans le respect des valeurs sociétales et environnementales de Dexia ;
- le **respect** envers tous : clients, collaborateurs, fournisseurs, actionnaires ainsi que les différentes communautés au sein desquelles Dexia exerce ses métiers ;
- la **passion** d'inventer, d'avancer, de faire et de refaire tout ce qui doit l'être pour permettre à Dexia de réaliser ses missions et de faire œuvre utile.

### CHIFFRES CLÉS AU 31 DÉCEMBRE 2007

Total du bilan	EUR 604,6 milliards
Résultat net – part du groupe	EUR 2 533 millions
Bénéfice par action	EUR 2,18
Ratio des fonds propres de base ( <i>Tier 1</i> )	9,1 %
Rendement des fonds propres (ROE)	17,8 %
Coefficient d'exploitation	55,6 %

(1) Le court terme n'a pas d'avenir

## Les métiers de Dexia

### SERVICES FINANCIERS AU SECTEUR PUBLIC, FINANCEMENTS DE PROJETS ET REHAUSSEMENT DE CRÉDIT

En dix ans Dexia est devenu le *leader* mondial du financement du secteur public local, et ce dans plus de trente pays de par le monde. Les principales implantations sont en France, Belgique, Italie, Amérique du Nord et Mexique, Allemagne, Espagne, Royaume-Uni, Scandinavie, Suisse, Autriche, Slovaquie, Pologne, Roumanie, République tchèque, Australie, Israël, Bulgarie, Hongrie et Japon.

Ce métier couvre trois domaines. Le financement public consiste à mettre à la disposition des autorités locales et d'autres organismes de service public des crédits, engagements et garanties de liquidité ou à participer à des émissions obligataires pour la clientèle. Dexia offre à ses clients une vaste gamme de produits, comprenant des crédits structurés et les services visant à optimiser la gestion de leur dette.

Dexia est aussi actif dans les financements de projets et y déploie son savoir-faire au niveau mondial, dans le cadre d'une approche sélective qui tient compte de la politique de risque du groupe. La priorité va aux infrastructures essentielles (transport, environnement...) et au secteur de l'énergie renouvelable. Dexia accorde également des financements aux entreprises dans les pays où le groupe est présent en tant que banque universelle (Belgique, Luxembourg, Turquie et Slovaquie).

Enfin, par l'intermédiaire de sa filiale américaine Financial Security Assurance (FSA), Dexia rehausse les obligations municipales et les opérations d'infrastructure ainsi que les créances titrisées (*asset-backed securities*). Ainsi FSA occupe aujourd'hui une position dominante sur le marché américain de l'assurance des obligations municipales.

### SERVICES FINANCIERS AUX PARTICULIERS

Dexia est une banque de proximité d'envergure qui offre une gamme complète de services bancaires et d'assurance à plus de 6 millions de clients – ménages, petites et moyennes entreprises – en Belgique, au Luxembourg, en Slovaquie et en Turquie. Dexia occupe une position de premier rang parmi les banques de proximité en Belgique et au Luxembourg et est également reconnu en tant que banque de proximité en Slovaquie. Enfin, DenizBank, la filiale de Dexia, est la sixième banque à capitaux privés de Turquie.

Dexia Insurance Services fournit tous les produits d'assurance vie et non-vie commercialisés dans les réseaux de détail du groupe en Belgique et au Luxembourg, ainsi qu'en France.

Dexia a également développé une importante activité de banque privée à travers diverses entités – certaines en *joint venture* – dans plusieurs pays européens, principalement en Belgique, au Luxembourg, en Espagne, en Suisse et au Danemark.

### TRÉSORERIE ET MARCHÉS FINANCIERS

Les activités principales de Dexia imposent une présence très active sur les marchés des capitaux, qu'il s'agisse du refinancement, de la gestion du bilan du groupe ou de la structuration de solutions et produits sophistiqués destinés aux clients des divers métiers. Cette activité est à la fois un support indispensable pour l'ensemble du groupe et un centre de profit important, qui génère une rentabilité substantielle.

### GESTION D'ACTIFS

Gestionnaire d'actifs de premier plan au niveau européen, Dexia Asset Management propose une gamme complète d'investissements : gestion traditionnelle, fonds alternatifs et investissements socialement responsables, pour lesquels Dexia détient un *leadership* en Europe occidentale. Dexia Asset Management est spécialisé dans la gestion de fonds collectifs et de mandats institutionnels et privés.

Dexia Asset Management dispose de centres de gestion à Bruxelles, Luxembourg, Paris et Sydney, et des équipes commerciales implantées localement en Europe, au Moyen-Orient et en Australie.

### SERVICES AUX INVESTISSEURS

RBC Dexia Investor Services a été lancé en 2006 dans le cadre d'une *joint venture* avec la Banque Royale du Canada et met son savoir-faire et son expertise à la disposition d'institutions du monde entier dans le domaine de la banque dépositaire globale, de l'administration de fonds et de fonds de pension, et de services aux actionnaires. La société se classe parmi les dix premières banques dépositaires mondiales.

RBC Dexia Investor Services opère dans le monde entier, avec des équipes réparties dans quinze pays et sur quatre continents.

## Message des dirigeants



### PIERRE RICHARD

*Président du Conseil d'administration de Dexia SA*

*Président du Conseil d'administration de Dexia Crédit Local*

Alors que l'année 2007 a été marquée par de grandes turbulences financières, le groupe Dexia a montré la pertinence de ses choix stratégiques ; ce qui lui a permis de poursuivre une activité très satisfaisante – marquée par une croissance de 12,5% de son résultat net sous-jacent.

Tout au long de l'année, Dexia a maintenu son niveau élevé de solvabilité et n'a rencontré aucun problème de liquidité, dans un contexte particulièrement affecté par la crise des *subprimes*. Cette crise, qui s'est amplifiée tout au long du second semestre, a provoqué une suspicion généralisée à l'égard des acteurs financiers au niveau mondial, tant en raison de l'importance des portefeuilles d'actifs concernés et de la complexité et l'opacité des produits financiers mis en cause, que du caractère partiel et souvent contradictoire des informations successivement délivrées au marché par les différents intervenants.

Pour ce qui le concerne, Dexia a au contraire choisi – en temps réel – de communiquer à plusieurs reprises de façon transparente et exhaustive sur sa situation, faisant observer en particulier que sa filiale aux États-Unis, FSA, s'était distinguée de ses principaux concurrents en restant volontairement à l'écart du secteur des produits structurés à risque.

Face à ce climat dégradé, Dexia a pu mener une activité commerciale très satisfaisante et continuer à améliorer ses procédures internes. Dexia a obtenu l'homologation des autorités de tutelle sur ses modèles internes de contrôle des risques pour le calcul des ratios de fonds propres dits de Bâle II.

Au total, l'année 2007 constitue donc une nouvelle année de croissance rentable pour Dexia qui réussit une fois encore à conjuguer la production de bons résultats actuels et une préparation avisée de son avenir.

Ceci est particulièrement vrai pour Dexia Crédit Local, dont les équipes se sont inscrites avec brio dans cette double quête. Ainsi en France, à l'heure où l'ensemble de la sphère publique – État

et collectivités locales – est conduit à procéder à un large examen de ses interventions pour rendre les services publics aussi performants que possible, Dexia Crédit Local souhaite plus que jamais mettre son expertise à la disposition des entités publiques responsables de l'amélioration du cadre de vie et du renforcement de la compétitivité de nos territoires.

“ **Dexia réussit une fois encore à conjuguer la production de bons résultats actuels et une préparation avisée de son avenir.** ”



## GÉRARD BAYOL

*Administrateur-directeur général de Dexia Crédit Local*

Dexia Crédit Local a connu en 2007 une nouvelle croissance de son activité sur l'ensemble de ses domaines d'intervention.

C'est ainsi que l'encours global de crédit à long terme est passé de EUR 229 milliards fin 2006 à EUR 271 milliards fin 2007. Ce seul chiffre montre le dynamisme de l'ensemble des équipes de la banque, puisque cette progression de 18 % fait suite à des progressions très sensibles déjà constatées auparavant (15 % en 2006 et 22 % en 2005).

Cette excellente performance globale est le résultat des progrès réalisés dans toutes les zones géographiques où Dexia Crédit Local exerce ses activités, mais procède aussi bien de son activité classique de crédit au secteur public local que de son activité en matière de financements structurés.

S'agissant du secteur public, l'activité 2007 s'élève à EUR 51,2 milliards – d'abord générée par les entités européennes désormais historiques de Dexia Crédit Local (France, Allemagne, Grande-Bretagne, Italie), mais aussi par une production très élevée aux États-Unis et un démarrage très remarquable des nouvelles entités au Japon et en Suisse.

S'agissant des financements structurés, l'activité 2007 s'élève à EUR 12,3 milliards – en progression de 24 % par rapport à 2006 et place désormais Dexia dans le peloton de tête des classements internationaux en la matière.

Pour 2007, l'ensemble des activités de Dexia Crédit Local a généré un résultat net de EUR 991 millions – en légère baisse par rapport au résultat constaté en 2006, du fait de l'impact de l'application des règles IFRS pour la comptabilisation du portefeuille de la filiale américaine FSA.

En France, l'activité de Dexia Crédit Local est demeurée importante jusqu'à constituer un encours global de crédit à long terme de

EUR 70,7 milliards (en progression globale de 9 % par rapport à 2006) – ceci résultant de l'évolution constatée dans les principaux secteurs de son activité : + 18 % pour les financements structurés ; + 17 % pour les acteurs locaux dans les domaines de l'habitat et de la santé ; + 5 % pour les collectivités locales (mais dans une année de fin de mandat pour le secteur communal, principal investisseur public en France).

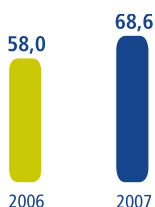
Ainsi notre société continue, année après année, à conforter la place de Dexia comme leader mondial du financement au secteur public local, en apportant à ses clients les moyens et services financiers qui leur sont nécessaires pour remplir leur mission au service du développement économique et social de leurs territoires.

” **Ainsi notre société continue, année après année, à conforter la place de Dexia comme leader mondial du financement au secteur public local** ”

## Données et chiffres clés consolidés

### FINANCEMENT DES ÉQUIPEMENTS COLLECTIFS <sup>(1)</sup>

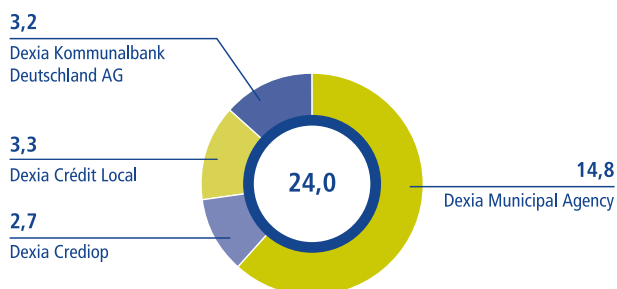
(EUR milliards)



(1) Engagements nouveaux, hors FSA, y compris filiales mises en équivalence.

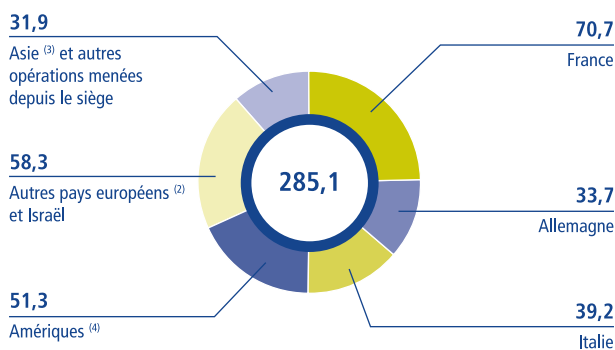
### COLLECTE DES RESSOURCES LONG TERME

(EUR milliards)



### ENCOURS DE CRÉDIT À MOYEN ET LONG TERME PAR PAYS <sup>(1)</sup>

(EUR milliards)



(1) Y compris Allemagne et sociétés mises en équivalence.

(2) Autriche, Péninsule ibérique, Grande-Bretagne, Europe centrale et orientale, Suède, Suisse.

(3) Australie et Japon.

(4) Y compris Mexique.

### NOTATIONS DES AGENCES DE RATING

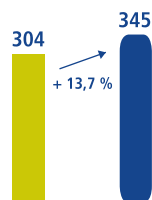
	Moody's	S&P	Fitch
<b>Rating long terme</b>			
Dexia Crédit Local	Aa1	AA	AA+
Dexia Municipal Agency <sup>(1)</sup>	Aaa	AAA	AAA
Dexia Kommunalbank Deutschland <sup>(2)</sup>	-	AAA	-
Financial Security Assurance Inc.	Aaa	AAA	AAA
Dexia Sabadell	Aa2	-	-
Dexia Crediop	Aa2	AA-	AA

(1) Obligations foncières.

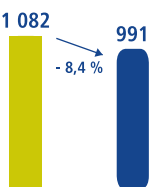
(2) Pfandbriefe.

### BILAN ET RÉSULTAT

**Total du bilan**  
(EUR milliards)

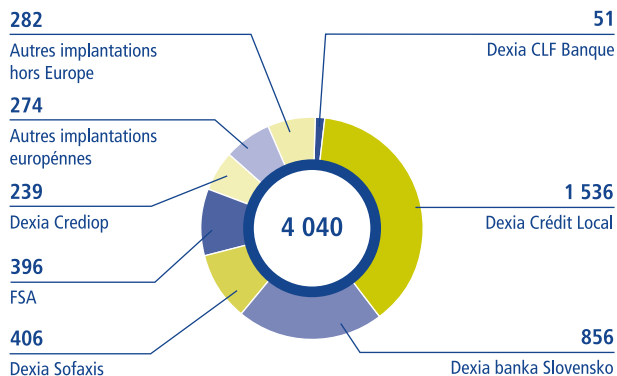


**Résultat net part du groupe**  
(EUR millions)



### COLLABORATEURS DU GROUPE DEXIA CRÉDIT LOCAL

Au 31 décembre 2007





## Conseil d'administration (mars 2008)

président

**Pierre Richard,**

président du conseil d'administration de Dexia SA

vice-président

**Dominique Marcel,**

membre du comité de direction de la Caisse des Dépôts,  
administrateur de Dexia SA

administrateur - directeur général

**Gérard Bayol**

La **Fédération Nationale des Travaux Publics**  
représentée par Patrick Bernasconi, président

La **Fédération Française du Bâtiment**  
représentée par Christian Baffy, président

**Christophe Béchu,**  
président du conseil général de Maine-et-Loire

**Jean-Pierre Brunel,**  
avocat

**Philippe Duron,**  
président du conseil régional de Basse-Normandie

**Jacques Guerber,**  
vice-président du comité de direction de Dexia SA

**Jean-Pol Henry,**  
député, conseiller communal de Charleroi

**Axel Miller,**  
administrateur délégué de Dexia SA,  
président du comité de direction de Dexia SA

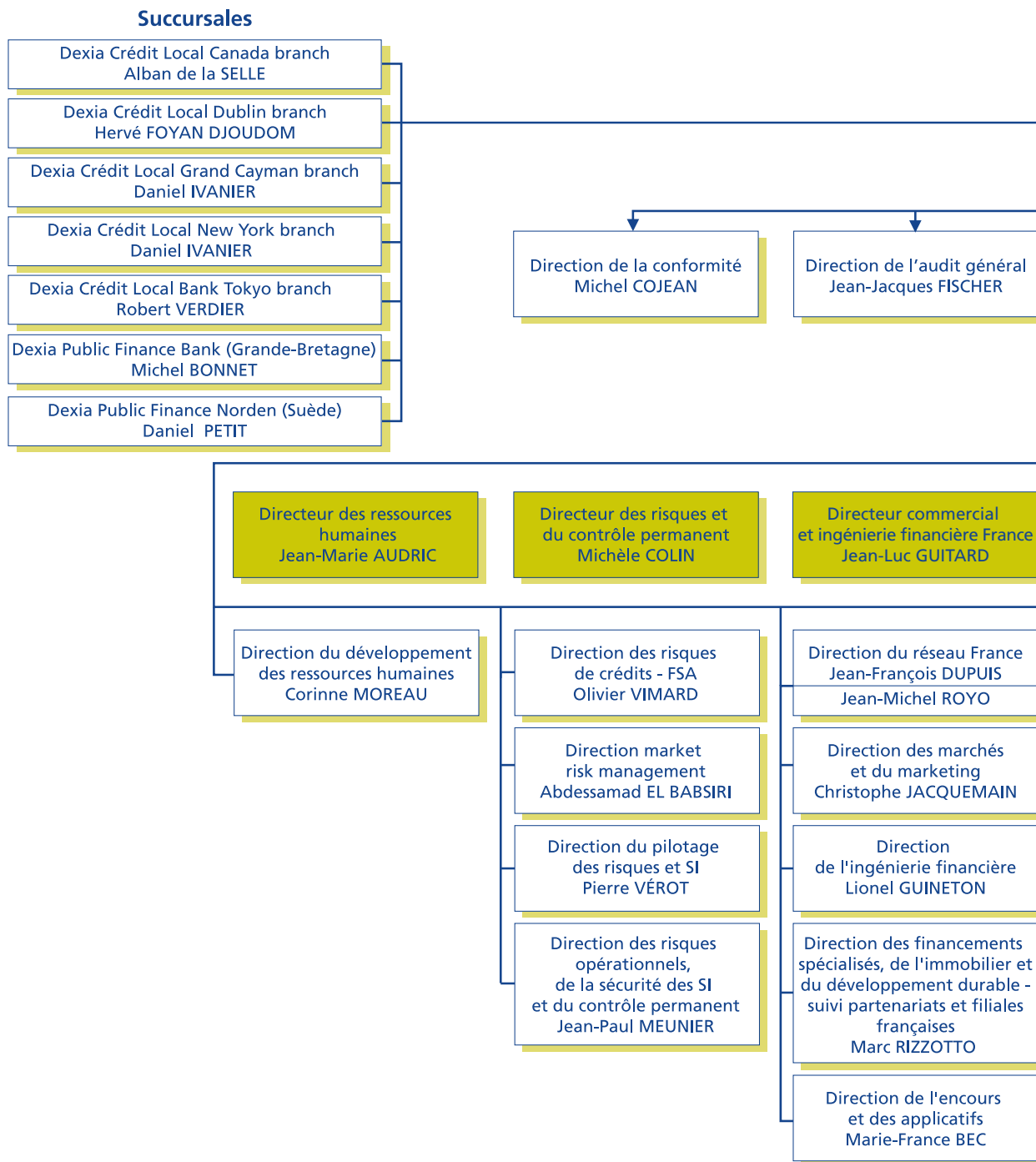
**François Rebsamen,**  
maire de Dijon

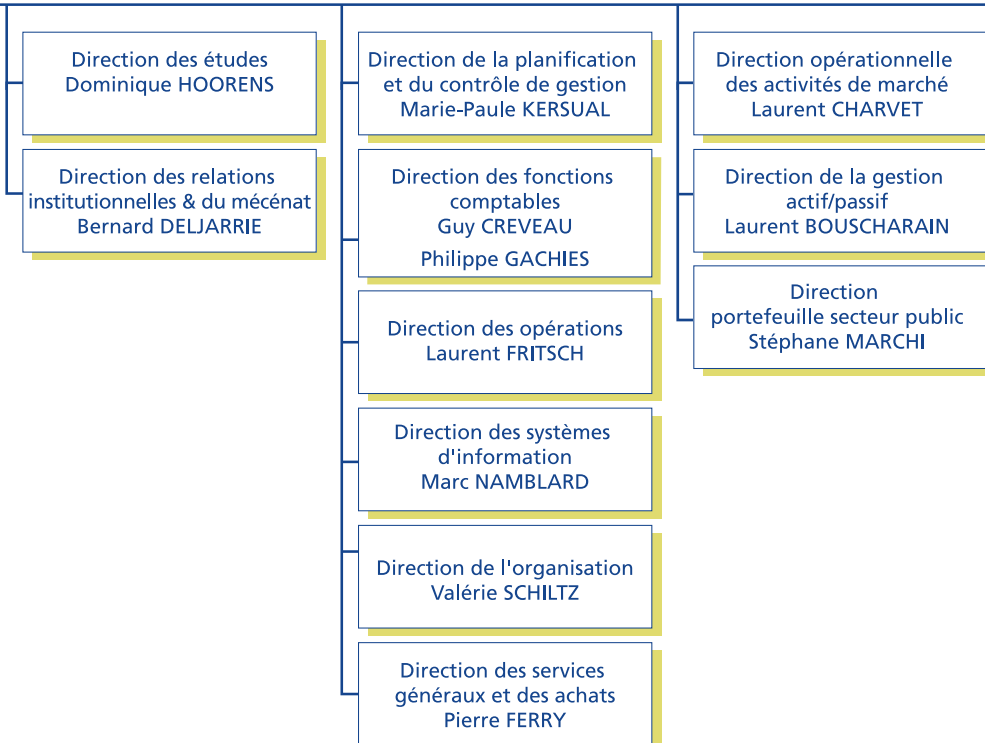
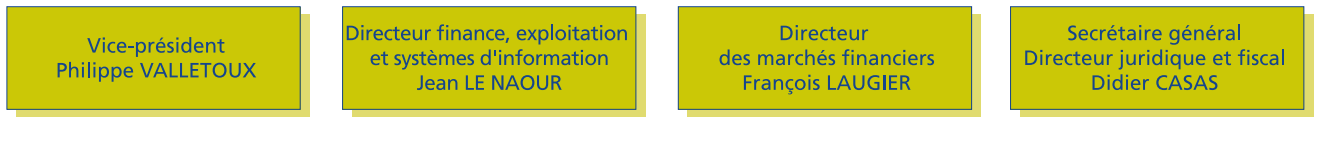
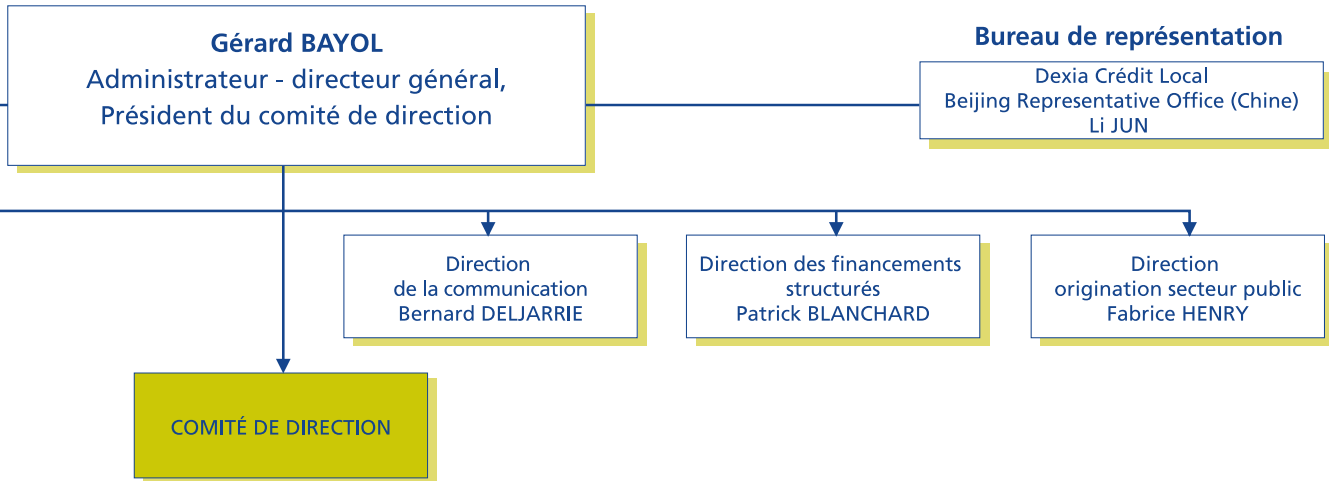
**Antoine Rufenacht,**  
maire du Havre

**Francine Swiggers,**  
président du comité de direction du Groupe ARCO

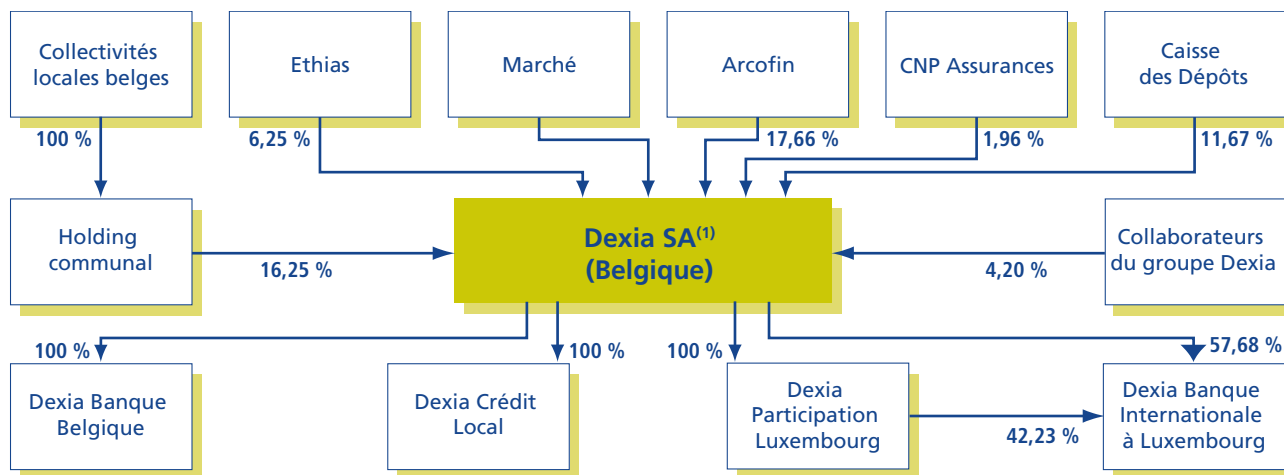
**René Thissen,**  
sénateur, conseiller communal de Waimès

## Organigramme général (mars 2008)



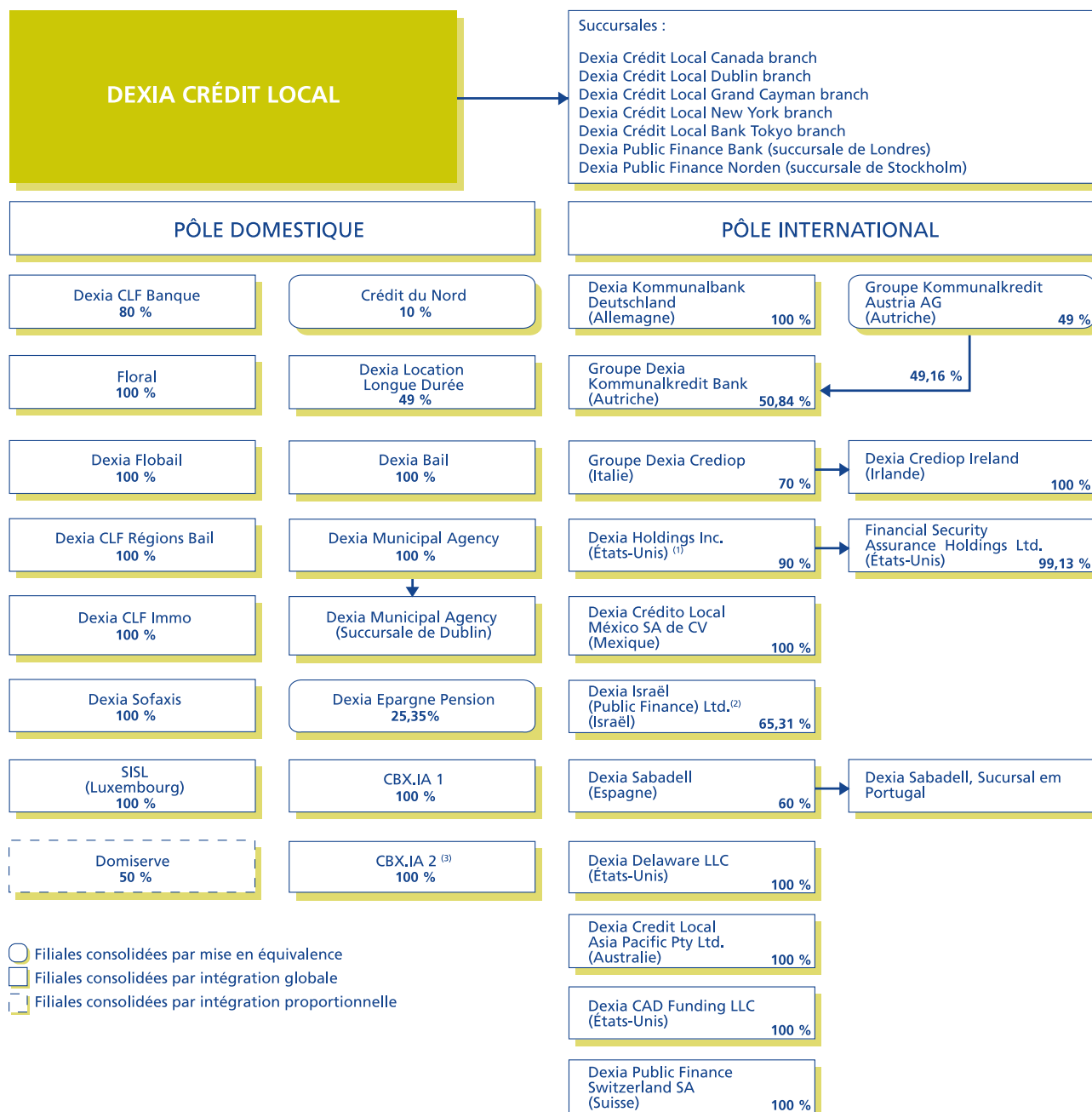


## Place de Dexia Crédit Local dans le groupe Dexia



(1) Le titre Dexia se négocie sur les marchés Euronext Paris et Bruxelles ainsi qu'à la bourse de Luxembourg.

## Principales filiales et participations



(1) Les 10 % restants sont détenus par Dexia SA.

(2) À compter du 25 mars 2008, la dénomination sociale de Dexia Israël (Public Finance) Ltd. devient Dexia Israel Bank Ltd.

(3) CBX.IA 2 est détenue à 70,85 % par Dexia Crédit Local et à 29,15 % par CBX.IA 1.



# 2 | Rapport de gestion

## ***Activité au cours de l'exercice écoulé*** 14

1. Commentaires généraux (synthèse) .....	14
2. Secteur public local .....	15
3. Financements structurés long terme .....	20
4. Activité d'assurances (Dexia Sofaxis) .....	24
5. Dépôts & gestion d'actifs .....	24
6. Collecte des ressources et marchés financiers .....	25
7. Financial Security Assurance .....	27

## ***Gestion des risques*** 29

1. Risque de contrepartie .....	29
2. Risques financiers .....	31
3. Risques juridiques .....	32
4. Risques opérationnels .....	33
5. Sécurité des systèmes d'information .....	33
6. Instances de gestion du risque .....	34
7. La sécurité des moyens de paiement .....	34
8. La supervision des risques dans les filiales et succursales .....	35
9. Le suivi des risques FSA .....	35
10. Les portefeuilles de Dexia Crédit Local et de FSA .....	36

## ***Résultats de l'activité*** 38

1. Comptes consolidés .....	38
2. Comptes annuels .....	43
3. Tableau des résultats au cours des cinq derniers exercices .....	45

## ***Données concernant le capital et l'action*** 46

1. Montant du capital social et nombre d'actions le composant .....	46
2. Délégations en matière d'augmentation de capital .....	46
3. Répartition du capital social .....	46
4. Dividendes distribués au cours des trois derniers exercices .....	47

## ***Informations sociales et environnementales*** 48

1. Gestion des ressources humaines .....	48
2. Développement durable .....	50

## ***Mandats et rémunérations des mandataires sociaux*** 55

1. État des fonctions et des mandats .....	55
2. Rémunérations et engagements .....	58

## ***Faits marquants et perspectives*** 61

1. Faits marquants .....	61
2. Perspectives .....	62

## Activité au cours de l'exercice écoulé

### 1. COMMENTAIRES GÉNÉRAUX (SYNTHÈSE)

1. L'encours à fin 2007 s'établit à EUR 271 milliards (hors sociétés mises en équivalence), en progression de 18 % par rapport à fin 2006 (22 % hors effet de change défavorable). Cette hausse concerne l'ensemble des implantations. Les capitaux nets assurés de FSA s'élevaient à USD 623 milliards, en progression de 13 % par rapport à fin décembre 2006.

2. La production s'élève à EUR 63 502 millions (hors sociétés mises en équivalence), en hausse de 20 % par rapport à fin 2006 (hors effet de change défavorable, la hausse est de 23 %).

- Sur le secteur public, l'activité s'élève à EUR 51 167 millions, soit une hausse de 19 % par rapport au volume enregistré à fin décembre 2006 (23 % hors effet de change défavorable). Cette progression s'explique, d'une part par des volumes plus élevés en Grande-Bretagne (rachat d'un portefeuille important de logement social de Bradford & Bingley) et en Amériques (hors FSA) et, d'autre part, par le démarrage de l'activité japonaise qui a permis de générer une production de EUR 4 638 millions.

L'activité de réaménagement de dette s'élève à EUR 15,3 milliards à fin 2007 et se répartit entre la France (71 %), l'Italie (17 %), l'Allemagne (8 %), la Grande-Bretagne (2 %), le Mexique (1 %) et la Péninsule ibérique (1 %).

- Sur le secteur des financements structurés, l'activité réalisée à fin 2007 s'élève à EUR 12 335 millions, en hausse de 24 % par rapport à la production réalisée en 2006 (EUR 9 988 millions). Cette évolution s'explique notamment par le démarrage de l'activité en Allemagne et par une forte augmentation de la production en Australie et en Italie.

En termes de reconnaissance de l'activité par le marché, Thomson Financial a classé Dexia 3<sup>e</sup> banque parmi les MLA (*Mandated Lead Arranger*) pour les financements de projets tous secteurs et toutes zones géographiques confondues (2<sup>e</sup> pour les Amériques, 4<sup>e</sup> pour la région EMEA (*Europe, the Middle East and Africa*) et 19<sup>e</sup> pour la zone Asie Pacifique). La progression est très significative, puisque Dexia se plaçait à la 13<sup>e</sup> position en 2006.

Malgré la crise de liquidité du deuxième semestre, l'activité d'*underwriting* et de syndication a été très soutenue.

3. Le volume de production - primes brutes et marges d'intérêts actualisées - enregistré par FSA à fin décembre 2007 s'élève à USD 1 271 millions, en hausse de 40 % par rapport au volume enregistré à fin décembre 2006. La crise que traversent les monolines a souligné la qualité de la signature de FSA qui apparaît comme l'une des plus fiables du marché. Cela permet à FSA d'obtenir des niveaux de marges satisfaisants tout en sélectionnant rigoureusement les meilleures transactions en termes de qualité de crédit.

4. Hors FSA, le total des ressources collectées s'élève à EUR 24,1 milliards (vs. EUR 26,3 milliards au 31 décembre 2006) pour une durée de vie moyenne de 7,5 ans (vs. 8,2 ans en 2006). Malgré la crise des *subprimes*, le groupe Dexia Crédit Local a réussi à lever la quasi-totalité du volume budgété grâce notamment à la reconnaissance de la signature Dexia Municipal Agency.

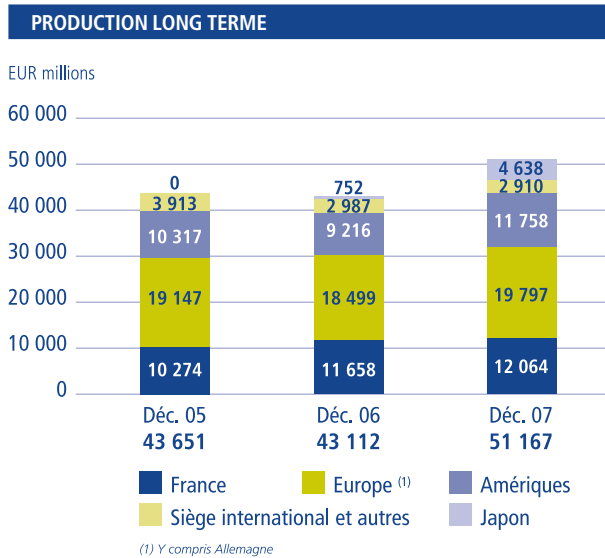
5. À fin décembre 2007, l'avance de la production par rapport au budget est de 20 % ce qui constitue une excellente performance compte tenu du caractère ambitieux du budget 2007.



## 2. SECTEUR PUBLIC LOCAL

### 2.1. FINANCEMENTS LONG TERME

#### a. Activité



L'activité globale réalisée sur l'année 2007 s'élève à EUR 51 167 millions, dont EUR 6 267 millions sous forme d'engagements hors bilan (principalement aux Amériques : 97 %).

L'activité est en hausse de 19 % par rapport à 2006. Hors effet de change, la hausse serait de 23 %.

#### ÉVOLUTION PAR IMPLANTATION

##### France (↗)

À fin 2007, la production totale s'élève à EUR 12 064 millions, ce qui constitue une hausse de 4 % par rapport à 2006. Ce nouveau record historique conforte Dexia dans sa place de leader du secteur public local.

Cette performance est d'autant plus remarquable que l'année 2007 a connu plusieurs éléments conjoncturels qui ont fortement marqué l'activité : élection présidentielle, période pré-électorale (municipales), fin du plan de modernisation du secteur de la santé (« hôpital 2007 ») et surtout, contexte de la crise des *subprimes* et remontée des conditions financières au dernier trimestre, période traditionnelle de forte activité commerciale.

Au sein des différents marchés, certaines évolutions sont très contrastées :

Sur le marché des collectivités locales qui représente 64 % de la production totale (EUR 7 781 millions), Dexia conforte son *leadership* avec une progression de 6 % par rapport à 2006 et totalise 42 % de l'encours total des collectivités.

Le contexte électoral a eu des effets diamétralement opposés en fonction du type de clientèle :

- les opérations réalisées avec les clients locaux ont connu la plus forte progression (+53 % avec EUR 864 millions) ; à l'approche des élections municipales (mars 2008), les élus ont accéléré leurs investissements et ont eu recours à l'emprunt ;
- à l'inverse, le marché global des appels d'offres lancés par les grands clients s'est réduit de 20 % illustrant une situation d'attente d'annonces politiques du nouveau gouvernement (avec de possibles nouveaux transferts de compétences). Malgré ce phénomène et compte tenu d'une croissance de sa part de marché de plus de 10 points (37 % à 48 %), Dexia a augmenté sa production de 2 % sur ce marché (EUR 4 638 millions). Cinq contrats ont dépassé les EUR 100 millions, à l'instar du conseil régional d'Ile-de-France qui, avec un contrat de EUR 500 millions et après plusieurs années d'émissions obligataires, marque son retour sur le marché bancaire ;
- l'activité sur le segment « cœur de cible » est en progression de 3 % (EUR 2 279 millions).

Le secteur sanitaire et social poursuit sa progression : avec une production de EUR 1 882 millions, il enregistre une nouvelle hausse de 10 % par rapport à 2006. L'année 2007 correspond à une année transitoire entre la fin du plan gouvernemental de modernisation « hôpital 2007 » et le nouveau plan « hôpital 2012 ». Sur ce secteur très porteur, Dexia est le premier financeur avec une part de marché de 44 % sur les flux 2007. L'encours du secteur sanitaire et social a ainsi évolué de 21 %, ce qui représente la plus forte progression par clientèle. Parmi les opérations remarquables réalisées en 2007, il convient de retenir le CHU d'Amiens (EUR 150 millions), le CHU de Lyon (EUR 100 millions), l'Assistance publique de Paris (EUR 75 millions), les hôpitaux de Cambrai (EUR 83 millions) et de Chalon-sur-Saône (EUR 80 millions).

Le secteur des clientèles institutionnelles, avec une production globale de EUR 2 402 millions, enregistre pour sa part un recul de 6 %, essentiellement imputable à un ralentissement sur le secteur du logement (-17 %). Ce secteur a vu une diminution de l'activité de refinancement des filiales de crédit immobilier et un quasi-arrêt de l'activité de gestion active de dette des organismes. Par ailleurs et malgré le bas niveau du taux du Livret A (sur lequel les prêts administrés sont indexés), des opérations marquantes ont été réalisées, notamment auprès de l'Opac de Paris (EUR 78 millions) ou encore de La Foncière Logement (EUR 63 millions).

Le secteur de l'économie sociale marque une nette accélération par rapport aux exercices précédents : la production s'élève en 2007 à EUR 746 millions soit 33 % d'augmentation par rapport à 2006. Cette progression s'explique par le développement de nouveaux segments de clientèle tels que les établissements nationaux (EUR 60 millions traités avec l'Office National des Forêts), les Crous, les ports autonomes ou encore les crédits municipaux de Paris, de Marseille et de Lyon.

Par ailleurs, Dexia a financé une opération de regroupement des établissements de la « Fondation Hôpital Saint-Joseph », le premier établissement privé non lucratif francilien pour EUR 78 millions. Dexia confirme ainsi son *leadership* sur les opérations de crédit-bail immobilier dans le domaine du sanitaire privé non lucratif.

L'activité de gestion de dette se maintient à un rythme très élevé : près de EUR 11 milliards d'encours réaménagé (17 % de l'encours de Dexia Crédit Local) soit un niveau équivalent à 2006 ; il convient de souligner une activité particulièrement importante dans le domaine du logement où 14 % de l'encours a été réaménagé, soit une progression de 42 % par rapport à 2006.

## Allemagne (↘)

La production de l'année 2007 s'élève à EUR 5 783 millions, soit une diminution de 9 % par rapport à la production 2006 (EUR 6 354 millions), principalement due à la baisse de l'activité titres en 2007.

En 2007, le marché du secteur public en Allemagne reste marqué par un environnement où la concurrence des *Landesbanken*, des caisses d'épargne et, dans une moindre mesure, des banques commerciales est très forte, ce qui se ressent sur le niveau des marges. Par ailleurs, dans le contexte de la crise des *subprimes* cette tendance s'est confirmée puisque les contreparties emprunteuses bénéficient de l'attraction liée à la qualité de leur *rating*.

En 2007, la production totale de prêts est de EUR 4 milliards. Sur l'activité directe clientèle, Dexia Kommunalbank Deutschland a poursuivi sa stratégie de développement d'une offre d'ingénierie financière sur mesure à destination du secteur public local.

Les opérations de produits structurés représentent une part importante de la production avec un volume de EUR 2,1 milliards, proche de celui atteint en 2006. Il est important de souligner que l'activité des produits structurés en 2007 a été affectée par un contexte allemand difficile suite à la commercialisation par un acteur du marché de produits à haut risque à effet cumulatif. Dexia Kommunalbank Deutschland a, malgré tout, su s'imposer sur le marché tout en intervenant dans une gamme de produits plus restrictive.

Parmi les opérations remarquables, il est à noter six opérations de EUR 50 millions chacune en produit structuré réalisées avec le *Land* de Nord Rhein Westphalie.

La production de prêts *plain vanilla*, qui s'élève à EUR 1,9 milliard en 2007, est en augmentation par rapport à 2006 (EUR 1,3 milliard).

L'activité de gestion de dette, qui s'est consolidée en 2007, a plus que doublé par rapport à 2006 et représente en 2007 un volume de EUR 1,2 milliard. Environ la moitié de la production concerne du réaménagement d'encours déjà structurés à la base. Enfin, il est à souligner qu'un grand nombre d'opérations a été réalisé avec des contreparties de référence comme les villes de Francfort, Wiesbaden, Augsburg et Mannheim notamment.

L'activité de *forfaiting* (rachat de créances) a progressé de 13 %, avec une production de EUR 116 millions contre de EUR 102 millions en 2006.

Concernant l'activité titres, Dexia Kommunalbank Deutschland a réalisé EUR 1,7 milliard d'investissements en 2007 dans le cadre de la gestion du portefeuille *public finance* par rapport à EUR 2,6 milliards en 2006. Les investissements sont majoritairement concentrés sur des *Länder* allemands.

## Amériques (hors Mexique) (↗)

La production réalisée au cours de l'année 2007 s'élève à EUR 11 758 millions (USD 16 220 millions), en progression de 28 % par rapport à 2006 (EUR 9 216 millions ; USD 11 657 millions). Ce chiffre est un nouveau record, après celui de 2005. Le marché obligataire américain a affiché en 2007 une progression de 1,3 % en termes de nouvelles émissions, évaluées à hauteur de EUR 311 milliards par rapport à l'année 2006 (EUR 307 milliards).

Il est important de noter qu'en 2007 le taux de change USD/EUR s'est déprécié de 9 % (passant d'une moyenne de 1,27 USD/EUR en 2006 à 1,38 en 2007). Les taux d'évolution sur les contrevauteurs en euro qui suivent prennent en compte cet effet de change défavorable.

La production hors bilan s'élève à EUR 6 050 millions pour l'année 2007, en progression de 28 % par rapport à l'année précédente (EUR 4 720 millions) pour constituer un record historique, dans un contexte qui est devenu favorable à Dexia Crédit Local New York branch en raison, notamment, de la baisse de la concurrence.

Il est à noter aussi que la nouvelle activité en ingénierie financière développée par la succursale de Dexia Crédit Local à New York en 2007 a généré EUR 107 millions.

Les achats de titres s'élèvent à EUR 5 264 millions, en augmentation de 21 % par rapport à 2006 (EUR 4 349 millions). Ils comprennent les achats de *Student Loans* pour un montant de EUR 1 880 millions, en hausse de 24 % par rapport à 2006, les achats de *Tax-exempt Bonds* pour EUR 1 958 millions, en progression de 50 %, et ceux de *Taxable Bonds* pour EUR 1 425 millions, montant stable en USD mais en baisse de 9 % en EUR.

Parmi les opérations réalisées par la succursale New Yorkaise cette année, il convient de noter des garanties de liquidité sur des émissions de l'Illinois State Toll Highway Authority (EUR 514 millions), de l'État de Californie (EUR 372 millions) et de la ville de Philadelphie (EUR 230 millions). Un *revolving credit agreement* a été réalisé pour la Metropolitan Atlanta Rapid Transit Authority pour un montant de EUR 290 millions.

Au sein du périmètre Amériques, notons que la succursale de Montréal a réalisé cette année deux opérations de prêt : une avec la Société de Transport de Montréal pour un montant de EUR 127 millions et l'autre avec l'Université de Sherbrooke pour un montant de EUR 101 millions ; ce développement a été facilité par le partenariat avec le courtier Casgrain. Par ailleurs, les achats de titres canadiens représentent EUR 160 millions, en recul par rapport à l'année 2006.

## Australie

La production s'élève à EUR 131 millions (AUD 214 millions) pour un total de sept opérations.

L'activité de financement municipal a débuté au quatrième trimestre. Elle se concentre sur l'État de Nouvelles-Galles du Sud. La production est supérieure aux attentes en raison de l'éviction du principal acteur du marché qui a dû faire face, au mois de septembre, à une campagne de presse de plusieurs semaines après avoir placé les liquidités de certaines collectivités locales en titres *subprimes* américains.

### Europe centrale et orientale (↘)

La production de l'année 2007 s'élève à EUR 1 123 millions, en retrait de 51 % par rapport à 2006 (EUR 2 305 millions).

Le niveau de production en 2007 est en recul par rapport à l'année 2006, qui avait été fortement marquée par des opérations importantes d'achats de titres souverains polonais et hongrois. En termes de développement commercial, Dexia Kommunalkredit Bank a poursuivi sa politique d'amélioration du ratio rémunération sur risques pour l'ensemble de la zone avec des résultats contrastés selon les pays. Les marchés les plus difficiles sont la Pologne, la Slovaquie et la République Tchèque où les banques locales sont très agressives au niveau des marges sur le marché du *public finance*. Face à cette situation, la stratégie de Dexia Kommunalkredit Bank est de promouvoir le développement des produits structurés.

La zone Europe centrale et orientale est restée relativement épargnée en 2007 par la crise de liquidité touchant les pays de l'Ouest, en grande partie parce que les marchés domestiques en monnaies locales sont restés liquides.

Parmi les opérations remarquables réalisées en 2007, sont à mentionner en particulier, un prêt de EUR 50 millions réalisé avec la Bibliothèque Nationale de la ville de Prague, dont EUR 24 millions ont fait l'objet d'un *swap* structuré, un prêt d'un montant total de EUR 42 millions destiné à la rénovation et l'agrandissement de l'aéroport régional de Sibiu, avec la ville de Sibiu et le comté de Sibiu, la signature de prêts en Roumanie pour un montant de EUR 29 millions, avec la ville de Iasi et de EUR 19 millions avec la ville de Riga en Lettonie. Il convient de souligner également le développement des prêts et *swaps* structurés notamment en République Tchèque et en Slovaquie, et, en particulier, une opération significative de restructuration de prêts existants pour un montant total de EUR 35 millions avec la société ZSSK, société de chemin de fer passagers en Slovaquie. Des opérations avec Zagreb pour un montant de EUR 10 millions et avec Tallin pour EUR 26 millions sont également notables.

### Grande-Bretagne (↗)

La nouvelle production pour l'année 2007 s'élève à EUR 5 386 millions (GBP 3 702 millions), niveau exceptionnel par rapport au résultat obtenu à fin 2006 (EUR 1 043 millions soit GBP 711 millions).

Sur le secteur des collectivités locales, l'activité s'élève à EUR 804 millions (GBP 553 millions) à fin décembre 2007, ce qui représente une hausse de 21 % par rapport à l'année précédente.

Sur le secteur du logement social, la nouvelle production de l'année 2007 atteint un record de EUR 655 millions (GBP 450 millions) et accuse une forte croissance (+ 78 %) par rapport à 2006. Par ailleurs, il est à retenir le rachat du portefeuille de logement social de Bradford & Bingley pour un montant de EUR 3 953 millions (GBP 2 700 millions)

en novembre 2007. L'acquisition de ce portefeuille, qui constitue une opération exceptionnelle pour Dexia Public Finance Bank, succursale de Dexia Crédit Local à Londres, lui permet de porter sa part de marché à environ 8 % sur un secteur clé pour son développement au Royaume-Uni. En outre, cette opération a permis de multiplier par douze le volume d'activité de l'année 2006.

### Israël (↗)

La production de l'année 2007 s'élève à EUR 186 millions (NIS 1 045 millions), soit une hausse de 50 % par rapport à 2006.

Cette croissance significative s'explique par :

- les opérations remportées par Dexia Israël (Public Finance) Ltd. dans le cadre des appels d'offres publics initiés par l'État israélien, qui s'élèvent à EUR 38 millions (NIS 212 millions) ;
- la forte activité réalisée en juillet et août 2007 avec les municipalités israéliennes qui, anticipant la hausse des taux d'intérêt du fait de la crise des *subprimes*, ont profité d'un contexte où ils étaient encore bas. Ainsi, la nouvelle production réalisée en juillet et août a atteint EUR 80 millions (NIS 453 millions).

Parmi les opérations significatives de l'année 2007, il est à retenir un prêt de EUR 7 millions (NIS 39 millions) pour la municipalité de Kafar Shaba en mai. Par ailleurs, un prêt de EUR 12 millions (NIS 70 millions) à Mei Sheva en septembre 2007 a marqué la première opération réalisée avec une entreprise de distribution des eaux. Dexia Israël (Public Finance) Ltd. s'est en effet diversifié dans ce secteur et a fourni deux autres prêts à des *water companies* (Mei Na et Mei Modi'in) pour un montant total de EUR 13 millions (NIS 74 millions).

### Italie (↘)

Le volume d'activité enregistré à fin décembre 2007 s'élève à EUR 3 753 millions, en diminution de 27 % par rapport à 2006 (EUR 5 123 millions). Cette évolution s'explique essentiellement par la forte contraction du marché *public finance* italien en 2007 (EUR 8 milliards contre près de EUR 14 milliards l'année dernière). Cette réduction trouve principalement son origine dans une aversion croissante à l'endettement (dans le cadre du respect du pacte de stabilité) ainsi que dans une campagne de presse contre les produits dérivés en Italie.

Dans un tel contexte, Dexia Crediop est toutefois parvenu à maintenir sa position de leader sur le marché avec une part de marché s'élevant à près de 34 %. Le marché des *bonds* domestiques et internationaux atteignant historiquement ses niveaux les plus faibles, Dexia Crediop a réalisé l'essentiel de ses opérations sur le marché des prêts. Il est ainsi possible de citer les prêts aux régions du Piémont et de Campanie pour des montants s'élevant respectivement à EUR 495 millions et EUR 325 millions. Dexia Crediop a également réalisé une importante opération sur le marché des titres, participant, en tant que *Joint Lead Manager*, et à hauteur de EUR 650 millions, à une émission d'ABS (*Asset Backed Securities*) de la région de Campanie.

Dans ce contexte, l'activité de réaménagement de dette a enregistré un volume d'activité s'établissant en 2007 à EUR 2 629 millions contre EUR 3 264 millions en 2006, soit une baisse de 19 %. L'opération la plus significative en 2007 est le réaménagement des *bonds*

internationaux émis par la Commune de Rome pour un montant de participation de Dexia de EUR 870 millions.

## Japon (↗)

À fin 2007, la production s'élève à EUR 4 638 millions (JPY 752 milliards).

L'activité s'est concentrée sur les deuxième et troisième trimestres de l'année. La succursale de Dexia Crédit Local au Japon a été complètement opérationnelle dès le début de la campagne de refinancement annuelle des collectivités locales qui se déroule au printemps. La succursale a pu ainsi profiter pleinement des retombées du « *Japan Tour* ». Le marché des prêts aux collectivités locales est resté actif au-delà de cette période, ce qui a permis de dépasser les prévisions. Par ailleurs, la crise des *subprimes* a marqué le marché obligataire jusqu'en octobre. La production de l'année a été tirée par les activités de PSP (*Public Sector Portfolio*), qui représentent 64 % de la production totale, et les activités de prêts aux collectivités locales, qui en représentent 36 %.

La production du dernier trimestre s'élève à EUR 761 millions, soit 16 % de la production cumulée depuis le début de l'année. Le ralentissement de l'activité constaté à l'automne reflète essentiellement le cycle budgétaire annuel des collectivités locales.

La seconde partie de l'année a vu la réalisation des premiers prêts structurés, l'élargissement de la clientèle aux villes de taille intermédiaire et le premier rehaussement d'une obligation par FSA.

## Mexique (↗)

Le volume d'activité enregistré à fin décembre 2007 s'élève à EUR 488 millions (MXN 7 350 millions) contre EUR 470 millions en 2006, soit une hausse de 4 %.

Au sein du marché bancaire, la concurrence toujours très forte est venue confirmer en 2007 la tendance à la pression sur les marges dans le cadre d'un marché en pleine expansion. Jouissant d'une notoriété accrue, Dexia Crédito Local Mexico poursuit cependant sa conquête du marché mexicain avec une part de marché portée aujourd'hui à près de 9 % en termes de financements publics, Banobras restant le leader du marché avec une part de 35 %.

L'année 2007 a été une année dynamique au Mexique en matière de financements publics puisque deux des principales entités fédérées mexicaines ont restructuré leur dette. L'opération la plus marquante de l'année a été la signature d'un contrat pour une part finale de EUR 450 millions (MXN 7 milliards) avec le Distrito Federal pour le refinancement à 33 ans de la dette de la ville de Mexico. Cette opération intègre la renégociation de l'encours de Dexia Crédito Local Mexico déjà existant pour un montant de EUR 149 millions (MXN 2 200 millions). Il convient également de distinguer la participation au financement de la restructuration de la dette de l'État de Michoacán pour une part finale de EUR 67 millions (MXN 972 millions) ainsi que la souscription à des obligations émises par l'État du Chiapas pour un montant total de EUR 48 millions (MXN 700 millions).

## Péninsule ibérique (↗)

Le volume d'activité enregistré à fin décembre 2007 s'élève à EUR 1 713 millions, soit une hausse de 11 % par rapport à 2006 (EUR 1 542 millions).

Parmi les opérations les plus importantes, il convient de distinguer l'achat, en deux opérations consécutives, de *Cédulas Territoriales* émises par BBVA pour des montants respectifs de EUR 100 millions et EUR 54 millions. Il est également à noter la participation à l'émission obligataire de l'Institut Catalàn de Finances (entité dépendante de la région de Catalogne) pour un montant de EUR 175 millions ainsi que la conclusion d'une opération de prêt avec la ville de Barcelone pour un montant de EUR 80 millions.

Au Portugal, l'activité est en progression du fait notamment du redémarrage de la demande *public finance* suite à certaines réformes significatives du cadre légal. La principale opération de l'année demeure l'émission obligataire du satellite public Aguas de Portugal, pour laquelle Dexia Sabadell a obtenu le rôle de *Mandated Lead Arranger*, conservant par ailleurs une part finale de EUR 100 millions.

## Siège international (↘)

La nouvelle production réalisée par le siège international s'établit à EUR 2 105 millions en 2007, en baisse de 12 % par rapport à 2006 (EUR 2 393 millions).

En 2007, les achats de titres représentent un montant total de EUR 2 072 millions. La nouvelle production se répartit entre deux catégories de clients :

- les souverains hors G12 pour EUR 2 057 millions, soit la quasi-totalité du volume d'activité, et ;
- les collectivités locales pour un montant de EUR 15 millions.

En 2007, la production totale de prêt est de EUR 33 millions avec, en particulier, la réalisation de deux prêts d'un montant total de EUR 15 millions à Kyivpastrans et Kyivsky Metropolitan, deux satellites de la ville de Kiev (opérations réalisées avec la BERD) et un prêt de EUR 18 millions réalisé avec la ville de Chuvashavtodor en Russie.

## Suède (↘)

Le volume d'activité réalisé en 2007 s'élève à EUR 754 millions (SEK 6 983 millions), en régression de 29 % par rapport à 2006.

Cette baisse significative a deux explications : d'une part, la très forte concurrence en Suède et en Finlande et d'autre part, la détérioration des conditions de marché, qui s'explique par l'excellente situation financière des municipalités suédoises et finlandaises, limitant leur recours à l'emprunt.

Parmi les opérations les plus significatives, il convient de souligner l'achat d'obligations de la société Landvirkjun en Islande pour un montant de EUR 52 millions (SEK 479 millions) et l'octroi d'un prêt de EUR 54 millions (SEK 500 millions) à la municipalité de Göteborg. Par ailleurs, il est à retenir que, au cours de l'année 2007, 83 % des transactions ont été effectuées en Suède.

Enfin, il est à noter que EUR 77 millions (SEK 715 millions) de la nouvelle production correspondent à des produits structurés,

dont deux réalisés avec la ville de Södertälje pour un total de EUR 54 millions (SEK 500 millions). Ces résultats sont encourageants pour le développement de cette activité, sur les communes suédoises principalement.

### Suisse (↗)

L'activité réalisée en Suisse s'élève à EUR 1 285 millions (CHF 2 125 millions) en 2007 en hausse de 20 % par rapport à 2006 (EUR 1 072 millions soit CHF 1 737 millions).

La nouvelle production se répartit entre trois catégories de clients : les cantons pour 40 %, les banques cantonales pour 33 % et les villes pour 27 %. La production de 2007 se concentre sur la Suisse romande (64 % de la production) et alémanique (26 % de la production). Il est à noter une nette progression sur la zone italienne, qui représente désormais 10 % des activités à fin 2007 contre 2 % à fin 2006. Concernant les canaux de distribution, il convient de souligner la légère baisse de la vente en direct qui passe de 58 % des volumes en 2006 à un peu moins de 50 % en 2007, un fort lien historique entre les courtiers et les collectivités locales existant toujours en Suisse. Au cours de l'année 2007, le portefeuille de Dexia Public Finance Switzerland s'est élargi et compte désormais 93 clients à fin 2007 contre 62 clients en 2006.

### Autriche (participation à 49 % consolidée par mise en équivalence) (↘)

La production de l'année 2007 s'élève à EUR 8 884 millions, soit une baisse de 4 % par rapport à la production 2006 (EUR 9 244 millions).

En 2007, 18 % de la production a été réalisée en Autriche (contre 24 % en 2006), 14 % avec les pays de l'Est (contre 20 % en 2006), 5 % en Suisse (contre 3 % en 2006), et 63 % dans le reste du monde (contre 60 % en 2006).

L'évolution de l'activité n'appelle pas de commentaire particulier dans la mesure où le volume de la production dépend majoritairement de quelques grandes opérations avec des *Länder*. La réduction d'activité réalisée dans les pays de l'Est correspond à une activité obligataire moindre dans les États de la région. En Suisse, le quasi doublement de l'activité correspond à une démarche commerciale volontariste, mais sans autre relais commercial dans ce pays que les *brokers*. Enfin, la croissance sur le reste du monde inclut les positions prises sur les souverains d'Europe occidentale à la suite de l'écartement des *spreads* consécutif à la crise sur les *subprimes*.

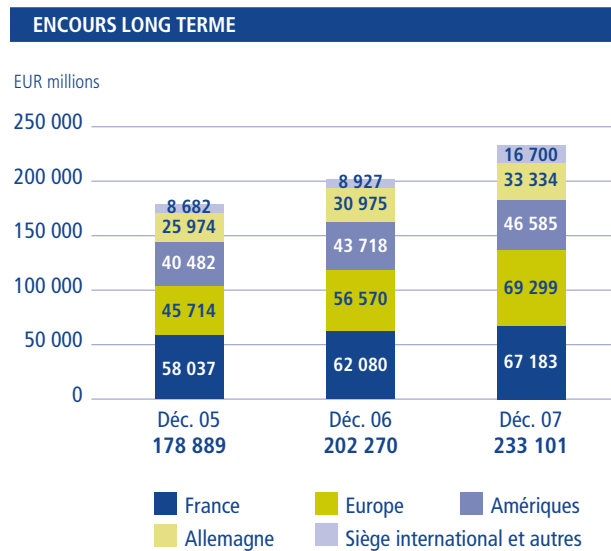
En ce qui concerne les opérations remarquables, en Autriche, Kommunalkredit Austria a réalisé une part importante de la production avec les *Länder* de Haute Autriche (EUR 337 millions bouclés en décembre), de Basse Autriche (EUR 105 millions) et la République d'Autriche (EUR 149 millions).

En Europe centrale et orientale, la production de EUR 1 494 millions correspond pour l'essentiel à des opérations d'achat de titres obligataires ou à la vente de protections CDS (*Credit Default Swap*) sur souverains : Roumanie, Croatie, Lettonie, Estonie, Lituanie, Bulgarie, Russie, Kazakhstan voire des banques comme Eximbank, qui est une banque hongroise avec laquelle une opération de EUR 50 millions

a été réalisée conjointement avec le département Origination Secteur Public de Dexia Crédit Local, Dexia Kommunalkredit Bank et Kommunalkredit Austria.

Dans le reste du monde, la production sur la période a été de EUR 4 852 millions, avec des montants importants sur les souverains d'Europe de l'Ouest (Allemagne, Belgique, France, Espagne) ainsi que des États américains au cours du premier semestre, dans la perspective de constitution par Kommunalkredit Austria d'un portefeuille de *Collateralized Debt Obligation* (CDO).

## b. Encours



L'encours long terme « secteur public » s'élève à EUR 233 milliards, en croissance de 15 % par rapport à l'encours à fin décembre 2006. Hors effet de change, la progression serait de 19 %.

La progression de l'encours en termes de volume est particulièrement significative sur la France (8 %), la Suisse (155 %), la Grande-Bretagne (87 %), les Amériques (19 % hors effet de change), et l'Allemagne (8 %).

L'activité de réaménagement de dette s'élève à EUR 15,3 milliards à fin décembre 2007 et se répartit entre la France (71 %), l'Italie (17 %), l'Allemagne (8 %), la Grande-Bretagne (2 %), le Mexique (1 %) et la Péninsule ibérique (1 %).

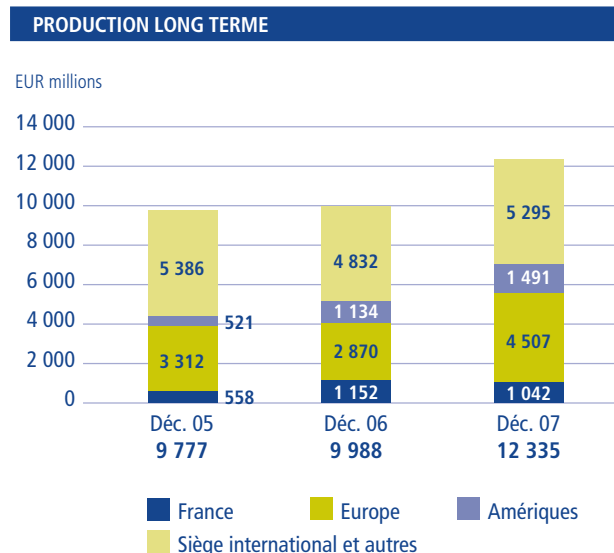
## 2.2 FINANCEMENTS COURT TERME

L'encours court terme s'élève à EUR 9,5 milliards à fin décembre 2007 (en baisse de 13 % par rapport à fin décembre 2006). Hormis la France, représentant 85 % du montant total, l'encours court terme est principalement logé en Allemagne (11 % du montant total).



## 3. FINANCEMENTS STRUCTURÉS LONG TERME

### 3.1 ACTIVITÉ



L'activité du secteur des financements structurés réalisée à fin décembre 2007 s'élève à EUR 12 335 millions, en augmentation de 24 % par rapport à la production réalisée à fin décembre 2006.

En termes de reconnaissance de l'activité par le marché, Thomson Financial vient de classer Dexia 3<sup>e</sup> banque parmi les MLA (*Mandated Lead Arranger*) pour les financements de projets tous secteurs et toutes zones géographiques confondus (2<sup>e</sup> pour les Amériques, 4<sup>e</sup> pour la région EMEA et 19<sup>e</sup> pour la zone Asie Pacifique). La progression est très significative, puisque Dexia se plaçait à la 13<sup>e</sup> position en 2006. Malgré la crise de liquidité du deuxième semestre, l'activité d'*underwriting* et de syndication a été très soutenue.

#### ÉVOLUTION PAR IMPLANTATION

##### France (↘)

La production réalisée à fin décembre 2007 est de EUR 1 042 millions contre EUR 1 152 millions à fin décembre 2006, soit une baisse de 10 %. Des *underwritings* importants ayant été réalisés en 2007 pour des opérations dont le risque a été distribué sur les marchés financiers, le montant de la production sur l'année ne reflète donc pas les très importantes opérations réalisées.

Dans le secteur des transports, Dexia Crédit Local est intervenu en tant que MLA dans deux refinancements de grande ampleur :

- celui du Viaduc de Millau via un prêt bancaire indexé sur l'inflation de EUR 215 millions. Cette opération a été rehaussée par FSA et MBIA ;
- celui de la société autoroutière SANEF (*underwriting* EUR 750 millions) rehaussé par FSA et MBIA. Cette opération a été séparément « repackagée » par le département Origination Secteur Public de Dexia Crédit Local.

Par ailleurs, des obligations Cofiroute et ASF ont été achetées pour un total de EUR 200 millions.

L'activité de partenariat public-privé (PPP) reste soutenue avec le financement en tant qu'agent et seul arrangeur de trois projets pour un total de EUR 85 millions : le centre d'entraînement de l'Insep, l'éclairage public de Rouen et celui d'Hérouville Saint Clair. Pour mémoire, neuf autres opérations de PPP ont été également arrangées par la direction des financements spécialisés pour un total de EUR 51 millions. Par ailleurs, Dexia Crédit Local a également signé un mandat de conseil avec France Telecom/Eiffage/Axa concernant l'appel d'offres relatif au système de télécommunications du ministère de la Défense.

Dans le secteur de l'environnement, Dexia Crédit Local a en particulier *underwritten* EUR 175 millions pour le financement de l'acquisition de la SAUR et a financé en tant que MLA un centre de traitement de déchets pour EUR 150 millions.

Dans le secteur des télécoms, Dexia Crédit Local a participé en tant qu'*underwriter* à hauteur de EUR 100 millions au financement de l'acquisition de TDF.

Dexia Crédit Local a financé quatre projets d'énergies renouvelables (éolien et biocarburants) pour un total de EUR 95 millions. Dexia Crédit Local a en particulier financé en tant que MLA des fermes éoliennes dans la région de Fruges pour Babcock & Brown (EUR 48 millions).

Dans le secteur des financements d'actifs, Dexia Crédit Local a notamment financé un navire pour le département de la Gironde à hauteur de EUR 25 millions.

##### Allemagne

L'activité de Dexia Kommunalbank Deutschland a démarré cette année et a atteint EUR 582 millions.

Dans le secteur de l'énergie, Dexia Kommunalbank Deutschland a signé plusieurs participations pour un total de EUR 255 millions dans des prêts accordés à des sociétés de services publics (« *Multi Utilities* ») dont EUR 127 millions pour MVV Energie, société détenue par la ville de Mannheim et EUR 57 millions pour EnBW, le 4<sup>e</sup> électricien allemand. Dexia Kommunalbank Deutschland a participé à deux financements de projets, dont un dans le secteur des énergies renouvelables (financement de parcs éoliens en faveur du fond ArLight Energy Partners III), pour un total de EUR 53 millions.

Dans le secteur du logement social, Dexia Kommunalbank Deutschland a participé à quatre financements de sociétés municipales en charge de la gestion du logement social pour EUR 176 millions au total (dont un mis en place conjointement avec Kommunalkredit Austria), et dans un « *sale and lease-back* » en faveur de la ville de Hambourg (Alstria Office AG) pour EUR 27 millions, réalisé en partenariat avec Dexia Banque Belgique.

Dexia Kommunalbank Deutschland est également intervenu avec Denizbank dans le financement de centres d'inspection de véhicules

en Turquie (USD 56 millions pour le groupe Dexia) et a arrangé le financement de l'acquisition d'un concessionnaire d'autoroute au Chili pour le Groupe Hochtief.

### Amériques (hors Mexique) (↗)

La production à fin décembre 2007 est de EUR 1 491 millions (USD 2 056 millions) contre EUR 1 134 millions (USD 1 434 millions) à fin décembre 2006 soit une hausse de 31 %.

Dans le secteur des transports, plusieurs opérations significatives ont été signées.

La succursale de Dexia Crédit Local à New York est intervenue :

- en tant que MLA, dans le financement de l'acquisition par le consortium Goldman-ICA de quatre routes à péage au Mexique, avec un *underwriting* initial de USD 1,2 milliard (objectif de part finale : USD 330 millions) ;
- en tant qu'*underwriter* pour un total de USD 510 millions (part finale USD 146 millions) du financement de deux acquisitions de ports : celle de P&O Ports North America par AIG Highstar et celle de Maher Terminals par RREEF ;
- comme MLA et *underwriter* à hauteur de USD 350 millions (objectif de part finale : USD 150 millions) d'un financement en faveur de Carrix Inc, opérateur de terminaux maritimes et ferroviaires.

La succursale de Dexia Crédit Local à Montréal est en particulier intervenue comme *underwriter*, à hauteur de USD 170 millions (part finale de USD 96 millions), du financement mis en place pour l'acquisition des ports de New York et Vancouver par un fonds de pension canadien et comme MLA du financement en PPP, rehaussé par FGIC, du projet de périphérique de Calgary pour CAD 170 millions.

L'activité dans le secteur de l'énergie a également été soutenue :

- dans le secteur des énergies renouvelables, les succursales de Dexia Crédit Local de New York et de Montréal ont bouclé dix opérations dans le secteur éolien (dont huit en tant que MLA) et une dans le secteur solaire pour un total de USD 1 215 millions d'*underwriting* (part finale de USD 564 millions). Dexia Crédit Local New York branch a en particulier continué à développer ses relations avec Invenergy et Noble, deux des principaux développeurs américains dans le secteur éolien ;
- Dexia Crédit Local Canada branch est intervenue comme arrangeur/*underwriter*, à hauteur de CAD 375 millions (objectif de part finale : CAD 150 millions) dans le financement d'une centrale nucléaire dans l'Ontario ;
- Dexia Crédit Local New York branch est également intervenue au Brésil dans le financement de deux plate-formes de forage destinées à Petrobras pour un total de USD 150 millions ;
- dans le secteur de l'énergie thermique, les succursales de New York et du Canada ont financé cinq opérations pour un total de USD 225 millions.

### Australie (↗)

L'activité enregistrée à fin décembre 2007 s'élève à EUR 811 millions (AUD 1 326 millions) contre EUR 263 millions en 2006 (AUD 440 millions), soit une progression de 208 %.

Dans le secteur de l'énergie, Dexia Crédit Local Asia Pacific est intervenu, à hauteur de AUD 524 millions, en tant que MLA de l'importante opération de financement de l'acquisition d'Alinta (société intervenant dans les secteurs gazier et électrique) par Babcock and Brown.

Dexia Crédit Local Asia Pacific a également participé au financement de l'acquisition d'actifs pétroliers en Asie centrale par des investisseurs chinois pour USD 21 millions.

Dans le secteur des infrastructures, Dexia Crédit Local Asia Pacific a fait l'*underwriting* de *bonds* à hauteur de AUD 596 millions (titres logés chez Dexia BIL Singapour) pour l'aéroport de Brisbane, le Royal Melbourne Hospital et pour le financement en PPP de l'hôpital d'Orange et a participé en particulier :

- au financement d'Asciano (*spin off* de Toll Holdings Ltd), premier opérateur de logistique portuaire/ferroviaire intégré en Australie, pour un montant de AUD 170 millions ;
- au refinancement de la construction d'une autoroute à péage à Melbourne (projet ConnectEast) pour un montant de AUD 50 millions ;
- à hauteur de AUD 59 millions au financement en PPP de logements pour l'armée.

L'*Offshore Banking Unit* de Dexia Crédit Local Asia Pacific est intervenue sur deux opérations dans le secteur des télécoms en Inde pour un total de USD 73 millions (pour Reliance Communications, le plus gros opérateur télécom du pays et Tata Teleservices).

Les acquisitions totales de *bonds* logés *in fine* dans d'autres entités du groupe se montent à AUD 1 455 millions.

### Europe centrale et orientale (↗)

L'activité enregistrée à fin décembre 2007 s'élève à EUR 645 millions contre EUR 382 millions à fin décembre 2006, soit une augmentation de 69 %.

La zone est restée relativement épargnée par la crise de liquidité, mais il existe une tension sur les prix des grandes opérations de financements d'infrastructures syndiquées sur les marchés internationaux. Les banques locales sont particulièrement agressives en Pologne, Slovaquie et République Tchèque.

Les opérations significatives de l'année sont les financements des autoroutes croates Zagreb-Rijeka pour EUR 48 millions (avec garantie de l'État croate), de la société Aqualia, producteur et distributeur régional d'eau en République Tchèque à hauteur de EUR 20 millions, de la centrale thermique de Belchatow en Pologne pour EUR 64 millions (opération dans laquelle le siège international a également pris une participation de EUR 26 millions), ainsi que trois opérations en Bulgarie pour un total de EUR 72 millions : financement de la centrale Maritza I en Bulgarie avec la BERD, financement de

la société d'eau de la ville de Varna, et financement de la société d'électricité NEK.

## Grande-Bretagne (↘)

La production à fin décembre 2007 s'élève à EUR 934 millions (GBP 642 millions), contre EUR 1 219 millions à fin décembre 2006, (GBP 831 millions), soit une baisse de 23 %, qui s'explique par la signature de deux très gros financements d'acquisition en 2006.

Sur le secteur du partenariat public-privé (et son équivalent anglo-saxon, *Private Finance Initiative* – PFI), la succursale de Londres a été seul arrangeur :

- du refinancement de GBP 189 millions de UPP Lancaster, société de projet détenue par Alma Mater (un fond dans lequel la succursale de Londres a investi), en charge de la construction, rénovation et maintenance des logements de l'université de Lancaster ;
- du financement d'hôpitaux pour GBP 77 millions ;
- du financement de GBP 68 millions pour des logements sociaux en faveur du Manchester City Council ;
- du financement d'écoles en Ecosse pour GBP 78 millions.

Et a également co-arrangé :

- le refinancement de GBP 85 millions de l'hôpital d'Edimbourg ;
- le financement de GBP 29 millions pour UPP Loughborough, société de projet détenue à 50 % par le fonds Barclays European Infrastructure Fund (dans lequel la succursale de Londres a également investi) en charge de la construction et maintenance de logements pour l'université de Loughborough.

Par ailleurs, Dexia Crédit Local London branch a signé plusieurs participations, dont GBP 59 millions dans le financement de l'acquisition de deux sociétés de traitement de déchets (WRG acheté par FCC - opération partagée avec Dexia Crédit Local et Dexia Sabadell - et Cory acheté par divers investisseurs financiers), et GBP 35 millions dans le financement de l'acquisition par Macquarie de National Car Parks.

## Italie (↗)

L'activité à fin décembre 2007 est de EUR 1 345 millions contre EUR 664 millions à fin décembre 2006 (+103 %).

L'activité de Dexia Crediop en 2007 a été marquée par l'*underwriting* de EUR 1 500 millions pour le financement de l'acquisition d'Endesa en Espagne par ENEL. La part finale (partagée entre Dexia Crediop, Dexia Crédit Local et Dexia Banque Belgique) est de EUR 408 millions.

Dans le secteur de l'énergie, Dexia Crediop a par ailleurs *underwritten* à hauteur de EUR 300 millions (part finale EUR 200 millions) des obligations émises par TERNA (opérateur du réseau électrique national) et refinancé en tant que MLA une centrale au gaz - SET (*underwriting* de EUR 180 millions et part finale de EUR 120 millions partagée avec Kommunalkredit Austria). De plus, Dexia Crediop a pris une participation de EUR 32 millions dans le financement de l'acquisition de SGI (opérateur d'un pipeline de gaz sur la côte est

de l'Italie). Dexia Crediop a également réalisé un *underwriting* de EUR 200 millions sur une émission d'obligations ENEL entièrement distribuée sur le marché.

Dans le secteur des énergies renouvelables, Dexia Crediop est intervenu en particulier comme seul MLA pour le financement d'un projet photovoltaïque pour Solar Ventures pour EUR 16 millions, et comme co-arrangeur sur un financement éolien (part finale de EUR 18 millions) dans la région des Pouilles.

Dans le secteur des transports et PPP, Dexia Crediop a bouclé comme MLA les opérations suivantes :

- financement de la ligne 5 du métro de Milan pour un *underwriting* de EUR 105 millions (objectif de part finale : EUR 50 millions) ;
- financement en PPP de l'hôpital de Legnano pour un total de EUR 27 millions (*underwriting* de EUR 84 millions). C'est le premier financement d'hôpital réalisé par Dexia Crediop en PPP ;
- crédit-relais pour Strada dei Parchi, concessionnaire d'autoroutes dans la région des Abruzzes à hauteur de EUR 100 millions.

Dexia Crediop a poursuivi son développement sur les « *utilities* » locales et a en particulier financé Hera (région de Bologne) à hauteur de EUR 150 millions (dont EUR 100 millions d'obligations). Il est à noter également des participations pour un total de EUR 190 millions dans des financements accordés à diverses sociétés détenues par des municipalités.

Dexia Crediop a par ailleurs signé plusieurs mandats de conseil, dont un en particulier avec la ville de Milan concernant la cession de participations dans des sociétés d'autoroutes.

## Japon

La production à fin décembre 2007 est de EUR 35 millions (JPY 5,6 milliards). La succursale de Dexia au Japon a signé sa première opération, en coopération avec les équipes de Paris : prise de participation de EUR 33 millions dans le refinancement de Softbank Mobile (3<sup>e</sup> opérateur mobile au Japon). Dexia Crédit Local Bank Tokyo branch a également pris une participation de EUR 2 millions dans le premier PPP japonais pour financer une école.

## Mexique

Production de EUR 19 millions (MXN 289 millions) (pas de production en 2006), avec une première opération pour le financement d'une centrale thermique en Basse Californie.

## Péninsule ibérique (↗)

La production réalisée à fin décembre 2007 s'élève à EUR 872 millions contre EUR 604 millions à fin décembre 2006, soit une progression de 44 %.

Dexia Sabadell a structuré en 2007, en tant que MLA, le financement de rames pour le métro de Madrid avec une part finale de EUR 107 millions. Cette opération consolide Dexia Sabadell comme un des principaux leaders du financement des infrastructures en Espagne.



Par ailleurs, dans le domaine des transports routiers, Dexia Sabadell est intervenu à hauteur de EUR 100 millions dans quatre projets (M45, route dans la région de Valence, route aux Açores et route Ibiza/San Antonio). Dexia Sabadell a par ailleurs obtenu un mandat du groupe Dragados pour le conseiller dans le cadre d'un appel d'offres pour la rénovation d'autoroutes.

Dexia Sabadell a participé à deux PPP : refinancement à hauteur de EUR 80 millions de Aguas del Huesna (Eau - région de Séville) et financement d'une prison en Catalogne à hauteur de EUR 22 millions.

Dans le secteur des énergies renouvelables, Dexia Sabadell a participé à huit opérations dans le secteur solaire pour un total de EUR 208 millions (dont six opérations ont été arrangées par Dexia Sabadell pour un total de EUR 157 millions) et a participé à quatre opérations dans le secteur éolien pour un total de EUR 87 millions.

En termes de financement d'acquisition, Dexia Sabadell a pris trois participations pour un total de EUR 88 millions : acquisition par ACS de 10 % d'Iberdrola et acquisition par Acciona de 20 % d'Endesa (le siège international de Dexia Crédit Local a également participé à ces deux opérations), et acquisition de WRG (traitement de déchets en Grande-Bretagne) par FCC (Dexia Crédit Local London branch et Dexia Crédit Local Paris ont également pris une participation dans ce financement).

Dexia Sabadell a également participé à hauteur de EUR 48 millions au financement d'une centrale au gaz pour AES Cartagena et à hauteur de EUR 45 millions pour le financement d'une usine d'incinération aux Baléares.

### **Siège international Dexia Crédit Local (↘)**

La production réalisée à fin décembre 2007 s'élève à EUR 4 430 contre EUR 4 569 millions à fin décembre 2006. La baisse de 3 % provient de la diminution du volume d'achats obligataires : EUR 2 613 millions contre EUR 3 446 millions en 2006.

Dans le secteur des infrastructures, Dexia Crédit Local et Dexia Banque Belgique ont été MLA du refinancement de l'aéroport de Bruxelles avec un *underwriting* de EUR 197 millions et une part finale de EUR 82 millions pour Dexia Crédit Local. Dexia Crédit Local a également été MLA (*underwriting* de EUR 230 millions et objectif de part finale EUR 60 millions) du financement d'une route à péage en Grèce, et obtenu un premier mandat de MLA en Allemagne pour le financement de l'autoroute A4 (*underwriting* de EUR 181 millions et objectif de part finale de EUR 70 millions).

Il convient de noter également des achats obligataires dans le secteur de l'eau pour GBP 475 millions (Thames Water principalement), dans le secteur des hôpitaux PFI anglais pour GBP 329 millions, de titres ASF pour EUR 110 millions et Channel Link pour GBP 206 millions.

Dexia Crédit Local Paris est intervenu avec succès dans plusieurs opérations dans le secteur des énergies renouvelables :

- MLA du refinancement du portefeuille éolien mondial de Babcock and Brown avec un *underwriting* de EUR 400 millions (objectif de part finale de EUR 210 millions) ;

- seul MLA, conjointement avec Dexia Banque Belgique, du financement du projet éolien *offshore* C Power en Belgique avec un *underwriting* de EUR 142 millions ;
- MLA du financement de fermes éoliennes *onshore* en Grèce, à hauteur de EUR 30 millions.

Dans le secteur des énergies thermiques, le siège international a également participé au financement de quatre centrales électriques et de dessalement pour un total de USD 263 millions (projets Taweelah et Fujairah 2 aux Émirats Arabes Unis, Shuqaiq et Marafiq en Arabie Saoudite), et a acheté des obligations émises par National Grid Gas Holding au Royaume-Uni pour GBP 100 millions. Par ailleurs, Dexia Crédit Local est intervenu comme MLA à hauteur de USD 100 millions pour le projet de GNL Qatargas 4 et a participé à hauteur de USD 75 millions aux préfinancements d'exportation de pétrole pour la société pétrolière russe Rosneft.

Dans le secteur des télécoms, Dexia Crédit Local a été en particulier actif sur le marché turc, en synergie avec DenizBank :

- MLA du refinancement d'AVEA, opérateur mobile turc, avec un *underwriting* de USD 225 millions et une part finale de USD 63 millions ;
- *underwriter* à hauteur de USD 350 millions (part finale de USD 215 millions dont la moitié est logée chez DenizBank) du financement de l'acquisition de Turk Telecom par Ojer Telekomunikasyon ;
- participation au financement des investissements de Turkcell à hauteur de USD 25 millions.

Par ailleurs, Dexia Crédit Local est intervenu comme MLA des financements d'acquisition de Media Broadcast en Allemagne et d'Alticom aux Pays-Bas (*underwriting* de EUR 146 millions et objectif de part finale de EUR 90 millions) et a participé à hauteur de USD 75 millions au financement d'une acquisition de Vodafone en Inde (Dexia Crédit Local Asia Pacific a également pris une participation similaire).

### **Suède (→)**

Une opération a été signée en 2007 : le financement à hauteur de EUR 51 millions (SEK 473 millions) en faveur de Hafslund, une des principales « *utilities* » de Scandinavie.

### **Suisse (→)**

La production à fin décembre 2007 est de CHF 127 millions (EUR 77 millions).

Dexia Crédit Local est intervenu comme seul arrangeur du refinancement de la dette de l'Aéroport International de Genève pour CHF 125 millions.

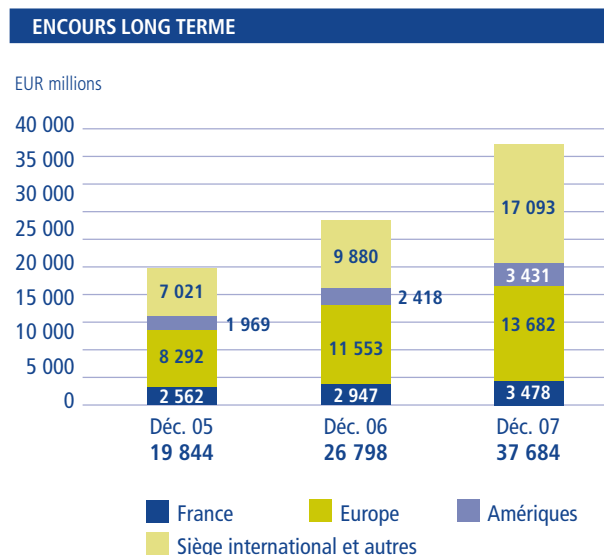
### **Autriche (participation à 49 % consolidée par mise en équivalence) (↗)**

L'activité de Kommunalkredit Austria à fin décembre 2007 a atteint EUR 1 610 millions (soit EUR 789 millions pour Dexia Crédit Local) contre EUR 689 millions à fin décembre 2006.

En Autriche, les principales opérations sont la participation au financement d'un projet PPP autoroutier en Autriche, Nordautobahn (liaison Vienne/Prague), à hauteur de EUR 180 millions, et le financement à hauteur de EUR 50 millions de la société *holding* du Land de Burgenland.

Dans le reste du monde, sont en particulier notables la participation (à hauteur de EUR 72 millions) avec Dexia Crediop au financement de l'opération SET (voir ci-avant, développement sur l'activité en Italie), le financement à hauteur de EUR 73 millions de Glasgow Healthcare Facilities en participation dans un PFI syndiqué par Dexia Crédit Local London branch, la participation à hauteur de EUR 65 millions avec Dexia Crédit Local au financement de l'aéroport de Bruxelles et, en Suisse, le financement du barrage de la Grande Dixence (EUR 78 millions). Kommunalkredit Austria a également participé au financement de prêts syndiqués pour Gazprom et Rosneft en Russie et au financement des Chemins de Fer ukrainiens, garantis par l'État.

## 3.2 ENCOURS LONG TERME



L'encours long terme du secteur des financements structurés, s'élève à EUR 37,7 milliards à fin décembre 2007, soit une progression de 41 % par rapport au niveau atteint un an plus tôt.

## 4. ACTIVITÉ D'ASSURANCES (DEXIA SOFAXIS)

Au 31 décembre 2007, le volume des primes collectées par Dexia Sofaxis, qui s'élève à EUR 363 millions, est légèrement inférieur à celui observé au 31 décembre 2006 (EUR 367 millions). Cette légère diminution provient notamment du marché de l'assurance statutaire de la fonction publique qui devient globalement plus difficile à cause

d'une concurrence plus accrue, qui s'accompagne d'une baisse sensible des tarifs.

Les commissions qui s'élèvent à EUR 46 millions sont restées au même niveau qu'à fin décembre 2006.

## 5. DÉPÔTS & GESTION D'ACTIFS

L'encours en gestion pour le métier du financement des équipements collectifs s'établit à EUR 11,8 milliards à fin décembre 2007, en progression de 27 % par rapport à fin décembre 2006.

- En France, l'encours sous gestion, à EUR 7,1 milliards, a été marqué par un développement soutenu avec une progression de 24 % par rapport à fin décembre 2006. L'encours OPCVM représente EUR 3 milliards.
- En Italie, l'encours sous gestion, à EUR 1,7 milliard, est en légère baisse de 5 % par rapport à fin décembre 2006.

- En Europe centrale et orientale, les dépôts s'établissent à EUR 0,8 milliard à fin décembre 2007, en progression de 30 % par rapport à fin décembre 2006.
- En Israël, le montant des dépôts s'élève à EUR 0,8 milliard, en progression de 55 % par rapport à fin décembre 2006.
- En Australie, le montant des dépôts s'établit à EUR 0,7 milliard, quatre fois et demi supérieur au montant à fin décembre 2006.
- En Grande-Bretagne, le montant des dépôts s'élève à EUR 0,2 milliard et reste quasi stable par rapport à la même période de l'année dernière.

## 6. COLLECTE DES RESSOURCES ET MARCHÉS FINANCIERS

### 6.1 COLLECTE DES RESSOURCES À LONG TERME

Dette Senior <sup>(1)</sup> (en EUR millions)	Émissions au 31 décembre 2006	Émissions au 31 décembre 2007
<b>France</b>		
Dexia Municipal Agency	11 816	14 831
Dexia Crédit Local	3 915	3 363
<b>Italie</b>		
Dexia Crediop	3 859	2 732
<b>Allemagne</b>		
Dexia Kommunalbank Deutschland	6 745	3 158
<b>Sous total – Europe</b>	<b>26 335</b>	<b>24 084</b>
<b>États-Unis</b>		
FSA – Financial products (GICs)	4 915	4 424
<b>TOTAL</b>	<b>31 250</b>	<b>28 508</b>

(1) Les données incluent les ressources marché (publiques et privées), retail et privilégiées (BEI et BDCE). Elles excluent les prêts intra-groupe. Les données n'incluent pas les ressources émises avec une durée de vie inférieure à deux ans. La maturité est calculée par rapport à la date de fin de maturité contractuelle ou, le cas échéant, à la première date de call.

En 2007, le groupe Dexia Crédit Local a emprunté EUR 28,5 milliards sur les marchés à long terme à comparer à EUR 31,3 milliards en 2006. Hors FSA, le total des ressources collectées s'élève à EUR 24,1 milliards pour une durée de vie moyenne de 7,5 ans (vs. 8,2 ans en 2006).

L'année 2007 a été fortement marquée par la crise des *subprimes*. Le retournement du marché immobilier résidentiel américain a entraîné dans son sillage le segment des crédits immobiliers dits *subprimes*. La crise s'est rapidement propagée au secteur bancaire entraînant une forte défiance des investisseurs pour les crédits bancaires et se traduisant par un élargissement des *spreads* de crédit et une crise de liquidité sur les compartiments à court et long terme.

Malgré ce contexte difficile, le groupe Dexia Crédit Local a réussi à lever la quasi-totalité du volume budgété grâce notamment à la reconnaissance de la signature Dexia Municipal Agency.

Le programme de financement a été exécuté comme suit :

#### a. Émissions publiques

Au 31 décembre 2007	Dexia Crédit Local consolidé
Émissions publiques	EUR 11,9 milliards (+ 42,4 % vs. 2006)
Durée de vie moyenne	7,3 ans

Le segment des émissions publiques est demeuré essentiellement réservé aux émetteurs AAA du groupe Dexia : Dexia Municipal Agency et Dexia Kommunalbank Deutschland. À préciser également que Dexia Crédit Local est venu sur ce segment en 2007 via le lancement d'une émission en franc suisse.

Dexia Municipal Agency - émetteur de référence du groupe Dexia sur les émissions publiques internationales - a poursuivi le développement de ses courbes de référence sur les grands marchés internationaux et a mené une politique active de diversification en devises en 2007. 79 % du volume global levé par l'émetteur a été réalisé via des émissions publiques confirmant l'attrait des investisseurs pour les émetteurs de grande qualité.

Dexia Municipal Agency a lancé avec succès le premier *benchmark* de l'année en euro (EUR 1 milliard à 12 ans de durée de vie) marquant ainsi son retour sur une maturité supérieure à 10 ans. La transaction a été très bien accueillie par le marché, en témoigne l'excellente qualité du livre d'ordres.

Dexia Municipal Agency a poursuivi le développement de sa courbe en euro en créant trois nouveaux points *benchmark* : deux nouvelles émissions à 10 ans pour un volume respectif de EUR 1,25 milliard et de EUR 1,5 milliard et une nouvelle émission à 3 ans pour un volume de EUR 1,5 milliard.

Malgré la crise des *subprimes*, ces transactions ont rencontré un grand succès auprès d'une base large et internationale d'investisseurs. La construction très rapide des livres d'ordres et leur granularité ont confirmé la solidité de la franchise de l'émetteur dans un environnement particulièrement difficile, marqué par une crise de liquidité. Ainsi, Dexia Municipal Agency a été l'un des seuls émetteurs de *covered bonds* à conserver un excellent accès au marché durant le dernier trimestre 2007 lui permettant de lever des ressources à 3 et 10 ans.

Trois nouvelles émissions ont également été lancées par Dexia Municipal Agency sur le marché de l'eurodollar permettant de compléter la courbe existante par trois nouvelles références à 3 ans (EUR 1 milliard), 5 ans (EUR 1 milliard) et 10 ans (EUR 1 milliard).

Enfin, Dexia Municipal Agency a également été actif sur les marchés GBP, JPY, CHF, CAD et AUD via le lancement de nouvelles émissions et l'abondement de souches existantes à hauteur de EUR 5 milliards.

Dexia Crédit Local a levé EUR 120 millions (CHF 200 millions) sur le marché public suisse à 3 ans de durée de vie moyenne, répondant à une demande ponctuelle d'investisseurs institutionnels.

#### b. Émissions privées

Au 31 décembre 2007	Dexia Crédit Local consolidé
Émissions privées	EUR 9,5 milliards (- 31 % vs. 2006)
Durée de vie moyenne	8,1 ans

Au 31 décembre 2007, les ressources levées sur le segment des placements privés s'élevaient à EUR 9,5 milliards, soit 39 % du volume total émis (hors FSA) ce qui représente une baisse de 31 % par rapport à l'année 2006.

Dans un contexte de forte volatilité des marchés financiers et d'incertitude marquée sur l'évolution des *spreads* de crédit, l'appétit des investisseurs s'est tourné vers des opérations publiques « liquides » plutôt que vers des opérations structurées, supports de prise de position sur l'évolution des taux d'intérêt.

Dexia Kommunalbank Deutschland a levé EUR 3,2 milliards (en baisse de 46 % par rapport au volume émis en 2006) sur une durée de vie moyenne de 9,3 ans. La totalité de la ressource 2007 de Dexia Kommunalbank Deutschland a été collectée sur le segment des placements privés.

Dexia Municipal Agency a levé EUR 3,1 milliards sur une durée de vie moyenne de 10,1 ans ce qui représente 39 % du volume total de ressources à long terme collectées par cet émetteur et s'inscrit en baisse de 33 % par rapport au volume émis en 2006. Le flux de placements privés a été essentiellement concentré sur des émissions « vanilles » confirmant ainsi la tendance observée en 2006 de décroissance des émissions sous format structuré.

Dexia Crédit Local a levé EUR 2,5 milliards (en ligne avec le volume émis en 2006) sur une durée de vie moyenne de 4,4 ans soit 74 % du volume total collecté par l'émetteur.

Dexia Crediop a collecté EUR 718 millions sur le marché italien des placements privés institutionnels pour une durée de vie moyenne de 6,7 ans ce qui représente 26 % du volume levé par l'émetteur.

### c. Émissions retail

Au 31 décembre 2007	Dexia Crédit Local consolidé
Émissions retail	EUR 1,9 milliard (- 44 % vs. 2006)
Durée de vie moyenne	4,8 ans

Dexia Crediop a été actif sur le segment du *retail* italien, segment de marché sur lequel un total de EUR 1,9 milliard a été levé sur une durée de vie moyenne de 4,8 ans. Ce montant a représenté 68 % de la ressource levée par Dexia Crediop en 2007.

### d. Ressources à conditions privilégiées

Au 31 décembre 2007	Dexia Crédit Local consolidé
Ressources à conditions privilégiées	EUR 880 millions (idem 2006)
Durée de vie moyenne	9,4 ans

Dexia Crédit Local a signé sept nouveaux contrats de refinancement avec la Banque Européenne d'Investissement (BEI), les plus importants portant sur les thématiques « ANRU » (« Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine »), « santé solidarité » et « logement social ».

Globalement Dexia Crédit Local a levé EUR 730 millions à 9,4 ans de vie moyenne via dix tirages auprès de cet organisme.

Dexia Crediop a conclu une opération en euro auprès de la BEI pour un montant de EUR 150 millions et une durée de vie moyenne de 9 ans.

FSA a émis dans le cadre de son programme GIC (*Guaranteed Investment Contracts*) un volume de USD 6,5 milliards (soit un équivalent EUR 4,4 milliards) sur une durée de vie moyenne de 4,8 ans.

## 6.2 MARCHÉS FINANCIERS

Les principales évolutions sur les marchés financiers en 2007 ont été les suivantes :

- La grande fragilité du secteur immobilier aux États-Unis a déclenché la crise dite des *subprimes* au début du mois d'août. Cette crise a fortement perturbé les marchés monétaire et obligataire, avec des investisseurs en difficulté et une augmentation importante des *spreads* de crédits. L'ampleur de l'exposition des banques, au travers d'opérations de titrisation très complexes, reste difficilement quantifiable et continue de peser sur la valorisation des institutions financières.

Prenant acte de ces difficultés, la Fed a procédé à trois reprises à la baisse de son principal taux directeur, qui termine l'année à 4,25 % après avoir culminé à 5,25 % au cours des douze derniers mois. En dépit de pressions inflationnistes, induites par l'augmentation des prix alimentaires et de l'énergie, le soutien à la croissance a été jugé primordial par les autorités monétaires outre-Atlantique.

- En Europe, la BCE, après avoir relevé ses taux directeurs de 50 points de base en début d'année a interrompu en juin son cycle de hausse, dans l'attente d'un apaisement de la crise de liquidité. L'inflation, dont le niveau a atteint 3,3 % au mois de novembre, est considérée comme le principal risque à moyen terme.
- L'euphorie du premier semestre sur les marchés actions a tourné court, la crise des *subprimes* et l'incertitude quant à l'évolution de la conjoncture aux États-Unis ayant renforcé l'aversion au risque.
- Les *spreads* de crédit se sont fortement tendus au cours du deuxième semestre dans un contexte de réappréciation globale de l'échelle des risques.

En fonction des lignes d'activité déployées dans le cadre des activités de marché de Dexia Crédit Local, les principaux éléments relatifs à l'activité ont été les suivants :

- *Credit Spread Portfolio/Public Sector Portfolio (CSP/PSP)* à Paris, New-York, Rome, Berlin et Tokyo : pour CSP, l'activité a été soutenue avec des objectifs ambitieux de production nouvelle et une évolution sur la seconde moitié de 2007 pour profiter des *spreads* qui se sont élargis sur les marchés de capitaux. L'accent a été mis sur des RMBS (*Residential Mortgage-Backed Security*) européens et australiens et des actifs bancaires de grande qualité. CSP a aussi vendu certains actifs pour matérialiser des gains de cessions. L'activité de PSP a été importante avec le développement de l'activité de Dexia

Crédit Local au Japon (collectivités locales), et toujours une activité très soutenue sur les souverains, les PFI et *utilities* réhaussés au Royaume-Uni. Tout comme CSP, d'importantes plus-values de cessions ont été dégagées par PSP ;

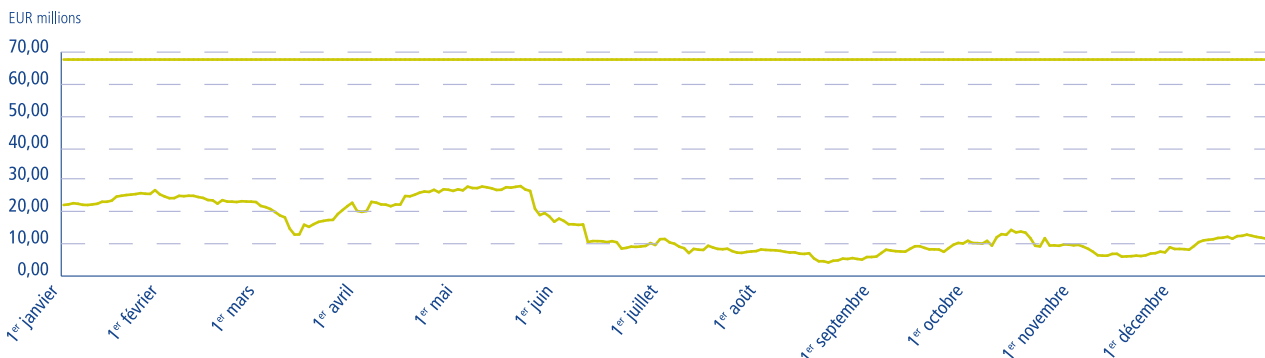
- *Long term Funding* : Au 31 décembre 2007, le groupe Dexia Crédit Local a levé un total de EUR 24,1 milliards (en excluant FSA) comparés à EUR 26,4 milliards l'année précédente et ce pour une durée de vie moyenne de 7,5 ans (contre 8,2 ans en 2006). Le montant émis par Dexia Municipal Agency a atteint le niveau record de EUR 14,8 milliards (contre EUR 11,8 milliards en 2006) ;
- *Public Finance Market Engineering* : L'activité de structuration pour les clients publics est restée à un niveau extrêmement élevé au cours de l'année 2007 (EUR 17 milliards de prêts structurés dont EUR 12 milliards en France). L'activité de structuration pour les clients « financements de projets » prend son essor avec une vingtaine d'opérations de dérivés traités avec des clients de l'équipe

financements structurés de Paris et une vingtaine de dérivés traités avec des clients de l'équipe de Londres. Le nominal de flux commerciaux couverts en interne auprès du desk de *trading* et macrocouverture a également nettement progressé avec plus de EUR 1,5 milliard couvert pour des clients publics en France, en Italie, en Belgique et en Espagne. Enfin, à noter les premières opérations structurées par le desk de structuration PFME à destination de clients institutionnels suivis par les équipes de vente institutionnelle ;

- *Gestion du risque Court Terme et Cash and Liquidity Management* : La très forte volatilité sur les marchés de taux ainsi que le surenchérissement très important de la liquidité à court terme ont pénalisé les résultats de cette activité en 2007.

L'évolution de la *Value at Risk* (VaR) de taux consolidée de Dexia Crédit Local sur l'ensemble de l'année est présentée sur le graphique ci-dessous :

ÉVOLUTION DE LA VaR DE TAUX <sup>(1)</sup>



(1) *Value at Risk* : mesure statistique de la perte potentielle selon un intervalle de confiance de 99 % à 10 jours pour les lignes d'activité TFM.

## 7. FINANCIAL SECURITY ASSURANCE (FSA)

L'année 2007 marque un record pour FSA qui a connu une forte progression de son activité sur ses différents secteurs. FSA a ainsi enregistré un montant de USD 1 271 millions de marges d'intérêts et primes brutes actualisées, en hausse de 40 % par rapport à 2006.

Il convient cependant de distinguer le premier semestre, avec une activité en ligne avec celle de l'année précédente, du second, marqué par la crise des *subprimes* et qui concentre les deux tiers de l'activité de FSA en 2007. En effet, FSA a bénéficié de conditions favorables telles que l'élargissement des marges et la crise de liquidité. Dans le même temps, la crise que traversent les autres *monolines* fait ressortir la qualité de la signature de FSA qui apparaît comme l'une des plus fiables du marché. Cela permet à FSA d'obtenir des niveaux de marges satisfaisants tout en sélectionnant rigoureusement les meilleures transactions en termes de qualité de crédit.

La demande d'obligations assurées par FSA a augmenté spectaculairement au cours des derniers mois. Pour permettre à FSA de tirer parti de ces opportunités croissantes, apparues récemment sur les marchés du financement des municipalités américaines et des infrastructures publiques, Dexia Crédit Local a alloué, en février 2008, USD 500 millions de capital additionnel à FSA.

### 7.1 ACTIVITÉ MUNICIPALE (↗)

Au cours de l'année 2007, FSA a enregistré un montant de USD 793 millions de primes brutes actualisées, en hausse de 26 % par rapport à 2006. Cette croissance est commune aux activités américaines et internationales.

## États-Unis (↗)

Avec un montant d'émissions municipales de USD 429 milliards en 2007, le marché enregistre une progression de 10 % par rapport à 2006. Cette progression a cependant été partiellement compensée par une diminution du taux de pénétration du rehaussement (ramené de 49 % à 47 %) notamment du fait de la baisse des volumes de *refundings* liée à la hausse des taux d'intérêt. Au total, le volume des émissions obligataires assurées aux États-Unis progresse de 7 % en 2007.

Avec USD 50 milliards d'obligations municipales assurées en 2007, FSA est parvenu à augmenter sa part de marché de 24 % à 25 %, jouissant d'une image de qualité due à son fort degré d'exigence. De même, la garantie de FSA a été sollicitée pour réassurer des opérations préalablement garanties par d'autres *monolines* (*secondary wraps*). La part de marché de FSA sur le mois de décembre 2007 a ainsi atteint 55 %.

Par conséquent, le montant des primes brutes actualisées est en augmentation de 25 % par rapport à 2006 et s'établit à USD 388 millions.

L'année 2007 a été notamment marquée par les transactions suivantes :

- en mai, FSA a assuré USD 673 millions de *bonds* pour Porto Rico Electric Power Authority, produisant ainsi USD 10 millions de primes brutes actualisées ;
- en septembre, le rehaussement des obligations émises pour financer un nouveau stade à New York City, portant sur un montant de USD 650 millions, a généré USD 15 millions de primes brutes actualisées ;
- par ailleurs, sur le marché secondaire, FSA a réassuré un portefeuille de Citibank (préalablement assuré par Ambac et FGIC) d'un montant de USD 3 milliards, enregistrant USD 26 millions de primes actualisées.

## International (↗)

La production réalisée en 2007 s'élève à USD 405 millions de primes brutes actualisées, en hausse de 28 % par rapport à 2006. Parmi les opérations les plus importantes, il est possible de retenir les suivantes :

- dans le cadre du refinancement d'Eurotunnel au cours du troisième trimestre, FSA a assuré USD 1 120 millions d'obligations libellées en euros et en livres sterling. Cette transaction a produit USD 120 millions de primes brutes actualisées ;
- FSA a assuré la moitié des EUR 573 millions (USD 775 millions) de prêt de refinancement du Viaduc de Millau accordé par Dexia Crédit Local, Depfa Bank et la Banque Européenne d'Investissement en juillet 2007. Cette opération a généré USD 24 millions de primes brutes actualisées ;
- FSA a également assuré EUR 870 millions (USD 1,2 milliard) dans le cadre de la plus large titrisation de créances du secteur de la santé en Italie au cours du troisième trimestre. Cette émission de titres pour la région de Campanie (dans laquelle Dexia était le *Joint Lead Arranger*) a produit USD 33 millions de primes brutes actualisées.

## 7.2 ACTIVITÉ ABS ET PRODUITS FINANCIERS

### Asset Backed Securities (ABS) (↗)

La production réalisée à la fin de l'année 2007 s'élève à USD 390 millions de primes brutes actualisées, soit plus du double de la production obtenue en 2006.

#### ÉTATS-UNIS (↗)

Au cours de l'année 2007, l'activité des ABS a généré USD 322 millions de primes brutes actualisées, ce qui représente près du triple du niveau atteint à fin 2006. Cette croissance s'explique notamment par l'élargissement des *spreads* de crédit, qui a créé de nombreuses opportunités.

- Dans le secteur des *Collateralized Debt Obligations* (CDO), FSA a assuré un montant total de USD 3,4 milliards, générant ainsi USD 56 millions de primes brutes actualisées à fin 2007.
- Malgré l'assèchement du marché des RMBS (*Residential Mortgage Backed Security*) dû au retrait des investisseurs, la garantie de FSA a connu une demande croissante sur ce secteur. FSA a saisi ces opportunités tout en n'acceptant que les transactions présentant la meilleure qualité de crédit.

#### INTERNATIONAL (↗)

FSA a généré un montant total de USD 68 millions de primes brutes actualisées au cours de l'année 2007, ce qui représente une augmentation de 38 % par rapport à 2006.

Il est à noter les opérations significatives suivantes :

- FSA a réassuré une titrisation de *leasing* d'avions préalablement garantie par *Financial Guaranty Insurance Company* (FGIC), générant un montant de USD 4 millions de primes brutes actualisées ;
- suite à la garantie fournie pour la titrisation de prêts hypothécaires italiens et allemands de la Deutsche Bank Eurohome d'un montant de EUR 387 millions, FSA a enregistré USD 5 millions de primes actualisées ;
- en Corée, FSA a fourni un CDS (*Credit Default Swap*) à la Royal Bank of Scotland suite à la titrisation de prêts automobiles, générant un montant de USD 1 million de primes brutes actualisées.

### Produits financiers (↘)

Dans l'activité des produits financiers (*Guaranteed Investment Contracts – GIC's*), le montant des dépôts pour l'année 2007 s'est élevé à USD 6,5 milliards. Les marges d'intérêts actualisées générées sont de USD 88 millions, soit un montant en diminution de 27 % par rapport à celui de l'an dernier. La production de l'année 2007 se concentre sur les trois premiers trimestres. Les acquisitions ont été volontairement limitées au cours du quatrième trimestre afin de maintenir un haut niveau de liquidités.



## Gestion des risques

L'ensemble des risques de crédit, de marchés, de liquidité et opérationnels tels que définis par le règlement CRB n° 97-02 modifié a été suivi par la direction des risques et du contrôle permanent, dont le directeur est membre du comité de direction.

Ce dernier représente Dexia Crédit Local au comité des directeurs de risques du groupe (GRMC) dont le président, directeur général des risques du groupe Dexia, est membre du comité de direction du groupe.

La mission confiée à la direction des risques et du contrôle permanent est de garantir à la direction générale un profil de risque de la banque faible en conformité avec la stratégie déterminée par le comité de direction de Dexia et permettant de bénéficier d'un *rating* élevé, condition indispensable pour lever des ressources aux meilleures conditions possibles. Elle a également pour mission d'organiser le contrôle permanent de l'établissement.

La direction des risques et du contrôle permanent se conforme strictement aux prescriptions définies par la direction des risques du groupe Dexia sur l'appétit au risque, sur les méthodes de mesure des risques, les limites et les modalités de *reporting*.

La direction des risques et du contrôle permanent exerce en toute indépendance de la filière commerciale. Elle n'a aucune relation hiérarchique avec les directions opérationnelles mais a une autorité fonctionnelle sur les personnels dédiés au contrôle permanent dans chacune des unités opérationnelles concernées.

Le suivi consolidé des risques s'appuie sur une « filière risque » organisée au niveau de chaque succursale ou filiale, rapportant hiérarchiquement ou fonctionnellement au responsable de la direction.

### 1. RISQUE DE CONTREPARTIE

Le suivi du risque de contrepartie est assuré par la direction des risques et du contrôle permanent, à l'aide des outils qu'elle développe, dans le cadre des guides de procédures fixées par le groupe Dexia et des contraintes réglementaires et prudentielles.

#### 1.1 PROCÉDURES ET DÉLÉGATIONS

L'organisation tient compte du fait que la très grande majorité des décisions d'engagement porte sur une clientèle issue du secteur public local, à faible risque et soumise par ailleurs à des contrôles particuliers liés à son caractère public ; de ce fait, le dispositif de décision :

- repose sur l'attribution de délégations au réseau commercial, en France et aux entités internationales, sur la clientèle du secteur public local dans les pays de la zone euro et d'Amérique du Nord ainsi que dans d'autres pays où Dexia Crédit Local dispose d'une implantation locale significative et dotée d'une direction des risques locale (certains pays d'Europe centrale et orientale, Israël, Japon), sur la base d'instruments de mesure du risque et réalisées en concertation avec la direction des risques et du contrôle permanent ;
- s'inscrit dans les limites fixées par le contrôle des risques au niveau du groupe Dexia ;

- fait appel aux comités de crédit organisés au sein du groupe Dexia pour les financements aux entreprises privées, de projets, d'actifs et aux clientèles du secteur public local hors zones déléguées (comités de crédit Dexia Crédit Local, comité de crédit Dexia et *Management Credit Committee*). Des délégations limitées ont été données aux succursales de Dexia Crédit Local de New York et de Londres et à la filiale Dexia Sabadell pour les financements de projet ;
- repose sur un mécanisme de délégations spécifiques pour les engagements liés au portefeuille d'investissement et de *trading* et fait appel pour ces activités au comité de crédit TFM - organisé au niveau du groupe Dexia - pour les montants excédant les délégations.

#### 1.2 DISPOSITIF DE NOTATION INTERNE ET RÉFORME BÂLE II

Ce dispositif - relevant de la responsabilité de la direction des risques du groupe - revêt une importance primordiale pour le groupe Dexia qui a fait le choix de la méthode avancée au titre de la réforme du ratio de solvabilité et de l'adéquation des fonds propres (réforme Bâle II). Par une lettre du 21 décembre 2007, suite à sa réunion du 18 décembre 2007, le comité de direction de la Commission Bancaire, Financière et des Assurances (CBFA) autorise Dexia à utiliser la méthode Notations

Internes Avancées pour le calcul et le *reporting* des exigences en fonds propres pour le risque de crédit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Ce projet a été coordonné par une équipe dédiée au sein de la direction des risques et du contrôle permanent qui travaille dans le cadre établi par le *Risk Management Group* et en liaison quotidienne avec lui. Il mobilise l'ensemble des unités de Dexia Crédit Local ; dans les succursales et filiales, ainsi que dans les directions concernées du siège, des responsables ont été désignés tant sur les aspects fonctionnels que sur les aspects informatiques.

En 2007, la direction des risques de Dexia Crédit Local a donc progressé dans le développement des modèles de notation interne qui couvrent les principales collectivités d'Europe occidentale et leurs groupements, le secteur municipal aux États-Unis, le logement social, les organismes « satellites » du secteur public et les organismes assimilés à ce dernier, les financements de projets et autres financements spécialisés.

Le développement des modèles signifie non seulement le calcul initial puis le *backtesting* annuel (à partir notamment des renotations, et des défauts) des paramètres PD, LGD, CCF (ainsi que des atténuateurs éventuels du risque, « CRM »), mais aussi le développement et la « maintenance » d'outils informatiques robustes de notation et de pilotage de chacun des encours couverts par l'un des systèmes de notation interne. Il signifie également la mise en œuvre puis le suivi et l'actualisation éventuelle de toutes les procédures (par exemple sur les impayés et les défauts) qui permettent d'assurer la bonne implémentation de Bâle II à tous les niveaux concernés de la banque.

Tous ces enjeux sont présentés au comité de validation puis au *Risk Policies Committee* du groupe, et à l'audit. Les travaux de ces organes sont communiqués aux régulateurs. L'ensemble des recommandations concerné est suivi de manière régulière au niveau du groupe.

Les équipes concernées poursuivent leur travail en 2008 :

- les travaux d'amélioration des modèles pour prendre en compte l'ensemble des recommandations ;
- le *roll-out* correspondant au plan de développement d'autres systèmes de notation interne pour des clientèles nouvelles ou émergentes chez Dexia Crédit Local ;
- les travaux permanents évoqués ci-dessus sur le *backtesting* et le développement des outils informatiques ;
- la production des risques pondérés désormais pérenne pour le ratio de solvabilité, qui nécessitait des travaux très attentifs de vérification de la fiabilité de toutes les données reportées dans la base centrale de calcul des risques pondérés réglementaires, Fermat.

Toutes les contreparties du groupe sont désormais décrites selon une même nomenclature et les diverses entités alimentent en continu une unique base de données des contreparties (base dite « des acteurs », ou AIDA). L'ensemble des expositions du groupe Dexia sur les diverses contreparties est désormais remonté mensuellement.

Enfin, en 2007, le calcul trimestriel des besoins de fonds propres économiques de la banque s'est poursuivi, avec de nouvelles

avancées méthodologiques (*Credit VaR* notamment). Les travaux sur les *stress-test* ont commencé conformément à la réglementation. En termes de mise en œuvre concrète, un outil « RAROC » de calcul de la rentabilité des opérations, à partir des paramètres de risque Bâle II, a été déployé à Dexia Crédit Local (dans chacun des sites de Dexia Crédit Local dans le monde), comme partout dans le groupe. Plusieurs centaines de personnes y sont reliées désormais.

### 1.3 DISPOSITIF DE FIXATION ET SUIVI DES LIMITES

Le dispositif s'applique à tout type de contrepartie selon des modalités techniques particulières à chaque catégorie ; il est encadré par les guides de procédures fixées par le contrôle des risques au niveau du groupe, approuvées par le *Risk Policy Committee* et mises en œuvre au niveau de Dexia Crédit Local.

D'une façon générale, le dispositif tient compte des fonds propres *Tier One* de Dexia, des fonds propres de la contrepartie ou des fonds propres économiques mobilisés par l'opération pour aboutir à des montants décroissants en fonction de la notation interne.

Les limites sont individualisées par les comités de crédit de Dexia à chaque opération pour les financements de projets et financements d'actifs. Il existe également des limites par pays et, selon les caractéristiques de certaines activités, des limites sectorielles.

### 1.4 DISPOSITIF DE SURVEILLANCE ET DE REPORTING

Le premier niveau de surveillance incombe aux équipes commerciales du siège, des succursales et des filiales, dans le cadre du suivi permanent des activités de leurs contreparties. Le respect des limites est vérifié à l'occasion de chaque nouvelle décision d'engagement en comité de crédit ou par délégation.

Le deuxième niveau incombe à la direction des risques et du contrôle permanent qui suit l'ensemble des expositions, des impayés et des créances douteuses du groupe Dexia Crédit Local. L'évolution de la qualité des engagements et le respect des limites donnent lieu à un examen trimestriel (mensuel pour les limites bancaires) et sont rapportés au comité de direction au titre du document exigé par le règlement CRB n° 97-02 modifié.

Trimestriellement, se tiennent des comités de suivi d'encours examinant l'évolution des opérations sensibles et des comités des défauts qui examinent les dossiers répondant aux critères de défaut fixés par les régulateurs.

### 1.5 POLITIQUE DE PROVISIONNEMENT

Un comité des provisions, présidé par la direction des risques et du contrôle permanent, arrête trimestriellement le montant des provisions affectées et surveille le coût du risque. Un provisionnement collectif est constitué en adéquation avec les règles IFRS.



## 2. RISQUES FINANCIERS

Une distinction claire est opérée au sein du groupe Dexia Crédit Local entre les opérations relatives à l'Assets Liabilities Management (ALM) et les opérations de marché. Cette distinction repose sur la définition d'objectifs de gestion bien différenciés :

- l'ALM recouvre la gestion de l'ensemble des risques structurels de taux, de change et de liquidité du bilan et du hors bilan de Dexia Crédit Local. La réduction du risque global fait l'objet d'opérations de macrocouverture, l'efficacité de ces opérations étant mesurée mensuellement, en conformité avec les dispositions du règlement CRB n° 90-15 ;
- les opérations de marché recouvrent principalement deux types de gestion : la recherche d'une marge crédit, principalement sur des actifs obligataires, et des prises de positions directionnelles sur les taux d'intérêts par le biais d'instruments dérivés.

### 2.1 RISQUES ALM

#### a. Périmètre

Les risques structurels peuvent être définis comme :

- les risques de variation du résultat net de la banque suite à l'évolution d'un paramètre de marché (taux d'intérêt, cours de change ou coût de la liquidité) à l'exception des risques spécifiques aux activités de marché ;
- le risque d'illiquidité de la banque.

L'objectif de l'ALM est de couvrir partiellement ou totalement les risques liés à la structure de bilan pour des actifs et des passifs qui ont des caractéristiques différentes en termes de taux, de devise ou d'amortissement. Les risques résiduels peuvent être conservés et gérés sur la base de décisions du comité ALM, lesquelles se caractérisent par un horizon de gestion à long terme. Seuls les risques de taux et de change liés au métier « marchés financiers » ne relèvent pas de la compétence du comité ALM.

#### b. Organes de décision et de suivi du risque

Le comité ALM Dexia (ALCO) se réunit mensuellement.

Sur un périmètre groupe, il définit la politique de risque et les modalités de couverture des risques. Les orientations fixées par le comité ALM Dexia se traduisent par des décisions de couverture individuelles, mais peuvent également faire l'objet de délégations de gestion accordées à la direction de la gestion ALM de Dexia.

Il s'assure de l'utilisation cohérente de ces limites en fonction de ses propres scénarios d'évolution des taux d'intérêts. L'autonomie opérationnelle donnée à certaines filiales est encadrée par le comité ALM de Dexia, qui, accordant les délégations et fixant les limites, garde les moyens de contrôler la politique mise en œuvre dans les filiales. Comme pour tous les comités de risque, le représentant de

Dexia Crédit Local, qui est soit l'administrateur – directeur général soit le directeur des risques et du contrôle permanent, dispose d'un droit de veto pour les décisions dont il estimerait qu'elles ne peuvent s'appliquer à l'entité.

Les décisions du comité groupe sont déclinées opérationnellement par un comité technique (ALCO tactique) qui se réunit pour l'entité Dexia Crédit Local et auquel participent la direction des risques et du contrôle permanent et la direction des marchés.

#### c. Mesure du risque global de taux d'intérêt

La mesure du risque de taux d'intérêt ALM est normée au niveau du groupe Dexia et se fonde principalement sur différents indicateurs.

Le principal est le calcul de la sensibilité de la « valeur actuelle nette » (VAN) des actifs et passifs du périmètre ALM. Pour le périmètre taux fixe, le scénario retenu est une translation homogène de 100 points de base de la courbe des taux. Dans le cas d'un excédent d'actifs à taux fixes (cas de base), le risque pour Dexia Crédit Local est une hausse de la courbe de taux.

### 2.2 RISQUES DE MARCHÉS

#### a. Périmètre

Les métiers « marchés financiers » désignent les activités TFM présentes au sein du groupe Dexia Crédit Local. Celles-ci sont les suivantes :

- *Financial Engineering and Derivatives* :
  - exerce une activité de *trading* sur instruments dérivés de taux d'intérêt,
  - exerce une activité de structuration et de vente de produits dérivés en direction de sa clientèle propre, ou en direction de clients d'autres métiers dans le cadre d'accords cadres avec ces métiers ;
- ALM délégué :
  - gère par délégation de l'Assets and Liabilities Committee l'ALM court terme (moins de deux ans) de la banque sur l'euro et le dollar et gère sur toutes les maturités confondues certaines devises qui ont fait l'objet d'une délégation explicite du comité ALCO Groupe ;
- *Cash and Liability Management (CLM)* :
  - lève la *funding* court terme (i.e. à moins de deux ans) et assure la gestion de la liquidité à court terme de la banque ;
- *Long Term Funding* :
  - lève la *funding* long terme (i.e. à plus de deux ans) de la banque, sur la base d'un programme annuel d'émission fixé par le comité ALM,

- exécute la réalisation des emprunts subordonnés, selon les besoins définis par la direction financière ;
- *Credit Spread Portfolio* :
  - investit essentiellement dans des produits n’entrant pas dans le champ d’intervention habituel des principales lignes de métier du groupe ;
- *Public Spread Portfolio* :
  - investit dans des produits obligataires sur des contreparties du champ du métier *public finance, corporate* et financements de projet. Ce secteur, du fait de son implication dans une ligne de métier autre que TFM, fait l’objet d’un suivi dans les deux métiers concernés ;
- *Credit Structuring Trading* :
  - activité de *trading* obligataire sur des actifs de maturité réduite ;
- *Sales* :
  - activité commerciale au service des autres lignes des métiers marchés financiers.

Ces activités sont soumises à deux types de risques :

- un risque de crédit ou risque de défaut de la contrepartie d’un instrument dérivé contracté ou de l’émetteur d’un actif acheté (en pratique, l’essentiel du risque de crédit lié aux activités TFM est concentré dans la ligne métier *Credit Spread Portfolio, Public Spread Portfolio et Credit Structuring Trading*) ;
- des risques de marché, qui peuvent être définis comme les risques de variation du résultat net ou de la variation de valeur des positions prises suite à l’évolution d’un paramètre de marché (taux d’intérêt, cours de devises, action, etc.).

## 3. RISQUES JURIDIQUES

L’activité de Dexia Crédit Local ne présente pas de risque juridique spécifique. Il n’existe aucun fait exceptionnel ou litige ou arbitrage susceptible d’avoir ou ayant eu, dans un passé récent, une incidence sensible sur la situation financière de l’émetteur, son activité, son résultat et le cas échéant sur son groupe.

### b. Organes de décision et de suivi du risque

Le suivi des risques liés aux marchés financiers est organisé autour de trois comités :

- le *Market Risk and Guideline Committee* (MRGC) se réunit mensuellement. Il est responsable de la définition de la politique de risques (principes, limites de risque de marché pour chaque activité et chaque desk) et de leur suivi et du suivi en particulier des indicateurs de risque ;
- le *Market Committee* de Dexia Crédit Local (*Weekly Operational Committee*), qui permet de suivre hebdomadairement la mise en œuvre des normes et décisions du *Market Risk Group Committee* de Dexia ;
- le *Credit Committee* de TFM qui juge de toutes les transactions ayant trait essentiellement au *Credit Spread Portfolio* et au *Credit Structuring Trading*. Les transactions qui concernent les émetteurs du secteur public ou les contreparties corporate ou financements de projet sont soumises au *Credit Committee*.

La mesure du risque est réalisée de manière régulière par la direction des risques et du contrôle permanent. Cette dernière établit trimestriellement un rapport sur les risques de marché qui est présenté au comité de direction de Dexia Crédit Local. Ce rapport se base sur différents indicateurs qui permettent le suivi des limites affectées aux différents risques.

### c. Méthodes de suivi des risques

Le principal indicateur de risque chez Dexia Crédit Local, comme dans l’ensemble du groupe Dexia, est la VaR. La VaR calculée par le groupe Dexia mesure la perte potentielle dans un intervalle de confiance de 99 % pour une période de référence de 10 jours.

Le dispositif d’encadrement des risques consiste à attribuer à chaque entité et pour chacune des activités de marché, les éléments suivants :

- une liste des devises et structures susceptibles d’être traitées ;
- une limite en VaR.

En ce qui concerne les filiales, il convient de rappeler que FSA fait l’objet, ainsi que d’autres institutions financières, d’une enquête diligentée par les autorités américaines sur le processus de commercialisation de contrats d’investissement garantis (« GIC’s »).

## 4. RISQUES OPÉRATIONNELS

Les risques opérationnels se définissent comme les risques de perte résultant de l'inadaptation ou de la défaillance de procédures, de personnes ou de systèmes ou encore d'événements externes. Ils comprennent les risques liés à la sécurité des systèmes d'information, les risques juridiques. Dexia a choisi d'intégrer le risque de réputation dans sa gestion du risque opérationnel.

### ORGANISATION ET SUIVI

#### a. Dispositif de gestion du risque opérationnel

Le groupe Dexia a choisi, dans le cadre des directives Bâle II, la méthode standard et a mis en place des procédures ainsi qu'un outil de gestion en accord avec les « saines pratiques pour la gestion et la surveillance du risque opérationnel » publiées par le comité de Bâle.

Dexia Crédit Local dispose au sein de la direction des risques et du contrôle permanent d'une équipe dédiée au risque opérationnel qui s'appuie sur un réseau de correspondants désignés dans chaque direction ou entité. L'implication des responsables métier garantit l'efficacité du dispositif.

#### b. Collecte, analyse et traitement des incidents

Le groupe Dexia a défini un processus de collecte des incidents et des pertes opérationnelles conformément aux dispositions de Bâle II. Le recensement et l'analyse des incidents sont effectués par les

correspondants risques opérationnels avec l'appui de l'équipe centrale. En fonction des résultats de cette analyse, des actions correctives ou préventives sont mises en place afin de réduire l'exposition au risque opérationnel.

Dexia dispose d'un outil commun de gestion du risque opérationnel et en particulier d'un module de collecte des incidents disponible dans les différentes entités du groupe.

Un *reporting* trimestriel reprenant les incidents significatifs est transmis au comité de direction d'une part et à chaque responsable métier d'autre part (siège, filiales et succursales).

#### c. Cartographie des risques

En complément des incidents constatés, il est indispensable d'anticiper les risques potentiels au sein de chaque activité de la banque. L'évaluation des principales zones de risques, en prenant en compte les contrôles existants, permet de définir le profil de risque du groupe Dexia. Ces cartographies (auto-évaluations) sont réalisées par les directions ou entités en suivant une méthode commune à l'ensemble du groupe Dexia. En fonction des résultats, des plans d'action peuvent être mis en place afin de maîtriser le niveau de risque.

Les résultats des cartographies sont repris dans l'outil de gestion du risque opérationnel de Dexia. Des rapports permettent une analyse du profil de risque de la banque par entité, activité, processus ou type d'événements tels que définis dans les accords Bâle II et sont présentés au comité de direction chaque année.

## 5. SÉCURITÉ DES SYSTÈMES D'INFORMATION

Il s'agit de l'ensemble des dispositions qui visent à protéger l'information contre toute menace pouvant porter atteinte à sa confidentialité, son intégrité ou sa disponibilité.

L'ensemble de ces dispositions est exprimé dans la politique de sécurité des systèmes d'information de Dexia Crédit Local. Celle-ci définit les principes applicables par domaine de sécurité ainsi que les rôles et responsabilités des différents acteurs de la sécurité. Elle s'appuie pour cela sur un ensemble de directives, politiques spécifiques à la sécurité, règles et procédures opérationnelles ainsi que sur les axes donnés par la norme ISO 27000/17799.

Sur ce dernier point, un plan de continuité a été élaboré avec la collaboration de l'ensemble des services opérationnels, sous la supervision d'un comité de pilotage dédié. Dans ce cadre, les conséquences d'un sinistre touchant aux locaux ou aux systèmes d'information, ou d'une perte de service sont analysées sous un angle « métier » afin d'identifier les activités critiques. Les résultats

de cette analyse ont été utilisés pour établir des délais de reprise des activités compatibles avec les impératifs opérationnels. La mise en œuvre de cette stratégie de reprise s'appuie sur des dispositifs techniques, des procédures et une organisation formalisées. Ce plan et ces procédures sont mis à jour annuellement et testés régulièrement selon un calendrier établi par le comité de direction. Les tests font l'objet d'un compte rendu au comité de pilotage.

De plus, les systèmes critiques de production informatique ont été localisés dans un centre unique chez un prestataire disposant d'un environnement physique hautement sécurisé et liés à Dexia Crédit Local par l'intermédiaire de liaisons à haut débit redondantes. Afin de parer à une défaillance de ces systèmes, un site miroir a également été déployé. La sauvegarde des données est assurée périodiquement et ce site peut, en cas de besoin, se substituer au site maître dans des délais très brefs. Ce dispositif a fait l'objet d'un test réussi en 2007.

La conduite de cette activité est répartie entre trois acteurs :

- le comité de sécurité informatique a pour rôle de proposer les orientations de la politique de sécurité au comité de direction, de fixer les directives propres à chaque domaine, et de s'assurer de leur mise en œuvre. Il rassemble les différentes parties prenantes « métiers » : risques, conformité, informatique, logistique. Il est présidé par le membre du comité de direction en charge des risques et du contrôle permanent et se tient tous les deux mois ;
- le responsable de la sécurité des systèmes d'information est en charge de proposer au comité de sécurité la définition de la politique de sécurité et des directives. Il pilote la mise en œuvre pratique

des règles qui composent la politique de sécurité, sensibilise les collaborateurs et conseille les différentes directions. Il est rattaché à la direction des risques opérationnels, du contrôle permanent et de la sécurité, ce qui garantit son indépendance vis-à-vis des services opérationnels ;

- les services informatiques sont en charge de la conception et de la mise en œuvre des dispositifs matériels et logiciels de sécurité, ainsi que de la mise en place des règles et procédures opérationnelles associées. Ils effectuent également des contrôles de premier et de second niveau de la bonne application des règles de sécurité. La fonction de responsable de la sécurité informatique a été créée au sein de la direction des systèmes d'information afin de coordonner ces actions.

## 6. INSTANCES DE GESTION DU RISQUE

Au sein de Dexia Crédit Local, la gestion du risque s'exerce à travers plusieurs comités. Les comités de risques ont été modifiés dans le début de l'année 2006 en fonction de la réorganisation du groupe Dexia. Les comités ont vu leur rôle, leur champ de compétence et leur composition précisés. Les décisions se font par consensus et les représentants des risques de Dexia Crédit Local disposent dans les comités groupe d'un droit de veto s'ils estiment qu'une décision de ce comité ne peut s'appliquer à l'entité.

Les principaux comités sont :

- le *Risk Policy Committee* qui adopte les politiques, règles et méthodes de mesure des risques ;
- les comités de crédit de Dexia et Dexia Crédit Local (hebdomadaires) qui se prononcent sur les transactions qui leur sont soumises. Le *Credit Guideline Committee*, issu du comité de crédit, peut établir des limites inférieures à celles qui résultent de l'application des principes groupe et se prononce sur les délégations données aux différentes entités ou définit les limites propres à certains risques sectoriels ;
- le comité ALM de Dexia (mensuel) qui décide des stratégies sur les risques de taux, de change et de liquidité, déclinées en tant

que de besoin par un comité propre à Dexia Crédit Local qui est l'ALCO technique ;

- le *Weekly Operational Committee* de Dexia Crédit Local qui adapte la mise en œuvre des décisions du comité *Treasury & Financial Market* ;
- le comité nouveaux produits (mensuel), qui valide les produits de Dexia Crédit Local et de ses succursales, chaque filiale étant dotée d'un comité propre ;
- le comité de suivi d'encours au niveau du groupe et de l'entité (comité *Watchlist* trimestriel), qui examine l'évolution des opérations sensibles ;
- le comité des défauts au niveau du groupe et de l'entité (trimestriel), qui qualifie les défauts en fonction des critères fixés par les régulateurs ;
- le comité de validation (*Validation Advisory Committee*) qui, au niveau du groupe Dexia, est l'instance de validation de tous les modèles de risques crédit, marché, ALM, opérationnel ou capital économique.

## 7. LA SÉCURITÉ DES MOYENS DE PAIEMENT

Les moyens de paiement gérés par Dexia Crédit Local sont les suivants :

- le réseau *Swift* est utilisé pour exécuter les règlements interbancaires liés aux transactions négociées par les opérateurs *front office* de la direction opérationnelle des activités de marché ainsi que des demandes de mouvements de fonds qui peuvent émaner d'autres directions de Dexia Crédit Local (en particulier pour l'activité

internationale gérée par le siège et pour le règlement de factures à l'étranger) ;

- le réseau de l'Agence Centrale des Comptes du Trésor (ACCT) est utilisé pour effectuer les versements des prêts à la clientèle publique ;

- les systèmes SIT (Système Informatisé de Télétransmission) et CRI (Centrale de Règlement Interbancaire) sont utilisés pour la plupart des versements à la clientèle privée ;
- enfin, certains versements à la clientèle privée peuvent être effectués par chèque.

Il est à noter que Dexia Crédit Local ne met pas à la disposition de ses clients de moyens de paiement.

La sécurité des moyens de paiement est contrôlée par un ensemble de procédures et de dispositifs :

- les processus de paiement sont sous la responsabilité des *back offices* prêt et marché et les opérateurs de marché ne disposent d'aucun accès à ces systèmes ;
- les règles en matière de validation des paiements sont clairement définies. En particulier, tout décaissement fait l'objet d'une double validation par deux personnes distinctes du *back office* concerné. Seule exception à cette règle, les décaissements de moins de EUR 100 000 initiés automatiquement par le système d'information marchés, qui ne nécessitent qu'une seule validation. Des seuils de validation en devises sont définis et mis à jour régulièrement ;
- la séparation des tâches entre utilisateurs et exploitants est effective. Les profils existants reflètent correctement les règles

définies. Le processus de délivrance d'habilitations aux systèmes de paiements est intégré au processus de gestion des habilitations de la banque. En particulier, des contrôles sont réalisés par les *back offices* ainsi que par le responsable de la sécurité des systèmes d'information ;

- la gestion des messages (techniques ou fonctionnels) en provenance du réseau *Swift* est correctement sécurisée ;
- les équipements matériels utilisés pour les paiements (serveurs, lecteurs de cartes, cartes, etc.) sont situés dans des zones protégées dont l'accès n'est possible que par des personnes formellement autorisées. Ces dispositifs sont encadrés par des procédures formalisées ;
- le plan de continuité d'activité de la banque inclut un ensemble de dispositions permettant d'assurer la continuité des paiements en cas de crise. Ce dispositif fait l'objet de tests réguliers et est opérationnel ;
- en matière de conformité, des contrôles sont réalisés par la direction du *back office* marchés sur les flux financiers.

Dans le cadre de son plan d'audit, la direction de l'audit interne effectue, suivant une fréquence annuelle, une revue de la sécurité des moyens de paiement. Les éventuelles recommandations émises font l'objet d'un suivi régulier pour vérification de leur mise en œuvre.

## 8. LA SUPERVISION DES RISQUES DANS LES FILIALES ET SUCCURSALES

Chaque filiale ou succursale est dotée d'une structure locale de contrôle des risques. Ces structures sont :

- strictement indépendantes des départements commerciaux ;
- liées à la direction des risques et du contrôle permanent de Dexia Crédit Local par une relation hiérarchique (succursale) ou fonctionnelle (filiale).

## 9. LE SUIVI DES RISQUES FSA

Le contrôle des risques de l'activité de FSA s'effectue à deux niveaux. En premier lieu, au niveau de FSA qui est doté d'un département de surveillance des risques indépendant des fonctions commerciales et dont le responsable est membre du comité de direction de FSA. Puis, et en second lieu, au niveau de Dexia Crédit Local en liaison avec le groupe Dexia qui a mis en place un dispositif de contrôle des risques qui s'articule autour de trois principes :

- un contrôle trimestriel par l'intermédiaire du conseil d'administration et de comités spécialisés. Les deux comités spécialisés sur les risques sont :
  - l'*Underwriting Committee*, présidé par un membre du comité de direction du groupe Dexia, qui procède notamment à la revue

détaillée des engagements et examine toutes les questions relatives à la politique de risque,

- l'*Investment Committee*, qui fixe le cadre de la politique d'investissement et évalue la performance de la gestion ;
- un encadrement strict de l'activité aux travers de règles de délégations entre Dexia Crédit Local et FSA qui spécifient les lignes d'activité autorisées et les plafonds d'engagement par type de contrepartie ;
- un contrôle opérationnel rapproché assuré par la direction des risques de Dexia Crédit Local et par le contrôle des risques de Dexia avec la mise en place en 2007 d'un comité de suivi des risques FSA.

## 10. LES PORTEFEUILLES DE DEXIA CRÉDIT LOCAL ET DE FSA

En 2007, la gestion et le suivi du risque auront notablement été influencés par la crise financière née à la fin du 1<sup>er</sup> semestre aux États-Unis, dite « crise des *subprimes* ». Ses impacts auront été, pour ce qui concerne Dexia Crédit Local et FSA, limités, compte tenu de la prudence adoptée traditionnellement quant au profil de risque des deux institutions.

Cette atténuation des effets de la crise tient essentiellement à la qualité des portefeuilles de prêts et d'obligations détenus ou assurés par Dexia Crédit Local et FSA :

- des portefeuilles essentiellement sur des sphères publiques : 67 % des expositions de Dexia Crédit Local, 63 % du portefeuille assuré par FSA ;
- des portefeuilles avec un *rating* très élevé : 85 % pour Dexia Crédit Local, notés au-dessus de *Investment Grade* et 99 % pour FSA ;
- un encours de *subprimes* de FSA qui représente 1,2 % du portefeuille assuré et 46 % (USD 8 180 millions à 91 % notés AAA) du portefeuille de placement des GIC's. Le montant des encours assurés sur les transactions originées en 2005 et 2006, qui sont les années les plus incriminées dans la crise actuelle, est marginal et s'élève à USD 704 millions sur le portefeuille assuré. Les transactions originées dans ce même portefeuille en 2007 l'ont été avec des niveaux de protection importants ;
- une exposition de CDO (*Collateralized Debt Obligation*) d'ABS (*Asset Backed Securities*) extrêmement limitée (EUR 363 millions pour FSA). Pour Dexia Crédit Local les expositions ont été couvertes par des CDS (*Credit Default Swap*) auprès de banques de bonne qualité.

Les éléments qui peuvent constituer des points d'attention en fin d'année 2007 portent sur des produits voisins du compartiment des *subprimes* (HELOCs et AltA) pour lesquels les taux de défaut conduisent à exercer une surveillance renforcée. Globalement, ces deux catégories de produit représentent moins de 2 % du portefeuille assuré de FSA.

Hors ce point d'attention, le coût du risque pour Dexia Crédit Local et FSA reste modéré (EUR 46 millions), reflétant effectivement la bonne qualité du portefeuille.

Au demeurant, la crise aura conduit à enregistrer des mouvements comparables à ceux de la place :

- une diminution des portefeuilles comptabilisés à leur juste valeur par le résultat, correspondant notamment au portefeuille de CDS enregistrés comme dérivés pour FSA (effet négatif de - EUR 268 millions sur le résultat net part du groupe après impôts). Une diminution également des actifs réévalués à leur juste valeur par un compte de réserve a été enregistrée (cf. tableau de variation des capitaux propres consolidés). Celle-ci résulte de l'élargissement généralisé des *spreads* ;

Cet élargissement continu des *spreads* s'il perdure sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 conduira à des impacts négatifs complémentaires. Ceux-ci donneront lieu à un mouvement inverse avec la résorption de la crise à l'exception de dossiers spécifiques qui seraient amenés à subir des pertes. Les portefeuilles d'HELOCs et de Alt A de FSA continuent de faire l'objet d'une attention particulière du management, compte

tenu de l'augmentation du taux de défaut sur ce type de produit au 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et qui pourront donner lieu à un complément de provisions en fonction de l'évolution du contexte sur le marché immobilier américain.

- les ratios de liquidité à moyen terme et long terme plus tendus que par le passé du fait de la crise de confiance actuelle. Ce resserrement des conditions de liquidité a conduit à mettre en place un pilotage plus fin des différents ratios ou contraintes qui s'expriment dans l'ensemble des entités de Dexia Crédit Local, en s'appuyant sur l'organisation du groupe.

### 10.1 LE PORTEFEUILLE DE DEXIA CRÉDIT LOCAL

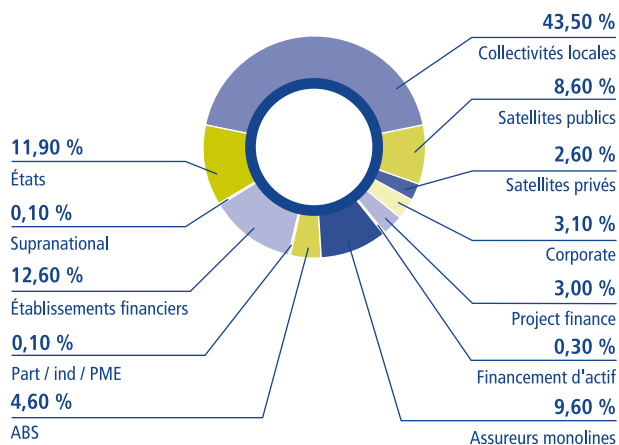
#### Commentaires

Les graphiques ci-après ont été construits suivant une approche du risque de crédit identique à celle de 2006. Les expositions se répartissent par type de contrepartie et par zone géographique après la prise en compte des garanties ; le garant se substitue automatiquement par rapport à l'emprunteur : les expositions sont donc reportées sur le type de contrepartie et la zone géographique du garant. Les expositions sont déclarées sans déduction des provisions spécifiques.

Les chiffres donnés ci-dessous diffèrent néanmoins de ceux figurant en annexe qui sont conformes à la norme IFRS 7 et qui reprennent une conception différente d'exposition au risque. Afin de répondre aux exigences de la norme IFRS 7 liées à la notion d'exposition maximum au risque de crédit (MCRE), le concept d'exposition au risque de crédit (CRE) a été redéfini par Dexia en 2007. Les CRE se répartissent également par type de contrepartie et par zone géographique avec la prise en compte des garanties ; par contre, il n'y a substitution que si la pondération des risques du garant est de meilleure qualité que celle de l'emprunteur. Les CRE sont nets des provisions spécifiques.

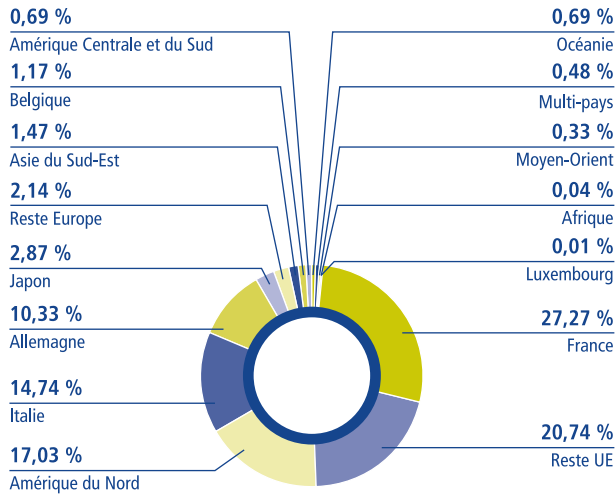
#### Données consolidées Dexia Crédit Local hors FSA

##### RÉPARTITION DES RISQUES PAR TYPE DE CONTREPARTIES

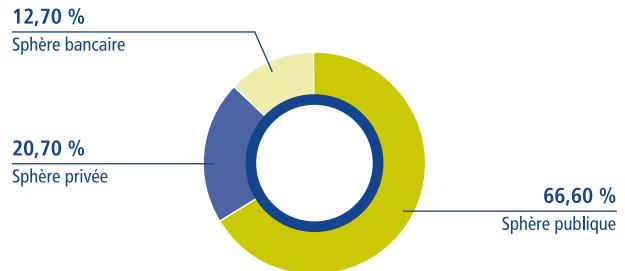




RÉPARTITION DES RISQUES PAR ZONE GEOGRAPHIQUE



RÉPARTITION DES RISQUES PAR SPHÈRE



LES ENCOURS DOUTEUX

(En EUR millions)	31/12/2007	31/12/2006	variation en mt	variation en %
Créances douteuses et litigieuses (y compris titres)	182	296	-114,0	-38,5
Provisions affectées	57	103	-46,0	-44,7

10.2 LE PORTEFEUILLE DE FSA

Au cours de l'année 2007, le montant global des engagements nets de FSA a progressé de USD 50,479 milliards, soit + 13,4 %, pour atteindre un total de USD 426,934 milliards, dont 61,2 % sur le secteur public (« municipal ») et 38,8 % sur les *Asset Backed Securities* et financements structurés.

Au sein des ABS et financements structurés :

- les opérations de PFI (financements d'infrastructures) ont progressé en un an de USD 2,898 milliards passant de USD 7,783 milliards à USD 10,681 milliards soit +37,2 %, ce qui représente une hausse très marquée compte tenu de plusieurs opérations significatives sur le dernier semestre de l'année (Eurotunnel, SANEF, le Viaduc de Millau, l'aéroport de Brisbane...);
- le segment des *Pooled Corporate* s'est avéré très dynamique au cours de l'année 2007 (+19 %) notamment au cours du premier trimestre (USD 7 milliards) et constitue toujours la première catégorie d'opérations au sein du portefeuille ABS-financements structurés ;
- le segment des *Residential Mortgages* est celui qui a connu le plus de perturbations avec la crise des *subprimes* apparue à partir du premier semestre 2007. L'exposition de FSA sur les secteurs des *subprimes* est de USD 5,3 milliards sur le portefeuille assuré et USD 8,28 milliards sur le portefeuille de placement. Sur le secteur des *Home Equity lines of credit* (Helocs), l'exposition est de USD 8 milliards sur le portefeuille assuré. Le dernier trimestre a toutefois donné lieu à la souscription de

USD 1,8 milliard de transactions (à comparer à USD 2,5 milliards sur l'année) pour lesquelles FSA a recherché cependant des niveaux de protection supplémentaires afin de pallier la hausse constatée des taux de défaut des prêts sous-jacents notamment sur le segment des *subprimes*.

Le secteur municipal :

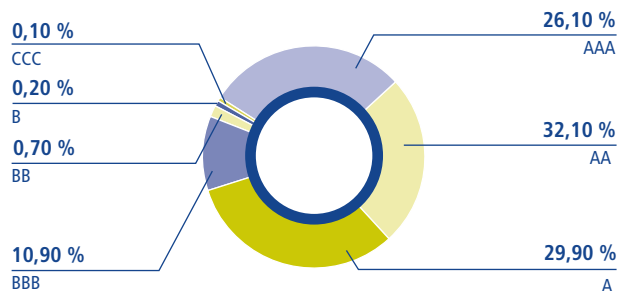
- Les engagements nets progressent de USD 23,440 milliards, soit une croissance de 9,8 %, pour atteindre USD 261,428 milliards. La crise des *subprimes* a notamment eu comme répercussion, étant donné le bon positionnement de FSA (seul grand *monoline* à avoir une notation AAA confirmée avec un *outlook* stable par les trois principales agences de notation), de donner une part prépondérante à FSA sur ce marché municipal. Dès lors, au cours du 4<sup>e</sup> trimestre, FSA a vu sa part de marché sur le secteur public nettement augmenter et un accroissement de ses expositions (USD 7 milliards au 4<sup>e</sup> trimestre) qui devrait perdurer début 2008.

Les effets de la crise des *subprimes* par rapport à la situation de FSA sont limités compte tenu d'une exposition modérée de FSA sur le secteur des *subprimes* et de l'exposition extrêmement marginale sur les CDO d'ABS. Les éléments de vigilance tiennent comme signalé précédemment à l'observation des taux de défaut sur le secteur des *subprimes* et autres produits du secteur des RMBS (*Residential Mortgage Backed Security*). L'encours demeure de bonne qualité grâce à la politique prudente suivie par FSA en matière de risque. Le coût du risque de FSA a été en 2007 de USD 31,6 millions contre USD 23,3 millions en 2006, en raison pour l'essentiel de

l'augmentation du volume du portefeuille assuré. Des ajustements ont été réalisés pour individualiser à partir des réserves générales une provision spécifique au titre des Helocs pour un montant de USD 65,5 millions en cohérence avec les taux de défaut constatés actuellement et la nature de l'exposition de FSA.

La notation de FSA « AAA » a été confirmée par les trois agences de notation. Le maintien de ce *rating* confirme les principes de prudence adoptés par FSA dans sa gestion des risques et la qualité de ses sous-jacents.

## RÉPARTITION PAR RATING DU PORTEFEUILLE ASSURÉ



## Résultats de l'activité

### 1. COMPTES CONSOLIDÉS

#### 1.1 ÉVOLUTION DU PÉRIMÈTRE

Le détail du périmètre, sous forme d'organigramme et de liste, et ses variations sont présentés dans l'annexe aux comptes consolidés.

Les principales variations de périmètre du groupe en 2007 sont indiquées ci-après.

##### Entrées dans le périmètre de consolidation :

Intégration globale

- Entrée de Dexia CAD Funding LLC et de Dexia Public Finance Switzerland SA ;
- Entrée de Dexia Crediop Ireland dans le périmètre de Dexia Crediop ;
- Entrée de Dexia Kommunalkredit Polska dans le périmètre de Dexia Kommunalkredit Bank AG ;
- Entrée de Cymanco Investments et d'Orosis Investments dans le périmètre de Kommunalkredit Austria AG ;
- Entrée de FSA Seguros Mexico SA dans le périmètre de FSA.

Mise en équivalence

- Entrée de Dexia Epargne Pension.

##### Sorties du périmètre de consolidation :

- CLF Patrimoniale est déconsolidée au 1<sup>er</sup> octobre 2007 suite à son absorption par Dexia Epargne Pension.

##### Autres mouvements et changements de dénomination :

- Otzar Hashilton Hamekomi devient Dexia Israël (Public Finance) Ltd ;
- Dexia Sabadell Banco Local devient Dexia Sabadell ;
- Dexia Holdings Inc. augmente sa participation dans la société intégrée globalement Financial Security Assurance Holdings de 99,02 % à 99,13 % ;
- Dexia Kommunalkredit Bank porte sa participation dans Dexia banka Slovensko de 78,98 % à 84,40 %.



## 1.2 PRÉSENTATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Les comptes consolidés de Dexia Crédit Local sont établis conformément aux normes IFRS telles qu'adoptées par la Commission européenne à la clôture des comptes. Ils sont présentés conformément à la recommandation CNC n°2004-R.03 du 27 octobre 2004.

## 1.3 COMPTE DE RÉSULTAT CONSOLIDÉ

Les éléments essentiels concourant à la formation du résultat consolidé figurent dans le tableau ci-après.

(En EUR millions)	2006	2007	Variations 2007/2006 en %
Produit net bancaire	2 141	1 800	(15,9) %
Charges d'exploitation	(615)	(661)	7,5 %
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 526</b>	<b>1 139</b>	<b>(25,4) %</b>
Coût du risque	(44)	(46)	4,5 %
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>1 482</b>	<b>1 093</b>	<b>(26,2) %</b>
Résultat des entreprises mises en équivalence	57	61	7,0 %
Gains ou pertes sur autres actifs	0	0	
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>1 539</b>	<b>1 154</b>	<b>(25,0) %</b>
Charges d'impôts sur les sociétés	(380)	(108)	(71,6) %
Amortissement des écarts d'acquisition			
<b>RÉSULTAT NET</b>	<b>1 159</b>	<b>1 046</b>	<b>(9,7) %</b>
Intérêts minoritaires	(77)	(55)	(28,6) %
<b>RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>	<b>1 082</b>	<b>991</b>	<b>(8,4) %</b>
<i>Résultat par action</i>	<b>12,43</b>	<b>11,38</b>	
<i>Résultat dilué par action</i>	<b>12,43</b>	<b>11,38</b>	

L'impact des variations du dollar (-9 %) a réduit les revenus de EUR 76 millions et les coûts de EUR 16 millions. En compensation, les couvertures de change mises en place ont généré des revenus de EUR 40 millions.

La crise financière qui s'est étendue à partir du second semestre, a entraîné un élargissement des *spreads* augmentant la volatilité des *mark-to-market* des dérivés de crédit, qui ont pesé sur le résultat du groupe sans toutefois n'engendrer aucune perte. Le coût du risque global reste stable sur la période.

### a. Produit net bancaire (PNB)

Le produit net bancaire consolidé de l'exercice 2007 diminue de 15,9 % atteignant EUR 1 800 millions contre EUR 2 141 millions en 2006.

Le produit net bancaire est découpé en trois rubriques : la marge d'intérêt, la marge technique des compagnies d'assurance et les autres revenus.

(En EUR millions)	2006	2007	Variation	Variation en %
Marge d'intérêts	1 325	1 299	(26)	(2,0) %
Marge technique des compagnies d'assurance	310	306	(4)	(1,3) %
Autres revenus	506	195	(311)	(61,5) %
<b>PNB</b>	<b>2 141</b>	<b>1 800</b>	<b>(341)</b>	<b>(15,9) %</b>

### ÉVOLUTION DE LA MARGE D'INTÉRÊTS

Cette marge correspond aux revenus nets d'intérêt, comprenant les produits et charges d'intérêts de tous les instruments figurant au bilan ainsi que des dérivés, quel que soit le type de portefeuille dans lequel ils sont classés. Elle est en diminution de EUR 26 millions par rapport à l'exercice précédent, passant de EUR 1 325 millions à EUR 1 299 millions, soit -2,0 %.

### ÉVOLUTION DE LA MARGE DE L'ACTIVITÉ D'ASSURANCE

La marge technique des compagnies d'assurance concerne exclusivement l'activité de rehaussement de crédit de la filiale américaine FSA. Ce poste reprend uniquement les résultats spécifiques

qui ne peuvent pas être classés dans un autre poste du PNB. Ainsi FSA contribue aussi à la marge d'intérêts et aux autres revenus. La marge technique des compagnies d'assurance s'élève à EUR 306 millions, contre EUR 310 millions l'an dernier, soit une baisse de 1,3 %, induite par les forts effets de change : en dollar, la marge technique augmente en effet de 7,7 % et aurait été de EUR 334 millions.

### ÉVOLUTION DES AUTRES REVENUS

Les autres revenus comprennent essentiellement les commissions nettes, les résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat (*trading*, change et couverture), ainsi que les résultats sur actifs financiers disponibles à la vente.

(En EUR millions)	2006	2007	Variation	Variation en %
Commissions nettes	94	98	+ 4	4,3 %
Résultats sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	95	(295)	(390)	NA
Résultats sur actifs financiers disponibles à la vente	322	388	+ 66	+ 20,5 %
Autres produits et charges	(5)	4	+ 9	NA
Autres revenus	506	195	(311)	(61,5) %

Le niveau des commissions nettes continue de progresser du fait du développement de l'activité de financements structurés et de courtier en assurance (filiale Dexia Sofaxis).

Les résultats sur actifs financiers disponibles à la vente correspondent aux sorties d'éléments de bilan (cession ou remboursement) correspondant à des prêts, des emprunts ou des titres classés « disponibles à la vente ». Les résultats dégagés en 2007 ont été sensiblement plus élevés que ceux de 2006, notamment grâce à des plus-values de cession d'actions cotées plus importantes (+ EUR 79 millions), ainsi que des cessions de titres à revenus fixes.

Les « résultats sur instruments financiers évalués à la juste valeur par le résultat » sont en baisse de EUR 390 millions ; l'essentiel de la variation provient de l'évolution de la valeur des dérivés de crédit du portefeuille de FSA pour EUR - 462 millions.

### b. Charges d'exploitation

Les charges d'exploitation ont progressé de 7,5 % en 2007 (+ EUR 46 millions) avec un montant de EUR 661 millions contre EUR 615 millions en 2006.

(En EUR millions)	2006	2007	Variation %
Frais de personnel	(317)	(350)	10,4 %
Autres frais généraux administratifs	(205)	(213)	3,9 %
Amortissements et dépréciations des actifs corporels et incorporels	(43)	(52)	20,9 %
Frais d'acquisition de contrats d'assurance	(50)	(46)	(8,0) %
<b>Total charges générales d'exploitation</b>	<b>(615)</b>	<b>(661)</b>	<b>7,5 %</b>
<b>PNB</b>	<b>2 141</b>	<b>1 800</b>	<b>(15,9) %</b>
<b>Coefficient d'exploitation</b>	<b>28,7 %</b>	<b>36,7 %</b>	

Le coefficient d'exploitation se détériore, compte tenu de l'impact des moindres revenus, passant de 28,7 % à 36,7 %.

Dexia Crédit Local s'est installé dans son nouveau siège social à La Défense au cours du premier trimestre 2007.

#### ÉVOLUTION DES FRAIS DE PERSONNEL

Les frais de personnel progressent de EUR 33 millions, soit + 10,4 %. L'essentiel de la hausse se concentre sur le siège (développement commercial et évolutions organisationnelles), et sur les implantations internationales, dont l'activité connaît un fort développement.

#### ÉVOLUTION DES AUTRES FRAIS GÉNÉRAUX ADMINISTRATIFS

Les frais administratifs s'élèvent à EUR 213 millions contre EUR 205 millions en 2006, soit + 3,9 %. L'augmentation provient surtout du siège et de FSA.

#### AMORTISSEMENT DES FRAIS D'ACQUISITION DE CONTRATS D'ASSURANCE

Cette rubrique a été créée pour intégrer l'activité de FSA : une partie des frais généraux, relative au coût d'acquisition des contrats d'assurance, est différée et amortie sur la durée de vie de ces contrats. De la même façon, les primes d'assurance correspondant aux mêmes contrats sont amorties sur la durée de ces derniers. La diminution des coûts est due pour l'essentiel à la baisse du dollar.

### c. Coût du risque

La rubrique « coût du risque » se compose de trois éléments distincts, dont l'évolution est présentée ci-après.

(En EUR millions)	2006	2007	Variation
Dépréciation des titres à revenu fixe disponibles à la vente	(5)	2	7
Provisions et pertes sur activité de rehaussement de crédit	(18)	(23)	(5)
Provisions et pertes sur crédits à la clientèle	(21)	(25)	(4)
<b>TOTAL</b>	<b>(44)</b>	<b>(46)</b>	<b>(2)</b>

#### TITRES À REVENU FIXE DISPONIBLES À LA VENTE

Il s'agit d'une reprise sur une ligne de titres du portefeuille disponible à la vente.

#### REHAUSSEMENT DE CRÉDIT

La dotation annuelle est en légère hausse et correspond à l'évolution naturelle du portefeuille. Sur l'exercice, FSA a constitué des provisions spécifiques sur un certain nombre de dossiers par prélèvement sur les dotations générales.

#### CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

Le coût du risque relatif aux crédits à la clientèle se situe à un niveau très peu élevé, tant en France qu'à l'international. L'essentiel de la dotation nette 2007 (EUR - 25 millions) correspond à la provision générale, basée sur l'évolution des encours de crédits.

La qualité du portefeuille d'actifs financiers (créances sur la clientèle et titres) et la politique de couverture de ces actifs lorsqu'ils doivent faire l'objet de dépréciation sont retracées dans les ratios ci-après :

	31/12/2006	31/12/2007
Actifs financiers dépréciés/actifs financiers totaux	0,21 %	0,11 %
Provisions affectées/actifs financiers dépréciés	36,2 %	37,1 %
Provisions affectées/actifs financiers totaux	0,07 %	0,04 %

Cf. note 2-13 de l'annexe aux comptes consolidés, sur la qualité des actifs financiers.

Le taux de couverture des actifs dépréciés reste à un niveau élevé (37 % contre 36 % l'an dernier). La part des actifs dépréciés reste très faible par rapport au total des actifs, reflétant la qualité des portefeuilles du groupe. Certaines provisions affectées ont pu être reprises en 2007 alors que de nouvelles provisions générales ont été dotées ; ceci explique la diminution des ratios de couverture par provisions affectées.

#### d. Quote-part nette dans le résultat des sociétés mises en équivalence

La quote-part nette des sociétés mises en équivalence s'établit à EUR 61 millions contre EUR 57 millions en 2006. Cette progression de EUR 4 millions a essentiellement pour origine une plus-value faite par le Crédit du Nord sur le titre Euronext.

#### e. Impôt

Ce poste s'élève à EUR 108 millions contre EUR 380 millions en 2006. Le taux courant d'impôts sur les sociétés a été modifié en Allemagne et en Italie en 2007. L'impact net de ces modifications représente un produit d'impôt de EUR 18 millions.

#### f. Résultat net

Le résultat net part du groupe s'établit à EUR 991 millions contre EUR 1 082 millions en 2006, soit une baisse de 8,4 %.

Les intérêts minoritaires passent de EUR 77 millions à EUR 55 millions.

Compte tenu du résultat net part du groupe, l'évolution du ratio *return on equity* (ROE) est la suivante :

	2006	2007
<i>Return on equity</i>	21,77 %	18,30 %

Le *return on equity* (ROE) est le rapport entre le résultat net et la moyenne des fonds propres (part du groupe et après affectation du résultat). Il reflète la baisse du résultat en 2007 alors que ce dernier était en forte progression en 2006.

## 1.4 BILAN ET FONDS PROPRES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2007

Le total du bilan consolidé a atteint EUR 345 milliards à fin 2007 contre EUR 304 milliards fin 2006, soit une progression de 13,7 %.

#### a. Opérations interbancaires

Au 31 décembre 2007, le groupe est emprunteur net sur le marché interbancaire pour un montant de EUR 78,4 milliards (hors ajustement de juste valeur) contre EUR 60,8 milliards au 31 décembre 2006, soit une progression de 29,4 %.

#### b. Créances sur la clientèle

Au 31 décembre 2007, l'encours global des créances sur la clientèle progresse de 13,6 % pour s'établir à EUR 146,6 milliards (contre EUR 129,1 milliards en 2006).

#### c. Portefeuille de titres

Le total des placements en effets publics, en obligations et autres titres à revenu fixe, ainsi qu'en actions et autres titres à revenu variable, a progressé de 16,0 % par rapport à décembre 2006, passant de EUR 129,7 milliards à EUR 150,4 milliards, y compris ajustement de juste valeur.

#### d. Fonds propres et ratios

Les fonds propres du groupe Dexia Crédit Local, hors part des tiers, représentent EUR 5,53 milliards fin 2007 contre EUR 7,17 milliards fin 2006, soit une diminution de EUR 1,64 milliard.

Il faut noter que ces fonds propres ont été affectés par l'évolution des réserves de « gains et pertes latents ou différés » qui ont diminué de EUR 2,3 milliards.

Hors éléments latents, la progression naturelle des fonds propres est de EUR 663 millions ; cette évolution provient essentiellement, d'une part (augmentation), du résultat de l'exercice pour EUR 991 millions et, d'autre part (diminution), de la distribution de dividendes pour EUR 320 millions (dont EUR 20 millions au titre des TSSDI).

Le détail de l'évolution des fonds propres est présenté dans l'annexe aux comptes consolidés.

Au plan prudentiel, les fonds propres consolidés de Dexia Crédit local, calculés conformément au règlement CRB n° 95-02, ont évolué comme suit :

(En EUR millions)	2006	2007
Fonds propres totaux	7 199	8 386
dont fonds propres de base	5 259	5 616

Considérant que FSA n'était pas un établissement financier, la Commission bancaire a décidé (séance du 12 janvier 2000) que pour l'établissement du ratio de solvabilité consolidé, le montant de la participation dans la compagnie d'assurances doit être déduit des fonds propres prudentiels. En contrepartie, les risques portés par FSA (activité d'assurance) ne sont pas intégrés dans le calcul des ratios de

solvabilité auxquels le groupe est soumis en tant qu'établissement de crédit.

Compte tenu d'une progression des engagements pondérés du groupe de 20,2 %, le ratio *Tier one* passe de 8,43 % à 7,49 % et le ratio de solvabilité total de 11,54 % à 11,18 %.

## 2. COMPTES ANNUELS

### 2.1 COMPTE DE RÉSULTAT

(En EUR millions)	2006	2007	Variations 2007/2006 (en %)
Produit net bancaire	805	(12)	(101,5) %
Charges d'exploitation	(256)	(273)	6,8 %
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>	<b>549</b>	<b>(286)</b>	<b>(152,0) %</b>
Coût du risque	(18)	(13)	(30,1) %
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>	<b>531</b>	<b>(298)</b>	<b>(156,2) %</b>
Gains ou pertes sur actifs immobilisés	0	32	
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOT</b>	<b>531</b>	<b>(266)</b>	<b>(150,1) %</b>
Charges d'impôts sur les sociétés	(58)	107	(284,0) %
Reprise de FRBG	0	478	
<b>RÉSULTAT NET DE L'EXERCICE</b>	<b>473</b>	<b>319</b>	<b>(32,6) %</b>
<i>Résultat par action</i>	5,43	3,66	
<i>Résultat dilué par action</i>	5,43	3,66	

Le résultat net de Dexia Crédit Local au titre de l'exercice 2007 s'élève à EUR 319 millions contre EUR 473 millions en 2006, en diminution de 32,6 %.

Le produit net bancaire est négatif de EUR 12 millions en raison de fortes provisions sur l'ensemble des portefeuilles de placement. Ces provisions dotées à hauteur de EUR 804 millions s'expliquent par la situation de crise sur les *spreads* des émetteurs ; aucune perte n'a été constatée sur l'exercice sur ces portefeuilles.

Le coût du risque reste à un niveau faible, à – EUR 13 millions contre – EUR 18 millions en 2006.

Le produit d'impôt constaté à hauteur de EUR 107 millions est induit par la constitution d'impôts différés sur les provisions constatées sur les portefeuilles titres.

Dexia Crédit Local a repris le FRBG de EUR 478 millions.

### 2.2 BILAN

Le total de bilan au 31 décembre 2007 s'élève à EUR 212,8 milliards contre EUR 143,6 milliards en 2006, soit une progression de 48 %.

#### a. Actif

##### ENCOURS DE CRÉDITS À LA CLIENTÈLE

L'encours de crédit à la clientèle, hors établissements de crédit, atteint EUR 41,8 milliards contre EUR 34,6 milliards à fin 2006, soit une croissance de 20,6 %.

##### TITRES DE TRANSACTION, DE PLACEMENT ET D'INVESTISSEMENT

La valeur totale des titres détenus atteint EUR 112,8 milliards contre EUR 62,8 milliards à fin 2006. L'évolution des différents portefeuilles est présentée dans l'annexe. Ils sont pour l'essentiel constitués d'obligations françaises et étrangères, de titres de créances négociables et d'effets publics, et pour le solde, de parts de fonds communs de placement.

## TITRES DE PARTICIPATION, PARTS DANS LES ENTREPRISES LIÉES ET ACTIVITÉS DE PORTEFEUILLE

Les titres de participation s'établissent à EUR 5,2 milliards, soit un encours proche de celui de 2006. Les prises de participation significatives et prises de contrôle sont rappelées ci-après.

Prises des participations intervenues en 2007	Nom, forme et capital de la société
Représentant + de 10 % du capital	Dexia Epargne Pension SA au capital de EUR 93 562 500
	DCL Projets SA au capital de EUR 40 000
Représentant + de 66 % du capital	Dexshipline SA au capital de EUR 40 000
	Rodexbail SA au capital de EUR 40 000
	Dexiarail SA au capital de EUR 40 000
	DCL Investissements SA au capital de EUR 40 000
	Dexia CAD Funding LLC au capital de USD 10 000
	DCL Research and Development India Private Ltd. au capital de USD 2 350

### b. Passif

#### BANQUES ET ÉTABLISSEMENTS FINANCIERS

L'endettement de Dexia Crédit Local auprès des établissements de crédit (EUR 94,0 milliards au 31 décembre 2007) est principalement à moyen et long terme. Avec un montant de EUR 6,6 milliards, la Banque Européenne d'Investissement constitue le principal partenaire extérieur de Dexia Crédit Local. L'essentiel de son refinancement est réalisé auprès du groupe Dexia.

#### DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE

L'importance des dettes représentées par un titre dans le total du passif est un élément caractéristique du bilan de Dexia Crédit Local. Au 31 décembre 2007, il s'établit à EUR 57,3 milliards (contre EUR 48,6 milliards à fin 2006).

Par ailleurs, les émissions à long terme sont, pour l'essentiel, réalisées par Dexia Municipal Agency.

### 3. TABLEAU DES RÉSULTATS AU COURS DES CINQ DERNIERS EXERCICES

(En EUR)	2003	2004	2005	2006	2007
<b>SITUATION FINANCIÈRE</b>					
Capital social	1 327 004 846	1 327 004 846	1 327 004 846	1 327 004 846	1 327 004 846
Nombre d'actions	87 045 757	87 045 757	87 045 757	87 045 757	87 045 757
<b>RÉSULTATS GLOBAUX</b>					
Chiffre d'affaires	2 516 161 072	3 173 995 095	4 823 522 282	5 720 380 887	6 286 809 567
Bénéfice avant charges d'impôts sociétés, dotations aux amortissements et dotations nettes aux provisions	419 236 689	621 013 426	581 231 271	674 274 260	1 083 821 549
Charge d'impôts sociétés	122 004 913	87 787 313	65 109 549	60 748 365	(107 696 680)
Bénéfice après charges d'impôts sociétés, dotations aux amortissements et provisions	334 957 558	519 268 420	424 907 461	472 624 576	319 477 197
Bénéfice distribué	330 773 876	579 724 742	341 219 367 <sup>(2)</sup>	300 307 862	396 058 194 <sup>(1)</sup>
<b>RÉSULTATS RÉDUITS À UNE ACTION</b>					
Chiffre d'affaires	28,91	36,46	55,41	65,72	72,22
Bénéfice après charges d'impôts sociétés et avant dotations aux amortissements et dotations nettes aux provisions	3,41	6,13	5,93	7,05	13,69
Charge d'impôts sociétés	1,40	1,01	0,75	0,70	(1,24)
Bénéfice après charges d'impôts sociétés, dotations aux amortissements et provisions	3,85	5,97	4,88	5,43	3,67
Bénéfice distribué	3,80	6,66	3,92 <sup>(2)</sup>	3,45	4,55 <sup>(1)</sup>
Effectif de fin d'année	1 329	1 394	1 513	1 472	1 612
dont cadres	892	934	1 120	1 068	1 178
dont non-cadres	437	460	393	404	434
Montant de la masse salariale	84 482 339	88 598 443	105 254 010	116 441 912	129 010 486
Montant des sommes versées au titre des avantages sociaux (sécurité sociale, œuvres sociales, etc.)	28 038 961	32 751 363	40 323 671	40 387 857	37 544 986

(1) Dividende proposé.

(2) Une distribution de dividendes de EUR 250 691 780 (EUR 2,88 par action) au titre de l'assemblée générale annuelle du 16 mai 2006 et une distribution exceptionnelle de EUR 90 527 587 (EUR 1,04 par action) au titre de l'assemblée générale du 4 septembre 2006.

## Données concernant le capital et l'action

### 1. MONTANT DU CAPITAL SOCIAL ET NOMBRE D' ACTIONS LE COMPOSANT

Le capital social de Dexia Crédit Local s'élève, au 31 décembre 2007, à EUR 1 327 004 846 ; il est divisé en 87 045 757 actions, chacune assortie d'un droit de vote et ne faisant l'objet d'aucun nantissement.

Il n'existe aucun titre donnant accès au capital de Dexia Crédit Local.

### 2. DÉLÉGATIONS EN MATIÈRE D'AUGMENTATION DE CAPITAL

Une résolution d'augmentation de capital avec maintien du droit préférentiel de souscription a été adoptée par l'assemblée générale des actionnaires du 21 mai 2002 pour une durée de cinq ans à compter de ladite assemblée générale.

Le conseil de surveillance était autorisé à augmenter le capital, soit en émettant des actions nouvelles auxquelles les actionnaires pouvaient souscrire en priorité, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes, par distribution d'actions gratuites et/ou par élévation de la valeur nominale des actions existantes.

L'assemblée générale extraordinaire du 15 mai 2007 a conféré au conseil d'administration une nouvelle autorisation d'augmenter, sur ses simples décisions, le capital social jusqu'à concurrence d'une

somme maximale de EUR 1 milliard, par émission, avec ou sans prime, d'actions ordinaires et le cas échéant par l'incorporation de réserves, de primes ou de bénéfices mis en report avec, corrélativement, distribution d'actions gratuites ordinaires ou augmentation de la valeur nominale des actions existantes.

Cette autorisation a été donnée pour une durée de vingt-six mois à compter de l'assemblée générale du 15 mai 2007.

Le conseil d'administration dispose par ailleurs, en application de l'article L.225-129 du Code de commerce, de tous les pouvoirs aux fins de réaliser, dans un délai de cinq ans à compter de l'assemblée générale du 15 mai 2007, les augmentations de capital décidées par lui en application de l'autorisation précitée.

### 3. RÉPARTITION DU CAPITAL SOCIAL

Le capital social de Dexia Crédit Local est détenu, directement, en quasi-totalité par Dexia SA. Chacun des membres du conseil d'administration détient 1 action nominative de la société, conformément à l'article 14 des statuts de la société.

Cette répartition n'a enregistré aucun mouvement significatif depuis cinq ans.

(En EUR)	2003	2004	2005	2006	2007
Capital	1 327 004 846	1 327 004 846	1 327 004 846	1 327,004 846	1 327 004 846
Nombre d'actions	87 045 757	87 045 757	87 045 757	87 045 757	87 045 757
Dexia SA	99,98 %	99,98 %	99,98 %	99,98 %	99,98 %
Particuliers	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %	0,02 %



Indirectement, le capital de Dexia Crédit Local est détenu à plus :

- de 5 % par Ethias, groupement d'associations d'assurance de droit belge ;
- de 10 % par la Caisse des Dépôts, établissement public administratif de droit français ;
- de 15 % par Arcofin, société coopérative à responsabilité limitée de droit belge, et par le Holding communal de Belgique, société anonyme de droit belge.

## 4. DIVIDENDES DISTRIBUÉS AU COURS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

Le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents a été le suivant :

(En EUR)	2004	2005	2006
Montant net par action	8,61 <sup>(1)</sup>	2,88	4,49 <sup>(2)</sup>
Montant bénéficiant de l'avoir fiscal	1,95 <sup>(3)</sup>		
Montant par action éligible à réfaction (article 158,3-2 du Code Général des Impôts)	6,66 <sup>(3)</sup>	2,88 <sup>(4)</sup>	4,49 <sup>(4)</sup>
Montant total bénéficiant de l'avoir fiscal	169 739 226,15 <sup>(3)</sup>	-	-
Montant total éligible à réfaction (article 158,3-2 du Code Général des Impôts)	579 724 741,62 <sup>(3)</sup>	250 691 780,16 <sup>(4)</sup>	390 835 448,93 <sup>(4)</sup>

(1) Dont EUR 1,95 du chef de l'assemblée générale ordinaire du 9 novembre 2004, réunie extraordinairement.

(2) Dont EUR 1,04 du chef de l'assemblée générale ordinaire du 4 septembre 2006, réunie extraordinairement.

(3) Au taux de 50 %.

(4) Au taux de 40 %.

Il est proposé à l'assemblée appelée à statuer sur les comptes de l'exercice 2007 de servir, au titre du dividende annuel, une somme de EUR 396 058 194,35 correspondant à un dividende unitaire de EUR 4,55.

## Informations sociales et environnementales

### 1. GESTION DES RESSOURCES HUMAINES

#### 1.1 ACCORD SALARIAL

Un accord salarial, portant sur les mesures d'augmentations générales applicables à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2007, a été signé avec trois des cinq organisations syndicales de l'unité économique et sociale constituée par Dexia Crédit Local et Dexia CLF Banque.

#### 1.2 ÉPARGNE SALARIALE

Se sont appliqués pour les sommes versées en 2007 au titre de l'exercice 2006 :

- l'accord d'intéressement du 30 juin 2005 portant sur les années 2005, 2006 et 2007 ;
- l'accord de participation du 30 juin 2006 portant sur l'année 2006.

Ont par ailleurs été négociés en 2007 :

- un avenant à l'accord d'intéressement concernant l'année 2007 ;
- un accord de participation relatif aux années 2007, 2008, 2009.

#### Intéressement

Conformément à l'accord du 30 juin 2005, la masse distribuable représente 0,3 % du *Gross Operating Income* (GOI) consolidé du groupe Dexia Crédit Local hors FSA et hors effets de change, dans l'hypothèse d'un taux de réalisation du budget de 100 %.

Elle est modulée, dans les conditions fixées par l'avenant du 29 juin 2007 à l'accord d'intéressement, en fonction du degré d'atteinte de cet objectif budgétaire.

Une condition d'ancienneté de trois mois dans l'entreprise est exigée pour pouvoir bénéficier de l'intéressement.

Les montants d'intéressement versés sont répartis en deux sous masses distinctes : pour 60 %, au prorata du temps de présence de chaque bénéficiaire ; pour 40 %, proportionnellement à la rémunération annuelle brute versée de l'exercice considéré (avec un plafond égal à trois fois le plafond annuel de la sécurité sociale au 31 décembre de l'exercice).

Les sommes issues de l'intéressement peuvent être directement perçues par les bénéficiaires ou placées dans le plan d'épargne groupe.

Elles donnent lieu à un abondement de 30 % de l'employeur si elles sont investies en actions Dexia via un fonds commun de placement.

Les sommes afférentes à l'intéressement pour les trois derniers exercices sont les suivantes (montants bruts hors abondement) :

- Exercice 2005 : somme affectée : EUR 3,50 millions (versement en 2006) ;
- Exercice 2006 : somme affectée : EUR 4,28 millions (versement en 2007) ;
- Exercice 2007 : somme provisionnée : EUR 4,36 millions (versement en 2008).

#### Participation

La Réserve Spéciale de Participation (RSP) distribuée correspond au montant le plus élevé entre la RSP calculée selon la formule légale et la RSP calculée selon la formule dérogatoire plafonnée définie par l'accord de participation du 30 juin 2006.

Le plafond appliqué à la participation versée en 2007 au titre de l'exercice 2006 est de EUR 9,21 millions.

Le bénéfice de la participation est subordonné à la même condition d'ancienneté que l'intéressement.

La répartition de la participation est effectuée de façon proportionnelle à la rémunération annuelle, dans la limite de quatre fois le plafond de la sécurité sociale ; en outre, le montant des droits attribués à un même salarié ne peut, pour un exercice donné, excéder une somme égale au trois quart de ce même plafond.

Les sommes issues de la participation doivent être affectées au sein du plan d'épargne groupe ou sur le compte courant bloqué.

Les montants bruts afférents à la participation pour les trois derniers exercices sont les suivants :

- Exercice 2005 : somme affectée : EUR 8,55 millions (attribution en 2006) ;
- Exercice 2006 : somme affectée : EUR 9,21 millions (attribution en 2007) ;
- Exercice 2007 : somme provisionnée : EUR 10,55 millions (attribution en 2008).

## Plan d'actionnariat

Les salariés de Dexia Crédit Local ont accès au plan d'actionnariat mis en place au niveau de l'ensemble du groupe Dexia. Les titres figurant dans les fonds communs de placement ou directement détenus par les salariés dans le cadre du plan d'épargne groupe sont ceux émis par Dexia SA, holding faitier de droit belge du groupe.

### 1.3 PRINCIPAUX INDICATEURS DU PÉRIMÈTRE DE L'UNITÉ ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

(Dexia Crédit Local et Dexia CLF Banque)

	2006	2007
<b>Effectif présent au 31 décembre</b>	1 427	1 587
dont effectif en CDD	168	175
dont effectif en CDI	1 259	1 412
<b>Mouvements principaux de l'année en CDI</b>		
Embauches	139	218
Licenciements	(18)	(16)
Démissions	(52)	(66)
<b>Temps de travail</b>		
Accord 35 heures	Accord cadre du 14 novembre 2000, entré en vigueur le 1 <sup>er</sup> janvier 2001	
Taux d'absentéisme (toutes catégories confondues)	3,38 %	3,10 %
Salariés à temps partiel ( % de l'effectif)	7,1 %	6,9 %
<b>Rémunérations (EUR)</b>		
Masse salariale brute distribuée	96 982 606	102 959 424
Charges sociales patronales	56 358 859	60 933 056
Salaire moyen annuel hommes	65 207	65 541
Salaire moyen annuel femmes	45 450	47 094
<b>Formation</b>		
% de la masse salariale	4,35 %	4,45 %
Nombre de jours (toutes formations confondues)	4 124	5 061
<b>Conditions d'hygiène et de sécurité</b>		
Nombre de réunions du CHSCT (au cours de l'année)	17	8
<b>Œuvres sociales (EUR)</b>		
Contribution au financement du Comité d'entreprise	1 165 678	1 259 356

## 2. DÉVELOPPEMENT DURABLE

Afin d'aider ses clients et ses collaborateurs à faire du développement durable une pratique naturelle à leurs relations, le groupe Dexia a renforcé en 2007 sa démarche de développement durable en mettant en œuvre un plan d'action visant les objectifs suivants :

- le respect des engagements pris par le groupe dans le temps ;
- la fixation d'objectifs communs au groupe en matière de développement durable ;
- la mise en œuvre d'actions concrètes envers toutes ses parties prenantes ;
- la planification d'actions pour parvenir à atteindre les objectifs fixés ;
- une communication transparente.

Dexia Crédit Local joue un rôle clef dans la réussite de ce plan, notamment au travers de son activité de financement des équipements collectifs, qui en constitue l'un des axes stratégiques.

Le présent texte se veut une synthèse de la politique de Dexia Crédit Local en matière de développement durable pour l'année 2007, conformément aux exigences des articles 1 et 2 du décret 2002-221 du 20 février 2002, en application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce. Les informations communiquées dans ce cadre seront détaillées à l'échelle du groupe, dans le cadre de la publication du rapport développement durable du groupe Dexia (site [www.dexia.com](http://www.dexia.com)).

### 2.1 ENGAGEMENTS ET ADHÉSIONS À DES INITIATIVES INTERNATIONALES ET NATIONALES

Les valeurs fondatrices de Dexia Crédit Local, le sens du long terme et le souci de l'intérêt général, s'illustrent notamment au travers de son adhésion à trois programmes des Nations Unies.

	Programmes	Objectifs
	« Déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable » du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).	La « Déclaration des institutions financières sur l'environnement et le développement durable » a pour objectif de favoriser l'engagement des entreprises bancaires et des organismes financiers en faveur du développement durable, notamment dans sa composante environnementale. À ce jour, 171 entreprises se sont prononcées en faveur de cette initiative.
	« Pacte mondial des Nations Unies » (« Global Compact »).	Lancé en juillet 2000 et placé sous l'autorité directe du Secrétaire Général des Nations Unies, le « Pacte mondial des Nations Unies » fédère des entreprises qui s'engagent à mettre en œuvre l'objectif du « développement durable » sur la base de dix principes dans les domaines des droits de l'homme, des normes du travail, de l'environnement et de la lutte contre la corruption.
	« Déclaration des institutions financières sur le changement climatique » du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE).	Lancée en juin 2007, à la veille du sommet du G8 de Potsdam, la « Déclaration des institutions financières sur le changement climatique » est le premier engagement global du secteur financier sur cette problématique. Les entreprises signataires reconnaissent l'impact des activités humaines sur le changement climatique et s'engagent à intégrer cet enjeu dans leurs prises de décision au quotidien.

En 2007, Dexia Crédit Local a décliné ses engagements et sa politique de prise en compte des impacts environnementaux et sociaux dans le cadre d'actions concrètes, notamment en matière de lutte contre le changement climatique :

Engagements pris par Dexia Crédit Local dans le cadre de la « Déclaration des institutions financières sur le changement climatique »	Actions engagées par Dexia Crédit Local
Développer la connaissance et la compréhension des risques et opportunités associés au changement climatique.	- Participation au « <i>Carbon Disclosure Project</i> ». - Participation au groupe de travail sur le changement climatique du MEDEF dans le cadre du Grenelle de l'Environnement. - Formation des collaborateurs de Dexia Crédit Local au développement durable et à l'intégration des enjeux associés à leur métier.
Quantifier et intégrer ces risques et opportunités au cœur des activités de financement.	- Développement du financement du secteur des énergies renouvelables. - Lancement d'un dispositif innovant de neutralité carbone des flottes automobiles pour le secteur public. - Lancement d'un fonds de compensation volontaire des émissions de CO <sub>2</sub> par reforestation.
Assister les clients dans la gestion des risques et des opportunités liés au changement climatique en évaluant leur exposition et en fournissant des produits et des services qui améliorent leur capacité d'adaptation.	- Déploiement de la campagne Display@ pour l'affichage de la performance énergétique des bâtiments. - Lancement d'un outil de calcul en matière de rénovation thermique et de performance énergétique des bâtiments.
Réduire les impacts directs et l'empreinte carbone de Dexia Crédit Local, évaluer et reporter ses émissions annuelles de manière transparente.	- Reporting trimestriel des émissions de CO <sub>2</sub> directes. - Mise en œuvre de mesures de réduction des impacts liés aux déplacements professionnels et aux trajets domicile-travail. - Mise en œuvre de mesures de réduction des impacts liés à la consommation d'énergie des bâtiments (Tour Dexia).
Intégrer l'enjeu du changement climatique dans les processus de décision afin de promouvoir et de protéger la croissance dans les sociétés dans lesquelles Dexia Crédit Local investit.	- Publication de la seconde étude comparative européenne sur les politiques environnementales des villes, notamment sur la thématique du changement climatique. - Signature de la charte d'engagement du plan climat local de l'agglomération grenobloise. - Soutien de Dexia Crediop au lancement d'un groupe de travail interparlementaire sur les finances durables en Italie par le Forum en faveur des finances durables.

## 2.2 DÉVELOPPEMENT DURABLE DES TERRITOIRES

En 2007, Dexia Crédit Local a renforcé sa gamme de produits en matière de financements de projets aussi bien dans le secteur de l'environnement et des énergies renouvelables que dans le secteur social.

### Le secteur de l'environnement et des énergies renouvelables

Conscient de l'enjeu primordial du changement climatique, Dexia Crédit Local poursuit sa politique active dans ce domaine selon deux axes :

- **le développement des énergies renouvelables**, dont Dexia Crédit Local a fait du financement un axe majeur de son développement commercial et de son engagement en faveur de la lutte contre le changement climatique :
- Les nouveaux projets éoliens signés en 2007 correspondent à un financement de Dexia de EUR 896 millions pour une production annuelle de 2 232 MW éolien.
- Rabobank, Dexia Crédit Local et Dexia Banque Belgique ont conclu le 23 mai 2007 un financement destiné à assurer la construction et l'exploitation par le consortium C-Power de la première phase du parc éolien *offshore* de Thornton Bank situé à 28 km de la côte au large de Zeebrugge et comprenant six aérogénérateurs livrés

par le producteur allemand REpower d'une puissance unitaire de 5 MW. Cette transaction, d'un montant total de EUR 106 millions, constitue le premier financement sans recours monté pour un parc éolien en mer en Belgique.

- Dexia Crédit Local a conclu en 2007 un accord destiné au refinancement du portefeuille éolien mondial (États-Unis, Australie, Europe) de Babcock & Brown Wind Partners. Le financement portait initialement sur EUR 1 milliard, et a pu être augmenté par la suite, grâce à une structure modulable, de EUR 630 millions via des tranches supplémentaires également arrangées par Dexia.
- Dexia Crédit Local a signé en 2007 le financement pour EUR 48 millions d'un parc éolien développé par Babcock & Brown. Situé à Fruges, dans le département du Pas-de-Calais, le parc développe une puissance totale de 32 MW.
- Dexia Crédit Local contribue au développement de la filière énergie bois par le soutien au programme « 1 000 chaufferies bois en milieu rural » dans le cadre d'un partenariat signé en mai 2007 avec la Fncofor (Fédération Nationale des Communes Forestières). Ce programme, inscrit dans les mesures du Plan Climat national, permet de substituer 80 000 Tonnes Equivalent Pétrole et d'éviter l'émission de 3 millions de tonnes de CO<sub>2</sub> sur la durée de vie des installations.

- Les nouveaux projets solaires signés en 2007 correspondent à un financement de EUR 188 millions pour une puissance installée de 120 MW ;
- **la performance énergétique des principaux postes d'émissions de CO<sub>2</sub>**, en développant notamment des solutions financières visant à favoriser les économies d'énergie pour les équipements collectifs :
  - Dexia Crédit Local a lancé en 2007 un dispositif de valorisation des certificats d'économies d'énergie générées par les investissements des collectivités dans les projets d'efficacité énergétique.
  - Un fonds de compensation volontaire des émissions de CO<sub>2</sub> par reforestation a également été lancé par Dexia Crédit Local en 2007.
  - Transports propres
  - Dexia Location Longue Durée a lancé en 2007 un dispositif innovant de neutralité carbone des flottes automobiles pour le secteur public au travers d'une offre globale de prévention, réduction et compensation des émissions de CO<sub>2</sub>.
  - Dexia Crédit Local a remporté en 2007, pour un montant de EUR 150 millions, une partie significative de la consultation du Syndicat Mixte des Transports en Commun de la ville de Toulouse relative à la construction de son tramway.
- Bâtiment
  - La fédération régionale du Bâtiment des Pays de la Loire, la délégation régionale des Pays de la Loire de l'ADEME et la direction régionale des Pays de la Loire de Dexia Crédit Local ont engagé dans le cadre d'un partenariat une campagne régionale baptisée « Performance Énergétique 2008 » concrétisée par la mise en place d'opérations communes de soutien à l'amélioration de la performance énergétique lors de réhabilitations de bâtiments publics tertiaires.
  - Afin d'accompagner les collectivités locales dans l'affichage des performances énergétiques de leurs bâtiments, Dexia Crédit Local met à disposition de ses clients l'outil Display® permettant l'évaluation et l'affichage de la performance énergétique des bâtiments publics sous la forme d'une étiquette énergie. Display® est un outil en ligne, développé par l'association européenne Energie-Cités.
  - Dexia Crédit Local et l'Association Promodul ont conclu en 2007 un accord de partenariat pour la promotion de la maîtrise énergétique des bâtiments publics, résidentiels et tertiaires autour de trois axes :
    - la mise à disposition des clients collectivités locales de Dexia Crédit Local de la « Boîte à outils Promodul » version grand public ;
    - la mise au point par Promodul, d'ici le mois de juin 2008, d'un outil dédié à l'évaluation de la performance énergétique des bâtiments tertiaires publics et dont Dexia Crédit Local aura l'exclusivité auprès des collectivités ;
    - l'accompagnement de Promodul pour l'identification de ressources d'expertise en matière de performance énergétique des bâtiments.

#### Financement des services à l'environnement

La politique de Dexia Crédit Local s'illustre plus globalement dans le cadre du développement de financements environnementaux pour le secteur public local. Dexia Crédit Local a notamment signé en 2007 une convention de partenariat avec Trivalis pour le financement de trois usines de tri mécano-biologique des déchets.

#### Le secteur social

Conjointement à ses actions en matière d'environnement et d'économies d'énergie, Dexia Crédit Local poursuit son soutien au secteur social, soit à travers la mise en place de partenariats, soit par la réalisation de montages financiers spécifiques.

Les principaux faits marquants de l'année 2007 sont les suivants :

- Aide aux personnes en situation de handicap
  - En 2007, Dexia Crédit Local a élargi son action au profit des personnes en situation de handicap au travers d'une « Gamme Sociale » cohérente alliant subventions, financements, prêts bonifiés et sensibilisation des acteurs du secteur public local afin d'améliorer l'accessibilité des bâtiments publics et de soutenir l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap dans le cadre de la loi de 2005. Plus de 350 clients ont été formés dans ce cadre. Enfin, la première convention de mise à disposition d'étude d'accessibilité gratuite a été signée avec le conseil général de Maine-et-Loire.
  - Depuis fin 2006, Dexia Crédit Local est partenaire de l'UNAPEI pour le financement d'établissements recevant des personnes en situation de handicap et la gestion de flotte automobile adaptée.
- Accès au logement
  - Dexia Crédit Local est la seule banque partenaire de la convention ANRU au profit des collectivités locales en faveur du Programme National de Rénovation Urbaine et sociale et à ce titre, le premier distributeur de Prêts Logements Sociaux en faveur des projets immobiliers à destination des populations fragilisées. Ainsi, elle a signé en avril 2007 une convention de partenariat avec la ville de Mulhouse dans le cadre de l'un des plus grands programmes de rénovation urbaine de France bénéficiant à plusieurs quartiers mulhousiens regroupant près de 34 000 habitants, soit près d'un mulhousien sur trois.
  - Face au succès de la première enveloppe mise à disposition en 2006, la Banque Européenne d'Investissement (BEI), l'Agence Nationale pour la Rénovation Urbaine (ANRU) et Dexia Crédit Local ont renouvelé en 2007 leur protocole d'accord de financement de EUR 500 millions pour soutenir l'effort des collectivités locales en faveur d'un « Programme National de Rénovation Urbaine et Sociale ».
  - La ministre du Logement et de la Ville, la BEI, Dexia Crédit Local et la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne ont signé en septembre 2007 un protocole d'accord de financement en vue de l'extension et de la réhabilitation du parc de logements sociaux en

France. Le montant de l'enveloppe intermédiée par Dexia s'élève à EUR 125 millions.

- Accompagnement du secteur sanitaire public et social
- En vue de soutenir les investissements du secteur médico-social, la BEI et Dexia Crédit Local ont signé en octobre 2007 un protocole d'accord de financement de EUR 175 millions qui vise à contribuer à la mise en œuvre du programme de la Caisse Nationale de Solidarité pour l'Autonomie (CNSA) de modernisation et d'amélioration de l'offre médico-sociale à destination des personnes âgées dépendantes et handicapées.
- Un protocole d'accord de financement à destination des hôpitaux français a été signé en novembre 2007 entre la BEI et Dexia Crédit Local pour la période 2007-2009. Il est destiné prioritairement aux financements des systèmes d'information. L'enveloppe allouée à Dexia Crédit Local dans le cadre de cet accord s'élève à EUR 100 millions.

#### Développement durable des territoires

Dexia Crédit Local et la Fédération des Sociétés d'économie mixte (Sem) ont mis en place en 2007 un partenariat destiné à soutenir les projets de développement durable menés par les Sem. L'objectif de cette convention est de promouvoir les nombreuses actions déjà menées par les Sem et d'optimiser l'information et la sensibilisation des Sem sur le développement durable.

#### Gestion des ressources humaines

Dexia Crédit Local poursuit depuis de nombreuses années un programme d'action complet afin d'intégrer sa responsabilité sociale à la gestion des ressources humaines au quotidien.

Différentes actions peuvent être mises en avant pour l'année 2007 :

- Modèle de *leadership*
- Intégration des compétences du modèle de *leadership* dans l'entretien de recrutement ;
- Intégration des compétences du modèle de *leadership* dans le formulaire d'entretien annuel pour tous les salariés ;
- Formation des managers n-1 et n-2 du comité de direction au modèle de *leadership* ;
- Attirer les talents
- En 2008, création de partenariats avec une école dans chaque direction régionale et au siège : participation aux forums, invitation des étudiants dans les locaux de Dexia en direction régionale et au siège, invitation des responsables des relations entreprises et réunion commune ;
- Innovation avec la présence sur un salon de recrutement virtuel sur Second life ;
- Centralisation de la communication : plateforme relations écoles Place Aux Jeunes ;

- Amélioration de la procédure d'accueil avec refonte du livret d'accueil (CD Rom à la place de la convention collective papier) et mise en place d'une journée d'accueil dans le mois de l'arrivée : présentation générale de Dexia, des process ressources humaines, de la démarche Qualité, de la Fondation Dexia France et du modèle de *leadership* puis visite d'une direction différente de celle où le collaborateur a été embauché ;
- Création d'une pépinière de talents en 2008 avec trois postes CDI consacrés au recrutement de jeunes diplômés qui effectueront des missions dans trois directions différentes.
- L'obligation d'intégrer des personnes en situation de handicap à certains postes a constitué un critère dans la sélection des entreprises prestataires au sein de la Tour Dexia à La Défense. En 2007, trois postes sont ainsi occupés par des personnes handicapées à la réception, à l'entretien des espaces verts et au sein de l'équipe de gardiennage.

#### Engagement citoyen

En 2007, le groupe Dexia a défini une stratégie en matière d'engagement sociétal autour de deux axes : la sensibilisation au développement durable et la promotion d'actions sociales et sociétales.

Dans ce cadre, de multiples initiatives permettent à Dexia Crédit Local de développer sa dimension citoyenne, en particulier au travers de sa Fondation.

La Fondation Dexia France, créée en 1993, a pour vocation de promouvoir l'esprit citoyen afin que chacun participe au développement durable des territoires.

- En mars 2007, la Fondation Dexia France a créé l'École de la Citoyenneté. L'objectif de cette initiative est de permettre chaque année à une soixantaine de jeunes, issus de quartiers défavorisés dans toute la France, de s'approprier les principes de la citoyenneté, de la vivre et de l'exprimer. Cinquante-six jeunes sont ou ont été suivis et vingt-huit ont trouvé un emploi en CDI ou CDD ou ont souhaité reprendre une formation professionnelle.

Dexia Crédit Local poursuit une politique active de communication et de sensibilisation de ses clients aux enjeux environnementaux et sociaux :

- Dexia Crédit Local participe à la diffusion des meilleures pratiques de développement durable au travers de différents événements nationaux et internationaux. Pour 2007, peuvent être mentionnés :
  - participation aux « Ateliers du développement durable de Bordeaux », dans l'atelier consacré aux « Produits financiers et développement durable » ;
  - participation au groupe de travail sur le changement climatique du Medef dans le cadre du Grenelle de l'Environnement ;
  - participation à la Conférence des villes de l'AMGVF sur le thème « le développement durable au cœur de la ville » ;



- participation au forum « Imagine d'Énergies-cités » sur le thème « Imaginer le futur énergétique des collectivités locales européennes » ;
  - organisation de l'opération « Chêne d'avenir » : distribution de 5 000 plants de chênes pédonculés aux élus présents lors du 90<sup>e</sup> Congrès des Maires, et financement de la plantation de 5 000 arbres ;
  - organisation de la cinquième édition des « Rubans du développement durable » des collectivités locales ;
  - participation à la première « Fête de la Nature » organisée par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) ;
  - participation à une journée d'étude de l'Association des Communautés urbaines de France sur le développement durable.
  - Cette politique de sensibilisation s'appuie également sur la publication de différents ouvrages et recherches, à destination des collectivités locales :
  - Dexia Crédit Local a engagé en 2007 une politique d'édition axée sur la formation et la sensibilisation au développement durable des élus locaux avec Dexia Editions, sur les thèmes des déchets et des énergies renouvelables.
- La tour Dexia est dotée d'outils de gestion du climat intérieur permettant par exemple l'extinction de l'éclairage des bureaux entre 22h00 et 7h00, et la programmation de la climatisation.
  - Gestion des ascenseurs : une démarche a été initiée en 2007 en vue d'optimiser la gestion des ascenseurs et de réduire leur consommation d'énergie.
  - Tri sélectif des déchets : des espaces sont disponibles à cet effet à chaque étage de la Tour.
  - Consommation de papier :
  - Achat de papier recyclé, sans chlore, bénéficiant du label Sustainable Wood Forest, pour l'ensemble du papier vierge.
  - Mise en place d'imprimantes utilisant la fonctionnalité recto-verso par défaut.
  - Le *reporting* des indicateurs environnementaux de Dexia a été structuré en 2007 autour de six familles d'indicateurs, reportés sur une base trimestrielle : déplacements professionnels, gestion des déchets, toners et cartouches d'encre, consommation de papier, consommations d'énergie et de fluides, émissions de gaz à effet de serre. Les contrats entrant dans le cadre de la Charte Fournisseur du groupe font également l'objet d'un *reporting* trimestriel. L'accroissement de la fréquence de *reporting* et le renforcement des contrôles effectués en interne sur les données au niveau de Dexia Crédit Local ont permis d'en accroître la fiabilité.
  - Afin d'associer les salariés à la diminution de l'impact environnemental de l'entreprise, Dexia Crédit Local a organisé un concours interne dans le cadre de la Semaine du développement durable 2007 intitulé « Émettez des idées pour réduire les émissions de CO<sub>2</sub> ». Six propositions ont été retenues et mises en œuvre en 2007 dans l'entreprise et quinze font l'objet d'une étude de faisabilité.

### Gestion des impacts environnementaux directs

Bien que relativement mesurés au vu de l'activité de service de Dexia Crédit Local, les risques liés à l'impact environnemental direct et à la politique d'achats ne sont pas pour autant négligés.

- Plusieurs actions ont ainsi été mises en œuvre en 2007 dans le cadre du déménagement des effectifs parisiens de Dexia Crédit Local à la Défense :
- Consommations d'énergie et émissions de CO<sub>2</sub> :

### Démarche qualité

La mise en place d'une démarche qualité est un enjeu important du principe de responsabilité sociale de l'entreprise. Elle permet l'élargissement d'une culture de la performance financière à une culture de la performance et du développement durable. En 2007, Dexia Crédit local et ses filiales l'ont déployée aussi bien dans le cadre de leur gestion interne que dans le cadre des relations clients.

La certification ISO 9001 de Dexia Crédit Local a été renouvelée pour l'ensemble de ses activités en France.

### Dexia distingué pour sa démarche de développement durable

Vigeo est aujourd'hui la première agence de notation extra-financière en Europe.

Vigeo note Dexia depuis 2004 sur six domaines : les droits humains, l'environnement, les ressources humaines, le comportement sur ses marchés, le gouvernement d'entreprise et l'engagement sociétal.

Un classement des performances sociales et environnementales de 49 banques en France et en Europe notées par Vigeo a été publié à l'automne 2007. Ce classement est le premier de ce type réalisé par Vigeo et sera mis à jour annuellement.

En France, Dexia est classé première entreprise du secteur bancaire dans les trois domaines suivants :

- Social global : ressources humaines et droits humains ;
- Social : indicateur de promotion du dialogue social ;
- Environnement global.

Dexia est également classé second dans le domaine de l'environnement, sur l'indicateur de consommations d'énergie et émissions polluantes.

## Mandats et rémunérations des mandataires sociaux

En application de l'article L. 225-102-1 du Code de commerce, figurent ci-après les mandats et fonctions exercés par chaque mandataire social de Dexia Crédit Local au cours de l'exercice 2007, ainsi que les rémunérations qui leur ont été versées sur la même période.

Il est rappelé que le 24 janvier 2007, l'assemblée générale des actionnaires de Dexia Crédit Local a décidé de modifier le mode de direction et d'administration de la société, en adoptant une structure à conseil d'administration, en remplacement de la structure à directeur et conseil de surveillance.

### 1. ÉTAT DES FONCTIONS ET DES MANDATS

#### Président du conseil d'administration (depuis le 24 janvier 2007)

(Président du conseil de surveillance jusqu'au 24 janvier 2007)

##### Monsieur Pierre Richard

Président du conseil d'administration de Dexia SA  
Dexia SA – Place Rogier 11 – B-1210 Bruxelles – Belgique

- Président du conseil d'administration de Dexia SA
- Administrateur vice-président de Dexia Banque Belgique
- Administrateur vice-président de Dexia BIL
- Administrateur du Crédit du Nord (jusqu'en février 2007)
- Membre du conseil de surveillance du *Monde*
- Administrateur d'Air France - KLM
- Administrateur de Generali France Holding
- Administrateur de EDF Energies Nouvelles

#### Vice-président du conseil d'administration (depuis le 24 janvier 2007)

(Vice-président du conseil de surveillance jusqu'au 24 janvier 2007)

##### Monsieur Dominique Marcel

Membre du comité de direction de la Caisse des Dépôts  
56, rue de Lille – 75007 Paris

- Administrateur de Dexia SA
- Président et directeur général de Financière Transdev
- Représentant permanent de Financière Transdev, administrateur de la Société Européenne pour le Développement des Transports Publics (TRANSDEV)
- Président du conseil de surveillance de CDC DI. GmbH (Allemagne)
- Membre du conseil de surveillance de CDC Entreprises Holding (anciennement CDC Entreprises) (jusqu'en juillet 2007)

- Président du conseil d'administration de CDC Holding Finances (jusqu'en juin 2007)
- Administrateur de la Société Forestière de la Caisse des Dépôts
- Président du conseil de surveillance de la Compagnie des Alpes
- Représentant permanent de la Caisse des Dépôts, administrateur d'Icade (jusqu'en février 2007)
- Membre du conseil de surveillance (jusqu'en juillet 2007) puis administrateur (depuis juillet 2007) de CNP Assurances
- Administrateur d'Accor
- Représentant permanent de la Caisse des Dépôts, membre du conseil de surveillance de la Caisse Nationale des Caisses d'Épargne et de Prévoyance (CNCEP) (jusqu'en janvier 2007)
- Représentant permanent de la Caisse des Dépôts, membre du conseil de surveillance de la Société Nationale Immobilière
- Administrateur de la Société du Grand Théâtre des Champs-Élysées
- Président et directeur général de CDC Entreprises Capital Investissement
- Président et directeur général de CDC Infrastructure (anciennement Map Holding)
- Président du conseil d'administration de BAC Participations (depuis juin 2007)
- Administrateur de CDC Entreprises (anciennement FP Gestion) (depuis octobre 2007)
- Administrateur d'Icade SA (de février 2007 à novembre 2007)
- Administrateur d'Icade EMGP (devenue Icade SA), (depuis octobre 2007)

### Administrateur - directeur général (depuis le 24 janvier 2007)

(Président du directoire jusqu'au 24 janvier 2007)

#### Monsieur Gérard Bayol

Dexia Crédit Local - Tour Dexia La Défense 2 - 1, passerelle des Reflets - 92913 La Défense Cedex

- Représentant permanent de Dexia Crédit Local, membre du conseil de surveillance de Dexia Municipal Agency
- Administrateur de Dexia Crediop
- Président du conseil de surveillance (jusqu'en septembre 2007) puis président du conseil d'administration (depuis septembre 2007) de Dexia Sofaxis
- Représentant permanent de Dexia Crédit Local, administrateur de Dexia CLF Banque
- Administrateur de Dexia Epargne Pension
- Représentant permanent de Dexia Crédit Local, membre de SOF-GIE (jusqu'en septembre 2007)
- Représentant permanent de Dexia Crédit Local, membre de SOFCA-GIE
- Associé Gérant de SCI Bayoli

### Membres du conseil d'administration (depuis le 24 janvier 2007)

(Membres du directoire jusqu'au 24 janvier 2007)

#### Monsieur Axel Miller

Président du comité de direction de Dexia SA  
Dexia SA – Place Rogier 11 – B-1210 Bruxelles – Belgique

- Administrateur délégué de Dexia SA
- Membre du comité de direction (jusqu'en février 2007) et administrateur de Dexia Banque Belgique
- Membre du comité de direction (jusqu'en février 2007) et administrateur (depuis mars 2007) de Dexia BIL
- Administrateur du Crédit du Nord
- Vice-président du conseil d'administration de Financial Security Assurance Holdings Ltd.
- Administrateur d'Ethias Vie (jusqu'en janvier 2007)
- Administrateur de LVI Holding (jusqu'en septembre 2007)
- Administrateur de Carmeuse Holding SA (depuis septembre 2007)
- Membre du comité de direction de la Fédération des Entreprises de Belgique

#### Monsieur Jacques Guerber

Vice-président du comité de direction de Dexia SA  
Dexia SA – Place Rogier 11 – B-1210 Bruxelles – Belgique

- Administrateur de Dexia SA (depuis mai 2007)
- Membre du comité de direction (jusqu'en février 2007) et administrateur de Dexia Banque Belgique
- Membre du comité de direction (jusqu'en février 2007) et administrateur (depuis mars 2007) de Dexia BIL
- Administrateur du Crédit du Nord
- Administrateur de Financial Security Assurance Holdings Ltd.
- Président du conseil de surveillance de Dexia Municipal Agency
- Membre du conseil de surveillance de Financière Centuria (jusqu'en octobre 2007)
- Président du conseil d'administration de Dexia Participation Luxembourg (depuis juin 2007)

### Membres du conseil d'administration (depuis le 24 janvier 2007)

(Membres du conseil de surveillance jusqu'au 24 janvier 2007)

#### La Fédération Nationale des Travaux Publics représentée par Monsieur Patrick Bernasconi <sup>(1)</sup>

Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics  
3, rue de Berri – 75008 Paris

- Président de la Fédération Nationale des Travaux Publics
- Président de Bernasconi T.P.
- Président de Science et Industrie
- Président du conseil d'administration et directeur général de L'Immobilière des Travaux Publics
- Administrateur de SMAVIE BTP
- Représentant permanent de la Fédération Nationale des Travaux Publics, membre du conseil de surveillance de BTP Banque,
- Représentant permanent de la Fédération Nationale des Travaux Publics, vice-présidente de SMA BTP
- Co-gérant de SCI Bernasconi Frères
- Associé gérant de Casa Déco

#### La Fédération Française du Bâtiment représentée par Monsieur Christian Baffy <sup>(1)</sup>

Président de la Fédération Française du Bâtiment  
33, avenue Kléber – 75016 Paris

- Président de la Fédération Française du Bâtiment
- Vice-président du conseil de surveillance de la Banque du Bâtiment et des Travaux Publics
- Administrateur-délégué (à titre personnel) et représentant permanent de la Fédération Française du Bâtiment, vice-président de SMAVIE BTP

(1) Membre indépendant.

- Administrateur (à titre personnel) et représentant permanent de la Fédération Française du Bâtiment, vice-président de SMA BTP
- Président et directeur général de Baffy SA
- Gérant de Baffy Invest SARL
- Gérant de B J Immobilier SARL
- Gérant puis liquidateur (depuis février 2008) de BD
- Gérant puis liquidateur (depuis octobre 2007) de L'Orle d'Or
- Gérant de PIC Transactions
- Gérant de la SCI Espace Cracovie
- Gérant de La Ferme de Champlon
- Censeur de Ecofi Euro Crédit
- Censeur de BTP Obligations
- Censeur de BTP Associations
- Censeur de BTP Rendement
- Président de SAS Cap Foncier 21 (jusqu'en février 2007)
- Administrateur de la SGAM BTP (depuis janvier 2007)

**Monsieur Christophe Béchu** <sup>(1)</sup>  
**(administrateur depuis le 06 novembre 2007)**

Président du conseil général de Maine-et-Loire  
 Hôtel du Département – Place Michel Debré – 49000 Angers

- Représentant permanent du département de Maine-et-Loire, président du conseil d'administration et directeur général de la SODEMEL (Société d'Equipement du département de Maine-et-Loire)
- Représentant permanent du département de Maine-et-Loire, président du conseil d'administration et directeur général de la SEM T.B. 49

**Monsieur Jean-Pierre Brunel** <sup>(1)</sup>

226, rue Georges Besse – 30000 Nîmes

- Administrateur de Services Conseil Expertises Territoires
- Président du conseil d'administration de la SA d'HLM Le Nouveau Logis - Centre Limousin

**Monsieur Philippe Duron** <sup>(1)</sup>

Président du conseil régional de Basse-Normandie  
 Abbaye aux Dames – Place Reine Mathilde – 14035 Caen cedex

**Monsieur Jean-Pol Henry** <sup>(1)</sup>

Député – conseiller communal de Charleroi  
 118, rue de la Madeleine – 6041 Gosselies – Belgique

**Monsieur Patrick Lachaert** <sup>(1)</sup>

**(administrateur jusqu'au 06 novembre 2007)**

Député – Echevin à Merelbeke  
 Hundelgemsesteenweg 166 – 9820 Merelbeke – Belgique

- Administrateur de Dexia Banque Belgique (depuis mars 2007)

**Monsieur Loïc Le Masne de Chermont** <sup>(1)</sup>  
**(administrateur jusqu'au 06 novembre 2007)**

Conseiller général de Loire-Atlantique  
 La Juliennais – 44360 Saint-Etienne de Montluc

- Administrateur de Dexia Banque Belgique (jusqu'en février 2007)
- Représentant permanent du département de Loire-Atlantique, administrateur de la Société d'Equipement de la Loire-Atlantique (SELA)
- Président de la SAS La Juliennais
- Gérant de la SCI Locla et des SCI Locla 1-2-3-4-5-6
- Co-gérant de la SCI Lorod
- Associé gérant de la SCI Racan

**Monsieur François Rebsamen** <sup>(1)</sup>

Maire de Dijon – 19, rue Amiral Courbet – 21000 Dijon

**Monsieur Antoine Rufenacht** <sup>(1)</sup>

Maire du Havre – Place de l'Hôtel de Ville – 76600 Le Havre

- Gérant de la Société Financière Interocéanique
- Président du conseil d'administration d'Armor
- Administrateur de l'Etablissement Public Foncier de Normandie

**Madame Francine Swiggers**

Président du comité de direction du groupe Arco  
 6, avenue Livingstone – 1000 Bruxelles – Belgique

- Administrateur de Dexia SA (depuis novembre 2007)
- Administrateur et membre du comité de direction d'Arcofin
- Administrateur et membre du comité de direction d'Arcopar
- Administrateur et membre du comité de direction d'Arcoplus
- Administrateur et membre du comité de direction d'Auxipar
- Administrateur d'Interfinance
- Administrateur et membre du comité de direction d'Arcosyn
- Administrateur de Sofato
- Administrateur de Procura
- Administrateur d'Aquafin
- Administrateur de VDK – Caisse d'Epargne

**Monsieur René Thissen** <sup>(1)</sup>

Sénateur – conseiller communal de Waimes  
 23, rue de Bouhémont – 4950 Waimes – Belgique

- Administrateur délégué de SAGI (jusqu'en juillet 2007)
- Administrateur délégué de MACOMA (jusqu'en juillet 2007)
- Administrateur du Centre Hospitalier Chrétien
- Administrateur d'Espace Tourisme et Culture (jusqu'en juin 2007)
- Président de Contrat de Rivière Amblève

(1) Membre indépendant.

- Administrateur d'Unio Bruxelles ASBL
- Président du conseil d'administration de la Société Wallonne des Eaux (depuis juillet 2007)
- Président du conseil d'administration de SAGIMA SA (depuis juillet 2007)

### Membres du directoire jusqu'au 24 janvier 2007

#### Monsieur Dirk Bruneel

Membre du comité de direction de Dexia SA  
Dexia SA – Place Rogier 11 – B-1210 Bruxelles – Belgique

- Membre du comité de direction de Dexia BIL (jusqu'en février 2007)
- Administrateur de Dexia Financière SA (jusqu'en décembre 2007)
- Administrateur de Ehsal (jusqu'en janvier 2008)
- Administrateur de VEV (jusqu'en mai 2007)
- Président du directoire de Dexia Bank Nederland
- Membre du directoire Dexia Nederland Holding
- Président du conseil d'administration de RBC Dexia Investor Services Ltd.

- Administrateur de Dexia Participation Belgique
- Président du conseil d'administration de DenizBank
- Président du conseil d'administration de DenizBank Kültür Sanat Yayincilik Ticaret Ve Sanayi (Deniz Culture)

#### Monsieur Rembert von Lowis

Membre du comité de direction de Dexia SA  
Dexia SA – Place Rogier 11 – B-1210 Bruxelles – Belgique

- Membre du comité de direction et administrateur de Dexia Banque Belgique (jusqu'en février 2007)
- Administrateur de Financial Security Assurance Holdings Ltd.
- Administrateur de Dexia Holdings Incorporated
- Administrateur et Président du conseil d'administration de Dexia AM Luxembourg

### Représentants du comité d'entreprise

#### Monsieur Jean-Claude Trochain

#### Madame Valérie Hudé

## 2. RÉMUNÉRATIONS ET ENGAGEMENTS

### 2.1 RÉMUNÉRATIONS ET AVANTAGES VERSÉS DURANT L'EXERCICE 2007

Le conseil d'administration de Dexia SA a fixé, le 26 avril 2005, la rémunération annuelle brute de son président à EUR 400 000.

(En EUR milliers)	Rémunération brute fixe <sup>(2)</sup>		Rémunération brute variable		Plan de pension <sup>(3)</sup>	Nombre d'options	
	2006	2007	Au titre de 2006, payé en 2007	Au titre de 2007, payable en 2008		Attribuées <sup>(6)</sup>	Levées
Axel Miller <sup>(5) (7)</sup>	725	825	989,63	1 039,50	137,80	150 000	/
Jacques Guerber <sup>(5)</sup>	625	640	671,25	607,50	<sup>(4)</sup>	70 000	50 000 à EUR 11,27 55 000 à EUR 12,68
Dirk Bruneel <sup>(1) (5) (8)</sup>	560	560	439,60	403,20	90,80	60 000	93 500 à EUR 13,81
Rembert von Lowis <sup>(1) (5)</sup>	500	500	410,00	360,00	<sup>(4)</sup>	60 000	/
Gérard Bayol	438 <sup>(9)</sup>	450	398,25	402,75	<sup>(4)</sup>	50 000	25 000 à EUR 17,86 25 000 à EUR 11,37

(1) Mandataires de Dexia Crédit Local (membres du directoire) jusqu'au 24 janvier 2007.

(2) Pour Jacques Guerber et Rembert von Lowis des cotisations sociales « employeur » ont été payées, outre les montants indiqués dans cette section, par le groupe Dexia.

(3) Montant pris en charge par Dexia en 2007 pour les plans de pension complémentaire.

(4) Un montant total de EUR 1 017 083 a été versé au titre de la pension complémentaire extra-légale. Cette contribution ne constitue pas une prestation acquise.

(5) Autres avantages : couverture décès, invalidité, traitement médical : des primes annuelles collectives de EUR 157 993 ont été payées en 2007 au bénéfice des membres belges du comité de direction de Dexia SA, pour une couverture supplémentaire décès, invalidité permanente et frais de traitement médical et de EUR 39 796,60 au bénéfice des membres français du comité de direction de Dexia SA pour les couvertures obligatoires et supplémentaires décès, invalidité permanente et frais médicaux.

(6) Options attribuées le 29 juin 2007 à un prix d'exercice de EUR 23,25.

(7) Indemnité forfaitaire annuelle pour frais de représentation et loyer pour une voiture à usage privé : EUR 26 340.

(8) Indemnité forfaitaire annuelle pour frais de représentation : EUR 6 320.

(9) À compter du 11 janvier 2006.

La rémunération des membres du comité de direction de Dexia SA est fixée par le conseil d'administration de Dexia SA sur proposition du comité des rémunérations. La rémunération des membres du comité de direction de Dexia SA fait l'objet d'une étude périodique menée par le comité des rémunérations avec l'appui d'un consultant externe spécialisé.

La rémunération de Monsieur Gérard Bayol est fixée par le conseil d'administration de Dexia Crédit Local après consultation du comité des rémunérations.

La rémunération des membres du comité de direction de Dexia SA est composée d'une partie fixe et d'une partie variable.

La rémunération fixe est déterminée en considération de la nature et de l'importance des responsabilités exercées par chacun (et en tenant compte des références de marché pour des postes de dimension comparable).

La rémunération variable des membres du comité de direction de Dexia SA, à l'exception de l'administrateur délégué (Monsieur Axel Miller) et du vice-président (Monsieur Jacques Guerber), se décompose en trois volets :

- un premier volet **groupe** basé sur une formule liée aux résultats de Dexia SA, applicable de manière identique à l'ensemble des personnes concernées dans le groupe Dexia. La formule est basée sur quatre indicateurs (le résultat brut d'exploitation *underlying*, le résultat net *underlying*, le résultat net total et le PER relatif (PER moyen de l'indice DJ Euro Stoxx Banks)). Pour les trois premiers indicateurs, la performance de Dexia se détermine par référence à l'objectif budgétaire ;
- un deuxième volet **business** propre à chaque membre du comité de direction en fonction de ses responsabilités. L'appréciation de ce volet s'effectue dans le cadre du système de gestion de la performance mis en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007, par lequel un contrat de management est établi pour chaque membre du comité de direction (excepté l'administrateur délégué). Ce contrat

de management fixe une série de missions et d'objectifs à atteindre pour l'année 2007. Des réunions trimestrielles ou semestrielles, selon le cas, sont prévues entre l'administrateur délégué et les personnes concernées pour évaluer l'atteinte de ces objectifs. Dans la plupart des cas, la réalisation des objectifs est mesurée par rapport à des indicateurs de performances inclus dans le contrat de management ;

- un troisième volet **individuel** basé sur la réalisation d'objectifs personnels propres à chaque membre du comité de direction. Ces objectifs personnels sont fixés par rapport au modèle de *leadership* interne de Dexia. La fixation et l'appréciation de la réalisation de ces objectifs sont faites par l'administrateur délégué.

Les mêmes principes sont applicables pour la rémunération de Monsieur Gérard Bayol. Concernant la rémunération variable, le deuxième volet repose essentiellement sur l'atteinte d'objectifs propres à Dexia Crédit Local.

La rémunération variable de l'administrateur délégué (Monsieur Axel Miller) et du vice-président (Monsieur Jacques Guerber) se décompose en deux volets :

- un premier volet **groupe** basé sur la formule liée aux résultats de Dexia SA (telle que décrite ci-dessus), et ;
- Un deuxième volet **individuel** basé sur la réalisation d'objectifs personnels. Ces objectifs personnels sont fixés par rapport au modèle de *leadership* interne de Dexia. La fixation et l'appréciation de la réalisation de ces objectifs sont faites, en ce qui concerne le vice-président, par l'administrateur délégué, et, en ce qui concerne l'administrateur délégué, par le comité des rémunérations.

Chacun de ces volets donne lieu à l'application d'un pourcentage, dont le taux cible est situé à la moitié. Une amplitude maximum de la rémunération variable est fixée pour chaque membre du comité de direction, ce qui aboutit à ce que chaque volet représente entre 0 et [X] % maximum de la rémunération fixe. Ces amplitudes maximales et taux cibles ont été fixés comme suit :

(% de la rémunération fixe)	Amplitude max. volet groupe	Amplitude max. volet business	Amplitude max. volet individuel	Amplitude max. totale
Axel Miller	150 %	/	75 %	225 %
Jacques Guerber	106,67 %	/	53,33 %	160 %
Dirk Bruneel	50 %	50 %	50 %	150 %
Rembert von Lowis	50 %	50 %	50 %	150 %
Gérard Bayol	50 %	50 %	50 %	150 %

## 2.2 JETONS DE PRÉSENCE VERSÉS DURANT L'EXERCICE 2007

Le montant des jetons de présence a été fixé par l'assemblée générale des actionnaires du 16 mai 2006 à EUR 300 000.

A été versée, durant l'exercice 2007, au titre de jetons de présence, une somme globale de EUR 229 000, répartie comme suit :

- EUR 26 000 <sup>(1)</sup> à Loïc Le Masne de Chermont et Christian Baffy ;
- EUR 20 000 à Patrick Bernasconi, Antoine Rufenacht, François Rebsamen, Dominique Marcel, Philippe Duron, Jean-Pierre Brunel ;
- EUR 19 500 <sup>(2)</sup> à Francine Swiggers ;
- EUR 15 000 <sup>(3)</sup> à René Thissen et Jean-Pol Henry ;
- EUR 7 500 <sup>(4)</sup> à Patrick Lachaert.

Tout jeton de présence ou tantième payé par une société du groupe Dexia à un membre du comité de direction vient en déduction des rémunérations fixes ou variables de ce dernier.

## 2.3 ENGAGEMENTS SOUSCRITS

Il est précisé que Dexia Crédit Local n'a, par le passé, pris aucun engagement particulier en faveur de ses dirigeants. Toutefois, certains d'entre eux bénéficient d'une pension complémentaire extra-légale mise en place par Dexia.

Divers régimes sont applicables aux administrateurs de Dexia Crédit Local :

- Jacques Guerber, Rembert von Lowis et Gérard Bayol ont droit, moyennant le respect de certaines conditions, à une rente de retraite annuelle au moment du départ à la retraite dont le montant équivaut à 75 % de la moyenne de la rémunération brute fixe sur les deux années précédant le départ à la retraite. Ce montant est toutefois diminué des montants perçus au titre de la pension légale d'origine privée. Une rente de survie complémentaire est également prévue pour les ayants droit en cas de décès avant retraite. En 2007, Dexia SA a décidé de fermer ce régime de pension complémentaire extra-légal.
- Axel Miller et Dirk Bruneel ont droit, moyennant le respect de certaines conditions, notamment une carrière de 35 ans minimum, à une prestation équivalente à une rente de retraite annuelle, en cas de vie au moment du départ à la retraite, dont le montant équivaut à 80 % de leur rémunération fixe plafonnée. En 2007, Dexia SA a décidé de fermer ce régime de pension complémentaire extra-légal tout en maintenant les droits acquis et à venir pour les personnes affiliées avant le 31 décembre 2006.

(1) En raison de leur participation au comité d'audit.

(2) En raison de sa participation au comité d'audit et compte tenu de la retenue à la source.

(3) Compte tenu de la retenue à la source.

(4) Compte tenu de la retenue à la source – fin de mandat en cours d'exercice.



## Faits marquants et perspectives

### 1. FAITS MARQUANTS

#### 1.1 RÉORGANISATION JURIDIQUE ET OPÉRATIONNELLE DE DEXIA CRÉDIT LOCAL

Dans un souci de cohérence avec les autres entités, Dexia Crédit Local a, par décision de l'assemblée générale du 24 janvier 2007, pris la forme d'une société anonyme à conseil d'administration qui s'est substituée à celle à directoire et conseil de surveillance. Les treize membres du conseil de surveillance ont été nommés en qualité de membres du conseil d'administration, ainsi que Messieurs Axel Miller, Jacques Guerber et Gérard Bayol.

Le conseil d'administration du 24 janvier 2007 a désigné Monsieur Pierre Richard en qualité de président du conseil d'administration et a confié la direction générale de la société à Monsieur Gérard Bayol.

Le comité exécutif est devenu comité de direction sans modification de sa composition.

Concernant les activités opérationnelles, il convient de noter l'évolution de l'organisation de la direction des systèmes d'information, la réorganisation de la direction gestion actif passif ainsi que le rattachement de l'activité d'Origination Secteur Public à l'administrateur – directeur général de Dexia Crédit Local.

#### 1.2 CHANGEMENT DE SIÈGE SOCIAL

Les équipes parisiennes du groupe Dexia se sont installées au cours du 1<sup>er</sup> trimestre 2007 dans l'immeuble acquis le 1<sup>er</sup> décembre 2005 dans le quartier de La Défense et qui a fait l'objet des aménagements nécessaires au cours de l'année 2006.

Le siège social de la société a été transféré à compter du 1<sup>er</sup> mars à l'adresse suivante :

1, passerelle des Reflets  
Tour Dexia La Défense 2  
TSA 92202  
92919 La Défense Cedex

#### 1.3 MISE EN ŒUVRE DE LA DIRECTIVE SUR LES MARCHÉS D'INSTRUMENTS FINANCIERS (MIF)

Le groupe Dexia s'est préparé à l'entrée en vigueur de la directive au 1<sup>er</sup> novembre 2007 par la mise en place depuis 2006 d'un projet transversal piloté par la direction de la conformité groupe et couvrant l'ensemble des entités européennes concernées. Pour Dexia Crédit Local, la direction de la conformité et le secrétariat général qui avaient en charge le pilotage du projet, se sont assurés, en coordination avec les correspondants désignés dans les entités, de la mise en oeuvre des plans d'actions afin d'être prêt pour le 1<sup>er</sup> novembre 2007 tout en tenant compte des conditions de transposition selon les pays.

#### 1.4 UTILISATION DE LA MÉTHODE NOTATIONS INTERNES AVANCÉES (RÉFORME BÂLE II)

Dexia a été autorisé fin 2007 par le comité de direction de la Commission Bancaire, Financière et des Assurances (CBFA) à utiliser la méthode Notations Internes Avancées pour le calcul et le reporting des exigences en fonds propres pour le risque de crédit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

#### 1.5 DÉMARCHÉ QUALITÉ

La certification ISO 9001 de Dexia Crédit Local a été renouvelée pour l'ensemble de ses activités en France.

## 2. PERSPECTIVES

Aujourd'hui, en France comme ailleurs, les collectivités locales et régionales jouent un rôle essentiel, aux côtés des gouvernements centraux, dans la gestion des politiques publiques et dans la délivrance, directe ou indirecte, des services publics à la population. Dans de nombreux pays, les compétences confiées aux échelons territoriaux s'accroissent, ce qui entraîne une nouvelle répartition des masses financières entre les acteurs publics.

En Europe notamment, du fait de la poursuite des processus de décentralisation et des transferts de compétences, les collectivités territoriales ont renforcé leur poids dans l'économie européenne. Ce mouvement est continu et loin d'être terminé. Ainsi, la réforme des statuts des Communautés Autonomes espagnoles, engagée en 2006, s'est poursuivie en 2007 de même que la réforme du fédéralisme en Allemagne. D'autres pays s'engagent dans des réformes territoriales profondes comme le Danemark, considéré comme le pays européen le plus décentralisé, qui a mis en place depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 une organisation institutionnelle nouvelle : le nombre de communes est passé de 271 à 98 et les 13 comtés ont été remplacés par 5 régions, en charge essentiellement de la santé. Enfin, les nouveaux États membres de l'Union européenne ont mis en place des programmes de décentralisation visant à renforcer les responsabilités locales et à adapter les modes de financement : création de nouvelles dotations de fonctionnement et d'investissement, instauration de mécanismes de péréquation, réformes des fiscalités nationales et locales, libéralisation de l'emprunt, etc.. Nombre d'entre eux (Slovénie, Hongrie, Lettonie, Roumanie) envisagent aujourd'hui la création de collectivités de niveau régional pour permettre un meilleur pilotage de compétences touchant de vastes territoires (infrastructures, santé, etc.).

Ces évolutions ont eu une traduction quantitative : les dépenses du secteur public infra-national européen (c'est-à-dire incluant les collectivités locales et régionales, les entités fédérées et les organismes publics associés) ont crû en volume de + 2,6 % par an en moyenne entre 2000 et 2006, pour s'élever à plus de EUR 1 800 milliards, soit 15,7 % du PIB et 33,6 % des dépenses publiques. Les investissements sont essentiellement portés par le secteur public infra-national : avec près de EUR 200 milliards en 2006, celui-ci réalise en effet plus des deux tiers de l'ensemble des investissements publics en Europe.

La mise en œuvre des grands programmes communautaires d'infrastructures décidés par l'Union européenne et les États membres s'appuie de plus en plus sur des cofinancements apportés par les collectivités territoriales. L'investissement dans les 12 nouveaux pays adhérents a ainsi progressé à un rythme exceptionnel en 2006 : près de 30 %. Par ailleurs, la volonté d'accélérer la réalisation de certains projets devrait entraîner un recours plus marqué aux partenariats public-privé, qui d'ores et déjà suscitent un intérêt croissant de la part des nouveaux États membres, dont plusieurs viennent de se doter d'une législation spécifique à ce sujet.

L'importance et la diversité des programmes à entreprendre devraient conduire les collectivités territoriales à un recours plus important à l'endettement. La dette publique infra-nationale (EUR 1 190 milliards en 2006 soit 10,3 % du PIB) a progressé de + 2,9 % par an en moyenne entre 2000 et 2006, et, en 2006, de + 2,0 %. Au niveau du seul secteur public local, la dette s'élève à EUR 679 milliards (5,8 % du PIB), ayant progressé de + 2,6 % par an entre 2000 et 2006 et de + 3,9 % en 2006. Grâce à des règles prudentielles rigoureuses s'appliquant au secteur public local - l'utilisation de l'emprunt étant, par exemple, réservé au financement des investissements - les grands équilibres sont assurés, d'autant plus que le secteur infra-national est de plus en plus associé à la maîtrise et à la gouvernance des finances publiques, notamment au travers de pactes internes de stabilité.

L'accroissement des compétences territoriales s'observe au-delà de l'Europe. On assiste désormais à une véritable « mondialisation de la décentralisation », caractérisée par un recours croissant aux pouvoirs locaux pour le développement démocratique des États. Ce nouveau mode de gouvernance économique et sociale est encouragé par les bailleurs de fonds internationaux dans la plupart des pays où ils interviennent.

Fort de son expertise du secteur public local, acquise historiquement en Belgique et en France et progressivement étendue en Europe et ailleurs, Dexia Crédit Local est particulièrement à même de répondre à la demande croissante des responsables financiers locaux, partout dans le monde. Dans un tel contexte, la progression de son activité d'apporteur de produits et de services financiers, ainsi que la progression de ses résultats, se poursuivront donc en 2008.

## 3

# Gouvernance et contrôle interne

## **Rapport du président du conseil d'administration établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce** 64

1. Conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration ..... 64
2. Objectifs de la société en matière de contrôle interne ..... 65
3. Principaux acteurs du contrôle interne (organisation, rôle, moyens) ..... 66
4. Élaboration et traitement de l'information comptable et financière ..... 71
5. Principaux risques et dispositifs spécifiques de contrôle interne ..... 75
6. Mode d'appréciation du contrôle interne ..... 78

## **Rapport des commissaires aux comptes** 80

## Rapport du président du conseil d'administration établi en application de l'article L. 225-37 du Code de commerce

Le présent rapport décrit les principes et procédures ayant prévalu au cours de l'exercice 2007, sous le mode d'administration à directoire et conseil de surveillance jusqu'au 24 janvier 2007, et sous le mode d'administration à conseil d'administration depuis cette date.

Il est en effet rappelé que dans un souci de cohérence avec les autres entités du groupe Dexia, Dexia Crédit Local a, par décision de l'assemblée générale extraordinaire du 24 janvier 2007, pris la forme d'une société anonyme à conseil d'administration qui s'est substituée à celle à directoire et conseil de surveillance. Les treize membres du conseil de surveillance ont été nommés en qualité de membres du conseil d'administration, ainsi que Messieurs Axel Miller, Jacques Guerber et Gérard Bayol.

Le conseil d'administration de Dexia Crédit Local du 24 janvier 2007, faisant suite à l'assemblée générale extraordinaire ayant décidé le changement de mode de gestion, a nommé Monsieur Pierre Richard en qualité de président du conseil d'administration, a désigné Monsieur Dominique Marcel en qualité de vice-président du conseil d'administration et a confié à Monsieur Gérard Bayol la direction générale de la société.

Dexia Crédit Local, en tant qu'établissement de crédit, se réfère, pour l'élaboration du présent rapport, au règlement CRB n°97-02 modifié par les arrêtés du 31 mars 2005, du 17 juin 2005, du 20 février 2007 et du 2 juillet 2007, qui définit les missions, principes et dispositifs du contrôle interne. Par ailleurs, Dexia Crédit Local s'est aussi appuyé, pour la rédaction du présent rapport, sur le cadre de référence publié par l'AMF.



### 1. CONDITIONS DE PRÉPARATION ET D'ORGANISATION DES TRAVAUX DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Dexia Crédit Local applique les bonnes pratiques en matière de gouvernement d'entreprise. C'est notamment le cas dans le fonctionnement du conseil d'administration et des comités spécialisés qui en émanent.

#### 1.1 LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

La mission du conseil d'administration est de déterminer les orientations de l'activité de Dexia Crédit Local et de veiller à leur mise en œuvre. Son action est guidée par l'intérêt de la société, considéré au regard de ses actionnaires, de ses clients et de son personnel. Il n'existe pas de conflit d'intérêts potentiel entre les devoirs, à l'égard de Dexia Crédit Local, de l'un quelconque des membres du conseil d'administration et leurs intérêts privés et/ou autres devoirs.

Le conseil d'administration est composé de quinze membres (seize jusqu'au 6 novembre 2007) élus par l'assemblée générale des actionnaires en raison de leurs compétences et de la contribution qu'ils peuvent apporter à l'administration de la société. Il comprend un administrateur-directeur général, trois représentants de la société Dexia, actionnaire quasi unique, quatre élus locaux français, deux élus locaux belges (trois jusqu'au 6 novembre 2007) et cinq autres

administrateurs dont trois sont des membres indépendants. Le critère d'indépendance retenu s'inspire des recommandations du rapport sur le gouvernement d'entreprise dit rapport « Bouton ».

Les membres du conseil d'administration sont tous tenus d'adhérer à une charte qui définit leurs devoirs, en déclinant dans ce cadre les principes du code de déontologie de Dexia Crédit Local.

Cette charte rappelle notamment l'importance de leur participation active aux travaux du conseil. Elle précise également que les membres du conseil d'administration sont considérés comme des personnes exerçant des fonctions sensibles et sont soumis, à ce titre, aux obligations les plus strictes concernant les transactions sur titres Dexia. Toute transaction doit être préalablement portée à la connaissance du directeur de la conformité de Dexia Crédit Local et obtenir son autorisation.

Le conseil d'administration se réunit au moins une fois par trimestre. En 2007, il s'est réuni cinq fois.

Le président du conseil d'administration et l'administrateur-directeur général mettent à disposition des membres du conseil d'administration l'ensemble des informations, en particulier d'ordre stratégique, nécessaires au bon exercice de leurs fonctions.

Les administrateurs reçoivent, préalablement à la réunion, un ordre du jour ainsi qu'un dossier comportant des notes ou documents relatifs à l'ordre du jour.

Les nominations des administrateurs se font en conformité de la loi et des statuts. À chaque réunion, l'administrateur-directeur général présente l'activité et les comptes de la période écoulée. Le conseil se penche également de façon récurrente sur les travaux du comité d'audit, le contrôle interne et la surveillance des risques.

En 2007, outre les questions relatives à la gestion de la société relevant de sa compétence, le conseil s'est intéressé dans ses travaux à la stratégie du groupe Dexia, à la situation des marchés financiers, au positionnement de Dexia Crédit Local et ses perspectives sur le marché des hôpitaux publics, aux modèles Bâle II utilisés par Dexia Crédit Local.

## 1.2 LES COMITÉS SPÉCIALISÉS ÉMANANT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le conseil peut créer en son sein des comités spécialisés ; ces comités sont alors composés de deux à cinq membres du conseil

d'administration dont un président. Ils peuvent se tenir en-dehors de la présence du président du conseil d'administration ou de l'administrateur-directeur général. Le président du comité spécialisé présente au conseil un rapport sur les travaux effectués.

Le comité d'audit se compose de trois membres issus du conseil d'administration <sup>(1)</sup>, qui ont été confirmés dans leurs fonctions par le conseil d'administration du 27 février 2007, en conséquence de la modification de la gouvernance de Dexia Crédit Local. Le comité d'audit se réunit au moins deux fois par an. En 2007, le comité d'audit s'est réuni trois fois. Compte tenu de l'importance de son rôle en matière de contrôle et de surveillance de l'établissement des comptes, ses missions et ses moyens d'actions sont détaillés dans la deuxième partie de ce rapport consacrée au contrôle interne.

Par ailleurs, le comité des rémunérations du conseil d'administration de Dexia SA est consulté sur la politique de rémunération et d'incitation des membres du comité de direction de Dexia Crédit Local, ainsi que sur la politique d'actionnariat des salariés.

## 2. OBJECTIFS DE LA SOCIÉTÉ EN MATIÈRE DE CONTRÔLE INTERNE

### 2.1 LES MISSIONS DU CONTRÔLE INTERNE

Comme pour l'ensemble des établissements de crédit, le groupe Dexia Crédit Local est soumis à la surveillance de la Commission bancaire. Les objectifs et l'organisation de son contrôle interne s'inscrivent dans le cadre défini par le Code monétaire et financier, le règlement CRB n° 97-02 modifié, dont la correcte application est périodiquement vérifiée par la direction de l'audit interne, et par la législation et la réglementation des pays dans lesquels Dexia Crédit Local opère.

Le dispositif de contrôle interne tel que prévu par le règlement CRB n°97-02 modifié vise à ce que soient mis en place différents dispositifs de contrôle destinés à assurer :

- la conformité des opérations et des procédures internes ;
- une information financière et comptable fiable et de qualité ;
- la sécurité du traitement de l'information ;
- des systèmes de mesure et de surveillance des risques et des résultats.

Plus spécifiquement, les missions assignées au contrôle interne en vigueur à Dexia Crédit Local visent à :

- Vérifier que le dispositif de maîtrise des risques mis en place est solide et efficace.

La gestion des risques est à la base de l'activité bancaire. Dexia Crédit Local, de par la nature de son activité et sa volonté de privilégier les règles de prudence, de diversification et de qualité des encours a fait de son approche du risque une caractéristique clé de sa perception par les marchés financiers. Le dispositif de contrôle interne a pour objectif de garantir au comité de direction que les risques pris par le groupe sont en accord avec cette caractéristique, et compatibles avec les objectifs de performance fixés.

- S'assurer que l'information comptable et financière produite est fiable et pertinente.

L'objectif principal de l'information financière est de donner une image fidèle de la situation de Dexia Crédit Local de manière régulière, complète et transparente. Le système de contrôle interne est centré sur la réalisation de cet objectif.

Dexia Crédit Local a mis en place un ensemble de procédures et de contrôles dans le cadre de l'organisation de son dispositif de contrôle interne qui visent à assurer le bon fonctionnement de Dexia Crédit Local dans le respect de la réglementation et des principes prudentiels, tout en veillant à une gestion efficace des moyens disponibles.

Il convient toutefois de mentionner que, comme tout système de contrôle, ce dispositif ne peut être considéré comme une garantie absolue de la correcte réalisation des objectifs de la société.

(1) Monsieur Christian Baffy, président ; Monsieur Loïc Le Masne de Chermont ; Madame Francine Swiggers.

## 2.2 ARCHITECTURE GÉNÉRALE DU DISPOSITIF

Le système de contrôle interne de Dexia Crédit Local repose sur une séparation des fonctions adaptée aux spécificités de chacune des entités. Il distingue :

### Le contrôle permanent hors conformité

Ce contrôle a la charge de vérifier que le dispositif de maîtrise des risques mis en place est solide et efficace et de s'assurer de la qualité de l'information comptable et financière.

L'organisation du contrôle permanent (hors conformité) est développée au paragraphe 3.5 ci-après.

### Le contrôle de conformité

Ce contrôle veille à ce que l'ensemble des réglementations et procédures soient appliquées de manière permanente et ne fassent pas encourir, du fait de leur absence ou non application, des risques, soit de sanction administrative ou disciplinaire, soit financier ou encore de réputation.

L'organisation de la fonction conformité est développée au paragraphe 3.6 ci-après.

### Le contrôle périodique, ou audit interne

Ce contrôle, conduit par l'audit général de Dexia Crédit Local, en coordination étroite avec la filière d'audit interne du groupe Dexia, a pour mission de veiller en permanence au caractère performant et à l'application effective des contrôles, dans la maison mère et toutes ses filiales et succursales.

L'organisation de l'audit interne est développée au paragraphe 3.7 ci-après.

### Les références internes

Afin de s'assurer que l'information et les instructions appropriées sont mises à la disposition de l'ensemble des acteurs du contrôle

interne, le groupe Dexia Crédit Local a progressivement développé un référentiel commun.

Ces documents de référence peuvent être regroupés en quatre grandes catégories :

- les **chartes** définissent pour un métier ou une fonction donnée les objectifs et politiques de référence que le groupe s'est lui-même donné, et établissent un cadre conceptuel d'organisation et de fonctionnement. C'est le cas par exemple de la charte d'audit interne et de la charte de conformité définies par le groupe Dexia ;
- les **codes** regroupent pour une activité donnée des règles de conduites, ou des bonnes pratiques qui s'imposent à l'ensemble des collaborateurs concernés, indépendamment de leur rattachement hiérarchique ou fonctionnel. Le groupe a ainsi adopté en 2002 un code de déontologie qui a été diffusé à l'ensemble des salariés, au siège comme dans les filiales et succursales et est régulièrement mis à jour ;
- les **lignes de conduites**, aussi appelées directives, sont le premier niveau de déclinaison opérationnelle des chartes ou des codes. Elles fixent en pratique les standards de qualité, définissent les limites et organisent le système de délégation. Les lignes de conduites établies par l'équipe de gestion des risques du groupe Dexia permettent ainsi de fixer l'ensemble des limites de contrepartie attribuées au groupe Dexia Crédit Local ;
- enfin, les **procédures** définissent, en application des chartes, codes et directives, l'organisation, les actions à effectuer et les contrôles à exercer pour l'accomplissement d'une tâche donnée. Chaque collaborateur, au sein de son service ou de sa direction, doit pouvoir disposer d'un manuel de procédures applicable à la fonction qu'il occupe. Pour les mêmes raisons, des contrats de service permettent de formaliser les relations entre deux directions ayant des rapports clients-fournisseurs, en fixant le niveau de service attendu.

Par ailleurs, la définition des processus, dans le cadre de la certification de la qualité, bien qu'axée principalement vers la satisfaction de la clientèle, a conduit l'entreprise dans une démarche de contrôle global de son activité.

## 3. PRINCIPAUX ACTEURS DU CONTRÔLE INTERNE (ORGANISATION, RÔLE, MOYENS)

### 3.1 LES DIRECTIONS OPÉRATIONNELLES

En accord avec les principes du groupe Dexia, les responsables et collaborateurs des directions opérationnelles sont les garants de l'adaptation et du bon fonctionnement du contrôle interne dans leurs domaines d'activité. Ils sont notamment chargés d'analyser les risques de chaque transaction qu'ils initient et de vérifier qu'ils sont compatibles avec le système de contrôle interne de leur direction. En cas d'évolution de l'environnement, interne ou externe, ayant un impact sur le système, ils doivent proposer ou mettre en place, en fonction de leur niveau de responsabilité, les adaptations nécessaires au maintien de la bonne maîtrise des risques pris.

### 3.2 LA DIRECTION DES RISQUES ET DU CONTRÔLE PERMANENT

La mission confiée à la direction des risques et du contrôle permanent est, d'une part, de garantir au comité de direction un faible profil de risque de la banque, permettant de bénéficier d'une notation élevée, condition indispensable pour lever des ressources aux meilleures conditions possibles et atteindre les objectifs de rentabilité attendus des actionnaires et, d'autre part, d'assurer le pilotage du contrôle permanent de l'établissement.

Le directeur des risques et du contrôle permanent est membre du comité de direction de Dexia Crédit Local et est membre du comité placé auprès du directeur général des risques du groupe regroupant les directeurs des risques des entités et les responsables fonctionnels pour ce qui concerne le groupe. Il n'a aucune relation hiérarchique avec les autres unités. Il exerce sa fonction en toute indépendance des filières opérationnelles.

La direction des risques et du contrôle permanent exerce sa compétence sur l'ensemble des risques générés par l'activité bancaire qui sont les risques de crédit, de marché, de liquidité et opérationnels tels que définis par le règlement CRB n° 97-02 modifié. La direction des risques et du contrôle permanent est comme indiquée ci-dessus en charge du contrôle permanent de l'établissement.

La direction se conforme strictement aux prescriptions du groupe Dexia sur les méthodes de mesure des risques, les limites et les modalités de *reporting*, qui sont définies par la direction des risques du groupe.

Le suivi consolidé des risques au sein du groupe Dexia Crédit Local s'appuie sur une filière risque organisée au niveau de chaque succursale ou filiale, rapportant hiérarchiquement (succursales) ou fonctionnellement (filiales) au responsable de la direction des risques et du contrôle permanent.

### 3.3 LES COMITÉS

Un certain nombre de comités sont partie intégrante du contrôle interne de Dexia Crédit Local.

L'organisation de ces comités a été modifiée à la suite de la réorganisation du groupe Dexia en janvier 2006 pour comprendre des comités constitués au niveau du groupe et des comités propres à l'entité. La définition du rôle de chaque comité, de son champ de compétence et de sa composition a été actée par le comité de direction du groupe en début d'année 2006. Dans chacun des comités de risque groupe, Dexia Crédit Local est représenté par son administrateur-directeur général, le directeur des risques et du contrôle permanent ou par un membre de la direction des risques et du contrôle permanent. Les décisions s'élaborent par consensus. Au demeurant, le représentant de Dexia Crédit Local dans ces instances dispose d'un droit de veto pour son entité s'il estime que le profil de risque ou la mesure proposée ne lui paraît pas correspondre aux particularités de son entité.

Les comités de Dexia Crédit Local, quant à eux, ont été redéfinis dans leur compétence et composition en fonction de l'organisation et des comités créés au niveau du groupe. Les décisions sont prises par consensus. En cas de désaccord persistant, le président du comité, membre du comité de direction, arbitre la décision finale.

Leur champ de compétence recouvre plusieurs domaines du contrôle interne :

- **La définition et la gestion du risque global** sont assurés au niveau du groupe Dexia dans le cadre du *Risk Policy Committee* (RPC) ;

- **La gestion du risque de crédit** est assurée par différents comités dont les principaux sont :

- les comités de crédit, hebdomadaires, qui prennent pour les opérations du *Public Finance*, *Corporate* et *Project Finance* et pour les opérations de marché, les décisions d'engagement sur les dossiers relevant de leur compétence, déterminées en fonction de nature de contreparties, de critères de complexité et de limites ;
- les comités de suivis d'encours (comité *Watchlist* trimestriel) qui examinent les dossiers sensibles ;
- les comités des défauts groupe et Dexia Crédit Local, trimestriels, qui déterminent la liste des opérations en défaut en fonction de la typologie du groupe Dexia et décident des actions à entreprendre en vue de les résorber ;
- le comité des provisions, trimestriel, qui arrête les provisions à constituer sur les créances douteuses et litigieuses ;
- le comité de validation (*Validation Advisory Committee*) qui est au niveau du groupe Dexia l'instance de validation de tous les modèles de risque crédit, marché, ALM, opérationnel ou capital économique.

- **La gestion du risque de marché** avec :

- le comité ALM (ALCO), mensuel, se réunissant au niveau du groupe Dexia, qui décide de la stratégie sur les risques de taux, de change et de liquidité pour l'ensemble des entités du groupe et pour Dexia Crédit Local et les filiales et succursales exerçant une activité significative dans ce domaine ;
- le comité marchés (MRGC), mensuel, qui suit le respect des limites sur les risques de marché fixées au niveau du groupe Dexia ou de Dexia Crédit Local, analyse l'activité et définit les orientations opérationnelles.

Le rôle de ces comités est développé dans les paragraphes consacrés aux risques de marché et d'ALM.

- **La diversification de l'activité** avec :

- le comité nouveaux produits, mensuel, qui vérifie en amont du lancement de toute nouvelle activité ou produit que les risques liés ont été correctement analysés, mesurés et maîtrisés et que les systèmes de gestion adaptés sont en place. Des comités équivalents ont également été mis en place dans les filiales ;
- le comité d'évaluation des risques commerciaux (CERC), trimestriel, qui a pour mission de suivre l'activité commerciale et d'analyser les risques commerciaux liés à la vente de produits et opérations structurés. Sur cette base, il oriente la politique de commercialisation des opérations.

- **Les grands projets informatiques, réglementaires ou organisationnels** avec :

- les comités de pilotage projet, qui suivent l'avancement des projets, prévoient les ressources nécessaires, prennent les décisions finales et organisent la communication vers le comité de direction du groupe Dexia Crédit Local ;



- le comité de sécurité de l'information, dont les principales missions sont décrites ci-après dans le traitement de la sécurité des systèmes d'information.

Le fonctionnement de la plupart de ces comités fait l'objet d'un *reporting* trimestriel en comité de direction.

### 3.4 LE SUIVI DES FILIALES ET SUCCURSALES

Le groupe Dexia Crédit Local dispose de nombreux outils pour suivre et contrôler l'activité de ses filiales et succursales, en fonction de leur degré d'autonomie vis-à-vis de la maison mère. Les filiales françaises créées pour gérer une activité spécifique (filiales outils) s'appuient sur les différentes fonctions du siège, et bénéficient du système de contrôle interne de ce dernier. Le suivi est donc très intégré. C'est le cas par exemple des sociétés de crédit-bail, ou de Dexia Municipal Agency.

D'autres filiales françaises, comme Dexia Sofaxis et Dexia CLF Banque, ont un champ d'activité plus étendu, et fonctionnent avec leur propre personnel. Elles ont donc mis en place, au sein de leur organisation, leur système de contrôle interne. Celui-ci est basé sur les meilleures pratiques développées au niveau du siège, tout en étant adapté aux spécificités de l'activité de ces filiales.

Les filiales et succursales étrangères disposent de leur propre personnel et se consacrent à une large palette d'activités, en fonction de leur marché local. Suivant leur taille, elles s'appuient plus ou moins sur les fonctions du siège. Comme pour les filiales françaises, les filiales et succursales étrangères ont mis en place un système de contrôle interne adapté à leur dimension, leur activité et aux particularités de leur marché local.

Le suivi des entités internationales est coordonné par le directeur général de Dexia SA en charge de l'activité *Public Finance & Credit Enhancement* qui s'appuie sur le département international. Ce département est organisé en zones géographiques et regroupe des correspondants pour chacune des filiales et succursales. Ces correspondants sont chargés du suivi au quotidien de ces entités, et de la liaison avec les services concernés du siège.

Les fonctions de contrôle des risques et de contrôle permanent, de conformité et d'audit sont placées sous la surveillance directe des directions, compétentes dans ces domaines, du siège de Dexia Crédit Local.

Dans le cadre des filières citées ci-dessus, le responsable d'une fonction de la filiale ou succursale est rattaché fonctionnellement (filiales), ou hiérarchiquement (succursales), au responsable de la même fonction du siège. Ce dernier participe alors au processus de recrutement, d'évolution, de rémunération et de définition des objectifs de son équivalent au sein de la filiale ou succursale.

Dans tous les cas, le suivi est basé sur un système de délégations, de rapports réguliers aux services du siège concernés ainsi qu'au comité de direction du groupe Dexia Crédit Local, et la participation des membres de celui-ci aux différents organes d'administration et de décision de ces filiales.

### 3.5 LE CONTRÔLE PERMANENT HORS CONFORMITÉ

Le contrôle permanent hors conformité est piloté par le directeur des risques et du contrôle permanent, membre du comité de direction.

Le pilotage du contrôle permanent s'appuie sur les équipes de mesure et de surveillance des risques, sur des moyens décentralisés au sein des directions ou des filiales et succursales, et sur des dispositifs de concertation dans le cadre des comités de suivi du contrôle permanent afin d'assurer une surveillance de manière consolidée.

L'architecture de ce contrôle est organisée autour de trois niveaux :

- un contrôle de 1<sup>er</sup> niveau qui est réalisé dans les directions opérationnelles. Ces contrôles sont assurés directement par chaque collaborateur et par sa hiérarchie directe sur les opérations qu'il traite et par référence aux procédures en vigueur ;
- un contrôle de 2<sup>e</sup> niveau opéré par des personnes dédiées dans chaque direction opérationnelle qui transmet son rapport et ses observations à la direction des risques et du contrôle permanent ;
- un contrôle de 3<sup>e</sup> niveau qui est opéré au sein de la direction des risques et du contrôle permanent par l'unité en charge du pilotage de ces contrôles qui est située dans la direction des risques opérationnels, sécurité des systèmes d'information et contrôle permanent afin d'assurer toutes les synergies possibles entre ces différents niveaux de contrôle.

Le contrôle de troisième niveau s'appuie sur un plan de contrôle dont les résultats sont reportés trimestriellement au comité de direction de Dexia Crédit Local. Ces contrôles couvrent les principaux processus de l'activité de la banque et ont été sélectionnés en collaboration avec les directions opérationnelles. Ils s'appuient à la fois sur la cartographie des processus de l'activité élaborée dans le cadre du projet Qualité ISO 9001 et sur la cartographie des risques et des contrôles déployée dans le cadre du risque opérationnel.

Les filiales et succursales ont organisé leur dispositif de contrôle permanent en tenant compte des législations et réglementations des pays dans lesquels elles sont installées tout en considérant leur organisation propre et leur taille.

Les contrôles sont réalisés pour le compte et sous le contrôle de la direction des risques et du contrôle permanent qui s'assure de la cohérence de ceux-ci et de leur indépendance, par la mise en place de liens fonctionnels. Cette direction effectue le *reporting* global. Celle-ci peut demander toute justification sur les dysfonctionnements constatés.

### 3.6 LA FONCTION CONFORMITÉ

Le groupe Dexia Crédit Local intervient dans des secteurs très réglementés. Il doit donc en permanence être en mesure de contrôler qu'il respecte l'ensemble des exigences légales, réglementaires et les règles de place. En plus de ces exigences, le groupe a développé ses propres règles. Les règles de bonne conduite ont été rassemblées dans les documents de principe que sont la politique d'intégrité et

la charte *compliance*. Elles sont reprises dans le code de déontologie distribué à l'ensemble des collaborateurs depuis 2002. Un code de conduite de salle des marchés a été établi et remis aux collaborateurs concernés. Une mise à jour du code a été effectuée en juin 2007, notamment pour rassembler dans un même document les principales procédures applicables : manipulation du marché et délit d'initié, prévention du blanchiment de capitaux, confidentialité et Murailles de Chine, transactions personnelles et conflits d'intérêts, cadeaux et avantages.

Pour ce qui concerne plus spécifiquement la lutte contre le blanchiment d'argent, le groupe Dexia se conforme aux règles françaises ou aux règles locales dans chacune de ses implantations internationales. Au-delà de ces fondements, le groupe a mis en place des critères normalisés plus exigeants en matière d'acceptabilité et de respectabilité de sa clientèle. L'objectif est de ne nouer des relations qu'avec des contreparties dont l'identité est parfaitement établie et partageant ses critères d'intégrité et de responsabilité. La procédure générale anti-blanchiment et antiterroriste est accessible à l'ensemble des collaborateurs. Des séances de formation obligatoires sont régulièrement organisées en France et dans toutes les filiales et succursales pour les nouveaux arrivants ainsi que pour des populations homogènes (sphère marchés financiers, responsable de clients institutionnels ou des clients locaux, équipes des financements structurés). Une certification « *USA Patriot Act* » pour l'ensemble des entités du groupe concernées est disponible sur le site Internet de Dexia.

La fonction conformité est organisée en filière, du holding du groupe Dexia aux filiales étrangères de Dexia Crédit Local. Elle est indépendante et rattachée *in fine* à l'administrateur délégué, président du comité de direction de Dexia. Au cours de l'année 2007, l'organisation de la filière conformité a été modifiée pour mieux coller à l'organisation par métiers du groupe Dexia ; dans ce cadre, le directeur de la conformité de Dexia Crédit Local s'est vu confier la responsabilité du suivi transversal des aspects conformité de la ligne d'activité *Public Finance*.

À Dexia Crédit Local, le directeur de la conformité rapporte à l'administrateur-directeur général, et a un lien fonctionnel avec le directeur de la conformité du groupe Dexia. Il exerce également la fonction de correspondant de TRACFIN, dans le cadre des obligations des établissements bancaires en matière de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme. Un de ses collaborateurs, titulaire de la carte professionnelle délivrée par l'AMF exerce la fonction de RCSI à la fois pour Dexia Crédit Local et pour Dexia CLF Banque, toutes deux prestataires de services d'investissement.

Chacune des entités composant le groupe Dexia Crédit Local dispose d'un responsable de la conformité. Leur rôle est de veiller au contrôle du respect de la politique d'intégrité et de la charte *compliance* du groupe dans chacune des entités, d'actualiser les règles en fonction de l'évolution de l'activité et de l'environnement (légal ou économique), d'informer et de sensibiliser les directions et membres du personnel notamment en matière de lutte anti-blanchiment et anti-terrorisme ainsi que la réglementation « Abus de marché ». Ils rapportent fonctionnellement au directeur de la conformité de Dexia Crédit Local pour les filiales et hiérarchiquement pour les succursales. Lors de leur création, les nouvelles implantations (en 2006, notamment,

le Mexique, le Canada et le Japon) sont immédiatement dotées d'un responsable de la conformité. Ce dernier reçoit l'appui du siège qui lui communique les documents type pour établir les règles de base à appliquer localement.

En 2007, répondant à la politique définie au niveau du groupe Dexia, le plan d'action conformité a été poursuivi et mené à bien. La direction de la conformité assure une veille réglementaire par la mise à jour permanente des textes applicables. Un guide complet des procédures conformité a été rédigé et est tenu à jour. Un plan de contrôle a été organisé et mis en œuvre.

Le chantier de mise en place de la nouvelle réglementation issue de la directive MIF a été co-piloté par le secrétariat général et la direction de la conformité au niveau du groupe Dexia Crédit Local, s'insérant dans le pilotage général du groupe Dexia. Il était également décliné dans les filiales et succursales européennes soumises à cette réglementation. L'ensemble des entités a été en ordre de marche au 1<sup>er</sup> novembre 2007.

### 3.7 LE CONTRÔLE PÉRIODIQUE

Le contrôle périodique comprend l'audit interne et l'inspection.

L'audit interne a pour mission de promouvoir le contrôle interne dans le groupe et de veiller en permanence au caractère performant et à l'application effective du système de contrôle interne en vigueur.

Dans ce cadre, l'audit interne évalue, notamment par ses missions, si les risques encourus par le groupe Dexia Crédit Local dans le cadre de ses diverses activités et dans toutes les entités qui le composent, sont perçus et couverts de manière adéquate. Il vérifie également que les orientations et directives de l'administrateur-directeur général sont appliquées.

Une charte d'audit commune énonce les principes fondamentaux qui gouvernent la fonction d'audit interne dans le groupe Dexia en décrivant ses objectifs, son rôle, ses responsabilités et ses modalités de fonctionnement.

La direction de l'audit interne de Dexia Crédit Local exerce ses activités d'évaluation du fonctionnement du contrôle interne sur l'ensemble du périmètre de Dexia Crédit Local : siège, réseau France, filiales, succursales et bureaux de représentation, en France et à l'étranger.

Elle est responsable de l'accomplissement de sa mission envers le conseil d'administration et l'administrateur-directeur général de Dexia Crédit Local.

Elle est placée sous la responsabilité d'un auditeur général, rattaché hiérarchiquement à l'administrateur-directeur général de Dexia Crédit Local et fonctionnellement à l'auditeur général du groupe Dexia, conformément à la charte d'audit. L'auditeur général dispose également d'un accès direct au président du conseil d'administration. La fonction d'inspection lui est également rattachée.

Les responsables des directions d'audit interne des filiales sont rattachés hiérarchiquement, soit au président de l'exécutif local, soit au conseil d'administration ou au conseil de surveillance (ou au comité d'audit), et fonctionnellement à l'auditeur général de Dexia Crédit

Local. Les modalités de mise en œuvre de cette filière fonctionnelle ont été approuvées par les organes d'administration et de surveillance des filiales en 2003.

La direction d'audit interne de la succursale de New York dépend hiérarchiquement de l'auditeur général de Dexia Crédit Local.

En 2007, la succursale de Tokyo, qui a obtenu sa licence bancaire fin 2006, a été dotée d'une fonction locale d'audit interne, rapportant hiérarchiquement à l'auditeur général de Dexia Crédit Local, et administrativement au CEO de la succursale.

La fonction d'inspection a pour mission d'effectuer des enquêtes sur la prévention de la fraude, sur le respect des règles déontologiques et du règlement intérieur.

L'inspection de Dexia Crédit Local prépare chaque année un plan d'action comprenant une vingtaine d'investigations et contrôles, portant sur la prestation de services d'investissement, la déontologie des collaborateurs, et des dossiers spécifiques tels que les contrôles en salles des marchés, au siège et dans les filiales et succursales. S'y ajoutent les enquêtes à la demande de l'administrateur-directeur général et de l'auditeur général. En 2007, au total, 21 missions ont été ainsi menées à bien. Elles ont conduit à approfondir les causes et responsabilités de fraudes internes, d'ampleur limitée, et à définir des actions correctives et préventives.

La filiale slovaque, Dexia banka Slovensko, qui développe des activités de banque généraliste, est dotée d'un audit central et d'un audit régional qui exerce notamment la surveillance des branches régionales et des agences.

Au total en 2007, les fonctions d'audit interne et d'inspection disposent de 48 auditeurs et inspecteurs, ce qui constitue un effectif approprié à la taille et aux activités de Dexia Crédit Local.

La méthodologie d'audit employée est normalisée, dans l'analyse de l'univers de risque comme dans la planification et la réalisation des missions. Elle a été développée en collaboration avec le groupe Dexia et est commune à l'ensemble des entités du groupe.

L'analyse des risques pour chaque activité à auditer permet de déterminer la fréquence des audits (annuelle, bisannuelle, trisannuelle, quadriennale ou quinquennale pour Dexia Crédit Local, au maximum trisannuelle aux États-Unis et dans certaines filiales). Depuis 2007, l'ensemble des processus opérationnels sont audités sur une période de trois ans au plus, les quelques autres processus, moins risqués, le sont selon une périodicité plus importante. C'est à partir de ces fréquences qu'est déterminé le plan d'audit de l'année en cours. Les plans d'audit sont présentés aux comités de direction des entités concernées, puis soumis pour approbation à leurs comités d'audit.

Chaque mission donne lieu à l'élaboration de recommandations déclinées en plans d'actions. Ceux-ci ont pour objet de remédier aux points de faiblesses révélés par les missions d'audit, afin de consolider le système de contrôle interne. Chaque plan d'action est approuvé par le comité de direction de l'entité concernée et fait l'objet d'un suivi régulier de sa réalisation.

Les suivis des plans d'actions sont repris dans les rapports d'activité (rapport annuel prévu par le règlement CRB n° 97-02 modifié et

rapport semestriel demandé par l'audit du groupe et présenté dans les comités d'audit Dexia et Dexia Crédit Local), afin de mettre en évidence les évolutions du dispositif de contrôle interne. En 2007 l'audit interne a pu vérifier à nouveau le bon avancement des plans d'actions établis suite à ses recommandations et à celles de la Commission bancaire.

Une nouvelle organisation de la filière de l'audit interne, approuvée par les organes exécutifs de Dexia et de Dexia Crédit Local, a pris effet en 2007. Elle permet notamment de mieux correspondre à l'organisation du groupe Dexia, et va dans le sens d'une plus grande intégration de la filière d'audit existante, avec la définition d'un plan d'audit unique pour l'ensemble du groupe, et le pilotage transversal du plan d'audit du groupe par cinq responsables de segments (un segment correspondant à un métier et/ou un regroupement d'activités support).

Cette nouvelle organisation n'a pas modifié les responsabilités de l'audit interne de Dexia Crédit Local. Les auditeurs de l'équipe existante demeurent sous l'autorité hiérarchique de l'auditeur général de Dexia Crédit Local, qui reste l'interlocuteur principal du comité de direction de Dexia Crédit Local, du comité d'audit et des régulateurs. L'auditeur général continue à s'assurer de la couverture adéquate de tous les risques générés par les activités de Dexia Crédit Local et de ses filiales et succursales. Il est associé au pilotage de la filière d'audit du groupe Dexia.

Le fonctionnement de la filière de l'audit interne repose par ailleurs sur deux structures : l'IAMC (*Internal Audit Management Committee*) et l'IAEC (*Internal Audit Executive Committee*).

Composé de l'auditeur général de Dexia SA, qui le préside, et des auditeurs généraux de Dexia Banque Belgique, Dexia Crédit Local et Dexia Banque Internationale à Luxembourg, l'IAMC définit la méthodologie d'audit interne applicable dans le groupe Dexia, arrête le plan d'audit global du groupe, définit les moyens, définit les segments et désigne les responsables de segment.

L'IAEC est composé de l'auditeur général de Dexia SA, qui le préside, des auditeurs généraux de Dexia Banque Belgique, Dexia Crédit Local et Dexia Banque Internationale à Luxembourg et des responsables de segment. Y participe également le responsable de la cellule *Planning, Tools & Reporting*. Il définit l'univers d'audit et le met à jour régulièrement, valide la cartographie des risques préparée par chacun des responsables de segment, propose le plan d'audit global du groupe, veille à la planification optimale des missions d'audit, propose les évolutions nécessaires en termes de moyens de la filière, de méthodologie et d'outils, définit la politique de formation des équipes d'audit, analyse les résultats du suivi de la performance de la filière, valide les *reportings* internes et externes.

Une cellule *Planning, Tools & Reporting* est constituée au niveau de Dexia SA, avec des correspondants chez Dexia Banque Belgique, Dexia Crédit Local et Dexia Banque Internationale à Luxembourg. Elle est en charge des aspects de veille réglementaire, méthodologies et outils d'audit, suivi des recommandations, *reportings* internes et externes, articulation avec le *Risk Management* Opérationnel et la *Compliance*, coordination des *plannings* des auditeurs pour la réalisation du plan d'audit.

### 3.8 L'ADMINISTRATEUR-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET LE COMITÉ DE DIRECTION

Afin d'assurer le bon fonctionnement et le développement du groupe Dexia Crédit Local, l'administrateur-directeur général est responsable en dernier ressort de la mise en place et du maintien d'un système de contrôle interne approprié. Il définit et coordonne la politique du groupe Dexia Crédit Local en la matière. Il alloue des moyens et attribue des délais de mise en place aux actions décidées dans le cadre de cette politique. Il vérifie que les objectifs donnés sont atteints et que le système de contrôle interne est en adéquation avec l'ensemble des besoins. Enfin, il ajuste ces besoins en fonction des évolutions internes et externes constatées.

Pour assurer cette mission, l'administrateur-directeur général s'appuie sur le comité de direction dont les membres sont en permanence impliqués dans le système de contrôle interne, par l'intermédiaire de leurs fonctions opérationnelles, leur participation aux différents comités de suivi, et les rapports, notamment d'audit, qui sont systématiquement portés à leur connaissance.

### 3.9 LE GROUPE DEXIA

L'organisation du groupe Dexia Crédit Local est le miroir de l'organisation du groupe Dexia.

L'organe de direction générale de Dexia est le comité de direction groupe. Il est composé de dix membres et présidé par l'administrateur délégué. La mission du comité de direction groupe consiste à piloter le groupe Dexia et à arrêter sa stratégie, à répondre aux défis et à développer les ressources humaines. Les membres du comité de direction sont en charge des métiers et des principales fonctions transversales dans l'ensemble du groupe à savoir les activités de *Public & Project Finance and Credit Enhancement*, services financiers aux particuliers, trésorerie et marchés financiers, finance, risques et

opérations et technologie. Ils disposent d'un correspondant dans les principales entités opérationnelles sur lesquelles ils exercent une autorité fonctionnelle.

Le comité de direction du groupe peut également se réunir dans sa forme élargie, connue sous le nom de comité exécutif groupe, pour traiter les sujets transversaux ou d'une certaine importance. Les présidents des organes de direction des trois entités principales (Dexia Crédit Local, Dexia Banque Belgique et Dexia Banque Internationale à Luxembourg), ainsi que les responsables des activités spécialisées des assurances, d'*asset management* et de la fonction finance assistent aux réunions de ce comité.

Les équipes plus spécifiquement concernées par le contrôle interne sont les suivantes :

- l'audit groupe, rattaché directement à l'administrateur délégué, président du comité de direction, qui définit la méthodologie utilisée dans le groupe, coordonne et participe à la réalisation des audits transversaux réalisés dans les entités concernées, audite les fonctions groupes et les fonctions d'audit des différentes entités.

En 2007, la nouvelle organisation décrite au paragraphe 3.7 permet une plus grande intégration des diverses composantes de la filière d'audit interne dans le groupe ;

- l'équipe de la gestion des risques. Elle prépare les décisions à prendre dans le groupe en matière de stratégie et d'appétit au risque et définit les moyens propres à gérer ce risque. Son rôle, ainsi que celui des comités pilotés au niveau du groupe Dexia, ont été décrits aux paragraphes 3.2 et 3.3 ;
- le *Chief Compliance Officer*, rattaché directement à l'administrateur délégué, président du comité de direction, dirige le réseau des *Compliance Officers* des différentes entités et s'attache au respect de la politique d'intégrité et au développement de la culture d'éthique et de déontologie qui constitue un point fort de la signature du groupe Dexia depuis sa création (cf. paragraphe 3.6).

## 4. ÉLABORATION ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION COMPTABLE ET FINANCIÈRE

### 4.1 LES ÉTATS FINANCIERS

L'objectif principal des comptes annuels est de donner une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et des résultats d'une société. C'est une tâche particulièrement exigeante dans le cas d'un établissement financier, où l'unité de compte, la monnaie, se confond avec l'objet même de l'activité.

Le règlement CRB n°97-02 modifié, relatif au contrôle interne, met en avant, dans son titre comptable, que l'organisation mise en place doit garantir l'existence d'un ensemble de procédures appelé « piste d'audit ». Cette piste d'audit doit notamment permettre de faire le lien entre toute information comptable et un justificatif d'origine, et réciproquement. C'est ce principe qui fonde l'organisation de la fonction comptable du groupe Dexia Crédit Local.

#### a. Missions et organisation de la direction des fonctions comptables

La direction des fonctions comptables joue un rôle central dans l'organisation de Dexia Crédit Local. Elle est rattachée au directeur finance de la société, membre du comité de direction.

La direction des fonctions comptables assure la production des données comptables de base et des états financiers sociaux de Dexia Crédit Local, ainsi que celle des filiales ne disposant pas de service comptable propre. Elle est également responsable de la production des états financiers consolidés du groupe Dexia Crédit Local. Une équipe dédiée veille au respect des normes réglementaires ou prudentielles.

La direction des fonctions comptables a aussi un rôle d'analyse et de contrôle des données comptables des filiales et succursales françaises et étrangères, dans le cadre du processus de consolidation. Elle vérifie notamment que les informations fournies sont homogènes et conformes aux règles du groupe.

Plus généralement, la direction des fonctions comptables dispose de moyens d'information variés pour assurer sa mission de suivi de la fonction comptable au sens large. Elle est associée dans les comités qui peuvent intéresser sa mission, ou destinataire des comptes rendus. Ses équipes se déplacent régulièrement dans les filiales et succursales à l'étranger. Elle participe aux évolutions de systèmes informatiques, de façon à s'assurer que ses besoins spécifiques sont pris en compte.

Le service normes, contrôle et développement comptable au sein de la direction des fonctions comptables comprend, outre les équipes en charge du système d'information comptable et des normes, une équipe de contrôle indépendante et une équipe qualité. Ce dispositif permet une amélioration permanente du niveau de qualité et d'efficacité des processus et une fiabilisation de l'information comptable consolidée produite, notamment dans un contexte d'utilisation uniforme des nouvelles normes IFRS au sein du groupe Dexia Crédit Local. L'équipe de contrôle indépendant a été mise en place en 2005 et participe au dispositif de contrôle permanent. Elle s'attache à vérifier la matérialité et la pertinence des contrôles effectués à l'occasion des arrêtés trimestriels sur le périmètre du siège de Dexia Crédit Local, et effectue des missions régulières dans les entités internationales, selon une périodicité adaptée à la taille et aux enjeux financiers, notamment pour s'assurer de la bonne mise en œuvre des principes comptables.

### ÉLABORATION DES COMPTES ANNUELS

Pour l'élaboration des comptes annuels, le système d'information comptable de Dexia Crédit Local est en très grande partie alimenté de façon automatisée par les systèmes de gestion amont qui gèrent les opérations réalisées avec la clientèle ou les contreparties de marché, ainsi que les frais généraux. La saisie d'une opération dans l'un de ces systèmes de gestion, au fil de l'eau, va automatiquement générer une ou plusieurs écritures comptables, par l'intermédiaire de schémas comptables automatisés. Au sein d'une comptabilité unique, basée sur un double référentiel (normes françaises et normes IFRS-UE) ces écritures alimentent les états financiers.

L'exhaustivité et l'exactitude des saisies sont garanties par le système de contrôle interne des services de gestion. Une équipe en charge du respect des normes valide les schémas comptables automatisés dans les deux référentiels de normes, ainsi que le traitement des opérations complexes ou inhabituelles. Ces dernières font parfois l'objet d'une comptabilisation non automatisée, mais sont alors prises en charge par des procédures spécifiques de contrôle interne.

Un premier niveau de contrôle est effectué par les équipes comptables spécialisées par métier, notamment via l'analyse des rapprochements bancaires et des comptes d'attente techniques. Chaque mois, les stocks d'opérations enregistrées en comptabilité sont rapprochés des stocks de gestion, et des contrôles de symétrie sont réalisés sur les opérations microcouvertes. Afin de vérifier la cohérence des charges et produits d'intérêt d'une période à l'autre, ces données sont rapprochées des encours moyens afin de produire des taux moyens plus facilement comparables entre périodes. Enfin, ces équipes

rédigent également une note de synthèse des travaux réalisés et des points nécessitant une attention particulière ou une amélioration de procédure lors des arrêtés suivants.

Des contrôles complémentaires sont effectués par d'autres équipes de la direction des fonctions comptables lors des arrêtés de comptes, mensuels, trimestriels ou annuels. Les travaux déjà effectués dans les pôles comptables métiers font l'objet de revues périodiques afin de s'assurer que les contrôles recensés dans une liste formalisée ont été correctement effectués. La note de synthèse émise par ces équipes est aussi revue. Les résultats comptables sont rapprochés des résultats de gestion à un rythme trimestriel, et leur cohérence d'une période à l'autre est vérifiée au moyen de contrôles analytiques. Les principales évolutions doivent être expliquées.

Les écritures comptables générées lors de ces processus vont ensuite être regroupées et agrégées, selon un processus automatisé et normé, de façon à constituer les états financiers annuels de Dexia Crédit Local (en normes françaises) et la contribution de la société aux comptes consolidés (en normes IFRS-UE). Il en va de même pour les filiales dont la comptabilité est tenue au siège. À partir de ces états, et dans certains cas de données fournies par les systèmes de gestion, la direction des fonctions comptables va établir les tableaux d'annexes, partie intégrante des états financiers annuels. La direction des fonctions comptables effectue ensuite des contrôles croisés entre les états de synthèse et leurs annexes. Durant tout ce processus, des revues et des contrôles de cohérence et d'application de procédures sont effectués suivant les délégations hiérarchiques établies.

Le même travail se répète dans chacune des entités constituant le groupe Dexia Crédit Local, selon des degrés de complexité variables, en fonction de la taille et de l'activité de ces entités.

### ÉLABORATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

Pour préparer leur contribution aux comptes consolidés de Dexia Crédit Local, les entités consolidées retraitent leurs comptes annuels établis en normes locales afin de les mettre en accord avec les principes comptables du groupe Dexia Crédit Local (normes IFRS telles qu'adoptées dans l'Union européenne). Ces principes sont regroupés dans un manuel de consolidation transmis à chacune des entités du groupe. Ils sont complétés, à chaque date d'arrêté, par des notes d'instructions opérationnelles qui sont fournies aux entités par le service consolidation du siège. Ces notes d'instruction présentent les améliorations à apporter au processus au vu des constats effectués sur les périodes précédentes et détaillent les évolutions à prendre en compte (systèmes, données nouvelles à fournir...) sur la période.

En cas de difficulté d'interprétation de ces principes, toutes les entités peuvent faire appel au service consolidation. Ce dernier, en collaboration avec le service des normes comptables, leur fournit une réponse adaptée. Les membres de ces équipes effectuent périodiquement des déplacements en France et à l'étranger afin de faire un point régulier et d'identifier les changements internes ou externes pouvant avoir une incidence comptable.

À partir de ces comptes annuels retraités selon les principes du groupe, chacune des entités du groupe Dexia Crédit Local remplit une liasse de consolidation qui est intégrée automatiquement dans le système de consolidation. Des contrôles sont opérés sur les informations recueillies trimestriellement et relatives aux opérations intra-groupe, aux comptes et à leurs annexes.



Ces contrôles visent à s'assurer de la cohérence des informations produites et de leur conformité aux règles du groupe, ainsi qu'à comprendre les principales évolutions par rapport aux périodes précédentes. Le service consolidation effectue des retraitements spécifiques visant notamment à l'élimination des opérations intra-groupe, et à la prise en compte des variations de périmètre.

Des contrôles complémentaires sont réalisés par une équipe dédiée de contrôle permanent comptable. Ils permettent de s'assurer de la bonne application et de la qualité des processus de contrôle des différentes équipes comptables du siège et des filiales, de faire évoluer ces processus afin de renforcer leur efficacité et leur homogénéité, et de prendre en compte ainsi les meilleures pratiques.

**PROCESSUS D'ARRÊTÉ DES COMPTES**

Lorsque les comptes annuels et consolidés ont été finalisés par la direction des fonctions comptables, celle-ci les présente pour revue au directeur finance, ainsi qu'à l'administrateur-directeur général de Dexia Crédit Local. Les comptes sont ensuite examinés par le comité de direction puis présentés au comité d'audit. Conformément à la loi, le conseil d'administration de Dexia Crédit Local arrête les comptes annuels et consolidés puis les présente à l'assemblée générale des actionnaires accompagnés du rapport de gestion du groupe. Le conseil d'administration prend également connaissance du rapport de son président sur le contrôle interne présenté à l'assemblée.

**PUBLICATION DES COMPTES DE DEXIA CRÉDIT LOCAL**

Les états financiers de synthèse sont ensuite intégrés au rapport annuel (qui vaut « document de référence » conformément à l'article 212-13 du règlement général de l'Autorité des marchés financiers). À partir de ces états, ainsi que des éléments recueillis tout au long du processus d'arrêté, la direction des fonctions comptables assure également la rédaction de la partie du rapport de gestion consacrée à la présentation et à l'analyse des comptes.

La publicité de l'ensemble de ces informations comptables et financières est assurée au travers de différentes actions :

- les états financiers font l'objet d'une publication au BALO ;
- le rapport annuel valant document de référence, fait l'objet d'un dépôt à l'AMF sur support papier et électronique, d'un dépôt au greffe du tribunal de commerce et d'une mise en ligne sur le site internet de Dexia Crédit Local ;
- les rapports annuels et semestriels sont mis en ligne sur le site d'un diffuseur (HUGIN) inscrit auprès de l'AMF, au titre de l'information réglementée.

La direction des fonctions comptables et la direction de la communication mettent en œuvre des procédures de contrôles croisés afin de s'assurer de la cohérence des informations comptables et financières publiées et mises à disposition du public.

**b. Le rôle des commissaires aux comptes**

Le collège des deux commissaires aux comptes est associé à l'ensemble du processus de contrôle de l'information financière et comptable dans un souci d'efficacité et de transparence. Dans le cadre de leurs diligences, les commissaires aux comptes procèdent à l'analyse des procédures

comptables et à l'évaluation des systèmes de contrôle interne en vigueur aux seules fins de déterminer la nature, la période et l'étendue de leurs contrôles. Leur examen n'a pas pour objet de porter un avis spécifique sur l'efficacité et la fiabilité des systèmes de contrôle interne ; néanmoins à cette occasion, ils peuvent faire part de leurs recommandations sur les procédures et les systèmes de contrôle interne qui pourraient avoir une incidence sur la qualité des informations comptables et financières produites.

Leur évaluation du contrôle interne repose notamment sur des procédures substantives, comme l'obtention de confirmations d'une sélection de contreparties externes.

Ils émettent des instructions à l'intention des commissaires aux comptes ou auditeurs des filiales et assurent la centralisation de leurs travaux. Ils organisent des réunions de synthèse sur les résultats de leurs audits et apprécient l'interprétation des textes faite par le service des normes. Ils sont également destinataires des manuels de procédures comptables et de consolidation, ainsi que des notes d'instructions émises par la direction des fonctions comptables. Ils consultent les rapports de l'audit interne qui sont mis à leur disposition. Enfin, ils vérifient la cohérence entre le rapport de gestion et les états financiers comptables, ainsi que la cohérence de l'ensemble avec les éléments audités.

L'exercice de ces diligences leur permet d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes qu'ils certifient ne comportent pas d'anomalie significative.

**4.2 L'INFORMATION DE GESTION ET SECTORIELLE**

Les états financiers (bilan, hors bilan, compte de résultat, tableaux de flux de trésorerie et annexes) ne sont pas les seuls éléments d'analyses chiffrées que communique Dexia Crédit Local à ses actionnaires et au public. Ils sont complétés par des rapports d'activités, des résultats par métiers, des perspectives et des évaluations de risques, qui sont intégrés dans le rapport annuel ou communiqués lors des présentations faites aux analystes financiers.

Une partie de ces éléments est fournie directement par les directions opérationnelles ou par le département du contrôle des risques. Leur exactitude est alors garantie par le système de contrôle interne des directions concernées.

La plupart de ces indications, qui nécessitent un croisement ou une agrégation de données de différentes origines, la ventilation de chiffres disponibles globalement, ou un retraitement de données comptables en fonction de paramètres de gestion, sont fournies aux rédacteurs du rapport annuel par la direction de la planification et du contrôle de gestion. Cette direction, comme la direction des fonctions comptables, est rattachée au membre du comité de direction de Dexia Crédit Local en charge de la comptabilité et du contrôle de gestion. Sa contribution dans le domaine de l'information financière prend deux formes principales :



**a. L'établissement du tableau de bord d'activité du métier « services financiers au secteur public, financements de projets et rehaussement de crédit »**

Ce tableau de bord, établi mensuellement, reprend une série d'indicateurs clés (production et encours de financements long et court terme, commissions, volumes de dépôts et d'encours sous gestion, primes actualisées et capitaux assurés de l'activité de rehaussement de crédit...). Il est élaboré sur la base des informations fournies par la direction commerciale et ingénierie financière France, à partir de son système d'information, ainsi que par les entités internationales. Les différents chiffres font l'objet d'un commentaire rédigé en collaboration avec la direction concernée.

Les contrôles mis en place systématiquement lors de l'élaboration du *reporting* d'activité de ce métier sont articulés autour des axes suivants :

- le comité de relecture, composé de l'ensemble des contributeurs du *reporting*, assure la cohérence globale entre les résultats présentés et l'activité effectivement menée dans chaque périmètre. Pour certaines activités, des contrôles de cohérence à l'opération sont effectués par le contrôle de gestion sur la base d'un déclaratif constitué et diffusé par les équipes en charge des activités ; l'analyse de l'activité est menée par rapport à la référence de l'année précédente, et permet, *via* une explication économique de l'évolution, de confirmer la réalisation de l'année en cours ;
- le tableau de bord est ensuite présenté au comité de direction pour validation. Ce tableau présentant des éléments de « fin de période », et des commentaires remis à jour chaque mois, est utilisé lors de la clôture des comptes pour fournir les données reprises dans le rapport annuel.

**b. La détermination des résultats par métier**

Les métiers sont définis au niveau du groupe Dexia. Dexia Crédit Local est essentiellement présent sur le métier « services financiers au secteur public, financements de projets et rehaussement de crédit », et sur le métier « trésorerie et marchés financiers », métier représenté par nature dans toutes les entités du groupe Dexia.

Afin de permettre aux investisseurs de suivre plus finement la rentabilité de ces métiers, la direction de la planification et du contrôle de gestion est chargée de préparer un résultat propre pour chacun d'eux.

L'élaboration des revenus par métier est suivie trimestriellement et s'appuie essentiellement sur deux types d'informations analytiques :

- les marges commerciales (métier « services financiers au secteur public, financements de projets et rehaussement de crédit ») sont élaborées par la direction de la planification et du contrôle de gestion. Elle agrège pour cela des informations présentes dans le système d'information comptable, telles que l'encours moyen et le taux de marge, qui sont alimentées de façon automatisée de la même manière que pour les données purement comptables ;
- les marges financières (métier « trésorerie et marchés financiers » et transformation) sont calculées par la direction du *Market Risk*

*Management*, rattachée à la direction des risques et du contrôle permanent, sur la base du système de refacturation interne qui existe entre chaque centre de profit de la sphère financière.

Les marges commerciales et financières sont complétées par les autres types de revenus (dont les commissions) pour former le produit net bancaire (PNB) de chaque métier. L'agrégation des PNB de l'ensemble des métiers fait l'objet d'un rapprochement avec le PNB comptable élaboré par la direction des fonctions comptables.

Les autres éléments du compte de résultat font également l'objet d'une allocation par métier. C'est en particulier le cas pour les postes « frais généraux » et « corrections de valeur », alloués à chacun des métiers qui les génèrent. L'agrégat de ces comptes de résultat est rapproché du compte de résultat comptable au niveau de chaque solde intermédiaire.

À noter également que les résultats relatifs au métier des « services financiers aux particuliers » sont remontés du Crédit du Nord (dans lequel Dexia détient 20 % du capital) et de la filiale slovaque Dexia banka Slovensko.

En synthèse, l'ensemble de ces processus contribue à l'élaboration d'un compte de résultat complet pour chaque métier permettant ainsi d'en apprécier la rentabilité et la contribution au résultat global de Dexia Crédit Local.

**LE PROCESSUS D'AGRÉGATION**

Dans les entités françaises et étrangères disposant d'une équipe propre de contrôle de gestion, le tableau de bord du métier « services financiers au secteur public, financements de projets et rehaussement de crédit » et les résultats par métier sont pilotés localement suivant les mêmes normes et les mêmes principes, déclinés en fonction de la taille, des organisations et des systèmes de chaque entité. Ce référentiel d'instructions, appelé manuel des procédures et normes du contrôle de gestion, est commun à l'ensemble du groupe Dexia.

L'ensemble est animé, suivi et supervisé par la direction de la planification et du contrôle de gestion de Dexia Crédit Local. Cette dernière met à disposition de toutes les entités des outils de collecte standardisés et sécurisés, afin de fiabiliser et d'optimiser le mécanisme de remontée d'information. Enfin, elle assure également l'agrégation de l'ensemble.

Le processus d'agrégation de l'information par métier s'effectue en parallèle du processus de consolidation piloté par la direction des fonctions comptables.

À chaque étape de l'élaboration des données consolidées, la direction de la planification et du contrôle de gestion et la direction des fonctions comptables ont mis en place des contrôles de cohérence basés sur le rapprochement des informations analytiques et comptables. Le rapprochement des résultats de gestion avec les résultats comptables constitue un élément important du contrôle interne, pour s'assurer de la fiabilité des uns et des autres.

L'amélioration continue de ces rapprochements a été poursuivie en 2007, notamment au siège de Dexia Crédit Local où les écarts sont analysés et expliqués. Un des enjeux pour 2008, commun avec la direction des fonctions comptables et le *Market Risk Management* est la réduction des délais d'arrêtés trimestriels.



## 5. PRINCIPAUX RISQUES ET DISPOSITIFS SPÉCIFIQUES DE CONTRÔLE INTERNE

L'activité bancaire génère quatre grands types de risques : le risque de crédit, le risque de marché, le risque structurel (de taux, de change et de liquidité), et le risque opérationnel.

Le suivi de l'ensemble de ces risques est assuré conjointement par des comités adaptés et par la direction des risques et du contrôle permanent, à l'aide des outils qu'elle développe, en accord avec les contraintes réglementaires et prudentielles, et dans le cadre des limites fixées par le groupe Dexia.

En ce qui concerne la supervision des risques dans les filiales et succursales, chaque entité est dotée d'une structure locale de gestion des risques. Ces structures sont strictement indépendantes des *front offices* et sont liées à la direction des risques et du contrôle permanent de Dexia Crédit Local par une relation hiérarchique (succursale) ou fonctionnelle (filiale).

Chaque fonction locale de gestion des risques comporte un (ou plusieurs) correspondant(s) pour la gestion du risque opérationnel, pour la gestion du contrôle permanent et pour la mise en œuvre de la réforme de Bâle. D'une manière générale, l'ensemble des dispositifs de gestion du risque existant au niveau de Dexia Crédit Local existe également dans chaque filiale ou succursale.

Au-delà des principes généraux présentés ci-dessus, les moyens mis en place par Dexia Crédit Local pour gérer ces risques en pratique, au quotidien comme dans des circonstances exceptionnelles, sont détaillés ci-après.

### 5.1 RISQUE DE CRÉDIT

Le risque de crédit est le risque de perte lié à l'incapacité des clients ou d'autres contreparties de la banque de faire face à leurs obligations financières.

#### a. Le processus d'approbation

Tout engagement pouvant donner lieu à un risque de crédit doit être approuvé selon un dispositif de décision organisé en fonction du volume, du type de contrepartie et de la complexité de l'engagement. Il repose sur un dispositif de délégations de décision pour les clientèles du secteur public local situées principalement en Europe occidentale ou en Amérique du Nord dont le risque est faible. Des délégations limitées en matière de financements de projets ont été données aux succursales de Dexia Crédit Local à New York et à Londres ainsi qu'à la filiale espagnole Dexia Sabadell. Ces délégations s'inscrivent dans des règles strictes. À l'inverse, il est fait obligatoirement appel aux comités de crédit de Dexia (Dexia Crédit Local, Dexia et *Management Credit Committee*) pour les financements aux entreprises privées, les financements de projets (sauf dans des cas limités), les financements d'actifs et les crédits aux clientèles du secteur public local hors zones déléguées.

#### b. La détermination des limites

Les limites définies pour chaque type de contrepartie sont déterminées en fonction des fonds propres *Tier One* de Dexia, des fonds propres de la contrepartie ou des fonds propres économiques internes pour aboutir à des montants variables en fonction de la notation interne, de la nature de l'opération et du pays concernés. Des règles particulières ont été fixées au niveau du groupe Dexia sur les entreprises privées, dans un souci de limiter l'exposition en fonds propres, en cas de défaut. Les limites sont individualisées pour les financements de projets et financements d'actifs. Des limites ont également été définies pour certains secteurs (secteur éolien, photovoltaïque par exemple).

#### c. Le dispositif de surveillance et de remontée d'information

L'architecture du dispositif de surveillance repose sur deux niveaux :

- le premier niveau qui incombe aux équipes commerciales du siège, des succursales et des filiales dans le cadre du suivi permanent de la santé financière de leurs contreparties ;
- le deuxième niveau qui incombe à la direction des risques et du contrôle permanent qui reçoit trimestriellement et consolide les expositions, les impayés, les créances douteuses et participe à l'arrêté des provisions.

L'évolution de la qualité des engagements et le respect des limites donnent lieu à un examen trimestriel (mensuel pour les limites bancaires) et sont rapportés au comité de direction au titre du document exigé par le règlement CRB n° 97-02 modifié.

Le suivi consolidé des risques, au niveau des filiales et succursales, s'appuie sur la filière risque déjà décrite.

Pour ce qui est de FSA, le dispositif de suivi des risques est assuré essentiellement par l'*underwriting committee* interne à FSA, qui se tient chaque trimestre. Le comité, qui est présidé par un membre du comité de direction de Dexia, revoit *a posteriori* les transactions du trimestre écoulé, approuve les *guidelines* et procédures ainsi que les transactions n'entrant pas dans le cadre des délégations données au *management*, notamment dans des périmètres nouveaux d'activité, et acte les revues trimestrielles des risques. Ce comité examine également les conditions de réassurance de FSA qui sont un élément d'appréciation important du suivi des risques de la filiale. Enfin, les transactions dont la taille dépasse certains montants sont soumises au *Management Credit Committee* de Dexia. Dexia a également mis en place un comité de suivi des risques FSA qui fait régulièrement le point sur les sujets intéressants le *Risk Management* de FSA.

#### d. Le dispositif de notation interne

En accord avec les règles applicables dans l'ensemble du groupe Dexia, à chaque contrepartie est attachée une notation interne de risque. Cette notation, de la seule responsabilité de la filière risque, est déterminée à l'origine d'une relation ou d'une opération puis fait l'objet d'une

évaluation régulière et formalisée, en principe annuelle sauf pour les contreparties classées en *watchlist* pour lesquelles elle est trimestrielle.

Conformément au choix de la méthode avancée du groupe Dexia dans le cadre de la réforme du ratio de solvabilité et de l'adéquation en fonds propres prévue par le dispositif dit de « Bâle II », Dexia Crédit Local développe des systèmes de notation interne (SNI) pour chaque catégorie de contrepartie, dont l'échelle compte 18 niveaux dont deux pour les contreparties en défaut. Pour les contreparties qui ne sont pas actuellement couvertes par un SNI, les notations sont établies à partir de méthodes expert ou sur des *scorings*. L'année 2007 aura vu le développement des processus de *Quality Control* par une équipe dédiée qui permet de s'assurer de la bonne utilisation des systèmes de notation interne.

#### e. La politique de provisionnement

Un comité des provisions, présidé par la direction des risques et du contrôle permanent, arrête trimestriellement le montant des provisions affectées et surveille le coût du risque. Une provision sur base portefeuille permet de constituer des réserves destinées à protéger la banque contre des sinistres éventuels conformément aux règles IFRS.

## 5.2 RISQUES DE MARCHÉ

### a. Périmètre

Il s'agit du risque de perte lié aux variations dans les prix et taux de marché, leurs interactions et leurs niveaux de volatilité. De par la nature de son activité, le groupe Dexia Crédit local n'a pas vocation à s'exposer de manière importante aux risques de marché.

Dexia Crédit Local administre également un portefeuille obligataire. Celui-ci est constitué d'un portefeuille pour compte propre, dit de *credit spread* visant à constituer une réserve de liquidité ou à générer une marge de crédit stable, d'un portefeuille correspondant à l'activité commerciale de financement des acteurs du secteur local et enfin d'un portefeuille de négociation dont la gestion est plus dynamique, et dont le périmètre, le contenu et le volume sont encadrés dans des limites strictes et basses, en cohérence avec le principe de faible profil de risque de la banque.

Ce portefeuille obligataire est géré sans exposition au risque de taux d'intérêt, au moyen de couvertures adaptées, mais reste soumis à un risque de prix lié à l'appréciation par le marché de la situation de l'émetteur.

### b. Organisation du suivi

Le suivi des risques liés aux marchés financiers est organisé autour de deux comités :

- le *Market Risk Group Committee* (MRGC) se réunit mensuellement au niveau du groupe Dexia. Dexia Crédit Local y est représenté par le directeur des risques et du contrôle permanent ou par le directeur de la direction des marchés qui reçoivent un mandat explicite quant à leur capacité décisionnelle. Le comité est responsable de

la définition de la politique de risques (*guidelines*, limites de risque de marché) et de leur suivi.

Ce comité prépare notamment les *guidelines* relatives au développement de toutes les nouvelles activités de marché.

Le comité de direction de Dexia Crédit Local est informé de l'évolution des risques consolidés de Dexia Crédit Local (expositions, limites, dépassements de limites) et des changements dans le dispositif de suivi (modification des méthodes de mesure ou des *guidelines*) par un rapport qui lui est adressé trimestriellement par la direction des risques et du contrôle permanent de Dexia Crédit Local ou ponctuellement si nécessaire ;

- le comité des marchés de Dexia Crédit Local (*weekly operational committee*), permet localement de suivre la mise en œuvre des normes et décisions du *Market Risk Group Committee* Dexia et assure une correcte diffusion de l'information au *management* de Dexia Crédit Local.

La mesure du risque est réalisée de manière régulière par la direction du *Market Risk Management*, rattachée à la direction du risque et du contrôle permanent.

Le rapport, présenté trimestriellement au comité de direction, se base sur différents indicateurs qui permettent le suivi des limites affectées aux différents risques, et qui sont présentés de façon détaillée dans le rapport de gestion.

## 5.3 RISQUES STRUCTURELS DE TAUX, DE CHANGE ET DE LIQUIDITÉ

### a. Périmètre

Ces risques sont regroupés sous la dénomination de risques de gestion actif/passif ou ALM (*Assets Liabilities Management*). L'objectif de l'ALM est de couvrir partiellement ou totalement les risques liés à la structure du bilan. À l'exception des risques de taux et de change liés au métier « marchés financiers », tous les risques significatifs de taux, de change et de liquidité de Dexia Crédit Local sont de la compétence du comité ALM.

### b. Organisation du suivi

Le suivi des risques liés à l'ALM est organisé autour de deux comités :

- le comité ALM Dexia (ALCO) se réunit mensuellement. Sur un périmètre groupe, il définit la politique de risque et les modalités de couverture des risques. Les orientations fixées par le comité ALM Dexia se traduisent par des décisions de couverture individuelles, mais peuvent également faire l'objet de délégations de gestion accordées à la direction de la gestion ALM de Dexia.
- Il s'assure de l'utilisation cohérente de ces limites en fonction de ses propres scénarios d'évolution des taux d'intérêts. Comme pour tous les comités de risque, le représentant de Dexia Crédit Local est soit l'administrateur-directeur général soit le directeur des risques et du contrôle permanent ;

- les décisions du comité groupe sont déclinées opérationnellement par un comité technique (ALCO tactique) qui se réunit pour l'entité Dexia Crédit Local et auquel participe la direction des risques et du contrôle permanent et la direction des marchés.

Dans tous les cas, il procède à un suivi mensuel de l'évolution du risque basé sur la sensibilité de la « valeur actuelle nette » des actifs et passifs du périmètre ALM (VAN ALM) à une variation donnée (100 points de base) des taux d'intérêts du marché.

Par ailleurs et compte tenu de la nouvelle organisation définie au niveau du groupe, une action importante est conduite pour mettre à jour l'ensemble des procédures, mettre en place les nouvelles procédures correspondant aux nouvelles activités et définir et compléter les contrôles adéquats.

## 5.4 RISQUES OPÉRATIONNELS

### a. Périmètre

Les risques opérationnels se définissent comme les risques de perte résultant de l'inadaptation ou de la défaillance de procédures, de personnes ou de systèmes ou encore d'événements externes. Ils comprennent les risques liés à la sécurité des systèmes d'information et les risques juridiques. Dexia a choisi d'intégrer le risque de réputation dans sa gestion du risque opérationnel.

### b. Organisation et suivi

#### DISPOSITIF DE GESTION DU RISQUE OPÉRATIONNEL

Le groupe Dexia a choisi dans le cadre des directives Bâle II dans le domaine du risque opérationnel, la méthode standard et met en place des procédures et un outil de gestion en accord avec les « saines pratiques pour la gestion et la surveillance du risque opérationnel » publiées par le comité de Bâle.

Dexia Crédit Local dispose au sein de la direction des risques et du contrôle permanent d'une équipe dédiée au risque opérationnel, qui s'appuie sur un réseau de correspondants désignés dans chaque direction ou entité. L'implication des responsables métier garantit l'efficacité du dispositif.

La gestion du risque opérationnel est coordonnée au niveau du groupe Dexia au sein de l'*Operational Risk Committee* (ORCo) qui se réunit mensuellement.

#### COLLECTE, ANALYSE ET TRAITEMENT DES INCIDENTS

Le groupe Dexia a défini un processus de collecte des incidents et des pertes opérationnelles conformément aux dispositions de Bâle II. Le recensement et l'analyse des incidents sont effectués par les correspondants risques opérationnels avec l'appui de l'équipe centrale. En fonction des résultats de cette analyse, des actions correctives ou préventives sont mises en place afin de réduire l'exposition au risque opérationnel.

Dexia dispose d'un outil commun de gestion du risque opérationnel et en particulier d'un module de collecte des incidents disponible dans les différentes entités du groupe.

Un *reporting* trimestriel reprenant les incidents significatifs est transmis au comité de direction d'une part et à chaque responsable métier d'autre part (siège, filiales et succursales).

#### CARTOGRAPHIE DES RISQUES

En complément des incidents constatés, il est indispensable d'anticiper les risques potentiels au sein de chaque activité de la banque. L'évaluation des principales zones de risques en prenant en compte les contrôles existants permet de définir le profil de risque du groupe Dexia. Ces cartographies sont réalisées par les directions ou entités en suivant une méthode d'auto-évaluation commune à l'ensemble du groupe Dexia. En fonction des résultats, des plans d'action peuvent être mis en place afin de maîtriser le niveau de risque.

Les résultats des cartographies sont repris dans l'outil de gestion du risque opérationnel de Dexia. Des rapports permettent une analyse du profil de risque de la banque par entité, activité, processus ou type d'événements tels que définis dans les accords Bâle II et sont présentés au comité de direction chaque année.

### c. La sécurité des systèmes d'information

Il s'agit de l'ensemble des dispositions qui visent à protéger l'information contre toute menace pouvant porter atteinte à sa confidentialité, son intégrité ou sa disponibilité.

L'ensemble de ces dispositions est exprimé dans la politique de sécurité des systèmes d'information de Dexia Crédit Local. Celle-ci définit les principes applicables par domaine de sécurité ainsi que les rôles et responsabilités des différents acteurs de la sécurité. Elle s'appuie pour cela sur un ensemble de directives, politiques spécifiques à la sécurité, règles et procédures opérationnelles ainsi que les axes donnés par la norme ISO 27000/17799.

Un plan de continuité a été élaboré avec la collaboration de l'ensemble des services opérationnels, sous la supervision d'un comité de pilotage dédié. Dans ce cadre, les conséquences d'un sinistre touchant aux locaux ou aux systèmes d'information, ou encore d'une perte de service sont analysées sous un angle « métier » afin d'identifier les activités critiques. Les résultats de cette analyse ont été utilisés pour établir des délais de reprise des activités compatibles avec les impératifs opérationnels. La mise en œuvre de cette stratégie de reprise s'appuie sur des dispositifs techniques, des procédures et une organisation formalisées. Ce plan et ces procédures sont mis à jour annuellement et testés régulièrement selon un calendrier établi par le comité de direction. Les tests font l'objet d'un compte rendu au comité de pilotage.

De plus, les systèmes critiques de production informatique ont été localisés dans un centre unique chez un prestataire disposant d'un environnement physique hautement sécurisé et liés à Dexia Crédit Local par l'intermédiaire de liaisons à haut débit redondantes. Afin de parer à une défaillance de ces systèmes, un site miroir a également été déployé. La sauvegarde des données est assurée périodiquement et ce site peut, en cas de besoin, se substituer au site maître dans des délais très brefs. Ce dispositif a fait l'objet d'un test réussi en 2007.

La conduite de cette activité est répartie entre trois acteurs :

- le comité de sécurité de l'information a pour rôle de proposer les orientations de la politique de sécurité au comité de direction, de fixer les directives propres à chaque domaine, et de s'assurer de leur mise en œuvre. Il rassemble les différentes parties prenantes « métiers » : risques, conformité, informatique, logistique. Il est présidé par le membre du comité de direction en charge des risques et du contrôle permanent et se tient tous les deux mois ;
- le responsable de la sécurité des systèmes d'information est en charge de proposer au comité de sécurité la définition de la politique de sécurité et des directives. Il pilote la mise en œuvre pratique des règles qui composent la politique de sécurité, sensibilise les collaborateurs et conseille les différentes directions. Il est rattaché à la direction des risques opérationnels, du contrôle permanent et de la sécurité, ce qui garantit son indépendance vis-à-vis des services opérationnels ;
- les services informatiques sont en charge de la conception et de la mise en œuvre des dispositifs matériels et logiciels de sécurité, ainsi que de la mise en place des règles et procédures opérationnelles associées. Ils effectuent également des contrôles de premier et de second niveau de la bonne application des règles de sécurité. La fonction de responsable de la sécurité informatique a été créée au sein de la direction des systèmes d'information afin de coordonner ces actions.

Par ailleurs, une revue des plans de continuité des filiales et succursales est conduite annuellement pour juger de l'adéquation des plans de chacune des entités et élaborer, le cas échéant, les plans d'action nécessaires.

#### d. Les risques juridiques

Le secrétariat général remplit six missions principales :

- le conseil interne ;
- la rédaction ou le contrôle des actes et documents à effet juridique ou fiscal ;
- la gestion des contentieux ;

- la veille dans les domaines de sa compétence ;
- le secrétariat juridique de la société et de ses filiales ;
- le suivi administratif des participations, des marques et des délégations de signatures.

Il joue donc un rôle clé dans la prévention des litiges, l'anticipation des évolutions du droit ainsi que dans le respect des principes du gouvernement d'entreprise.

Des liens fonctionnels ont été établis entre le secrétariat général de Dexia Crédit Local et la structure équivalente du groupe Dexia, de façon à développer les échanges sur les approches juridiques et sur les dossiers. Une cartographie des risques juridiques est en cours de formalisation.

De même, le secrétariat général de Dexia Crédit Local a établi des relations régulières avec ses homologues des filiales et succursales, avec une remontée appropriée des informations.

#### e. L'assurance des risques opérationnels

Dexia Crédit Local dispose actuellement des assurances de dommages classiques : multirisques locaux et matériels informatiques (IARD), assurances véhicules et responsabilité civile. Ces polices couvrent les filiales françaises.

Dexia Crédit Local a également souscrit des assurances pour garantir la responsabilité civile des mandataires sociaux (RCMS), la responsabilité civile professionnelle (RCpro), la perte d'exploitation bancaire (PAB) et la couverture dite « globale de banque », couvrant la fraude et les conséquences pécuniaires du fait de dommages à des valeurs et/ou documents. Ces garanties valent également pour l'ensemble des entités françaises et étrangères contrôlées par Dexia Crédit Local (FSA bénéficie, compte tenu de sa spécificité et de sa taille, d'un montant de garantie adapté).



## 6. MODE D'APPRÉCIATION DU CONTRÔLE INTERNE

### 6.1 L'ADMINISTRATEUR-DIRECTEUR GÉNÉRAL ET LE COMITÉ DE DIRECTION

Dans l'organisation en vigueur en 2007, l'administrateur-directeur général, assisté du comité de direction, qu'il préside, joue un rôle essentiel dans l'appréciation du contrôle interne. Il dispose de plusieurs sources d'information lui permettant de remplir l'ensemble de ses missions dans ce domaine. Il n'existe pas de conflit d'intérêt potentiel

entre les devoirs, à l'égard de Dexia Crédit Local, de l'administrateur-directeur général et ses intérêts privés et/ou autres devoirs.

Les membres du comité de direction sont tous personnellement investis de responsabilités opérationnelles par métier ou par fonction. Ils ont donc une parfaite connaissance des contraintes et opportunités de leur domaine d'activité et sont à même de définir puis de juger de l'efficacité du contrôle interne.

Les comités transversaux les plus significatifs sont présidés par un membre du comité de direction qui peut ensuite synthétiser les travaux à l'ensemble des membres.

Le comité de direction a également mis en place un système de délégation et de *reporting* qui impose aux directions opérationnelles la présentation et l'approbation d'indicateurs clés qui lui permettent, entre autres, de juger de la qualité et du bon fonctionnement du système de contrôle interne.

L'audit interne est aussi une source d'information privilégiée pour l'administrateur-directeur général et le comité de direction. Il sont destinataires de l'ensemble des rapports d'audit, qui sont débattus et commentés en séance. Ils approuvent les recommandations et les plans d'action. L'ensemble des recommandations d'audit est présenté trimestriellement au comité de direction par l'auditeur général. Par ailleurs, l'administrateur-directeur général peut également demander à l'audit interne d'effectuer des missions non prévues dans le plan d'audit annuel, sur des sujets qui lui paraissent requérir une attention immédiate.

Les commissaires aux comptes, dans le cadre de leur mission de certification des comptes, et les régulateurs (pour la France, essentiellement la Commission bancaire et l'Autorité des marchés financiers), dans le cadre de leurs missions d'inspection, sont également amenés, dans leurs revues, à formuler des recommandations d'amélioration sur des points précis de contrôle interne. Le comité de direction met alors en œuvre les actions qui permettront la mise en place de ces recommandations dans les meilleurs délais.

## 6.2 LE COMITÉ D'AUDIT

Dans sa séance du 9 septembre 2003, le conseil de surveillance de Dexia Crédit Local a décidé la création d'un comité d'audit, en application des principes de gouvernement d'entreprise.

Le rôle du comité d'audit est d'assister, par délégation, le conseil d'administration dans l'exercice de sa mission de contrôle de la gestion de Dexia Crédit Local. Il se consacre spécifiquement aux procédures visant à l'établissement des états financiers et au suivi des risques, ainsi qu'aux relations avec les commissaires aux comptes.

Le comité d'audit rend compte de ses travaux et observations au conseil d'administration.

Pour l'exercice de ses missions, le comité d'audit a libre accès aux commissaires aux comptes, à l'auditeur général et au directeur de la conformité de Dexia Crédit Local. Il informe simultanément l'administrateur-directeur général de ces contacts.

Il a connaissance des conclusions des missions des autorités de régulation et des missions d'audit interne et peut demander communication des rapports d'audit. Il peut suggérer des missions complémentaires.

Il peut requérir la communication de toute information qu'il juge utile.

## 6.3 LE GROUPE DEXIA

Le groupe Dexia a un rôle majeur dans le suivi du contrôle interne du groupe Dexia Crédit Local. L'organisation managériale de ce dernier associe largement des représentants du groupe : le conseil d'administration de Dexia Crédit Local compte parmi ses membres le président et le vice-président du comité de direction de Dexia SA. De plus, les rapports de missions d'audit transversales et des missions d'audit locales les plus importantes effectuées par l'équipe de Dexia Crédit Local sont présentés au comité exécutif groupe.

Par ailleurs, le président du conseil d'administration de Dexia Crédit Local est destinataire du rapport d'activité de l'audit interne, et a accès aux rapports d'audit. Il peut régulièrement interroger au sujet du contrôle interne l'administrateur-directeur général de Dexia Crédit Local. Enfin, il peut diligenter, s'il l'estime nécessaire, une mission de l'audit groupe sur une fonction de Dexia Crédit Local.

## 6.4 PRÉPARATION DU RAPPORT

Le présent rapport, établi par le président du conseil d'administration de Dexia Crédit Local, a été préparé par le secrétariat général en liaison avec la direction de l'audit interne qui a réuni l'information adéquate auprès de l'ensemble des départements opérationnels et des directions supports concernés.

Ce rapport prend également en considération les entretiens que le président du conseil d'administration a eus avec le président du comité de direction ainsi que les comptes rendus des réunions du comité d'audit.

Pierre Richard

Président du conseil d'administration



## Rapport des commissaires aux comptes

Établi en application de l'article L. 225-235 du Code de commerce, sur le rapport du président du conseil d'administration pour ce qui concerne les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Mesdames, Messieurs,

En notre qualité de commissaires aux comptes de **Dexia Crédit Local** et en application des dispositions de l'article L. 225-235 du Code de commerce, nous vous présentons notre rapport sur le rapport établi par le président de votre société conformément aux dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

Il appartient au président du conseil d'administration de rendre compte, dans son rapport, notamment des conditions de préparation et d'organisation des travaux du conseil d'administration et des procédures de contrôle interne mises en place au sein de la société.

Il nous appartient de vous communiquer les observations qu'appellent de notre part les informations données dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Nous avons effectué nos travaux conformément à la norme d'exercice professionnel applicable en France. Celle-ci requiert la mise en œuvre de diligences destinées à apprécier la sincérité des informations données dans le rapport du président concernant les procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Ces diligences consistent notamment à :

- prendre connaissance des procédures de contrôle interne relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, sous-tendant les informations présentées dans le rapport du président du conseil d'administration, ainsi que de la documentation existante ;
- prendre connaissance des travaux ayant permis d'élaborer ces informations et de la documentation existante ;
- déterminer si les déficiences majeures de contrôle interne relatif à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière que nous aurions relevées dans le cadre de notre mission font l'objet d'une information appropriée dans le rapport du président du conseil d'administration.

Sur la base de nos travaux, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations données concernant les procédures de contrôle interne de la société relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière, contenues dans le rapport du président du conseil d'administration, établi en application des dispositions de l'article L. 225-37 du Code de commerce.

Fait à Paris, le 2 avril 2008

### Les commissaires aux comptes

#### CADERAS MARTIN

Daniel BUTELOT  
Associé



Olivier AVRIL  
Associé



#### MAZARS & GUERARD

Guillaume POTEL  
Associé



Anne VEAUTE  
Associée



# 4 Comptes consolidés

<b><u>Bilan consolidé</u></b>	<b>82</b>	<b><u>Annexe aux comptes consolidés</u></b>	<b>89</b>
Actif .....	82	1. Méthodes et périmètre de consolidation – Règles de présentation et d'évaluation.....	89
Passif.....	83	2. Notes sur l'actif.....	110
		3. Notes sur le passif.....	126
<b><u>Compte de résultat consolidé</u></b>	<b>84</b>	4. Autres notes annexes au bilan.....	140
		5. Notes sur le compte de résultat.....	149
<b><u>Tableau de variation des capitaux propres consolidés</u></b>	<b>85</b>	6. Notes sur le hors bilan.....	160
		7. Notes sur l'exposition aux risques au 31 décembre 2007.....	161
<b><u>Tableau des flux de trésorerie consolidés</u></b>	<b>87</b>	8. Répartition géographique et analyse par métier.....	179
Trésorerie et équivalents de trésorerie.....	88		
		<b><u>Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés</u></b>	<b>181</b>



## Bilan consolidé

### ACTIF

(En EUR millions)	Note	Montant au 31/12/2005	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
I. Caisses, banques centrales, CCP	2.0	708	1 069	1 553
II. Actifs financiers à la juste valeur par résultat	2.1	16 569	17 970	24 098
III. Instruments dérivés de couverture	4.1	6 375	7 449	10 367
IV. Actifs financiers disponibles à la vente	2.2	100 066	114 360	130 761
V. Prêts et créances sur établissements de crédit	2.3	20 745	20 212	20 832
VI. Prêts et créances sur la clientèle	2.4	113 889	129 131	146 568
VII. Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		415	123	(364)
VIII. Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	2.5	1 697	1 364	1 272
IX. Actifs d'impôts courants	2.6	157	141	161
X. Actifs d'impôts différés	2.6	54	67	436
XI. Comptes de régularisation et actifs divers	2.7	8 827	9 625	7 324
XIII. Participations dans des entreprises mises en équivalence	2.8	386	417	459
XIV. Immeubles de placement	2.9	2	2	0
XV. Immobilisations corporelles	2.9	465	494	499
XVI. Immobilisations incorporelles	2.10	60	60	71
XVII. Écarts d'acquisition	2.11	1 385	1 385	1 387
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>271 800</b>	<b>303 869</b>	<b>345 424</b>



**PASSIF**

(En EUR millions)	Note	Montant au 31/12/2005	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
I. Banques centrales, CCP		3 349	3 388	7 630
II. Passifs financiers à la juste valeur par résultat <sup>(1)</sup>	3.1	16 370	11 575	12 290
III. Instruments dérivés de couverture	4.1	13 946	13 277	13 755
IV. Dettes envers les établissements de crédit	3.2	60 370	80 796	99 247
V. Dettes envers la clientèle <sup>(1)</sup>	3.3	10 978	20 141	19 938
VI. Dettes représentées par un titre	3.4	149 302	157 445	176 010
VII. Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux		727	(31)	(447)
VIII. Passifs d'impôts courants	3.5	89	61	77
IX. Passifs d'impôts différés	3.5	714	699	260
X. Comptes de régularisation et passifs divers	3.6	3 574	3 953	5 199
XII. Provisions techniques des sociétés d'assurance	3.7	142	145	134
XIII. Provisions	3.8	122	127	102
XIV. Dettes subordonnées	3.9	4 638	4 309	4 942
XV. Capitaux propres	3.10	7 479	7 984	6 287
XVI. Capitaux propres, part du groupe		6 709	7 172	5 528
XVII. Capital et réserves liées		3 114	3 114	3 114
XVIII. Réserves consolidées		1 628	2 123	2 877
XIX. Gains ou pertes latents ou différés		1 106	853	(1 454)
XX. Résultat de l'exercice		861	1 082	991
XXI. Intérêts minoritaires		770	812	759
<b>TOTAL PASSIF</b>		<b>271 800</b>	<b>303 869</b>	<b>345 424</b>

(1) Comme précisé dans la note 1.3 « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés », un montant de EUR 6,7 milliards a été reclassé de la ligne II. « Passifs financiers à la juste valeur par résultat » vers la ligne V. « Dettes envers la clientèle » au 31 décembre 2006, sans incidence sur le résultat de la période.

## Compte de résultat consolidé

(En EUR millions)	Note	Exercice 2005	Exercice 2006	Exercice 2007
I. Intérêts et produits assimilés	5.1	27 292	38 438	50 407
II. Intérêts et charges assimilés	5.1	(26 039)	(37 113)	(49 108)
III. Commissions (produits)	5.2	109	128	147
IV. Commissions (charges)	5.2	(38)	(34)	(49)
V. Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat	5.3	65	95	(295)
VI. Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente	5.4	76	322	388
VII. Produits des autres activités <sup>(1)</sup>	5.5	816	504	506
VIII. Charges des autres activités <sup>(1)</sup>	5.6	(489)	(199)	(196)
<b>IX. PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>1 792</b>	<b>2 141</b>	<b>1 800</b>
X. Charges générales d'exploitation	5.7	(514)	(572)	(609)
XI. Dotations aux amortissements et aux dépréciations des immobilisations incorporelles et corporelles	5.8	(41)	(43)	(52)
<b>XII. RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>1 237</b>	<b>1 526</b>	<b>1 139</b>
XIII. Coût du risque	5.9	(36)	(44)	(46)
<b>XIV. RÉSULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>1 201</b>	<b>1 482</b>	<b>1 093</b>
XV. Quote-part du résultat net des entreprises mises en équivalence	5.10	51	57	61
XVI. Gains ou pertes nets sur autres actifs	5.11	12	0	0
XVII. Variation de valeur des écarts d'acquisition		0	0	0
<b>XVIII. RÉSULTAT AVANT IMPÔT</b>		<b>1 264</b>	<b>1 539</b>	<b>1 154</b>
XIX. Impôts sur les bénéfices	5.12	(328)	(380)	(108)
<b>XXI. RÉSULTAT NET</b>		<b>936</b>	<b>1 159</b>	<b>1 046</b>
<b>XXII. INTÉRÊTS MINORITAIRES</b>		<b>75</b>	<b>77</b>	<b>55</b>
<b>XXIII. RÉSULTAT NET PART DU GROUPE</b>		<b>861</b>	<b>1 082</b>	<b>991</b>
Résultat net par action, part du groupe				
- de base		9,89	12,43	11,38
- dilué		9,89	12,43	11,38
(1) dont marge technique des compagnies d'assurance		329	310	306

## Tableau de variation des capitaux propres consolidés

	Fonds propres de base			Gains ou pertes latents ou différés			Intérêts minoritaires			Capitaux propres		
	Capital souscrit, prime d'émission et d'apport	Réserves consolidées et résultat net de la période	Total	Variation de juste valeur des titres disponibles à la vente, nette d'impôt	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie, nette d'impôt	Écarts de conversion	Total	Capitaux propres part du groupe	Fonds propres de base		Gains ou pertes latents ou différés	Total
(En EUR millions)												
<b>Au 01/01/2005</b>	2 414	2 213	4 627	624	(86)	(94)	444	5 071	675	(2)	673	5 744
<i>Mouvements de l'exercice</i>												
Variations du capital	0	0	0				0	0	17		17	17
Variations des primes d'émission et d'apport	0	0	0				0	0	0		0	0
Dividendes		(580)	(580)				0	(580)	(22)		(22)	(602)
Écarts de conversion			0	26	0	153	179	179	0	34	34	213
Variation de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente affectant les capitaux propres			0	467			467	467		1	1	468
Variation de la juste valeur des instruments dérivés affectant les capitaux propres			0		16		16	16		37	37	53
Variation de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente rapportée au résultat			0	0			0	0		0	0	0
Variation de la juste valeur des instruments dérivés rapportée au résultat			0		0		0	0		0	0	0
Résultat net de la période		861	861				0	861	75		75	936
Autres variations <sup>(1)</sup>	700	(5)	695	0	0	0	0	695	(45)	0	(45)	650
<b>Au 31/12/2005</b>	<b>3 114</b>	<b>2 489</b>	<b>5 603</b>	<b>1 117</b>	<b>(70)</b>	<b>59</b>	<b>1 106</b>	<b>6 709</b>	<b>700</b>	<b>70</b>	<b>770</b>	<b>7 479</b>

	Fonds propres de base			Gains ou pertes latents ou différés			Intérêts minoritaires				Capitaux propres	
	Capital souscrit, prime d'émission et d'apport	Réserves consolidées et résultat net de la période	Total	Variation de juste valeur des titres disponibles à la vente, nette d'impôt	Variation de juste valeur des instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie, nette d'impôt	Écarts de conversion	Total	Capitaux propres part du groupe	Fonds propres de base	Gains ou pertes latents ou différés		Total
(En EUR millions)												
<b>Au 31/12/2005</b>	<b>3 114</b>	<b>2 489</b>	<b>5 603</b>	<b>1 117</b>	<b>(70)</b>	<b>59</b>	<b>1 106</b>	<b>6 709</b>	<b>700</b>	<b>70</b>	<b>770</b>	<b>7 479</b>
<i>Mouvements de l'exercice</i>												
Variations du capital	0	0	0				0	0	13		13	13
Variations des primes d'émission et d'apport	0	0	0				0	0	0		0	0
Dividendes		(361)	(361)				0	(361)	(21)		(21)	(382)
Écarts de conversion			0	(25)	1	(150)	(174)	(174)	0	(23)	(23)	(197)
Variation de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente affectant les capitaux propres			0	58			58	58		(4)	(4)	54
Variation de la juste valeur des instruments dérivés affectant les capitaux propres			0		43		43	43		2	2	45
Variation de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente rapportée au résultat			0	(181)			(181)	(181)		0	0	(181)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés rapportée au résultat			0		0		0	0		0	0	0
Résultat net de la période		1 082	1 082				0	1 082	77		77	1 159
Autres variations <sup>(1)</sup>	0	(4)	(4)	0	0	0	0	(4)	(2)	0	(2)	(6)
<b>Au 31/12/2006</b>	<b>3 114</b>	<b>3 206</b>	<b>6 320</b>	<b>969</b>	<b>(26)</b>	<b>(91)</b>	<b>852</b>	<b>7 172</b>	<b>767</b>	<b>45</b>	<b>812</b>	<b>7 984</b>
<i>Mouvements de l'exercice</i>												
Variations du capital	0	0	0				0	0	18		18	18
Variations des primes d'émission et d'apport	0	0	0				0	0	0		0	0
Dividendes		(320)	(320)				0	(320)	(19)		(19)	(339)
Écarts de conversion			0	41	12	(194)	(141)	(141)	0	(21)	(21)	(162)
Variation de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente affectant les capitaux propres			0	(2 010)			(2 010)	(2 010)		(89)	(89)	(2 099)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés affectant les capitaux propres			0		89		89	89		1	1	90
Variation de la juste valeur des valeurs mobilières disponibles à la vente rapportée au résultat			0	(215)			(215)	(215)		2	2	(213)
Variation de la juste valeur des instruments dérivés rapportée au résultat			0		(29)		(29)	(29)		0	0	(29)
Résultat net de la période		991	991				0	991	55		55	1 046
Autres variations <sup>(1)</sup>	0	(9)	(9)	0	0	0	0	(9)	0	0	0	(9)
<b>AU 31/12/2007</b>	<b>3 114</b>	<b>3 868</b>	<b>6 982</b>	<b>(1 215)</b>	<b>46</b>	<b>(285)</b>	<b>(1 454)</b>	<b>5 528</b>	<b>821</b>	<b>(62)</b>	<b>759</b>	<b>6 287</b>

(1) Les autres variations sont commentées dans la note 3.10.c.

## Tableau des flux de trésorerie consolidés

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2005	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
<b>Flux de financement des activités opérationnelles</b>			
Résultat net après taxes	936	1 159	1 046
<i>Ajustements pour :</i>			
• Corrections de valeur, amortissements et autres dépréciations	46	50	62
• Dépréciations sur obligations, actions, prêts et autres actifs	(3)	(55)	(58)
• Gains nets sur investissements	(79)	(136)	(237)
• Variations des provisions	20	61	42
• Pertes et profits non réalisés	(23)	(39)	(82)
• Revenus des entreprises associées	(51)	(57)	(61)
• Dividendes des entreprises associées	21	17	21
• Impôts différés	14	58	(161)
• Autres ajustements	0	0	0
Variation des actifs opérationnels et des dettes	5 775	7 386	(202)
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR L'ACTIVITÉ OPÉRATIONNELLE</b>	<b>6 656</b>	<b>8 444</b>	<b>370</b>
<b>Flux de financement des activités d'investissement</b>			
Acquisition d'immobilisations	(84)	(89)	(106)
Vente d'immobilisations	32	5	9
Acquisition d'actions non consolidées	(48)	(128)	(122)
Vente d'actions non consolidées	314	288	463
Acquisition de filiales	(64)	(45)	(24)
Vente de filiales	4	4	3
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>	<b>154</b>	<b>35</b>	<b>223</b>
<b>Flux de financement des activités financières</b>			
Émission de nouvelles actions (1)	729	18	18
Remboursement de capital	0	0	0
Émission de dettes subordonnées	1 016	36	1 142
Remboursement de dettes subordonnées	(126)	(67)	(282)
Achat d'actions propres	0	0	0
Vente d'actions propres	0	0	0
Dividende payé	(602)	(382)	(339)
<b>FLUX NET DE TRÉSORERIE GÉNÉRÉ (CONSOMMÉ) PAR LES ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>	<b>1 017</b>	<b>(395)</b>	<b>539</b>
<b>LIQUIDITÉS NETTES DÉGAGÉES</b>	<b>7 827</b>	<b>8 084</b>	<b>1 132</b>
<b>Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture</b>	<b>3 203</b>	<b>11 263</b>	<b>18 900</b>
Flux net de trésorerie généré par l'activité opérationnelle	6 656	8 444	370
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement	154	35	223
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement	1 017	(395)	539
Effet de la variation des taux de change et du périmètre de consolidation sur la trésorerie et équivalents de trésorerie	233	(447)	(324)
<b>TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE À LA CLÔTURE</b>	<b>11 263</b>	<b>18 900</b>	<b>19 708</b>
<b>Informations complémentaires</b>			
Impôt payé	(357)	(308)	(309)
Dividendes reçus	40	45	45
Intérêts perçus	25 603	37 501	48 945
Intérêts payés	(25 070)	(36 655)	(47 683)

(1) Dexia Crédit Local a émis un titre super subordonné à durée indéterminée d'un montant de EUR 700 millions sur le quatrième trimestre 2005.

## TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE

Dans le tableau des flux de trésorerie consolidé, la trésorerie et les équivalents de trésorerie, définis comme les soldes d'échéance inférieure à 90 jours, se composent comme suit :

<b>Analyse par nature</b> (En EUR millions)	<b>Montant</b> <b>au 31/12/2005</b>	<b>Montant</b> <b>au 31/12/2006</b>	<b>Montant</b> <b>au 31/12/2007</b>
Caisses, banques centrales, CCP (note 2.0)	708	1 069	1 552
Prêts et créances sur établissements de crédit (note 2.3)	9 023	6 806	9 948
Actifs financiers disponibles à la vente (note 2.2)	954	2 632	2 207
Actifs financiers détenus à des fins de transaction (note 2.1)	578	286	153
Actifs financiers désignés à la juste valeur (note 2.1)	0	0	0
Comptes de régularisation et actifs divers (note 2.7)	0	8 107	5 848
<b>TOTAL</b>	<b>11 263</b>	<b>18 900</b>	<b>19 708</b>

<b>Dont trésorerie restreinte</b> (En EUR millions)	<b>Montant</b> <b>au 31/12/2005</b>	<b>Montant</b> <b>au 31/12/2006</b>	<b>Montant</b> <b>au 31/12/2007</b>
Réserves obligatoires <sup>(1)</sup>	611	1 037	951
Autres	0	0	0
<b>TOTAL TRÉSORERIE RESTREINTE</b>	<b>611</b>	<b>1 037</b>	<b>951</b>

(1) Il s'agit des réserves minimales déposées par les établissements de crédit auprès de la Banque Centrale Européenne ou auprès d'autres banques centrales.

## Annexe aux comptes consolidés

### 1. MÉTHODES ET PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION – RÈGLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION

#### 1.1 RENSEIGNEMENTS RELATIFS AUX SOCIÉTÉS DU GROUPE ET AUX MÉTHODES DE CONSOLIDATION

##### a. Critères de consolidation et de mise en équivalence

Dexia Crédit Local suit les règles applicables aux établissements de crédit en matière de périmètre de consolidation qui résultent des normes :

- IAS 27 sur la préparation et la présentation des états financiers consolidés d'un groupe d'entreprises contrôlées par une société mère ;
- IFRS 3 sur les méthodes de comptabilisation des regroupements d'entreprises et leurs effets en consolidation ;
- IAS 28 sur la comptabilisation des participations dans des entreprises associées ;
- IAS 31 sur la comptabilisation des participations dans des coentreprises.

Les principes édictés par les textes impliquent que soient consolidées les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle exclusif ou conjoint, ou une influence notable.

Les entreprises contrôlées (contrôle exclusif ou contrôle conjoint) ou sous influence notable sont consolidées.

En application du principe de l'image fidèle des comptes du groupe, les sociétés dont la contribution aux états financiers consolidés n'est pas significative n'ont pas vocation à entrer dans le périmètre de consolidation.

Sont notamment considérées comme non significatives les entreprises dont, cumulativement, le total du bilan et du résultat net est inférieur à 1 % du total du bilan et du résultat net consolidés (soit respectivement EUR 3,45 milliards et EUR 9,91 millions en 2007). Au 31 décembre 2007, la somme des bilans et la somme des résultats nets des sociétés non consolidées sont inférieures à ces seuils.

##### b. Périmètre de consolidation 2007 – Modifications par rapport au périmètre 2006

Les principales évolutions du périmètre sont les suivantes :

##### ENTRÉES DANS LE PÉRIMÈTRE

- Entrée de Dexia Kommunalkredit Bank Polska dans le périmètre de Dexia Kommunalkredit Bank ;
- Entrées de Dexia CAD Funding LLC, Dexia Public Finance Switzerland SA et Dexia Crediop Ireland ;
- Entrée de FSA Seguros Mexico SA dans le périmètre de FSA.

##### SORTIES DU PÉRIMÈTRE

- CLF patrimoniale est déconsolidée au 1<sup>er</sup> octobre 2007 ;
- SA DS info est absorbée au 1<sup>er</sup> janvier 2007 par SAS DS Services France ;
- Kofis Leasing et Kofis Finance sortent du périmètre de Kommunalkredit Austria AG.

##### AUTRES MOUVEMENTS ET CHANGEMENTS DE DÉNOMINATION

- Otzar Hashilton Hamekomi devient Dexia Israël (Public Finance) Ltd. ;
- Dexia Sabadell Banco Local devient Dexia Sabadell ;
- Dexia Kommunalkredit Bank porte sa participation dans Dexia banka Slovensko de 78,98 % à 84,40 %.

##### c. Impact des variations de périmètre sur le compte de résultat consolidé

Les évolutions de périmètre mentionnées ci-dessus n'ont pas d'impact significatif sur les comptes consolidés de l'exercice 2007.



## d. Faits marquants de l'exercice

- La filiale SISL a cédé 336 millions d'actions cotées générant des plus-values de EUR 197 millions.
- En 2007, la gestion et le suivi du risque auront notablement été influencés par la crise financière née à la fin du 1<sup>er</sup> semestre aux États-Unis, dite crise des *subprimes*. Ses impacts auront été, pour ce qui concerne Dexia Crédit Local et FSA, limités, compte tenu de la prudence adoptée traditionnellement quant au profil de risque des deux institutions.

Cette atténuation des effets de la crise tient essentiellement à la qualité des portefeuilles de prêts et d'obligations détenus ou assurés par Dexia Crédit Local et FSA :

- des portefeuilles essentiellement sur des sphères publiques : 67 % des expositions de Dexia Crédit Local, 63 % du portefeuille assuré par FSA ;
- des portefeuilles avec une notation très élevée : 85 % pour Dexia Crédit Local, notés au-dessus de *Investment Grade* et 99 % pour FSA ;
- un encours de *subprimes* de FSA qui représente 1,2 % du portefeuille assuré et 46 % (USD 8 180 millions à 91 % notés AAA) du portefeuille de placement des GIC's. Le montant des encours assurés sur les transactions originées en 2005 et 2006, qui sont les années les plus incriminées dans la crise actuelle, est marginal et s'élève à USD 704 millions sur le portefeuille assuré. Les transactions originées dans ce même portefeuille en 2007 l'ont été avec des niveaux de protection importants ;
- une exposition de CDO (*Collateralized Debt Obligation*) d'ABS (*Asset Backed Securities*) extrêmement limitée (EUR 363 millions pour FSA). Pour Dexia Crédit Local, les expositions ont été couvertes par des CDS (*Credit Default Swap*) auprès de banques de bonne qualité.

Les effets de la crise des *subprimes* par rapport à la situation de FSA sont donc limités compte tenu d'une exposition modérée de FSA sur le secteur des *subprimes* et de l'exposition extrêmement marginale sur les CDO d'ABS.

Les éléments qui peuvent constituer des points d'attention en fin d'année 2007 portent sur des produits voisins du compartiment des *subprimes* (HELOCs et AltA) pour lesquels les taux de défaut conduisent à exercer une surveillance renforcée. Globalement, ces deux catégories de produit représentent moins de 2 % du portefeuille assuré de FSA.

Hors ce point d'attention, le coût du risque pour Dexia Crédit Local et FSA reste modéré (EUR 46 millions), reflétant effectivement la bonne qualité du portefeuille.

Au demeurant, la crise aura conduit à enregistrer des mouvements comparables à ceux de la place :

- une diminution des portefeuilles comptabilisés à leur juste valeur par le résultat, correspondant notamment au portefeuille de CDS enregistrés comme dérivés pour FSA (effet négatif de - EUR 268 millions sur le résultat net part du groupe après impôts). Une diminution également des actifs réévalués à leur juste valeur par un compte de réserve a été enregistrée (cf. tableau de variation des capitaux propres consolidés). Celle-ci résulte de l'élargissement généralisé des *spreads* ;

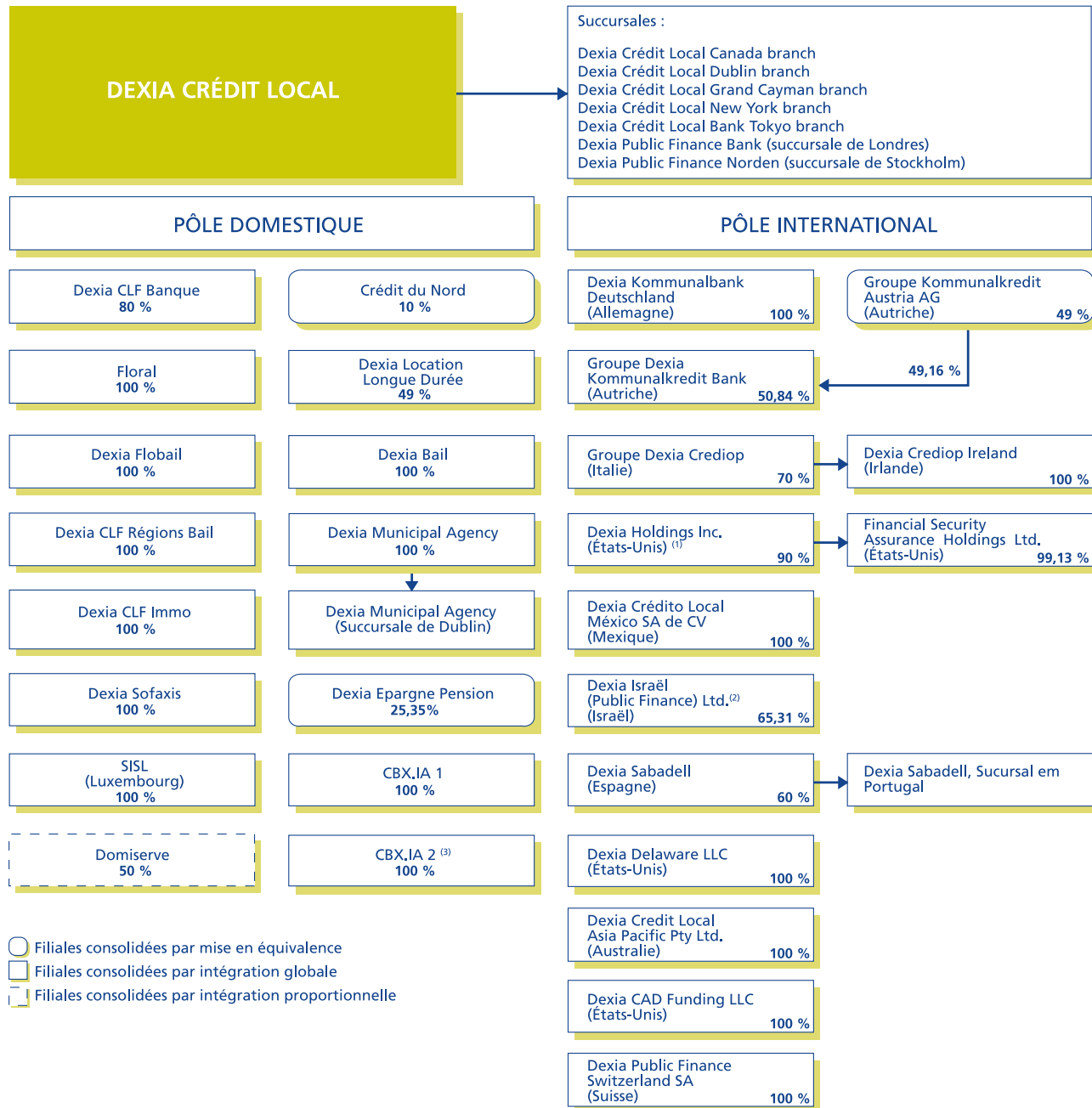
Cet élargissement continu des *spreads* s'il perdure sur le 1<sup>er</sup> trimestre 2008 conduira à des impacts négatifs complémentaires. Ceux-ci donneront lieu à un mouvement inverse avec la résorption de la crise à l'exception de dossiers spécifiques qui seraient amenés à subir des pertes. Les portefeuilles d'HELOCs et de Alt A de FSA continuent de faire l'objet d'une attention particulière du management, compte tenu de l'augmentation du taux de défaut sur ce type de produit au 1<sup>er</sup> trimestre 2008 et qui pourront donner lieu à un complément de provisions en fonction de l'évolution du contexte sur le marché immobilier américain.

- les ratios de liquidité à moyen terme et long terme plus tendus que par le passé du fait de la crise de confiance actuelle. Ce resserrement des conditions de liquidité a conduit à mettre en place un pilotage plus fin des différents ratios ou contraintes qui s'expriment dans l'ensemble des entités de Dexia Crédit Local, en s'appuyant sur l'organisation du groupe.

Étant donné l'excellente qualité des instruments financiers, le groupe Dexia Crédit Local prévoit que ces valorisations négatives s'inverseront avec le temps.

- Financial Security Assurance fait l'objet, ainsi que d'autres institutions financières, d'une enquête diligentée par les autorités américaines sur le processus de commercialisation de contrats d'investissement garantis (« GIC's »).

1.2 PÉRIMÈTRE DU GROUPE DEXIA CRÉDIT LOCAL AU 31 DÉCEMBRE 2007



(1) Les 10 % restants sont détenus par Dexia SA.

(2) À compter du 25 mars 2008, la dénomination sociale de Dexia Israël (Public Finance) Ltd. devient Dexia Israel Bank Ltd.

(3) CBX,IA 2 est détenue à 70,85 % par Dexia Crédit Local et à 29,15 % par CBX,IA 1.

## a. Liste des filiales comprises dans la consolidation par intégration globale

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %)
Dexia CLF Banque	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	80
Dexia CLF Immo	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	100
Dexia CLF Régions Bail	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	100
Dexia Kommunalbank Deutschland AG	Charlottenstrasse 82 – D – 10969 Berlin Allemagne	100
Dexia Crediop	Via Venti Settembre 30 – 00187 Roma Italie	70
Dexia Flobail	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	100
Floral	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	100
SISL	180 rue des Aubépines L1145 Luxembourg	100
Crediop Overseas Bank Ltd. <sup>(1)</sup>	P.O. Box 707 G – 1446 West Bay Road – Grand Cayman British West Indies	100
Dexia Crediop per la Cartolarizzazione <sup>(1)</sup>	Via Venti Settembre 30 – 00187 Roma Italie	100
Dexia Crediop Ireland <sup>(1)</sup>	6 George's Dock IFSC DUBLIN 1 – Irlande	100
Dexia Kommunalkredit Bank AG	Turkenstrass 9 – A – 1092 WIEN – Autriche	50,84
Dexia banka Slovensko <sup>(2)</sup>	Hodzova ul. 11 010 11 – Zilina – Slovaquie	84,40
Dexia Kommunalkredit Czech Republic <sup>(2)</sup>	Krakovská 1366/25 – CZ – 110 00 Praha – République Tchèque	100
Dexia Kommunalkredit Bank Polska <sup>(2)</sup>	ul. Sienna 39-00 – 121 Warschau – Pologne	100
Dexia Sofaxis	Route de Créton 18100 Vasselay France	99,98
SNC SOFCAH <sup>(3)</sup>	Route de Créton 18100 Vasselay France	99,98
SNC SOFCAP <sup>(3)</sup>	Route de Créton 18100 Vasselay France	99,98
SARL DS Formation France <sup>(3)</sup>	Route de Créton 18100 Vasselay France	99,98
SNC SOFIM <sup>(3)</sup>	Route de Créton 18100 Vasselay France	99,98
SA Dexia DS Services <sup>(3)</sup>	Route de Créton 18100 Vasselay France	99,98
Dexia Location Longue Durée <sup>(4)</sup>	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	49
Dexia Bail	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,83
Dexia Municipal Agency	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	100
Dexia Israël (Public Finance) Ltd. <sup>(5)</sup>	19 Ha'arbaha str., Hatihon building – Tel Aviv PO BOX 709 – Tel Aviv 61200 – Israël	65,31
Dexia Sabadell (ex Dexia Sabadell Banco Local)	Paseo de las doce Estrellas, 4 Campo de las naciones 28042 Madrid Espagne	60
CBX.IA 1	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	100
CBX.IA 2 <sup>(6)</sup>	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	100
Dexia Crédit Local Asia Pacific Pty Ltd.	Level 23, Veritas House – 207 Kent Street Sydney NSW 2000, Australie	100
Dexia Delaware LLC	15, East North Street – Dover, Delaware 19901 – USA	100

(1) Sociétés consolidées par Dexia Crediop.

(2) Sociétés consolidées par Dexia Kommunalkredit Bank AG.

(3) Sociétés consolidées par Dexia Sofaxis.

(4) Dexia Location Longue Durée est consolidée en intégration globale en raison des relations entre les actionnaires définies contractuellement.

(5) Taux de contrôle de 65,99 %.

(6) CBX.IA 2 est détenue à 70,85 % par Dexia Crédit Local et à 29,15 % par CBX.IA 1.

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %)
Dexia Crédito Local México SA de CV	Torre Hemicor Insurgentes – Sur 826 Piso 10 Ala Sur - CP 03100 Colonia del Valle - Delegacion Benito Juarez Mexico D.F.	100
Dexia México Servicios SA de CV <sup>(7)</sup>	Torre Hemicor Insurgentes – Sur 826 Piso 10 Ala Sur - CP 03100 Colonia del Valle - Delegacion Benito Juarez Mexico D.F.	100
Dexia Holdings Inc.	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	90
Financial Security Assurance Holdings Ltd.	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	99,13
Transaction Services Corporation <sup>(8)</sup>	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	100
CLFG Corp. <sup>(8)</sup>	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	100
FSA Portfolio Management Inc. <sup>(8)</sup>	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	100
FSA Services (Australia) Pty Ltd. <sup>(8)</sup>	Level 23, Veritas House – 207 Kent Street Sydney NSW 2000, Australie	100
Financial Security Assurance Inc. <sup>(8)</sup>	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	100
FSA Insurance Company <sup>(8)</sup>	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	100
Financial Security Assurance (UK) Ltd. <sup>(8)</sup>	1 Angel Court – London, EC2R 7AE Royaume Uni	100
FSA Services (Japan) Inc. <sup>(8)</sup>	Meiji Seimei Kan 5F 2-1-1 Marunouchi Chiyoda-ku Tokyo 100-0000 Japon	100
Financial Security Assurance International Ltd. <sup>(8)</sup>	XL house 3 Bermudiana Road – PO Box HM 11 Hamilton, Bermudes	100
FSA Asset Management LLC <sup>(8)</sup>	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	100
FSA Capital Markets Services LLC <sup>(8)</sup>	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	100
FSA Capital Management Services LLC <sup>(8)</sup>	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	100
FSA Administrative Services LLC NY <sup>(8)</sup>	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	100
FSA Global Funding Ltd. <sup>(8)</sup>	P.O Box 1093 GT, Cowpass Center 2nd Floor, Crewe Road Grand Cayman, Cayman Islands British West Indies	100
Commercial Mortgage Company III-R2, Inc. <sup>(9)</sup>	P.O Box 1093 GT, Cowpass Center 2nd Floor, Crewe Road Grand Cayman, Cayman Islands British West Indies	100
Enterprise Company R, Inc. <sup>(9)</sup>	P.O Box 1093 GT, Cowpass Center 2nd Floor, Crewe Road Grand Cayman, Cayman Islands British West Indies	100
Premier International Funding <sup>(8)</sup>	P.O Box 1093 GT, Cowpass Center 2nd Floor, Crewe Road Grand Cayman, Cayman Islands British West Indies	0
FSA Capital Markets Services (Caymans) Ltd. <sup>(8)</sup>	P.O Box 1093 GT, Cowpass Center 2nd Floor, Crewe Road Grand Cayman, Cayman Islands British West Indies	100
FSA Credit Protection Ltd. UK <sup>(8)</sup>	1 Angel Court – London, EC2R 7AE England	100
FSA Services (Americas) Inc. <sup>(8)</sup>	Paseo de Las Palmas 405-604 Col Lomas de Chapultepec, 11000 Mexico Mexique	100
FSA Mexico Holding Inc. <sup>(8)</sup>	31 West 52nd street – New York, NY 10019 USA	100
FSA International Credit Protection Ltd. (Cayman) <sup>(8)</sup>	Offices of M&C Corporate Services Limited, PO Box 309 GT, Ugland House, South Church Street, George Town, GC, Cayman Islands	100
FSA Seguros Mexico SA <sup>(8)</sup>	Paseo de Las Palmas 405-604 Col Lomas de Chapultepec, 11000 Mexico Mexique	100
FSA Portfolio Asset Limited (UK) <sup>(8)</sup>	1 Angel Court – London, EC2R 7AE Royaume Uni	100
Dexia CAD Funding LLC	445 Park Avenue 7th Floor New York New York 10022 USA	100
Dexia Public Finance Switzerland SA	Rue de Jargonnant 2 – CH 1207 Genève Suisse	100

(7) Société consolidée par Dexia Crédito Local México SA de CV

(8) Sociétés consolidées par FSA Holdings Ltd.

(9) Sociétés consolidées par FSA Global Funding Ltd.

## b. Liste des filiales non consolidées par intégration globale

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %)	Valeur nette comptable des titres y compris ajustement à la juste valeur (En EUR milliers)	Motif de l'exclusion
Dexia Assuréco	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,99	1 798	Importance négligeable
CLF Marne La Vallée Participations	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,94	96	Importance négligeable
Dexia Editions	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,98	138	Importance négligeable
CBX. GEST	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,94	174	Importance négligeable
Dexint Développement	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,89	55	Importance négligeable
Compagnie pour le Foncier et l'Habitat	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	100	3 049	Importance négligeable
Astris Finance	1001 Connecticut Avenue. NW – Suite 905 Washington, D.C. 20036 USA	55	787	Importance négligeable
Dexia Global Structured Finance	445 Park avenue New York NY 10022	100	0	Importance négligeable
Dexia Kommunalkredit Polska sp. z o.o	ul. Sienna 39 00-121 Warschau – Pologne	100	500	Importance négligeable
Guide Pratique de la Décentralisation	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,74	68	Importance négligeable
Dexia Kommunalkredit Bulgaria	19 Karnigradska Sofia 1000 – Bulgarie	100	496	Importance négligeable
Dexia Kommunalkredit Romania	42 Dorobantilor street, 1st district 010573 Bucuresti, Roumanie	100	290	Importance négligeable
Municipalia	Hodzova 11, 010 11 Zilina – Slovaquie	60	18	Importance négligeable
Dexia Kommunalkredit Hungary	Horvat u. 14-24 – 1027 Budapest – Hongrie	100	354	Importance négligeable
Dexia CLF Avenir	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,92	74	Importance négligeable
Dexia CLF Développement	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,83	58	Importance négligeable
Dexia CLF Energy	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,89	56	Importance négligeable
Dexia CLF Organisation	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,89	53	Importance négligeable
Genebus Lease (ex Dexia CLF Energia)	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,89	55	Importance négligeable
SISL UK CO Limited	One Skill street London EC2Y 8HQ Royaume Uni	100	68	Importance négligeable

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %)	Valeur nette comptable des titres y compris ajustement à la juste valeur (En EUR milliers)	Motif de l'exclusion
Dexia Crédit Local Research & Development India Private Ltd.	A/320, Defence Colony, New Dehli 110024 Inde	100	2	Importance négligeable
Dexia Finance	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,97	2 935	Importance négligeable
DCL Investissements	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,76	40	Importance négligeable
DCL Projets	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,76	40	Importance négligeable
Dexiarail	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,76	40	Importance négligeable
Dexshiplease	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,76	40	Importance négligeable
Rodexbail	1 passerelle des Reflets, Tour Dexia, La Défense 2, 92913 La Défense France	99,76	40	Importance négligeable

**c. Liste des filiales contrôlées conjointement consolidées par intégration proportionnelle**

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %)
Domiserve	6 rue André Gide 92320 Châtillon France	50

**d. Liste des filiales contrôlées conjointement non consolidées par intégration proportionnelle**

Néant.

## e. Liste des entreprises mises en équivalence

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %)
Kommunalkredit Austria AG	Turkenstrass 9 – A-1092 WIEN – Autriche	49
Crédit du Nord <sup>(1)</sup>	28, place Rihour 59800 Lille France	10
Kommunalkredit International Bank Ltd. <sup>(2)</sup>	25 Spyrou Araouzou St. – Cy – 3036 Limassol Chypre	100
Kommunalkredit Beteiligungs und Immobilien GmbH <sup>(2)</sup>	Turkenstrass 9 – A-1092 WIEN – Autriche	100
Kommunalleasing GmbH <sup>(2)</sup>	Turkenstrass 9 – A-1092 WIEN – Autriche	50
Kommunalkredit Public Consulting GmbH <sup>(2)</sup>	Turkenstrass 9 – A-1092 WIEN – Autriche	90
Kommunalkredit Depotbank AG (2)	Turkenstrass 9 – A-1092 WIEN – Autriche	100
Kommunalkredit Capital I Ltd. <sup>(2)</sup>	22 Grenville Street, St Helier – Jersey JE4 8PX	100
Orosis Investments Ltd. <sup>(2)</sup>	25 Spyrou Araouzou St. 3304 Limassol Chypre	100
Cymanco Investments Ltd. <sup>(2)</sup>	25 Spyrou Araouzou St. 3304 Limassol Chypre	100
Dexia Epargne Pension	76 rue de la Victoire, 75009 Paris France	25

(1) La participation de 10 % détenue par Dexia Crédit Local s'ajoute à celle de 10 % détenue par Dexia Banque Belgique, et donne au groupe Dexia une influence notable justifiant la mise en équivalence.

(2) Sociétés consolidées par Kommunalkredit Austria AG : certaines en intégration globale (100 %), d'autres mises en équivalence (50 %), Les comptes consolidés de Kommunalkredit Austria AG sont mis en équivalence dans les comptes du groupe Dexia Crédit Local, en raison des relations entre les actionnaires définies contractuellement.



**f. Liste des entreprises associées qui ne sont pas mises en équivalence**

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %)	Valeur nette comptable des titres y compris ajustement à la juste valeur (En EUR milliers)	Motif de l'exclusion
Le Monde Investisseurs	80, bd Auguste Blanqui 75013 Paris France	35,75	3 291	Importance négligeable
Fonds Innovation Plus Nord - Pas-de-Calais	23, rue du 11 novembre 62300 Lens France	37,5	229	Importance négligeable
Cypress Point	Queensgate House Grand Cayman, Cayman Islands British West Indies	23	17	Importance négligeable
Istituto per il Credito Sportivo	Via Giovanbattista Vico, 5 00192 Roma Italie	21,62	24 658	Importance négligeable
SPS - Sistema Permanente di Servizi Scpa in liquidazione e concordato preventivo	Via Livorno, 36 00162 Roma Italie	20,4	0	Importance négligeable
Sogama Crédit Associatif	75, rue Saint-Lazare 75009 Paris France	14,71	815	Importance négligeable
SNC du Chapitre	72, rue riquet 31000 Toulouse	50	4	Importance négligeable
Dexia Fondelec Energy Efficiency and Emissions reduction Fund	Walker house P.O. Box 265 GT George Town, Grand Cayman Cayman Islands, British West Indies	28,2	8 770	Importance négligeable
Impax New Energy Investor	Broughton House 6-8 sackville street – London – W1S 3DG Royaume-Uni	24,99	6 200	Importance négligeable
European public infrastructure managers	283, route d'Arlon – 1150 Luxembourg	20,00	3	Importance négligeable
GIE loco 13 bis	17 cours Valmy – Tour Société Générale 92972 Paris La Défense – France	20,00	0	Importance négligeable
SAS Qualnet	Route de Créton 18100 Vasselay France	25,50	542	Importance négligeable
SAS THEMIS	1 av Eugène Freyssinet 78280 Guyancourt – France	40,50	267	Importance négligeable

## g. Liste des entreprises non consolidées ni mises en équivalence dans lesquelles le groupe détient des droits sociaux représentant 10 % au moins du capital souscrit et dont la valeur comptable est supérieure à EUR 10 millions.

Dénomination	Siège	Fraction du capital détenue (en %)	Capitaux Propres (En EUR milliers)	Résultat (En EUR milliers)	Exercice
XL Financial Assurance	Cumberland House – 1 Victoria street Hamilton, Bermudes	12,90	819 428	3 572	31/12/2006
Barclays European Infrastructure Fund	5 The North Colonnade Canary Wharf London E14 4BB Royaume-Uni	11,30	261	17 947	31/03/2007

### 1.3 RÈGLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION DES COMPTES CONSOLIDÉS

#### a. Normes comptables applicables

##### APPLICATION DES NORMES IFRS ADOPTÉES PAR LA COMMISSION EUROPÉENNE (IFRS EU)

La Commission européenne a publié le 19 juillet 2002 le règlement EC 1606/2002 qui impose aux groupes cotés d'appliquer les normes IFRS à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005. Depuis sa publication en 2002, ce règlement a fait l'objet de plusieurs mises à jour qui valident les différents textes publiés par l'*International Accounting Standards Board* (IASB) à l'exception de certaines règles de la norme IAS 39.

La Commission européenne a en effet supprimé certains paragraphes de la norme IAS 39 visant ainsi à donner la possibilité aux sociétés européennes de refléter clairement dans leurs comptes consolidés les couvertures économiques effectuées dans le cadre de la gestion de leur risque de taux (utilisation de couverture du risque de taux d'un portefeuille et possibilité de couvrir les dépôts).

Les états financiers consolidés de Dexia Crédit Local ont donc été établis suivant les normes IFRS en respectant l'ensemble des normes et des interprétations publiées et adoptées par la Commission européenne à la clôture des comptes.

Les états financiers consolidés sont établis en EUR millions, sauf indications contraires. Ces états sont établis conformément à la recommandation CNC n° 2004-R.03 du 27 octobre 2004.

Lors de l'établissement des états financiers consolidés, la direction est amenée à faire des hypothèses et des estimations qui ont un impact sur les chiffres publiés. Bien que la direction estime avoir utilisé toutes les informations à sa disposition lors de l'établissement de ces prévisions, les chiffres réels pourraient différer des chiffres estimés et ces différences pourraient avoir un effet significatif sur les états financiers consolidés.

#### b. Évolution des normes comptables sur l'exercice

Au cours de l'année 2007, la Commission européenne a adopté les textes suivants de l'IASB et de l'IFRIC :

- La norme :
  - IFRS 8 – Segments opérationnels – Norme applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2009 qui va permettre de mettre l'information sectorielle en ligne avec celle du contrôle de gestion.
- Et les interprétations :
  - IFRIC 10 – Information financière intermédiaire et perte de valeur – Ce texte était déjà appliqué chez Dexia Crédit Local,
  - IFRIC 11 – IFRS 2 – Actions propres et transactions intra-groupe – L'impact de cette analyse est en cours d'interprétation.

##### PREMIÈRE APPLICATION D'IFRS 7 ET DE L'AMENDEMENT À IAS 1 : PRÉSENTATION DES ÉTATS FINANCIERS

Au 1<sup>er</sup> janvier 2007, Dexia Crédit Local a appliqué pour la première fois les exigences d'informations sur les instruments financiers requises par IFRS 7 et l'amendement à IAS 1 – Présentation des états financiers – informations sur le capital. Ces normes n'ont pas d'impact sur la comptabilisation et l'évaluation des instruments financiers et sont sans effet sur le résultat net et sur les fonds propres.

Les nouvelles informations requises par IFRS 7 ont trait principalement à la nature et à l'étendue des expositions aux risques. L'application d'IFRS 7 implique l'ajout ou la modification de plusieurs annexes.

##### RECLASSEMENT DES TITRES PARFAITEMENT COUVERTS PAR DES CDS

Dexia Crédit Local a reclassé les titres parfaitement couverts par des CDS de la ligne « actifs désignés à la juste valeur » vers la ligne « actifs détenus à des fins de transaction » car ce classement reflète mieux l'intention de bénéfice à court terme dans les états financiers consolidés. Dexia a appliqué les principes d'IAS 8 – Méthodes comptables, changements d'estimations comptables et erreurs pour ce reclassement qui n'a d'impact ni en compte de résultat ni au bilan.

L'impact de ce reclassement sur les annexes « actifs désignés à la juste valeur » et « actifs désignés à des fins de transaction » est de EUR 4 965 millions.

À titre informatif, les textes suivants de l'IASB et l'IFRIC, publiés en 2007, n'ont pas été adoptés à fin décembre 2007 par la Commission européenne et ne sont pas applicables à Dexia Crédit Local :

- Les amendements aux normes :
  - IAS 23 – Coûts d’emprunt – Amendement applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2009 qui requiert la capitalisation des coûts d’emprunt. L’impact de cet amendement est en cours d’analyse ;
  - IAS 1 – Présentation des états financiers – Amendement applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2009 concernant la publication d’annexes additionnelles relatives au capital économique de Dexia Crédit Local. L’impact de cet amendement est en cours d’analyse.
- Et les interprétations :
  - IFRIC 13 – Programme de fidélisation clients – Interprétation applicable au 1<sup>er</sup> janvier 2008. Cette interprétation n’a pas d’impact sur Dexia Crédit Local ;
  - IFRIC 14 – IAS 19 Limite des avantages économiques liés au sur-financement d’un régime, obligations de financement minimum et leur interaction – Interprétation applicable à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008. L’impact de cette interprétation est en cours d’analyse.

### c. Principes comptables appliqués aux états financiers consolidés

#### CONSOLIDATION

##### *Périmètre de consolidation*

Les états financiers consolidés comprennent la maison mère, les filiales et les sociétés ad hoc. Les filiales et les sociétés *ad hoc* sont des sociétés pour lesquelles Dexia Crédit Local exerce, directement ou indirectement, un contrôle effectif sur la gestion ou sur la politique financière.

Les filiales entrent dans le périmètre de consolidation dès que le contrôle effectif est transféré à Dexia Crédit Local et sortent du périmètre de consolidation dès que Dexia Crédit Local perd toute influence notable sur ces sociétés. Les opérations et les soldes intra groupe ont été éliminés ainsi que les gains ou pertes latents résultant d’opérations intra groupe. On notera que des pertes intra groupe peuvent constituer un indice d’une perte éventuelle de valeur qui doit être constatée par une dépréciation dans les états financiers consolidés. Des retraitements ont été effectués le cas échéant pour s’assurer de la cohérence des données financières issues des filiales et établies selon les normes locales avec les principes appliqués par Dexia Crédit Local tels que définis dans cette partie.

La part des minoritaires dans les capitaux propres est identifiée sur une ligne distincte. De même, la part des minoritaires dans le résultat de l’exercice est identifiée sur une ligne distincte.

##### *Coentreprises, sociétés contrôlées conjointement*

Une coentreprise résulte d’un accord contractuel par lequel deux parties ou plus entreprennent en commun une activité économique soumise à un contrôle conjoint. Les coentreprises sont consolidées par intégration proportionnelle. Dans les états financiers consolidés, les actifs et passifs, les produits et les charges sont intégrés au prorata de leur pourcentage de détention.

Les opérations intra-groupes subissent le même traitement que celui appliqué aux filiales.

##### *Sociétés associées*

Les sociétés associées sont consolidées par mise en équivalence. Les sociétés associées sont des participations dans lesquelles Dexia Crédit Local exerce une influence notable mais ne possède pas le contrôle. En général, les participations dans lesquelles Dexia Crédit Local possède de 20 % à 50 % des droits de vote relèvent de cette catégorie. Le résultat net de l’exercice auquel est appliqué le pourcentage de détention est comptabilisé comme produit de société associée et la participation dans cette société est comptabilisée au bilan pour un montant égal à l’actif net, y compris les écarts d’acquisition après application du pourcentage de détention.

Les gains latents résultant d’opérations entre Dexia Crédit Local et ses participations mises en équivalence sont éliminés dans la limite de la participation de Dexia Crédit Local. Les pertes latentes sont également éliminées, sauf si l’opération indique une dépréciation de l’actif transféré. L’enregistrement des pertes des sociétés mises en équivalence cesse lorsque le montant de la participation est réduit à zéro, à moins que Dexia Crédit Local ne doive reprendre à son compte ou garantir des engagements de la société associée.

##### *Compensation des actifs et des passifs financiers*

Dans certains cas, les actifs et passifs financiers sont compensés et seul le solde net apparaît au bilan. Cette compensation peut être effectuée lorsqu’il existe un droit réel de compenser les montants et qu’il est dans l’intention des parties que le dénouement de ces actifs et passifs s’effectue de manière compensée ou que lors de la cession de l’actif, le passif soit également cédé concomitamment. Les actifs sont présentés sous une forme brute avant provision et avant imputation d’une éventuelle perte de valeur.

##### *Conversion des opérations et des actifs et passifs libellés en monnaies étrangères*

Les états financiers consolidés sont établis en euros (monnaie de présentation et monnaie fonctionnelle) qui est la monnaie du pays où Dexia Crédit Local est immatriculé.

##### *Conversion des comptes en monnaies étrangères*

Lors de la consolidation, les comptes de résultat et les tableaux de flux de trésorerie des entités étrangères dont la monnaie fonctionnelle est différente de la monnaie de présentation de Dexia Crédit Local sont convertis dans la monnaie de présentation de Dexia Crédit Local (Euro) au cours moyen de l’exercice ou de la période. Les actifs et passifs sont convertis au cours de clôture.

Les différences de change qui résultent de la conversion de participations dans des filiales étrangères ou dans des sociétés associées, de la conversion d’emprunts en monnaies étrangères ou de la conversion d’instruments de couverture du risque de change correspondant sont constatées sous forme d’un écart de conversion comptabilisé en capitaux propres. Lors de la cession d’une telle filiale, l’écart de conversion correspondant est réintégré au compte de résultat.

##### *Opérations en monnaies étrangères*

En ce qui concerne les entités de Dexia Crédit Local, les opérations en monnaies étrangères sont comptabilisées en utilisant le cours de change approximatif à la date de l’opération. Les actifs et passifs monétaires et non monétaires mais comptabilisés à la juste valeur

et libellés en monnaies étrangères existant à la date de la clôture sont comptabilisés au cours de clôture. Les autres actifs et passifs non monétaires sont comptabilisés à leurs cours historiques. Les différences de change qui résultent des actifs et passifs monétaires sont comptabilisées en résultat. Les différences de change des actifs et passifs non monétaires comptabilisées à la juste valeur sont comptabilisées comme des ajustements à la juste valeur.

## DATE DE COMPTABILISATION DES OPÉRATIONS ET DE LEUR RÈGLEMENT

Tous les achats et ventes « normalisés » d'actifs financiers ou de passifs financiers sont comptabilisés à la date de règlement qui est la date à laquelle l'actif financier ou le passif financier est livré par Dexia Crédit Local. Cependant les actifs financiers et les passifs financiers détenus à des fins de transactions sont comptabilisés et décomptabilisés à la date de la transaction. En ce qui concerne les actifs et les passifs comptabilisés à la juste valeur, Dexia Crédit Local comptabilise dès la date de transaction les plus ou moins-values latentes résultant de la réévaluation du contrat à sa juste valeur à la date de l'arrêt des comptes.

Ces plus ou moins-values latentes sont comptabilisées en résultat sauf si cette opération a été classée en couverture de flux de trésorerie (*cash flow hedge*) ou proviennent d'actifs disponibles à la vente.

## ACTIFS FINANCIERS

### *Prêts et créances sur établissements de crédit et sur la clientèle*

Les prêts comptabilisés dans les catégories « Prêts et créances » et qui ne font pas partie des actifs financiers détenus à des fins de transaction, ni des actifs désignés à la juste valeur sur option par résultat, ni des actifs financiers disponibles à la vente, sont comptabilisés au coût amorti c'est-à-dire à leur coût historique, net de toute commission différée, de tout coût annexe au prêt s'il est significatif, et de toute prime ou décote non amortie.

### *Actifs financiers détenus à des fins de transaction*

Les titres détenus à des fins de transaction sont les titres acquis avec l'intention d'en retirer un bénéfice en prenant avantage des variations à court terme des cours, de la marge d'intermédiation ou les titres faisant partie d'un portefeuille dont la gestion est orientée vers les plus-values à court terme. Les titres détenus à des fins de transaction sont comptabilisés initialement à leur juste valeur et sont ensuite revalorisés par variation de juste valeur. Toutes les plus ou moins-values latentes ou réalisées sont comptabilisées sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Les intérêts courus pendant la période de détention de ces titres sont comptabilisés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ». Les dividendes encaissés sont comptabilisés sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ».

Tous les achats ou ventes de titres détenus à des fins de transaction, qui doivent être livrés dans les délais réglementaires ou les délais d'usage des marchés (achats et ventes « normales » de créances) sont comptabilisés à leur date de règlement. Les autres opérations de *trading* sont considérées comme des dérivés jusqu'à la date de règlement (Voir également « Date de comptabilisation des opérations et de leur règlement »).

### *Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sur option*

Ces actifs sont comptabilisés à leur juste valeur. Les plus ou moins-values latentes sont comptabilisées au compte de résultat sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat ». Les intérêts sont calculés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les intérêts sont comptabilisés sous la rubrique « Intérêts et produits assimilés ».

Conformément à l'amendement sur la juste valeur sur option, un actif financier, un passif financier ou un groupe d'instruments financiers peuvent être désignés par une société, à la juste valeur par résultat dès lors que cette application conduit à améliorer l'information. Cette option est utilisée :

- lorsqu'une telle désignation élimine ou réduit de manière significative une incohérence relative à l'évaluation ou la classification qui aurait existé sans l'application de cette option ;
- lorsqu'un groupe d'actifs financiers, de passifs financiers ou les deux sont gérés, et leur performance est évaluée, sur la base de leur juste valeur conformément à une stratégie de gestion des risques ou d'investissements dûment documentée ;
- lorsqu'un instrument contient un dérivé incorporé qui n'est pas étroitement lié au contrat hôte.

L'utilisation de la juste valeur sur option est la résultante d'un choix de principes comptables qui est réalisé pour un instrument financier donné, dès l'origine et sous certaines conditions de documentation.

### *Actifs financiers disponibles à la vente et détenus jusqu'à l'échéance*

La direction décide de la catégorie comptable de l'actif financier au moment de son achat.

Les titres cotés, ayant une échéance donnée, sont comptabilisés sous la rubrique « Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance » (HTM) lorsque la direction a l'intention et la capacité de conserver ces créances jusqu'à leur échéance.

Les titres, prêts et autres créances détenus pour une durée indéfinie et qui peuvent être vendus pour répondre à un besoin de liquidités ou à la suite d'une variation des taux d'intérêts, d'une modification des taux de change ou d'une évolution des cours de bourse sont comptabilisés dans la catégorie « Actifs financiers disponibles à la vente » (AFS).

Les titres, prêts et autres créances sont comptabilisés initialement à leur juste valeur (après coûts de transaction). Les intérêts sont comptabilisés en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif et sont inclus dans la marge d'intérêt. Les actifs financiers disponibles à la vente sont ensuite revalorisés à leur juste valeur en se fondant sur les cours « demandés » (bid) cotés ou en se fondant sur des modèles de flux de trésorerie. Les plus ou moins-values latentes résultant de la variation de la juste valeur des actifs financiers disponibles à la vente sont comptabilisées en capitaux propres.

Les actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (HTM) sont comptabilisés en coût amorti, en utilisant la méthode du taux d'intérêt

effectif après déduction éventuelle d'une dépréciation pour perte de valeur.

**Plus ou moins-values réalisées lors de la vente d'actifs financiers**

Les plus ou moins-values réalisées lors de la vente d'actifs financiers qui ne font pas l'objet de revalorisation par le compte de résultat sont calculées par différence entre le montant reçu (net de frais de transaction) et le coût de l'actif, ou le coût amorti de l'actif. Le coût est déterminé systématiquement (FIFO) sur base de portefeuille.

Lorsqu'un actif financier disponible à la vente est cédé, le total des plus ou moins-values cumulatives antérieurement comptabilisées en capitaux propres est reclassé en résultat.

**Traitement des indemnités de remboursement anticipé**

Dexia Crédit Local a déterminé ses principes pour le traitement des réaménagements de prêts par analogie avec l'AG 62 de l'IAS 39 relatif aux réaménagements de passifs financiers.

Plusieurs cas de traitement des indemnités de remboursement anticipé sont envisagés selon qu'il s'agit d'un remboursement anticipé avec refinancement ou d'un remboursement anticipé sans refinancement (sec).

**Cas des remboursements avec refinancement**

Le traitement de l'indemnité de remboursement diffère selon que les conditions de réaménagement sont substantiellement différentes des conditions initiales.

Par analogie avec les principes de l'AG 62, Dexia Crédit Local considère que les conditions de réaménagements sont substantiellement différentes lorsque la valeur actualisée des flux de trésorerie (valeur actualisée nette) selon les nouvelles conditions, y compris les frais versés nets de ceux reçus, est différente de plus de 10 % de la valeur actualisée des flux de trésorerie restants (valeur actualisée nette) de l'instrument de prêt d'origine.

L'indemnité de remboursement anticipé est prise directement en résultat ou étalée sur la durée de vie du nouveau prêt selon le résultat à ce test d'éligibilité. Si le test d'éligibilité est satisfait (différence des valeurs actualisées nettes inférieure à 10 %), l'indemnité de remboursement anticipé est étalée sur la durée du nouveau prêt. Si le test n'est pas satisfait (différence des valeurs actualisées nettes supérieure à 10 %), l'indemnité de remboursement anticipé est comptabilisée directement en résultat.

**Cas des remboursements sans refinancement**

Lorsque le prêt n'existe plus, Dexia Crédit Local enregistre l'indemnité de remboursement anticipé, ainsi que tous les résidus d'étalement de soulte, en résultat comme un produit de l'exercice conformément aux normes IFRS.

**Dépréciation des actifs financiers**

Dexia Crédit Local déprécie un actif financier lorsqu'il existe une indication objective de perte de valeur de cet actif ou de ce groupe d'actifs comme indiqué par la norme IAS 39 (§ 58-70). La dépréciation représente la meilleure estimation des pertes de valeur de l'actif faite par la direction, à chaque clôture.

Un actif qui génère des intérêts doit être déprécié si son montant à l'actif du bilan est supérieur à sa valeur recouvrable estimée.

Les engagements de hors bilan font également l'objet d'une dépréciation en cas d'incertitude sur la solvabilité de la contrepartie. Les lignes de crédit doivent être dépréciées si la solvabilité du client s'est détériorée au point de rendre douteux le remboursement du capital du prêt et des intérêts afférents.

Il existe deux catégories de dépréciation des actifs financiers :

- **dépréciation spécifique** – Le montant de la dépréciation d'un actif donné est la différence entre sa valeur comptabilisée au bilan et sa valeur recouvrable. La valeur recouvrable d'un actif est la valeur actualisée des flux de trésorerie prévus, nets des garanties et des nantissements. L'actualisation se fait en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif en vigueur au moment où est effectué le test de dépréciation. La dépréciation et la reprise de dépréciation sont comptabilisées au cas par cas comme spécifié par la norme.

Les actifs financiers de faibles montants qui présentent des caractéristiques similaires de risque sont en général regroupés pour une évaluation globale de leur dépréciation.

- **dépréciation collective** – La dépréciation couvre le risque de perte de valeur, en l'absence de dépréciations spécifiques mais lorsqu'il existe un indice objectif laissant penser que des pertes sont probables dans certains segments du portefeuille ou dans d'autres engagements de prêts en cours à la date d'arrêté des comptes. Ces pertes sont estimées en se fondant sur l'expérience et les tendances historiques de chaque segment et en tenant compte également de l'environnement économique dans lequel se trouve l'emprunteur. À cet effet Dexia Crédit Local a constitué un modèle de risque de crédit utilisant une approche combinant probabilités de défauts et perte en cas de défaut. Ce modèle est régulièrement testé *a posteriori*. Il se fonde sur les données de Bâle II et sur les modèles de risque.

La composante risque pays est incluse dans les dépréciations spécifiques et collectives.

Lorsque la direction estime qu'un actif financier est irrécouvrable, il est déprécié à 100 % en dotant le complément nécessaire à la dépréciation éventuelle existante. Si par la suite, des paiements sont reçus au titre de cet actif, ils sont comptabilisés au compte de résultat en « Coût du risque ». Si ultérieurement le montant de dépréciation nécessaire se trouve réduit, suite à un événement donné, la reprise de dépréciation est imputée en coût du risque.

Les actifs disponibles à la vente (AFS) ne sont soumis qu'à la dépréciation spécifique.

Les justes valeurs des actions cotées, classées en actifs disponibles à la vente sont comptabilisées sous la rubrique « Gains ou pertes latents ou différés ». Les dépréciations sont comptabilisées au compte de résultat. Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable est estimée irrécouvrable.

Dexia Crédit Local analyse toute action dont le cours a baissé de plus de 25 %. La direction examine le risque et prend la décision de comptabiliser une perte de valeur sur la base de son risque

d'irrecouvrabilité. Un maintien prolongé de la valeur de marché en dessous de son cours d'acquisition constitue également un indice objectif de perte de valeur. Une perte de valeur constatée sur des actions ne peut pas être reprise en compte de résultat à la suite d'une augmentation ultérieure du cours de la valeur.

La dépréciation des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance (HTM) ou disponibles à la vente (AFS) à revenu fixe est comptabilisée sous la rubrique « Coût du risque ». La dépréciation des actifs financiers disponibles à la vente à revenu variable est comptabilisée sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur actifs financiers disponibles à la vente ».

#### *Opérations de pensions et prêts de titres*

Les titres vendus avec un engagement de rachat (opération de pension) demeurent au bilan et sont considérés comme des actifs financiers détenus à des fins de transaction, comme des actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance ou comme des actifs financiers disponibles à la vente. La contrepartie au passif est incluse sous la rubrique « Dettes envers des établissements de crédit » ou « Dettes envers la clientèle » suivant le cas.

Les titres achetés avec un engagement de revente (*reverse repo*) sont comptabilisés en tant que :

- engagement hors bilan de rendre le titre ; et
- « Prêts et créances sur établissements de crédit » ou « Prêts et créances sur la clientèle » suivant le cas.

La différence entre le prix de vente et le prix d'achat est considérée comme un produit d'intérêt ou une charge d'intérêt. Ce produit ou cette charge est capitalisé et étalé sur la durée du contrat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif. Les titres prêtés à des tiers figurent au bilan.

Les titres empruntés ne figurent pas au bilan.

Si ces titres sont vendus à des tiers, le bénéfice ou la perte est comptabilisé sous la rubrique « Gains ou pertes nets sur instruments financiers à la juste valeur par résultat » et l'obligation de rendre ces valeurs mobilières est comptabilisée à sa juste valeur sous la rubrique « Passifs financiers à la juste valeur par résultat ».

#### **PASSIFS FINANCIERS**

##### *Passifs détenus à des fins de transaction*

Les passifs contractés sur des opérations à des fins de transaction suivent le même traitement comptable que celui appliqué aux prêts et créances faisant l'objet d'opérations de transaction.

##### *Passifs désignés à la juste valeur sur option par résultat*

Les principes appliqués pour les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat sont également applicables pour les passifs.

En 2006, la ligne « Passifs désignés à la juste valeur sur option par résultat » comprenait des dépôts de la clientèle (GIC's) non réévalués pour un montant de 6,7 milliards d'euros. Ce montant avait été classé par erreur avec des opérations de même nature faisant l'objet d'une réévaluation et effectivement désignées à la juste valeur par résultat, et a fait l'objet d'un reclassement vers la ligne « Dettes

envers la clientèle » du bilan comparatif au 31 décembre 2006. Ce reclassement est sans effet sur le résultat.

#### *Emprunts*

Les emprunts sont comptabilisés initialement à leur juste valeur, c'est-à-dire pour leur montant reçu, net des frais de transaction. Ultérieurement, les emprunts sont comptabilisés à leur coût amorti et toute différence entre le montant net reçu et le montant remboursé est comptabilisée au compte de résultat sur la durée de l'emprunt en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif.

La décision d'inclure des dettes au bilan dépend plus de leurs caractéristiques économiques sous-jacentes que de critères juridiques.

#### **DÉRIVÉS**

##### *Dérivés à la juste valeur*

Les instruments financiers dérivés comprennent essentiellement les contrats de change à terme, les contrats de futurs de taux ou de change, les FRA (*forward rate agreement*), les *swaps* de taux ou de change et les options de taux ou de change (émises et achetées). Tous les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur puis sont ensuite revalorisés à leur juste valeur. Les justes valeurs sont obtenues à partir des prix constatés sur les marchés cotés ou en utilisant des modèles de flux de trésorerie ou à partir des modèles d'évaluation d'options suivant le cas.

Le montant porté au bilan comprend la prime payée ou reçue après amortissement, le montant des variations de juste valeur et les intérêts courus, le tout formant la juste valeur du dérivé.

Certains dérivés incorporés dans d'autres instruments financiers sont décomposés et traités comme des dérivés séparés lorsque :

- leurs risques et caractéristiques ne sont pas étroitement liés à ceux du contrat hôte ;
- le contrat hybride n'est pas comptabilisé à la juste valeur par résultat.

##### *Dérivés de couverture*

Lors d'une opération sur dérivé, Dexia Crédit Local classe les dérivés dans les catégories suivantes :

- couverture de la juste valeur d'un actif ou d'un passif ou d'un engagement ferme (couverture de juste valeur) ; ou
- couverture d'un flux de trésorerie futur attribuable à un actif ou à un passif spécifique ou à une transaction future (couverture de flux de trésorerie) ; ou
- couverture d'un investissement net dans une entité étrangère (couverture d'investissement net).

Si le dérivé n'est pas lié à une opération de couverture, il est réputé être un dérivé détenu à des fins de transaction ou comme partie d'une opération désignée à la juste valeur sur option par résultat.

La comptabilité de couverture peut être utilisée pour comptabiliser les dérivés si certaines conditions sont remplies.



Pour qu'un dérivé puisse être comptabilisé en tant que couverture, il faut que les principaux critères suivants soient satisfaits :

- une documentation précise et formalisée sur l'instrument de couverture, sur le sous-jacent à couvrir, sur la stratégie retenue et sur la relation entre l'instrument de couverture et le sous-jacent doit être préparée préalablement à la mise en place de la couverture ;
- une étude doit démontrer que la couverture sera efficace de manière prospective et rétrospective pour neutraliser les variations de juste valeur ou de flux de trésorerie du sous-jacent couvert au cours de l'exercice ou de la période ; et
- la couverture doit démarrer lors de la mise en place de l'instrument et se poursuivre sans interruption.

Les entités de Dexia Crédit Local utilisent des contrats de dérivés internes (couverture interne) essentiellement pour couvrir leur risque de taux. Si les contrats ne peuvent pas être compensés avec des contreparties externes, les conditions d'éligibilité de la relation de couverture ne sont alors pas réunies.

Les contrats de dérivés internes entre divisions distinctes au sein d'une même entité juridique et entre des entités séparées du groupe consolidé peuvent être éligibles à la comptabilité de couverture dans les états financiers consolidés du groupe si, et seulement si, les contrats internes peuvent être compensés par des contrats de dérivés conclus avec des tiers externes au périmètre de consolidation du groupe. Dans ce cas, le contrat externe est considéré comme l'instrument de couverture.

Les variations de juste valeur des dérivés désignés dans une relation de couverture en juste valeur, qui en respectent les critères ci-dessus sont comptabilisées en résultat de même que les variations de juste valeur des actifs ou passifs qui sont l'objet du risque couvert.

Si à un instant donné la couverture ne satisfait plus les critères de comptabilité de couverture, la part revalorisée à la juste valeur de l'élément couvert portant intérêt financier doit être amortie en résultat sur la durée résiduelle de l'élément couvert, sous forme d'un ajustement du rendement de l'élément couvert.

Les variations de juste valeur des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie, qui en respectent les critères et qui ont démontré leur efficacité vis-à-vis du sous-jacent à couvrir, sont comptabilisées dans les capitaux propres sous la rubrique « Gains et pertes latents ou différés » (Voir le tableau de variation de la situation nette consolidée).

La part non efficace de la variation de juste valeur des dérivés est comptabilisée au compte de résultat. Les montants stockés en capitaux propres sont reclassés en compte de résultat et classés comme produits ou charges lorsque l'engagement de couverture ou la transaction prévue impacte le résultat.

Certains dérivés qui fournissent une couverture économique utile à la gestion du risque de Dexia Crédit Local ne peuvent pas bénéficier de la comptabilité de couverture, compte tenu des règles strictes des normes IFRS. Ils sont alors comptabilisés comme des dérivés détenus à des fins de transaction, dont la variation de juste valeur est comptabilisée en résultat.

#### *Couverture du risque de taux d'un portefeuille*

Dexia Crédit Local a décidé d'appliquer la norme IAS 39 telle qu'adoptée par l'Union européenne. En effet la version adoptée permet de présenter d'une manière plus fidèle la manière dont Dexia Crédit Local gère ses activités.

L'objectif des relations de couverture est de réduire le risque de taux qui provient de certaines catégories d'actifs ou de passifs financiers qui sont les éléments à couvrir.

La société effectue une analyse globale de son risque de taux. Cette analyse consiste à évaluer le risque de taux de tous les éléments à taux fixes, générateurs d'un tel risque, comptabilisés au bilan. Cette analyse globale peut exclure certains éléments générateurs de risque tels que les activités de marché financier à condition que le risque qui résulte de telles activités soit suivi activité par activité.

L'entité sélectionne les actifs et passifs financiers qui doivent faire partie de la couverture de risque de taux du portefeuille. Elle définit ensuite, lors de la mise en place du contrat, le risque à couvrir, la durée retenue, la méthode de test et la fréquence à laquelle ce test est effectué. L'entité applique la même méthodologie pour sélectionner les actifs et passifs financiers du portefeuille. Les actifs et passifs financiers sont inclus sur une base cumulative dans toutes les tranches de maturité du portefeuille. En conséquence, lorsque ces éléments sortent du portefeuille, ils doivent être retirés de toutes les tranches de maturité sur lesquelles ils ont un impact.

L'entité peut sélectionner les actifs et passifs qu'elle souhaite placer dans le portefeuille, à condition qu'ils soient inclus dans l'analyse globale. Les dépôts remboursables à première demande peuvent faire partie du portefeuille, sur la base d'une étude sur leur comportement destinée à estimer leur échéance probable. L'entité peut choisir différentes catégories d'actifs ou de passifs tels que les actifs ou portefeuilles de prêts classés comme « disponibles à la vente » comme des éléments à couvrir.

La couverture est composée d'instruments dérivés dont les positions peuvent se compenser. Les éléments de couverture sont comptabilisés à leur juste valeur (y compris les intérêts courus à payer ou à recevoir). Les variations de juste valeur sont comptabilisées au compte de résultat.

Les revalorisations sont comptabilisées au bilan comme :

- revalorisation à la juste valeur du portefeuille de couverture à l'actif ;
- revalorisation à la juste valeur du portefeuille de couverture au passif ;
- un élément inclus sous la rubrique « Prêts et créances disponibles à la vente » (AFS).

Les tests d'efficacité visent à vérifier que l'objectif de couverture est bien atteint, c'est-à-dire que la couverture a effectivement diminué le risque de taux. L'inefficacité ne peut provenir que de montants excédentaires de dérivés résultant d'événements non contractuels survenant sur les catégories d'actifs ou de passifs.



## JUSTE VALEUR DES INSTRUMENTS FINANCIERS

La juste valeur d'un actif est le montant pour lequel il peut être échangé et la juste valeur d'un passif le montant auquel il peut être éteint, entre des parties consentantes et bien informées et agissant dans des conditions de concurrence normale.

Les prix de marché sont utilisés pour évaluer les justes valeurs lorsqu'il existe un marché actif (tel qu'une bourse officielle). Ces prix de marché sont en effet la meilleure estimation de la juste valeur d'un instrument financier. Cependant dans beaucoup de cas, il n'existe pas de prix de marché pour les actifs ou passifs détenus ou émis par Dexia Crédit Local.

Dans le cas où il n'existe pas de prix de marché, la juste valeur doit être déterminée en utilisant d'autres méthodes telles que la valeur actualisée d'un flux de trésorerie ou toute autre méthode fondée sur les conditions de marché existant à la date d'arrêté des comptes. Les valeurs qui résultent de l'utilisation de telles méthodes sont très sensibles aux hypothèses sous-jacentes concernant le montant des flux et leur calendrier ainsi qu'au taux d'actualisation.

Les instruments financiers classés comme « Actifs ou passifs détenus à des fins de transaction » ou comme « Actifs disponibles à la vente », « Actifs ou passifs désignés à la juste valeur sur option par résultat », les instruments dérivés et tout autre contrat faisant l'objet d'opérations de transactions, sont comptabilisés à leur juste valeur en se référant aux cours cotés sur les marchés lorsque de tels cours sont disponibles. Lorsqu'il n'existe pas de cours coté sur un marché, leur juste valeur est obtenue en estimant leur valeur à l'aide de modèles de valorisation de prix ou en utilisant la méthode des flux de trésorerie actualisés.

Lorsqu'il n'existe pas de prix coté pour les instruments financiers classés comme « Actifs ou passifs détenus à la juste valeur par résultat », « Actifs disponibles à la vente » et dérivés, le modèle de valorisation s'efforce de prendre en compte au mieux les conditions de marché à la date de l'évaluation ainsi que les modifications de la qualité de risque de crédit de ces instruments financiers.

Les remarques suivantes peuvent être formulées quant à la détermination de la juste valeur des prêts et créances :

- la juste valeur des prêts à taux fixe et des prêts hypothécaires est estimée par comparaison des taux d'intérêt utilisés, lorsque les prêts ont été accordés, avec les prix de marché sur des prêts similaires ;
- les *caps*, *floors* et indemnités de remboursement anticipé sont inclus dans la détermination de la juste valeur des prêts et créances.

### « Gain ou perte au premier jour de la transaction »

La meilleure représentation de la juste valeur d'un dérivé à l'origine est son prix de transaction (i.e. la juste valeur du montant versé ou reçu) sauf si la juste valeur de cet instrument est :

- soit mise en évidence par la comparaison avec des transactions similaires observables sur le marché à la même date (i.e. sans modification ni restructuration) ;
- soit basée sur des techniques d'évaluation dont les variables incluent seulement des données de marchés observables.

La différence entre le prix de transaction et la juste valeur basée sur une technique d'évaluation est communément dénommée « gain ou perte au premier jour de la transaction ».

Lorsque la juste valeur est déterminée en utilisant des modèles d'évaluations pour lesquelles toutes les données sont observables, Dexia Crédit Local enregistre « le gain ou la perte au premier jour de la transaction » à l'origine dans le compte de résultat.

Lorsque cette information n'existe pas, « le gain ou la perte au premier jour de la transaction » est différé et enregistré dans le compte de résultat dans la mesure où il résulte d'un changement de facteur (incluant le temps) que les participants au marché prendraient en compte dans la fixation du prix. Le montant non comptabilisé « du gain ou de la perte au premier jour de la transaction » est amorti sur la durée résiduelle de la transaction. Si par la suite, les données de marché deviennent observables ou lorsque l'instrument est décomptabilisé, le montant résiduel « du gain ou de la perte au premier jour de la transaction » est enregistré complètement dans le compte de résultat.

## PRODUITS FINANCIERS ET CHARGES FINANCIÈRES

Tous les instruments financiers générant des intérêts voient leurs produits financiers et leurs charges financières comptabilisés au compte de résultat en utilisant la méthode du taux d'intérêt effectif fondée sur le prix d'achat (y compris les coûts de transaction).

Les coûts de transaction sont des coûts complémentaires qui sont directement imputables à l'acquisition d'un actif ou d'un passif financier et qui sont inclus dans le taux d'intérêt effectif. Un coût complémentaire peut être défini comme un coût qui n'aurait pas été supporté si l'acquisition de l'instrument financier n'avait pas été effectuée.

Les intérêts courus sont comptabilisés sous la même rubrique de bilan que les actifs financiers ou les passifs financiers auxquels ils se rapportent.

Lorsqu'un actif financier a fait l'objet d'une dépréciation pour perte de valeur le ramenant à sa valeur recouvrable, les produits d'intérêt sont alors estimés sur la base du taux d'intérêt utilisé pour actualiser les flux de trésorerie qui servent pour calculer sa valeur recouvrable.

## HONORAIRES ET COMMISSIONS : PRODUITS ET CHARGES

La norme IAS 18 régit la comptabilisation des commissions. Suivant cette norme l'essentiel des commissions générées par l'activité de Dexia Crédit Local est étalé sur la durée de l'opération génératrice de commission.

En ce qui concerne les opérations importantes comme les commissions et honoraires résultant de la négociation ou de la participation à la négociation d'une opération pour compte de tiers telle que l'arrangement relatif à l'acquisition de crédits, d'actions ou d'autres valeurs mobilières, ou à l'acquisition ou la vente d'une société, ces commissions et honoraires sont comptabilisés en fonction de l'avancement de l'opération génératrice de commissions.

En ce qui concerne la gestion d'actifs, les produits proviennent essentiellement d'honoraires de gestion et d'administration de SICAV et de fonds communs (FCP). Les produits de ce type d'opérations sont

comptabilisés lorsque le service est rendu. Les bonus ou intéressements ne sont comptabilisés que lorsqu'ils sont définitivement acquis.

Les commissions d'engagement sur des lignes de crédit sont comptabilisées comme faisant partie du taux d'intérêt effectif si la ligne de crédit est utilisée. Si cette ligne n'est pas utilisée cette commission d'engagement est comptabilisée en tant que commission à la date d'expiration de la ligne de crédit.

Lorsqu'une opération tombe dans le champ d'application de la norme IAS 39, la commission relative à cette opération est comptabilisée suivant les normes IFRS à compter de la date de première adoption de la norme IAS 39, c'est-à-dire le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

## ACTIVITÉ D'ASSURANCE

### Principes généraux

La société *Financial Security Assurance* (FSA) (filiale de Dexia Crédit Local située aux États-Unis) est active dans l'activité de rehaussement de crédit des obligations émises par le secteur public et des obligations adossées à des actifs.

Dexia Crédit Local applique l'IFRS 4 qui permet à une société de comptabiliser les contrats d'assurance suivant les règles comptables locales si ces contrats entrent dans le champ d'application de cette norme.

Sur cette base, Dexia Crédit Local a décidé d'utiliser les principes locaux pour valoriser les provisions techniques qui sont traitées par IFRS 4.

Les montants reçus et les montants payés relatifs aux produits d'assurances (y compris les charges de sinistres non vie) sont présentés respectivement en « Produits des autres activités » et « Charges des autres activités ». La « Marge technique des compagnies d'assurance » est indiquée dans une note de bas de page du compte de résultat.

Les pertes et les variations de provisions liées à l'activité de rehaussement de crédit dont la comptabilisation est similaire à celle existante au niveau bancaire sont enregistrées dans le poste « Dépréciations sur prêts et provisions sur engagements de crédits »

L'amortissement des coûts d'acquisition différés est isolé sous une rubrique spéciale au sein des frais généraux.

Tous les autres éléments résultant de l'activité d'assurance sont comptabilisés suivant leur nature au sein du bilan à l'exception des provisions techniques, qui sont identifiées sur une ligne séparée.

### Provisions techniques des sociétés d'assurance

#### Activités de FSA

Un contrat de garantie financière prévoit en général une garantie inconditionnelle et irrévocable, qui protège le titulaire d'une dette financière contre le risque de non-paiement du principal et des intérêts à l'échéance. En cas de défaut de paiement sur une dette assurée, Dexia Crédit Local est en principe tenu de payer le principal, les intérêts et toute autre somme due conformément aux termes de l'échéancier de paiement du contrat, ou à sa discrétion sur une base accélérée. Le contrat sera le cas échéant considéré comme un dérivé ou comme un contrat d'assurance, sur base de certaines caractéristiques économiques ou juridiques.

Les primes brutes et les primes rétrocedées qui ont été payées à l'initiation sont prises en résultat au prorata de l'évolution du montant du risque restant à courir sur la durée attendue du contrat. Les revenus de primes reportées et les primes de réassurance payées à l'avance correspondent à la partie de la prime destinée à couvrir les risques futurs sur les contrats en cours.

Dexia Crédit Local établit des provisions pour risques sur la base d'estimations de pertes spécifiques et non spécifiques. Dexia Crédit Local met également en place des provisions afin d'ajuster les dépenses liées aux pertes, qui se composent du coût estimé de règlement des litiges, des honoraires d'avocats et autres honoraires et charges liées au suivi du litige. Dexia Crédit Local calcule une perte et une provision d'ajustement de perte sur la base des risques identifiés dans le portefeuille assuré. S'il semble vraisemblable qu'un contrat donné puisse donner lieu à une perte à la date de clôture, une provision spécifique est constituée. Pour les risques relatifs aux autres contrats du portefeuille, une provision collective est constituée pour faire face aux pertes de crédit qui peuvent être estimées sur une base statistique.

Dexia Crédit Local constitue une provision spécifique pour la valeur actuelle des pertes estimées, nette des sommes recouvrées lorsque, selon l'avis de la direction, la survenance d'une perte future sur une garantie spécifique donnée est probable et estimable raisonnablement à la date de clôture. Lorsqu'une dette assurée répond aux conditions applicables pour constituer une provision spécifique et que cette transaction prévoit le paiement par annuité de la prime, cette prime, lorsque son paiement est attendu de manière prospective, est comptabilisée comme un recouvrement et non plus comme un revenu de prime.

Une provision spécifique est déterminée sur la base de flux de trésorerie ou de modèles équivalents indiquant pour Dexia Crédit Local l'estimation de la valeur actuelle de la différence prévue entre :

- les paiements attendus sur la dette assurée, majorée des ajustements de pertes anticipés, et ;
- les flux anticipés et les produits à recevoir sur la vente de toute garantie liée à la dette et des récupérations attendues.

La perte estimée, nette de récupération sur une opération est actualisée au taux sans risque applicable à la dette au moment de la constitution de la provision.

Dexia Crédit Local établit une provision collective pour refléter le risque de crédit inhérent à son portefeuille. Les provisions collectives et les provisions spécifiques constituent l'ensemble des provisions de Dexia Crédit Local. Généralement, lorsqu'un crédit assuré vient à se détériorer au point qu'un litige devienne probable, une provision spécifique est constituée.

Le montant de la provision collective englobe tous les niveaux de protection (par exemple : réassurance et sur-collatéralisation). Le montant net du risque restant à couvrir des contrats émis en cours d'année est multiplié par un taux de survenance de défaut et par un facteur de résistance. Les facteurs de perte utilisés sont le taux de survenance des défauts tel que fourni par Moody's et les facteurs de résistance obtenus de S&P. Moody's a été choisi du fait de son importante notoriété, de l'importance de ses échantillonnages

statistiques, du type de statistiques fournies et de la fiabilité des mises à jour de ses paramètres. Dexia Crédit Local applique un facteur d'expérience aux résultats des calculs statistiques.

#### Test d'adéquation des passifs

Un assureur applique le test d'adéquation des passifs pour ses produits d'assurance, conformément à IFRS 4. Dexia Crédit Local évalue à chaque arrêté comptable si les passifs d'assurance comptabilisés sont adéquats, en utilisant une estimation des *cash-flows* actualisés sur ces contrats d'assurance. Ce test est appliqué à tous les contrats d'assurance.

Dans le cadre de l'assurance non vie, le test est un test de suffisance tel que décrit dans IFRS 4, qui détermine si les primes et provisions sont suffisantes pour couvrir tous sinistres déclarés ou susceptibles d'être déclarés dans la période que couvre le contrat.

#### Réassurance

Les contrats de réassurance de Dexia Crédit Local avec des tiers qui présentent suffisamment de caractéristiques pour être classés en contrats d'assurance restent comptabilisés suivant les normes locales.

Un actif de réassurance est déprécié si, et seulement si :

- il existe des preuves tangibles, par suite d'un événement qui est survenu après la comptabilisation initiale de l'actif au titre de réassurance, que le bénéficiaire peut ne pas recevoir tous les montants qui lui sont dus aux termes du contrat ; et si
- cet événement a un impact évaluable de façon fiable sur les montants que le bénéficiaire recevra du réassureur.

Pour mesurer la solvabilité d'un réassureur, Dexia Crédit Local se réfère à sa notation de crédit et à ses règles de dépréciation.

#### Frais d'acquisition différés

Dans les frais d'acquisition différés sont compris les dépenses nécessaires à la production des contrats d'assurance, incluant les commissions payées sur la part réassurée, les coûts imputables au marketing et à l'acquisition, certains frais d'agence, les impôts payés sur les primes et d'autres frais de souscription, et diminuées des commissions sur primes cédées aux réassureurs.

Les coûts d'acquisition différés sont amortis sur la période pendant laquelle les primes du contrat sont perçues. L'amortissement des frais d'acquisition différés est présenté sur une ligne séparée dans les frais généraux.

Si le risque assurantiel est levé avant la fin de la période de couverture initialement prévue, les frais d'acquisition restants sont comptabilisés en résultat. La recouvrabilité des frais d'acquisition différés est déterminée en considérant :

- les produits futurs (les primes différées et les primes futures attendues dans le cadre du versement étalé de la prime) ;
- et la valeur actuelle des pertes anticipées ainsi que les frais de gestion de sinistres.

#### IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles se composent des immeubles de bureau, des matériels et équipements ainsi que des immeubles de placement.

Les immeubles de bureau, les matériels et les équipements sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et des éventuelles pertes de valeur. Le montant amortissable de ces immobilisations est calculé après déduction de leurs valeurs résiduelles. Ces immobilisations sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue.

On trouvera ci-dessous les durées d'utilité pour les principaux types d'immobilisations :

- infrastructure des immeubles : 50 ans ;
- toitures et façades : 30 ans ;
- installations techniques : de 10 à 30 ans ;
- agencements et finitions : de 10 à 30 ans ;
- aménagements des bureaux, mobiliers et matériels : de 2 à 12 ans ;
- matériel informatique : de 3 à 6 ans ;
- véhicules : de 2 à 5 ans.

Une immobilisation corporelle peut être constituée de composants ayant des durées d'utilité différentes. Dans ce cas, chaque composant est amorti de manière séparée sur sa durée de vie d'utilité estimée.

Les pertes de change et les frais financiers résultant du financement spécifique ou non de l'acquisition d'une immobilisation sont comptabilisés en charge. Lorsque la valeur comptable d'une immobilisation figurant au bilan est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, une perte de valeur est constatée et la valeur au bilan de cette immobilisation est ramenée à son montant recouvrable estimé. Les plus ou moins-values de cession des immobilisations sont imputées sur la ligne des « Gains ou pertes nets sur autres actifs ». Les dépenses qui ont pour effet d'augmenter les bénéfices retirés d'une immobilisation ou d'un bien immobilier ou qui contribuent à augmenter leur durée de vie sont capitalisées et amorties.

Les immeubles de placement sont des biens immobiliers détenus pour en retirer des loyers et valoriser le capital investi. Dans certains cas Dexia Crédit Local peut utiliser pour son propre usage une partie d'un immeuble de placement.

Si la partie utilisée par Dexia Crédit Local pour son compte peut être cédée séparément ou faire l'objet d'une location-financement cette partie est comptabilisée isolément. Si par contre la partie utilisée par Dexia Crédit Local n'est pas susceptible d'être vendue séparément, le bien immobilier n'est classé comme immeuble de placement que si la portion utilisée par Dexia Crédit Local ne représente qu'une faible portion de l'investissement total.

Les immeubles de placement sont comptabilisés à leur coût d'acquisition diminué des amortissements et pertes éventuelles de valeur. Les immeubles de placement sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité attendue.

## ACTIFS INCORPORELS

Les actifs incorporels consistent principalement en logiciels acquis ou développés en interne. Le coût de la maintenance de ces logiciels est considéré comme une charge et est comptabilisé au compte de résultat lorsqu'il survient. Cependant les dépenses qui ont pour effet d'améliorer un logiciel ou d'augmenter sa durée de vie de plus d'un an sont capitalisées et viennent augmenter son coût d'origine. Les coûts de développement des logiciels immobilisés sont amortis linéairement sur leur durée d'utilité estimée à compter de la date où ils sont effectivement utilisables. Cette durée d'utilité se situe généralement entre 3 et 5 ans.

Lorsque la valeur comptable d'un actif incorporel figurant au bilan est supérieure à sa valeur recouvrable estimée, une perte de valeur est constatée et la valeur au bilan de cette immobilisation est ramenée à son montant recouvrable estimé. Les gains et les pertes des actifs incorporels sont déterminés par référence à la valeur comptable et inscrits dans les postes « Produit des autres activités » et « Charges des autres activités » dans le compte de résultat. Les dépenses qui ont pour effet d'améliorer ou d'augmenter la valeur des actifs incorporels sont capitalisées et par conséquent dépréciées le cas échéant.

## ÉCARTS D'ACQUISITION

### Écarts d'acquisition positifs

Un écart d'acquisition est la différence entre le prix payé pour l'acquisition d'une filiale ou d'une société associée et la juste valeur de la part de l'actif acquis par Dexia Crédit Local, évaluée à la date de l'acquisition. Les écarts d'acquisition générés par des acquisitions effectuées postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 2004 sont comptabilisés au bilan en tant qu'actifs incorporels.

Dans le cadre des tests de dépréciation (*impairment test*), les écarts d'acquisition sont affectés à des unités génératrices de trésorerie. Les unités génératrices de trésorerie peuvent être des entités juridiques ou être définies sur la base de critères géographiques ou de secteurs d'activités.

Un changement de pourcentage de détention dans une filiale consolidée est considéré comme une opération entre actionnaires. En conséquence si le changement de pourcentage en hausse ou en baisse ne conduit pas à un changement de méthode de consolidation, aucun ajustement n'est apporté à la juste valeur ou au montant de l'écart d'acquisition. La différence entre le montant des actifs nets achetés ou vendus et le prix d'achat ou de vente est comptabilisée directement en capitaux propres.

### Dépréciation des écarts d'acquisition

Le montant des écarts d'acquisition figurant au bilan est analysé systématiquement chaque année ou dès qu'il existe des indices qui laissent à penser que l'écart d'acquisition peut avoir subi une perte de valeur à la suite d'événements particuliers. Lorsque l'on constate que la valeur recouvrable de l'écart d'acquisition est inférieure à la valeur comptabilisée, cette dernière est ramenée à la valeur recouvrable et une perte de valeur est constatée.

### Autres actifs

Les autres actifs sont constitués essentiellement des produits à recevoir (hors intérêts), des paiements effectués d'avance et des

autres débiteurs. On y trouve également des produits d'assurance (primes d'assurance dues, réassurance, etc.), des contrats de promotion immobilière, des stocks et des actifs financiers constituant le financement de plans de retraite des salariés. Ces derniers sont comptabilisés au coût historique amorti, diminué des éventuelles pertes de valeur. Les avantages au personnel sont comptabilisés selon la norme IAS 19.

## CONTRATS DE LOCATION

### Cas où une société de Dexia Crédit Local est le bailleur du contrat de location

Lorsqu'un actif est utilisé dans le cadre d'une location-financement, la valeur actualisée des paiements dus au titre du contrat est comptabilisée comme une créance. La différence entre le montant des paiements dus et leur montant actualisé constitue un produit financier latent. Les loyers perçus sont répartis sur la durée du contrat de location de telle manière que les produits (avant impôt) génèrent un taux de rentabilité constant.

### Cas où une société de Dexia Crédit Local est le preneur du contrat de location

Un contrat de location est qualifié de location-financement si le contrat transfère l'essentiel des risques et des avantages de la possession de l'actif. Un contrat qui n'est pas un contrat de location-financement est un contrat de location simple.

Lorsqu'un contrat de location simple est interrompu avant sa date normale d'échéance, tout paiement fait au bailleur à titre de pénalité est comptabilisé en charge de l'exercice au cours duquel se termine le contrat.

L'amortissement de ces actifs est comptabilisé sous la rubrique « Charges des autres activités ».

Si le contrat transfère au preneur l'essentiel des risques et avantages de la possession de l'actif, la location est qualifiée de location-financement et l'actif est immobilisé. Lors de la mise en place de cette location-financement, l'actif est comptabilisé à sa juste valeur ou à la valeur actualisée du flux des loyers minimaux contractuels, si cette valeur est plus faible. L'actif est amorti sur sa durée d'utilité estimée. Le passif correspondant aux engagements de loyers à payer est comptabilisé comme emprunt et les intérêts calculés selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

## IMPÔT DIFFÉRÉ

Un impôt différé est comptabilisé en utilisant la méthode du report variable dès qu'il existe une différence temporelle entre les valeurs comptables des actifs et passifs tels qu'ils figurent dans les états financiers et leurs valeurs fiscales.

Le taux d'impôt utilisé est celui qui est en vigueur ou sur le point de l'être pour l'exercice en cours.

Un impôt différé actif est constaté uniquement s'il est probable que l'entité concernée disposera de bénéfices imposables futurs suffisants sur lesquels les différences temporaires pourront être imputées.

Un impôt différé est calculé pour toute différence temporaire résultant de participations dans des filiales, entreprises contrôlées conjointement ou sociétés associées, sauf dans le cas où le calendrier

de la reprise de la différence temporaire peut être maîtrisé et où il est peu probable que la différence temporaire s'inversera dans un avenir prévisible.

Les impôts différés qui résultent de la réévaluation d'actifs disponibles à la vente et de couvertures de flux de trésorerie, lesquelles sont comptabilisées directement en capitaux propres, sont également comptabilisés en capitaux propres. Ils sont ensuite comptabilisés en compte de résultat concomitamment avec le bénéfice ou la perte différée.

## AVANTAGES AU PERSONNEL

Le passif résultant des avantages au personnel est égal à la valeur actualisée des flux de paiements futurs estimés. Ce calcul prend en compte les hypothèses actuarielles et démographiques. Le taux d'intérêt utilisé pour l'actualisation est celui des obligations privées notées AA qui ont une échéance proche de l'échéance moyenne du passif résultant des avantages au personnel.

Ce calcul est confié à des actuaires professionnels tant internes qu'externes. Les calculs, les hypothèses et les résultats sont ensuite revus et validés par un actuaire indépendant pour le compte de Dexia Crédit Local. Il garantit que tous les calculs sont harmonisés et respectent les normes IAS 19 et IFRS 2.

### Passifs liés aux retraites

Dexia Crédit Local offre un certain nombre de régimes de retraites tant à cotisations définies qu'à prestations définies à travers le monde. Les actifs de ces régimes sont en général confiés à des compagnies d'assurance externes. Ces régimes sont financés par les versements des employés et par les sociétés de Dexia Crédit Local.

### Régimes à prestations définies

La méthode des unités de crédit projetées est utilisée pour les régimes à prestations définies. Cette méthode permet d'imputer au compte de résultat, le coût de la future retraite sur la durée d'activité prévue du salarié. Dexia Crédit Local a opté pour l'utilisation de la méthode dite du « corridor ». Cette méthode autorise à ne reconnaître en résultat, de façon étalée sur la durée résiduelle moyenne d'activité des salariés, que la fraction des écarts actuariels nets cumulatifs qui excède le corridor. Le corridor est déterminé par la valeur la plus élevée des deux suivantes : 10 % de la valeur actualisée de l'obligation brute ou 10 % de la juste valeur des actifs de couverture du régime.

L'actif de couverture du régime vient normalement en déduction du passif de retraite et c'est le passif net qui est présenté au bilan. Cependant si les actifs sont détenus par une société du groupe, l'actif du régime est présenté en tant qu'actif au bilan.

### Régimes à cotisations définies

Dans le cas de régimes à cotisations définies, le montant est comptabilisé en charge de l'exercice. L'obligation de Dexia Crédit Local se limite à payer le montant que le groupe a accepté de verser dans le fonds pour le compte des salariés.

### Autres avantages postérieurs à l'emploi

Certaines sociétés de Dexia Crédit Local offrent à leurs salariés retraités une contribution au coût de leur assurance maladie. Cet avantage est en général limité aux salariés présents dans l'entreprise au moment de

leur retraite et pouvant justifier d'une certaine ancienneté. Le montant du passif estimé est capitalisé sur la durée d'activité du salarié, en utilisant une méthode semblable à celle utilisée pour le calcul du passif des régimes de retraites à prestations définies.

### Autres avantages à long terme

Ces avantages concernent essentiellement les médailles du travail qui seront remises aux salariés lorsqu'ils y seront éligibles.

### Indemnités de fin de contrat de travail

Ces indemnités sont provisionnées lorsque les conditions d'éligibilité sont remplies.

### Droits aux congés

Les droits aux congés annuels et aux jours d'ancienneté sont provisionnés lorsqu'ils sont dus aux salariés. À cet effet une provision est constituée sur la base des droits acquis par les salariés à la date d'arrêt des comptes, tant pour les congés annuels que pour les jours d'ancienneté.

## PROVISION POUR RISQUES ET CHARGES

Une provision représente un passif dont le montant et la date d'exigibilité ne sont pas connus avec précision.

Les provisions sont comptabilisées pour leur valeur actualisée quand :

- Dexia Crédit Local a une obligation légale ou implicite résultant d'événements passés ;
- il est probable qu'une sortie de ressources représentatives d'avantages économiques sera nécessaire pour éteindre cette obligation ; et
- il est possible d'estimer de manière raisonnablement précise le montant de l'obligation.

## DIVIDENDES DES ACTIONS ORDINAIRES

Les dividendes des actions ordinaires sont comptabilisés dans les capitaux propres de la période au cours de laquelle ces dividendes ont été annoncés (ils doivent être autorisés). Les dividendes de l'exercice qui sont annoncés postérieurement à la date d'arrêt du bilan sont mentionnés dans la note relative aux événements postérieurs à la clôture.

## BÉNÉFICE PAR ACTION

Le bénéfice par action avant dilution est calculé en divisant le résultat net part du groupe disponible qui revient aux actionnaires par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires émises à la fin de l'exercice.

## OPÉRATIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

Deux entités sont considérées comme des parties liées si l'une possède le contrôle de l'autre ou si elle exerce une influence notable sur la politique financière ou sur les décisions courantes de l'autre partie. La maison mère du groupe est Dexia SA, société immatriculée en Belgique. Dans ce cadre, les opérations listées sont celles avec les sociétés ayant des liens capitalistiques et également celles avec les administrateurs.

**INFORMATION SECTORIELLE**

Un secteur est un ensemble identifiable d'activités de Dexia Crédit Local qui, soit fournit des produits ou services donnés (secteur d'activité), soit fournit des produits ou services donnés dans un environnement économique donné (secteur géographique) qui est sujet à des risques et à des avantages économiques différents de ceux d'un autre secteur. Les secteurs dont la majorité des produits provient de ventes à des clients externes et dont le produit net bancaire, le résultat ou les actifs représentent au moins 10 % du total constituent des secteurs présentés séparément.

**Segmentation géographique (segmentation primaire)**

L'activité de Dexia Crédit Local est gérée mondialement. Il existe ainsi quatre segments géographiques principaux indiqués ci-dessous :

- zone euro (pays dont l'euro est la devise) ;
- reste de l'Europe (pays européens n'appartenant pas à la zone euro) ;
- USA ;
- reste du monde.

**Segmentation par activité (segmentation secondaire)**

Les segments d'activité de Dexia Crédit Local sont ceux utilisés par la direction pour la gestion du groupe, pour les décisions stratégiques et pour les décisions opérationnelles.

Dexia Crédit Local est organisé de la manière suivante :

- services financiers au secteur public, financements de projets et rehaussement de crédit ;
- services financiers aux particuliers ;
- trésorerie et marchés financiers ;
- autres.

Le segment « autres » est constitué essentiellement des activités suivantes :

- portefeuilles d'actions non alloués à d'autres segments ;
- fonds propres non alloués ;
- immobilier de rapport, autres actifs corporels et incorporels non affectés aux autres activités ;
- éléments non affectés à d'autres segments.

Le résultat de chaque segment d'activité comprend aussi :

- le résultat des activités commerciales y compris les coûts de gestion de cette activité, les capitaux propres du groupe affectés à cette activité sur la base des encours à moyen et long terme ;
- les intérêts sur les fonds propres économiques. Les fonds propres économiques sont affectés aux activités pour des raisons de gestion interne et les rendements de ces capitaux propres économiques sont des indicateurs utilisés pour mesurer la performance de chaque segment ;
- le coût de financement.

Les actifs et passifs des segments comprennent les actifs et passifs opérationnels qui représentent l'essentiel du bilan mais qui excluent notamment les impôts différés actifs ou passifs.

Les principes comptables utilisés pour les segments sont les mêmes que ceux qui sont indiqués dans le paragraphe ayant trait aux principes comptables utilisés.

**TRÉSORERIE ET ÉQUIVALENTS DE TRÉSORERIE**

Dans la présentation du tableau de flux de trésorerie, la trésorerie et les équivalents de trésorerie sont constitués des liquidités des soldes avec les banques centrales, des prêts et créances sur les établissements de crédit, des prêts et créances sur la clientèle, des instruments financiers détenus à des fins de transaction, des actifs financiers disponibles à la vente, et des actifs financiers du portefeuille à la juste valeur sur option dont l'échéance est inférieure à trois mois.



## 2. NOTES SUR L'ACTIF

### 2.0 CAISSE, BANQUES CENTRALES, CCP (POSTE I DE L'ACTIF)

(En EUR millions)	2006	2007
Caisse	24	27
Réserves obligatoires auprès des banques centrales	1 037	951
Autres avoirs auprès des banques centrales et des offices de chèques postaux	8	575
<b>TOTAL</b>	<b>1 069</b>	<b>1 553</b>
<i>dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	1 069	1 552

### 2.1 ACTIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (POSTE II DE L'ACTIF)

Ce poste comprend à la fois le portefeuille de transaction et les actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat (cf. note 1.3 sur les règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés, point sur les « Actifs financiers désignés à la juste valeur par résultat »).

(En EUR millions)	2006	2007
Prêts et titres	14 017	18 370
Instruments dérivés (voir note 4.1.b)	3 953	5 728
<b>TOTAL</b>	<b>17 970</b>	<b>24 098</b>

#### a. Analyse par contrepartie

(En EUR millions)	2006			2007		
	Détenus à des fins de transaction	Désignés à la juste valeur	Total	Détenus à des fins de transaction	Désignés à la juste valeur	Total
Secteur public	214	242	456	2 104	210	2 314
Établissements de crédit	4 864	144	5 008	4 720	260	4 980
Autres <sup>(1)</sup>	8 359	194	8 553	11 015	61	11 076
<b>TOTAL</b>	<b>13 437</b>	<b>580</b>	<b>14 017</b>	<b>17 839</b>	<b>531</b>	<b>18 370</b>
<i>dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	286	0	286	153	0	153
<i>dont inclus en location-financement</i>	0	0	0	0	0	0

(1) En 2006, le groupe Dexia Crédit Local a reclassé ses titres parfaitement couverts par des CDS (Negative Basis Trade) de la ligne « Actifs désignés à la juste valeur » vers la ligne Actifs détenus à des fins de transactions pour un montant de EUR 5 milliards.

## b. Analyse par nature

(En EUR millions)	2006			2007		
	Détenus à des fins de transaction	Désignés à la juste valeur	Total	Détenus à des fins de transaction	Désignés à la juste valeur	Total
Prêts	181	179	360	423	140	563
Obligations émises par des entités publiques	137	234	371	112	210	322
Autres obligations et instruments à revenu fixe <sup>(1)</sup>	13 119	167	13 286	17 304	158	17 462
Actions et instruments à revenu variable	0	0	0	0	23	23
<b>TOTAL</b>	<b>13 437</b>	<b>580</b>	<b>14 017</b>	<b>17 839</b>	<b>531</b>	<b>18 370</b>

(1) En 2006, le groupe Dexia Crédit Local a reclassé ses titres parfaitement couverts par des CDS (Negative Basis Trade) de la ligne « Actifs désignés à la juste valeur » vers la ligne Actifs détenus à des fins de transactions pour un montant de EUR 5 milliards.

## c. Bons du trésor et autres obligations éligibles au refinancement auprès des banques centrales

(En EUR millions)	2006	2007
<b>TOTAL</b>	<b>2</b>	<b>5</b>

## d. Titres donnés en pension livrée (repo)

(En EUR millions)	2006	2007
Inclus dans les obligations émises par des entités publiques	0	9
Inclus dans les autres obligations et instruments à revenu fixe	3 633	561

## e. Analyse par échéances et par taux d'intérêt : voir notes 7.7 et 7.4

## f. Analyse de la juste valeur : voir note 7.1

Le groupe Dexia Crédit Local utilise l'option juste valeur principalement pour éliminer, ou réduire de manière significative, une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation (parfois appelée « non-concordance comptable ») qui, autrement, découlerait de l'évaluation des actifs financiers ou de la comptabilisation des profits ou pertes sur ceux-ci selon des bases différentes.

La juste valeur des instruments financiers non cotés a été déterminée à l'aide d'outils de *pricing* et de procédures définies par le *Risk Management Group*. Les outils de *pricing* sont des modèles d'actualisation de *cash flows* qui permettent de déterminer la valeur actuelle sur base d'une courbe de taux applicable pour des titres de caractéristiques équivalentes.



## 2.2 ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE (POSTE IV DE L'ACTIF)

### a. Analyse par contrepartie

(En EUR millions)	2006	2007
Secteur public	50 058	54 908
Établissements de crédit	29 082	33 786
Autres	34 895	41 960
<b>Actifs ordinaires</b>	<b>114 035</b>	<b>130 654</b>
Prêts dépréciés	0	0
Obligations émises par des entités publiques dépréciées	0	0
Autres obligations et instruments à revenu fixe dépréciés	11	9
Actions et autres instruments à revenu variable dépréciés	413	165
<b>Actifs dépréciés</b>	<b>424</b>	<b>174</b>
<b>Total Actifs avant dépréciation</b>	<b>114 459</b>	<b>130 828</b>
Dépréciation spécifique	(99)	(67)
Dépréciation collective	0	0
<b>TOTAL DES ACTIFS APRÈS DÉPRÉCIATION</b>	<b>114 360</b>	<b>130 761</b>
<i>Dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	2 632	2 207

### b. Analyse par nature

(En EUR millions)	2006	2007
Prêts	0	0
Obligations émises par des entités publiques	39 366	46 253
Autres obligations et instruments à revenu fixe	73 892	83 806
Actions et instruments à revenu variable	1 201	769
<b>TOTAL</b>	<b>114 459</b>	<b>130 828</b>

### c. Transferts entre portefeuilles

(En EUR millions)	2006	2007
Titres détenus jusqu'à leur échéance transférés à la catégorie disponibles à la vente durant l'année	0	0
Résultats latents comptabilisés en fonds propres relatifs aux titres détenus jusqu'à leur échéance transférés	0	0
Titres transférés au portefeuille détenu jusqu'à l'échéance durant l'année	0	0
Impact sur les fonds propres relatif au transfert vers le portefeuille détenu jusqu'à l'échéance	0	0

**d. Obligations convertibles incluses dans le portefeuille disponible à la vente**

Néant.

**e. Analyse par échéances et par taux d'intérêt : voir notes 7.7 et 7.4**

**f. Analyse de la juste valeur : voir note 7.1**

**g. Analyse qualitative : voir la note 2.13 « Qualité des actifs financiers »**

**2.3 PRÊTS ET CRÉANCES SUR ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (POSTE V DE L'ACTIF)**

**a. Analyse par nature**

(En EUR millions)	2006	2007
Comptes nostro	1 751	808
Créances résultant de pensions reçues (reverse repo)	2 695	2 274
Prêts et autres créances sur établissements de crédit	15 766	17 750
<b>Actifs ordinaires</b>	<b>20 212</b>	<b>20 832</b>
Prêts et créances dépréciés	0	0
<b>Actifs dépréciés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Actifs avant dépréciation</b>	<b>20 212</b>	<b>20 832</b>
Dépréciation spécifique	0	0
Dépréciation collective	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>20 212</b>	<b>20 832</b>
<i>dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	6 806	9 948
<i>dont inclus en location-financement</i>	0	0

**b. Analyse par échéances et par taux d'intérêt : voir notes 7.7 et 7.4**

**c. Analyse de la juste valeur : voir note 7.1**

**d. Analyse qualitative : voir la note 2.13 « Qualité des actifs financiers »**

## 2.4 PRÊTS ET CRÉANCES SUR LA CLIENTÈLE (POSTE VI DE L'ACTIF)

### a. Analyse par contrepartie

(En EUR millions)	2006	2007
Secteur public	104 901	109 904
Autres	24 202	36 758
<b>Actifs ordinaires</b>	<b>129 103</b>	<b>146 662</b>
Prêts et créances dépréciés	293	179
<b>Actifs dépréciés</b>	<b>293</b>	<b>179</b>
<b>Total Actifs avant dépréciation</b>	<b>129 396</b>	<b>146 841</b>
Dépréciation spécifique	(94)	(52)
Dépréciation collective	(171)	(221)
<b>TOTAL</b>	<b>129 131</b>	<b>146 568</b>
<i>dont inclus en location-financement</i>	1 148	1 294

### b. Analyse par échéances et par taux d'intérêt : voir notes 7.7 et 7.4

### c. Analyse de la juste valeur : voir note 7.1

### d. Analyse qualitative : voir la note 2.13 « Qualité des actifs financiers »

## 2.5 ACTIFS FINANCIERS DÉTENUS JUSQU'À L'ÉCHÉANCE (POSTE VIII DE L'ACTIF)

### a. Analyse par contrepartie

(En EUR millions)	2006	2007
Secteur public	1 084	1 015
Établissements de crédit	96	75
Autres	184	182
<b>Actifs ordinaires</b>	<b>1 364</b>	<b>1 272</b>
Obligations émises par des entités publiques dépréciées	0	0
Autres obligations et instruments à revenu fixe dépréciés	0	0
<b>Actifs dépréciés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total Actifs avant dépréciation</b>	<b>1 364</b>	<b>1 272</b>
Dépréciation spécifique	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 364</b>	<b>1 272</b>

**b. Analyse par nature**

(En EUR millions)	2006	2007
Obligations émises par des entités publiques	788	731
Autres obligations et instruments à revenu fixe	576	541
<b>TOTAL</b>	<b>1 364</b>	<b>1 272</b>

**c. Analyse par échéances et par taux d'intérêt : voir notes 7.7 et 7.4**

**d. Analyse de la juste valeur : voir note 7.1**

**e. Analyse qualitative : voir la note 2.13 « Qualité des actifs financiers »**

**2.6 ACTIFS D'IMPÔTS (POSTES IX ET X DE L'ACTIF)**

(En EUR millions)	2006	2007
Impôts courants sur les bénéfices	122	142
Autres taxes	19	19
<b>Actifs d'impôts courants</b>	<b>141</b>	<b>161</b>
<b>Actifs d'impôts différés (voir note 4.2)</b>	<b>67</b>	<b>436</b>

**2.7 COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS (POSTE XI DE L'ACTIF)**

(En EUR millions)	2006	2007
Autres actifs	465	391
Autres actifs spécifiques aux compagnies d'assurance	1 053	1 074
Cash collatéraux	8 107	5 859
<b>COMPTES DE RÉGULARISATION ET ACTIFS DIVERS</b>	<b>9 625</b>	<b>7 324</b>
<i>dont inclus en trésorerie et équivalents de trésorerie</i>	8 107	5 848

## a. Autres actifs

Analyse par nature (En EUR millions)	2006	2007
Produits à recevoir	6	7
Charges payées d'avance	14	12
Débiteurs divers et autres actifs	445	372
Actifs du plan	0	0
Contrats de construction à long terme	0	0
Stocks	0	0
<b>Actifs ordinaires</b>	<b>465</b>	<b>391</b>
<b>Actifs dépréciés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des actifs avant dépréciation</b>	<b>465</b>	<b>391</b>
Dépréciation spécifique	0	0
Dépréciation collective	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>465</b>	<b>391</b>

## b. Autres actifs spécifiques aux compagnies d'assurance

Analyse par nature (En EUR millions)	2006	2007
Part des réassureurs dans les réserves techniques	0	0
Créances résultant de transactions d'assurance directes	31	42
Primes à émettre	0	0
Coûts d'acquisition des contrats	259	236
Autres actifs d'assurance	763	796
<b>Actifs ordinaires</b>	<b>1 053</b>	<b>1 074</b>
Actifs d'assurance dépréciés	0	0
<b>Actifs dépréciés</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Total des actifs avant dépréciation</b>	<b>1 053</b>	<b>1 074</b>
Dépréciation spécifique	0	0
Dépréciation collective	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 053</b>	<b>1 074</b>

## 2.8 PARTICIPATIONS DANS DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE (POSTE XIII DE L'ACTIF)

### a. Valeur comptable

(En EUR millions)	2006	2007
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>386</b>	<b>417</b>
• Acquisitions	33	0
• Cessions	0	0
• Modification de périmètre (entrées) <sup>(2)</sup>	0	22
• Modification de périmètre (sorties)	(44)	0
• Résultat avant impôt de l'exercice	76	81
• Impôt de l'exercice	(19)	(20)
• Dividendes payés	(17)	(21)
• Gains ou pertes latents ou différés	4	(35)
• Variation des écarts d'acquisition (voir ci-dessous) <sup>(2)</sup>	0	14
• Dépréciations actées	0	0
• Dépréciations reprises et annulées	0	0
• Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	(2)	1
• Autres variations	0	0
<b>Au 31 décembre</b>	<b>417</b>	<b>459</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre appliquée aux soldes en devises au 1<sup>er</sup> janvier que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

(2) Dexia Epargne Pension est mise en équivalence au 1<sup>er</sup> octobre 2007.

## b. Écarts d'acquisition inclus dans la valeur comptable

(En EUR millions)	2006	2007
<b>Coût d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>106</b>	<b>106</b>
• Modification de périmètre (entrées) <sup>(2)</sup>	0	14
• Modification de périmètre (sorties)	0	0
• Transferts	0	0
• Ajustement post-acquisition	0	0
• Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0
• Autres variations	0	0
<b>Coût d'acquisition au 31 décembre</b>	<b>106</b>	<b>120</b>
<b>Amortissements cumulés au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(23)</b>	<b>(23)</b>
<b>Amortissements cumulés au 31 décembre</b>	<b>(23)</b>	<b>(23)</b>
<b>Dépréciations cumulées au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
• Dotations	0	0
• Reprises, utilisations et annulations	0	0
• Modification de périmètre (entrées)	0	0
• Modification de périmètre (sorties)	0	0
• Transferts	0	0
• Ajustement post-acquisition	0	0
• Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0
• Autres variations	0	0
<b>Dépréciations cumulées au 31 décembre</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>83</b>	<b>97</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre appliquée aux soldes en devises au 1<sup>er</sup> janvier que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

(2) L'écart d'acquisition constaté sur Dexia Épargne Pension représente pour l'essentiel la variation de valeur de l'immeuble apporté par CLF Patrimoniale.

## c. Liste des principales entreprises associées au 31 décembre 2007

(En EUR millions)	Année d'acquisition	Écart d'acquisition	Valeur comptable au 31/12/2007	Juste valeur au 31/12/2007
Kommunalkredit Austria AG	1992	12	169	397
Crédit du Nord	2000	71	254	410
Dexia Épargne Pension	2007	14	36	36
<b>TOTAL</b>		<b>97</b>	<b>459</b>	<b>843</b>

## 2.9 IMMEUBLES DE PLACEMENT ET IMMOBILISATIONS CORPORELLES (POSTES XIV ET XV DE L'ACTIF)

### a. Variations

(En EUR millions)	Immeubles de placement	Immobilisations corporelles					Total
		Terrains et bâtiments		Mobilier de bureau et autres équipements			
		Usage propre Propriétaire	Usage propre Location financement	Usage propre Propriétaire	Usage propre Location financement	Location simple	
<b>Coût d'acquisition au 01/01/2006</b>	<b>6</b>	<b>409</b>	<b>0</b>	<b>164</b>	<b>0</b>	<b>38</b>	<b>611</b>
• Acquisitions	0	15	0	18	0	21	54
• Ajustement post acquisition	0	0	0	0	0	0	0
• Cessions et désaffectations	0	0	0	(24)	0	(5)	(29)
• Modification de périmètre (entrées)	0	0	0	0	0	0	0
• Modification de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0	0	0
• Transferts	0	0	0	0	0	0	0
• Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	2	0	(3)	0	0	(1)
• Autres variations	0	0	0	0	0	0	0
<b>Coût d'acquisition au 31/12/2006</b>	<b>6</b>	<b>426</b>	<b>0</b>	<b>155</b>	<b>0</b>	<b>54</b>	<b>635</b>
<b>Amortissements et dépréciations cumulés au 01/01/2006</b>	<b>(4)</b>	<b>(29)</b>	<b>0</b>	<b>(105)</b>	<b>0</b>	<b>(12)</b>	<b>(146)</b>
• Ajustement post acquisition	0	0	0	0	0	0	0
• Dotations	0	(3)	0	(11)	0	(8)	(22)
• Reprises et désaffectations	0	0	0	23	0	3	26
• Modification de périmètre (entrées)	0	0	0	0	0	0	0
• Modification de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0	0	0
• Transferts	0	0	0	0	0	0	0
• Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	0	1	0	0	1
• Autres variations	0	0	0	0	0	0	0
<b>Amortissement et dépréciations cumulés au 31/12/2006</b>	<b>(4)</b>	<b>(32)</b>	<b>0</b>	<b>(92)</b>	<b>0</b>	<b>(17)</b>	<b>(141)</b>
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12/2006</b>	<b>2</b>	<b>394</b>	<b>0</b>	<b>63</b>	<b>0</b>	<b>37</b>	<b>494</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre appliquée aux soldes en devises au 1<sup>er</sup> janvier que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.



	Immeubles de placement	Immobilisations corporelles					Total
		Terrains et bâtiments		Mobiliers de bureau et autres équipements			
		Usage propre Propriétaire	Usage propre Location financement	Usage propre Propriétaire	Usage propre Location financement	Location simple	
(En EUR millions)							
<b>Coût d'acquisition au 01/01/2007</b>	<b>6</b>	<b>426</b>	<b>0</b>	<b>155</b>	<b>0</b>	<b>54</b>	<b>635</b>
• Acquisitions	0	16	0	15	0	29	60
• Ajustement post acquisition	0	0	0	0	0	0	0
• Cessions et désaffectations	(6)	(1)	0	(18)	0	(7)	(26)
• Modification de périmètre (entrées)	0	0	0	0	0	0	0
• Modification de périmètre (sorties) <sup>(2)</sup>	0	(19)	0	0	0	0	(19)
• Transferts	0	3	0	(8)	0	0	(5)
• Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	1	0	(3)	0	0	(2)
• Autres variations	0	0	0	0	0	0	0
<b>Coût d'acquisition au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>426</b>	<b>0</b>	<b>141</b>	<b>0</b>	<b>76</b>	<b>643</b>
<b>Amortissements et dépréciations cumulés au 01/01/2007</b>	<b>(4)</b>	<b>(32)</b>	<b>0</b>	<b>(92)</b>	<b>0</b>	<b>(17)</b>	<b>(141)</b>
• Ajustement post acquisition	0	0	0	0	0	0	0
• Dotations	0	(8)	0	(12)	0	(10)	(30)
• Reprises et désaffectations	4	0	0	17	0	4	21
• Modification de périmètre (entrées)	0	0	0	0	0	0	0
• Modification de périmètre (sorties)	0	3	0	0	0	0	3
• Transferts	0	0	0	4	0	0	4
• Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	0	1	0	0	1
• Autres variations	0	0	0	(2)	0	0	(2)
<b>Amortissement et dépréciations cumulés au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>(37)</b>	<b>0</b>	<b>(84)</b>	<b>0</b>	<b>(23)</b>	<b>(144)</b>
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>389</b>	<b>0</b>	<b>57</b>	<b>0</b>	<b>53</b>	<b>499</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre appliquée aux soldes en devises au 1<sup>er</sup> janvier que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

(2) Les cessions d'immeubles pour une valeur brute de EUR 19 millions sont liées à la déconsolidation de CLF Patrimoniale suite à son absorption par Dexia Epargne Pension mise en équivalence.

## b. Juste valeur des immeubles de placement

Néant.

## c. Dépenses immobilisées pour la construction d'immobilisations corporelles

Néant.

## d. Obligations contractuelles relatives aux immeubles de placement à la clôture

Néant.

## 2.10 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (POSTE XVI DE L'ACTIF)

(En EUR millions)	2006			2007		
	Logiciels développés en interne	Autres immobilisations incorporelles <sup>(2)</sup>	Total	Logiciels développés en interne	Autres immobilisations incorporelles <sup>(2)</sup>	Total
<b>Coût d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>127</b>	<b>89</b>	<b>216</b>	<b>144</b>	<b>98</b>	<b>242</b>
• Acquisitions	17	17	34	27	19	46
• Ajustement post-acquisition	0	0	0	0	0	0
• Cessions et désaffectations	0	(3)	(3)	(2)	(1)	(3)
• Modification de périmètre (entrées)	0	0	0	0	1	1
• Modification de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0	0
• Transferts	0	0	0	(2)	(2)	(4)
• Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	(1)	(1)	0	(1)	(1)
• Autres variations	0	(4)	(4)	0	(1)	(1)
<b>Coût d'acquisition au 31 décembre</b>	<b>144</b>	<b>98</b>	<b>242</b>	<b>167</b>	<b>113</b>	<b>280</b>
<b>Amortissements et dépréciations cumulés au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(91)</b>	<b>(65)</b>	<b>(156)</b>	<b>(106)</b>	<b>(76)</b>	<b>(182)</b>
• Ajustement post-acquisition	0	0	0	0	0	0
• Dotations	(15)	(13)	(28)	(19)	(13)	(32)
• Reprises et désaffectations	0	2	2	0	0	0
• Modification de périmètre (entrées)	0	0	0	0	0	0
• Modification de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0	0
• Transferts	0	0	0	2	2	4
• Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0	0	0	1	1
• Autres variations	0	0	0	0	0	0
<b>Amortissements et dépréciations cumulés au 31 décembre</b>	<b>(106)</b>	<b>(76)</b>	<b>(182)</b>	<b>(123)</b>	<b>(86)</b>	<b>(209)</b>
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>38</b>	<b>22</b>	<b>60</b>	<b>44</b>	<b>27</b>	<b>71</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre appliquée aux soldes en devises au 1<sup>er</sup> janvier que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

(2) les autres immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des achats de logiciels.

## 2.11 ÉCARTS D'ACQUISITION (POSTE XVII DE L'ACTIF)

### a. Variations

(En EUR millions)	2006	2007
<b>Coût d'acquisition au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>1 703</b>	<b>1 703</b>
• Acquisitions	0	0
• Ajustement post-acquisition	0	0
• Cessions	0	0
• Modification de périmètre (entrées) <sup>(2)</sup>	0	2
• Modification de périmètre (sorties)	0	0
• Transferts	0	0
• Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0
• Autres variations	0	0
<b>Coût d'acquisition au 31 décembre</b>	<b>1 703</b>	<b>1 705</b>
<b>Amortissements et dépréciations cumulés au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(318)</b>	<b>(318)</b>
• Ajustement post-acquisition	0	0
• Dotations	0	0
• Reprises, utilisations et annulations	0	0
• Modification de périmètre (entrées)	0	0
• Modification de périmètre (sorties)	0	0
• Transferts	0	0
• Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	0	0
• Autres variations	0	0
<b>Amortissements et dépréciations cumulés au 31 décembre</b>	<b>(318)</b>	<b>(318)</b>
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31 DÉCEMBRE</b>	<b>1 385</b>	<b>1 387</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre appliquée aux soldes en devises au 1<sup>er</sup> janvier que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

(2) Cet écart d'acquisition est lié à la première consolidation de Dexia Kommunalkredit Polska.

Chacun de ces écarts d'acquisition a fait l'objet d'un test de dépréciation au 31 décembre 2007 : aucun ajustement n'a été nécessaire.

## b. Détail des principaux écarts d'acquisition nets

(En EUR millions)	Année d'acquisition	Écarts d'acquisition
Dexia Crediop	1996	129
Dexia Sofaxis	1999	59
Financial Security Assurance Holdings Ltd.	2000	1 181
Dexia banka Slovensko	2000	4
Dexia Israël (Public Finance) Ltd.	2001	12
Dexia Kommunalkredit Polska	2007	2
<b>TOTAL</b>		<b>1 387</b>

## 2.12 CONTRATS DE LOCATION

### a. Le groupe en tant que bailleur

#### LOCATION FINANCEMENT

Investissement brut en location financement (En EUR millions)	2006	2007
À moins d'un an	98	126
Entre 1 an et 5 ans	278	337
Supérieur à 5 ans	770	829
<b>Sous-total (1)</b>	<b>1 146</b>	<b>1 292</b>
Produits financiers non acquis sur location financement (2)	0	0
<b>INVESTISSEMENT NET EN LOCATION FINANCEMENT (1)-(2)</b>	<b>1 146</b>	<b>1 292</b>

Informations complémentaires (En EUR millions)	2006	2007
Montant des loyers conditionnels comptabilisé en résultat au cours de l'exercice	0	0
Créances irrécouvrables sur locations financements incluses dans la dépréciation pour pertes sur prêts à la fin de l'exercice	1	1
Valeur résiduelle non garantie par les locataires	0	0
Juste valeur estimée des locations financements	1 149	1 293
Dépréciation pour loyers minimums irrécouvrables	1	1

## LOCATION SIMPLE

Montant minimal des loyers futurs nets à recevoir au titre des locations simples (En EUR millions)	2006	2007
À moins d'un an	9	17
Entre 1 an et 5 ans	14	36
Au-delà de 5 ans	0	8
<b>TOTAL</b>	<b>23</b>	<b>61</b>
Montant des loyers conditionnels comptabilisé en résultat au cours de l'exercice	0	0

## b. Le groupe en tant que locataire

### LOCATION FINANCEMENT

Néant.

### LOCATION SIMPLE

Montant minimal des loyers nets futurs au titre des locations simples irrévocables (En EUR millions)	2006	2007
À moins d'un an	18	15
Entre 1 an et 5 ans	43	42
Au-delà de 5 ans	106	79
<b>TOTAL</b>	<b>167</b>	<b>136</b>
Montant minimal des recettes de sous-locations attendues au titre de sous-locations irrévocables à la date du bilan	0	2

Loyers et sous-loyers comptabilisés en charge au cours de l'exercice (En EUR millions)	2006	2007
Loyers minimums	28	31
Loyers conditionnels	0	0
Sous-loyers	0	(1)
<b>TOTAL</b>	<b>28</b>	<b>30</b>

## 2.13 QUALITÉ DES ACTIFS FINANCIERS

Analyse des actifs financiers ordinaires (En EUR millions)	2006	2007
Prêts et créances sur établissements de crédit	20 212	20 832
Prêts et créances sur la clientèle	129 103	146 662
Titres détenus jusqu'à leur échéance	1 364	1 272
Prêts et titres disponibles à la vente	114 035	130 654
Actifs ordinaires de compagnies d'assurance (note 2.7)	1 053	1 074
Débiteurs divers et autres actifs (note 2.7)	445	372
<b>TOTAL DES ACTIFS FINANCIERS ORDINAIRES</b>	<b>266 212</b>	<b>300 866</b>
Dépréciation collective sur actifs financiers ordinaires	(171)	(221)
<b>TOTAL NET DES ACTIFS FINANCIERS ORDINAIRES</b>	<b>266 041</b>	<b>300 645</b>

(En EUR millions)	Montant brut		Provision spécifique sur actifs financiers		Montant net	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007
<b>Analyse des actifs financiers dépréciés</b>						
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	293	179	(94)	(52)	199	127
Titres détenus jusqu'à leur échéance	0	0	0	0	0	0
Prêts et titres disponibles à la vente	424	174	(99)	(67)	325	107
Actifs de compagnies d'assurance (note 2.7)	0	0	0	0	0	0
Débiteurs divers et autres actifs (note 2.7)	0	0	0	0	0	0
<b>Total des actifs financiers dépréciés</b>	<b>717</b>	<b>353</b>	<b>(193)</b>	<b>(119)</b>	<b>524</b>	<b>234</b>

<b>Actifs financiers ordinaires et dépréciés</b>						
Prêts et créances sur établissements de crédit	20 212	20 832	0	0	20 212	20 832
Prêts et créances sur la clientèle	129 396	146 841	(94)	(52)	129 302	146 789
Titres détenus jusqu'à leur échéance	1 364	1 272	0	0	1 364	1 272
Prêts et titres disponibles à la vente	114 459	130 828	(99)	(67)	114 360	130 761
Actifs de compagnies d'assurance (note 2.7)	1 053	1 074	0	0	1 053	1 074
Débiteurs divers et autres actifs (note 2.7)	445	372	0	0	445	372
<b>Total des actifs financiers ordinaires et dépréciés</b>	<b>266 929</b>	<b>301 219</b>	<b>(193)</b>	<b>(119)</b>	<b>266 736</b>	<b>301 100</b>
Dépréciation collective sur actifs financiers	(171)	(221)	0	0	(171)	(221)
<b>TOTAL NET</b>	<b>266 758</b>	<b>300 998</b>	<b>(193)</b>	<b>(119)</b>	<b>266 565</b>	<b>300 879</b>

## 3. NOTES SUR LE PASSIF

### 3.1 PASSIFS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (POSTE II DU PASSIF)

Ce poste comprend à la fois le portefeuille de transaction, et les passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat (cf. note 1.3 les règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés, point sur « Passifs financiers désignés à la juste valeur sur option par résultat »).

(En EUR millions)	2006	2007
Passifs détenus aux fins de transaction	0	0
Passifs désignés à la juste valeur <sup>(1)</sup>	7 472	7 008
Instruments dérivés (voir note 4.1.b)	4 103	5 282
<b>TOTAL</b>	<b>11 575</b>	<b>12 290</b>

(1) Comme précisé dans la note 1.3 « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés », un montant de EUR 6,7 milliards a été reclassé vers la ligne V. « Dettes envers la clientèle » au 31 décembre 2006.

#### a. Analyse par nature des éléments de passifs détenus à des fins de transaction

Néant.

#### b. Analyse par échéances et par taux d'intérêt : voir notes 7.7 et 7.4

#### c. Analyse de la juste valeur : voir notes 7.1 et 7.2.i

Le groupe Dexia Crédit Local utilise l'option juste valeur principalement pour éliminer, ou réduire de manière significative, une incohérence dans l'évaluation ou la comptabilisation (parfois appelée « non-concordance comptable ») qui, autrement, découlerait de l'évaluation des passifs financiers ou de la comptabilisation des profits ou pertes sur ceux-ci selon des bases différentes.

L'option juste valeur est essentiellement utilisée par FSA pour les passifs financiers pour lesquels les conditions relatives à la comptabilité de couverture ne sont pas réalisées ou risquent de ne pas être satisfaites.

Pour ces instruments de passif, les modifications de *spread* de crédit sont considérées comme marginales du fait qu'il s'agit de passifs bénéficiant d'un *rating* AAA. Cette conclusion a été confirmée par des études quantitatives montrant que les *spreads* de ces opérations n'étaient pas corrélés avec le *spread* de crédit de FSA ou avec d'autres émissions présentant des caractéristiques équivalentes.

Néanmoins, suite à une forte augmentation du *spread* de liquidité en 2007, une réévaluation a été enregistrée sur les dettes de FSA pour un montant de - EUR 30 millions.

La juste valeur des instruments financiers non cotés a été déterminée par observation des transactions récentes sur des opérations similaires, et à l'aide d'outils de valorisation définis par le *Risk Management Group*. Les outils de *pricing* sont des modèles d'actualisation de *cash flows* qui permettent de déterminer la valeur actuelle sur base d'une courbe de taux applicable pour des titres de caractéristiques équivalentes.

### 3.2 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT (POSTE IV DU PASSIF)

#### a. Analyse par nature

(En EUR millions)	2006	2007
À vue	6 456	564
Dettes résultant de pension livrée (repo)	29 868	58 716
Autres dettes	44 472	39 967
<b>TOTAL</b>	<b>80 796</b>	<b>99 247</b>

#### b. Analyse par échéances et par taux d'intérêt : voir notes 7.7 et 7.4

#### c. Analyse de la juste valeur : voir note 7.1

### 3.3 DETTES ENVERS LA CLIENTÈLE (POSTE V DU PASSIF)

#### a. Analyse par nature

(En EUR millions)	2006	2007
Dépôts à vue	1 073	1 340
Comptes épargne	70	53
Dépôts à terme <sup>(2)</sup>	14 758	14 602
Dettes résultant de pension livrée (repo)	926	855
Autres dettes <sup>(1)</sup>	3 314	3 088
<b>TOTAL</b>	<b>20 141</b>	<b>19 938</b>

(1) Il s'agit essentiellement de dettes émises non représentées par un titre.

(2) En 2006, un montant de EUR 6,7 milliards a été reclassé de la ligne II. « Passifs financiers à la juste valeur » vers les dépôts à terme.

#### b. Analyse par échéances et par taux d'intérêt : voir notes 7.7 et 7.4

#### c. Analyse de la juste valeur : voir note 7.1

### 3.4 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE (POSTE VI DU PASSIF)

#### a. Analyse par nature

(En EUR millions)	2006	2007
Certificats de dépôt	22 779	28 873
Bons d'épargne	0	0
Obligations non convertibles	134 666	147 137
Dettes convertibles	0	0
Autres instruments dilutifs	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>157 445</b>	<b>176 010</b>

#### b. Analyse par échéances et par taux d'intérêt : voir notes 7.7 et 7.4

#### c. Analyse de la juste valeur : voir note 7.1



## 3.5 PASSIFS D'IMPÔTS (POSTES VIII ET IX DU PASSIF)

(En EUR millions)	2006	2007
Impôt courant sur les bénéfices	55	60
Autres taxes	6	17
<b>Passifs d'impôts courants</b>	<b>61</b>	<b>77</b>
<b>Passifs d'impôts différés (voir note 4.2)</b>	<b>699</b>	<b>260</b>

## 3.6 COMPTES DE RÉGULARISATION ET PASSIFS DIVERS (POSTE X DU PASSIF)

(En EUR millions)	2006	2007
Autres passifs	935	896
Autres passifs spécifiques aux compagnies d'assurance	2 057	2 016
Cash collatéraux	961	2 287
<b>TOTAL</b>	<b>3 953</b>	<b>5 199</b>

### a. Autres passifs

(En EUR millions)	2006	2007
Charges à payer	47	42
Produits constatés d'avance	87	108
Subventions	78	86
Autres montants attribués reçus	95	1
Salaires et charges sociales (dus)	265	245
Dividende dû aux actionnaires	0	0
Contrats de construction à long terme	0	0
Créditeurs divers et autres passifs	363	414
<b>TOTAL</b>	<b>935</b>	<b>896</b>

### b. Autres passifs spécifiques aux compagnies d'assurance

(En EUR millions)	2006	2007
Dépôts dus aux cessionnaires	0	0
Dettes résultant de transactions d'assurance directes	2 014	1 980
Dettes résultant de transactions de réassurance	42	33
Autres passifs d'assurance	1	3
<b>TOTAL</b>	<b>2 057</b>	<b>2 016</b>

### 3.7 PROVISIONS TECHNIQUES DES SOCIÉTÉS D'ASSURANCE (POSTE XII DU PASSIF)

#### a. Analyse par nature

(En EUR millions)	2006	2007
Provision générale liée à l'activité de rehaussement de crédit	105	68
Provision spécifique liée à l'activité de rehaussement de crédit	40	66
<b>TOTAL</b>	<b>145</b>	<b>134</b>

#### b. Variations

(En EUR millions)	Provision générale liée à l'activité de rehaussement de crédit	Provision spécifique liée à l'activité de rehaussement de crédit	Total
<b>Au 01/01/2006</b>	<b>91</b>	<b>51</b>	<b>142</b>
Dotations	18	5	23
Reprises, utilisations et annulations	0	(6)	(6)
Ecoulement du temps et changements de taux d'actualisation	0	0	0
Modification de périmètre (entrées)	0	0	0
Modification de périmètre (sorties)	0	0	0
Transferts	7	(7)	0
Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	(11)	(3)	(14)
Autres variations	0	0	0
<b>AU 31/12/2006</b>	<b>105</b>	<b>40</b>	<b>145</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre appliquée aux soldes en devises au 1<sup>er</sup> janvier que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

(En EUR millions)	Provision générale liée à l'activité de rehaussement de crédit	Provision spécifique liée à l'activité de rehaussement de crédit	Total
<b>Au 01/01/2007</b>	<b>105</b>	<b>40</b>	<b>145</b>
Dotations	0	53	53
Reprises, utilisations et annulations	(28)	(21)	(49)
Ecoulement du temps et changements de taux d'actualisation	0	0	0
Modification de périmètre (entrées)	0	0	0
Modification de périmètre (sorties)	0	0	0
Transferts	0	0	0
Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	(9)	(6)	(15)
Autres variations	0	0	0
<b>AU 31/12/2007</b>	<b>68</b>	<b>66</b>	<b>134</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre appliquée aux soldes en devises au 1<sup>er</sup> janvier que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

## 3.8 PROVISIONS (POSTE XIII DU PASSIF)

### a. Analyse par nature

(En EUR millions)	2006	2007
Litiges	103	81
Restructurations	0	0
Régimes de retraite à prestations définies	16	14
Autres obligations postérieures à l'emploi	1	0
Autres avantages à long terme du personnel	3	3
Provision pour engagements de crédit hors bilan	1	1
Contrats onéreux	0	0
Autres provisions	3	3
<b>TOTAL DES PROVISIONS</b>	<b>127</b>	<b>102</b>

### b. Variations

(En EUR millions)	Litiges	Restructurations	Retraites et autres avantages salariés	Provision pour engagements de crédit hors bilan	Contrats onéreux	Autres provisions	Total
<b>Au 01/01/2006</b>	<b>96</b>	<b>0</b>	<b>21</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>122</b>
Dotations	35	0	4	3	0	1	43
Reprises, utilisations et annulations	(20)	0	(5)	(4)	0	(2)	(31)
Écoulement du temps et changements de taux d'actualisation	0	0	0	0	0	0	0
Modification de périmètre (entrées)	0	0	0	0	0	0	0
Modification de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0	0	0
Transferts	0	0	0	1	0	0	1
Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	(8)	0	0	0	0	0	(8)
Autres variations	0	0	0	0	0	0	0
<b>AU 31/12/2006</b>	<b>103</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>127</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre appliquée aux soldes en devises au 1<sup>er</sup> janvier que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

	Litiges	Restructurations	Retraites et autres avantages salariés	Provision pour engagements de crédit hors bilan	Contrats onéreux	Autres provisions	Total
(En EUR millions)							
<b>Au 01/01/2007</b>	<b>103</b>	<b>0</b>	<b>20</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>127</b>
Dotations	21	0	4	1	0	1	27
Reprises, utilisations et annulations	(34)	0	(7)	(1)	0	(1)	(43)
Écoulement du temps et changements de taux d'actualisation	0	0	0	0	0	0	0
Modification de périmètre (entrées)	0	0	0	0	0	0	0
Modification de périmètre (sorties)	0	0	0	0	0	0	0
Transferts	(1)	0	0	0	0	0	(1)
Écarts de conversion <sup>(1)</sup>	(8)	0	0	0	0	0	(8)
Autres variations	0	0	0	0	0	0	0
<b>AU 31/12/2007</b>	<b>81</b>	<b>0</b>	<b>17</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>102</b>

(1) Mesure aussi bien l'effet de la variation des cours entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 31 décembre appliquée aux soldes en devises au 1<sup>er</sup> janvier que la différence entre le cours moyen et le cours de clôture sur les variations de l'exercice.

## c. Provisions pour régimes de retraite à prestations définies et médailles du travail

(En EUR millions)	2006	2007
<b>Variation de la valeur actualisée des engagements</b>		
Valeur actualisée des engagements à l'ouverture	61	63
Coût des services rendus dans l'année	3	3
Coût financier	2	3
Contributions des salariés	0	0
Ajustements	0	0
Perte (gain) actuariel(le)	(1)	(4)
Prestations	0	0
Charges payées	0	0
Impôts payés	0	0
Primes payées	(2)	(3)
Acquisitions/désinvestissements	0	0
Réductions de régimes	0	(1)
Liquidations de régimes	0	0
Écarts de change	0	0
<b>ENGAGEMENTS À LA FIN DE L'ANNÉE</b>	<b>63</b>	<b>61</b>
<b>Variation des actifs des régimes</b>		
Juste valeur des actifs à l'ouverture	35	40
Rentabilité attendue des actifs des régimes	1	2
Gain (perte) actuariel(le) sur les actifs des régimes	0	0
Contributions de l'employeur	6	4
Contributions des membres	0	0
Prestations	(2)	(3)
Charges payées	0	0
Impôts payés	0	0
Primes payées	0	0
Liquidations de régimes	0	0
Acquisitions/désinvestissements	0	0
Écarts de change	0	0
<b>JUSTE VALEUR DES ACTIFS DES RÉGIMES À LA FIN DE L'ANNÉE</b>	<b>40</b>	<b>43</b>
<b>Montants repris au bilan</b>		
Valeur actualisée des obligations financées	50	48
Juste valeur des actifs des régimes	40	43
Déficit (excédent) des plans financés	10	5
Valeur actualisée des obligations non financées	10	8
Gain (perte) actuariel(le) net(te) non comptabilisé(e)	(1)	4
Gain (coût) des services passés non comptabilisés	(1)	(1)
Effet de la limite	0	0

(En EUR millions)	2006	2007
<b>PASSIF (ACTIF) NET</b>	<b>18</b>	<b>16</b>
<i>Montants repris au bilan</i>		
Passif	18	17
Actif	0	(1)
<b>NET</b>	<b>18</b>	<b>16</b>
<b>Composantes de la charge</b>		
<i>Montants repris au compte de résultat</i>		
Coût des services rendus durant la période	3	3
Charge d'intérêts	2	3
Rentabilité attendue des actifs des régimes	(1)	(2)
Rentabilité attendue des actifs de remboursement	0	0
Amortissement services passés	1	0
Amortissement gain/perte net(te)	0	0
Effet de la limite	0	0
Réduction des régimes : perte (gain) comptabilisée	0	(1)
Liquidation des régimes : perte (gain) comptabilisée	0	0
<b>TOTAL CHARGE PRISE EN RÉSULTAT</b>	<b>5</b>	<b>3</b>
Rendement effectif des actifs des régimes	1	2
Rendement effectif des actifs de remboursement	0	0
<b>Réconciliation du bilan</b>		
Passif (actif) reconnu au bilan	19	18
Charges prises en résultat pendant l'exercice	5	3
Montants pris en fonds propres pendant l'exercice	0	0
Contributions de l'employeur pendant l'exercice	(6)	(4)
Prestations directes de la société pendant l'exercice	0	0
Droits aux remboursements	0	0
Acquisitions/désinvestissements	0	0
Ajustement pour écart de change - gain/perte	0	0
<b>PASSIF/ACTIF DU BILAN À LA FIN DE L'EXERCICE</b>	<b>18</b>	<b>17</b>

Répartition des plans par catégories d'actifs	2006	2007
1. Instruments de capitaux propres	5,90 %	4,97 %
2. Instruments de dettes	93,09 %	92,41 %
3. Biens immobiliers	0,00 %	0,00 %
4. Autres	1,01 %	2,62 %
	<b>100,00</b>	<b>100,00 %</b>

Historique des pertes et des gains	2006	2007
<b>1. Écart entre le rendement effectif et le rendement attendu des plans d'actifs</b>		
a. En montant	0	0
b. En pourcentage des plans d'actifs	0 %	0 %
<b>2. Écart entre les hypothèses retenues et les paramètres observés pour les engagements <sup>(1)</sup></b>		
a. En montant	(1)	(4)
b. En pourcentage de la valeur actualisée des passifs liés à des régimes	(2 %)	(7 %)

(1) Lié principalement à des changements d'hypothèses.

Fourchettes des hypothèses retenues pour le calcul de la charge						
Europe	Taux d'actualisation <sup>(1)</sup>	Inflation	Rentabilité attendue des actions	Rentabilité attendue sur obligations	Rentabilité attendue des autres actifs	Taux d'augmentation des salaires
31 décembre 2006	3,61 % - 4,5 %	2,5 %	5,9 % - 7,9 %	2,9 % - 4,5 %	2,9 % - 7,5 %	2 % - 4 %
31 décembre 2007	4,42 % - 5,5 %	2,5 %	6,5 % - 8,5 %	3,5 % - 5,5 %	3,8 % - 5,8 %	2,5 % - 4 %

(1) En principe, le taux d'actualisation est égal à la rentabilité attendue sur les obligations des actifs des régimes.

### 3.9 DETTES SUBORDONNÉES (POSTE XIV DU PASSIF)

#### a. Analyse par nature

Dettes subordonnées convertibles (En EUR millions)	2006	2007
Emprunts perpétuels subordonnés	0	0
Autres emprunts subordonnés	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

Dettes subordonnées non convertibles (En EUR millions)	2006	2007
Emprunts perpétuels subordonnés	1 311	1 195
Autres emprunts subordonnés	2 998	3 747
<b>TOTAL</b>	<b>4 309</b>	<b>4 942</b>

(En EUR millions)	2006	2007
Capital hybride et actions privilégiées remboursables	0	0

#### b. Analyse par échéances et par taux d'intérêt : voir notes 7.7 et 7.4

#### c. Analyse de la juste valeur : voir note 7.1

d. Indications relatives à chaque emprunt subordonné

Devise	Échéance ou modalité de durée	Montant en millions	a) circonstances de remboursement anticipé b) conditions de subordination c) conditions de convertibilité	Conditions de rémunération (%)
USD	Indéterminée	250,0	a) Remboursement anticipé impossible pendant les 10 premières années sauf après accord préalable du Secrétariat général de la Commission bancaire et remplacement par des fonds propres d'égale ou de meilleure qualité. Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/10/2012 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 1,1  À partir du 02/10/2012, Libor USD 3 M+ 1,85
USD	Indéterminée	1 190,0	a) Remboursement anticipé impossible pendant les 10 premières années sauf après accord préalable du Secrétariat général de la Commission bancaire et remplacement par des fonds propres d'égale ou de meilleure qualité. Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 05/04/2015 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M + 0,39  À partir du 06/04/2015, Libor USD 3 M + 1,14
EUR	Indéterminée	200,0	a) Remboursement anticipé impossible pendant les 10 premières années sauf après accord préalable du Secrétariat général de la Commission bancaire et remplacement par des fonds propres d'égale ou de meilleure qualité. Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/07/2015 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Euribor 3M + 0,79  À partir de juillet 2015 à juillet 2020, Euribor 3M + 1,40, ensuite Euribor 3M + 2,15
EUR	01/12/2014	100,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 22/12/2004 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Pas de condition spécifique c) Néant	93,25 % * CMS  Du 01/12/2005 au 01/12/2006, rémunération retenue de 3,49
EUR	12/02/2019	300,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 12/02/2014 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire. b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	4,375  À partir du 12/02/14 4,412
EUR	09/07/2017	500,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 09/07/2012 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire. b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Euribor 3M + 0,15  À partir du 09/07/2012, Euribor 3M + 0,65
USD	27/06/2013	200,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 27/06/08 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire. b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M + 0,35  À partir du 27/06/2008, Libor USD 3 M + 0,85
USD	30/09/2013	300,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 30/09/08 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire. b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M + 0,35  À partir du 30/09/2008, Libor USD 3 M + 0,85



Devise	Échéance ou modalité de durée	Montant en millions	a) circonstances de remboursement anticipé b) conditions de subordination c) conditions de convertibilité	Conditions de rémunération (%)
EUR	10/06/2009	13,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Pas de condition spécifique c) Néant	Euribor 3M + 0,35
EUR	10/06/2009	48,6	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Pas de condition spécifique c) Néant	Euribor 3M + 0,35
EUR	27/06/2011	640,0	a) Pas de remboursement anticipé possible b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Euribor 3M + 0,58
EUR	01/01/2015	450,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/01/2010 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Euribor 3M + 0,32
EUR	28/12/2017	300,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 28/12/2012 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Euribor 3M + 1,45 jusqu'au 28/12/2012, ensuite Euribor 3M + 1,95
USD	27/09/2012	60,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/10/2007 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,5925
USD	01/04/2013	130,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/04/2008 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,5475
USD	01/04/2013	200,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/04/2008 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,4975
USD	01/10/2013	200,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/10/2008 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,4625
USD	02/01/2014	100,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/01/2009 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,485
USD	01/07/2014	135,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/07/2009 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,43

Devise	Échéance ou modalité de durée	Montant en millions	a) circonstances de remboursement anticipé b) conditions de subordination c) conditions de convertibilité	Conditions de rémunération (%)
USD	01/10/2014	265,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/10/2009 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,33
EUR	20/11/2012	3,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,450
EUR	09/12/2009	5,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,150
EUR	11/10/2010	2,5	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,550
EUR	30/06/2013	1,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,600
EUR (DEM)	01/06/2008	1,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,950
EUR (DEM)	01/06/2008	1,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,890
EUR (DEM)	02/06/2008	5,1	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,890
EUR (DEM)	02/06/2008	2,6	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,860
EUR (DEM)	02/06/2008	2,6	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,860
EUR (DEM)	02/06/2008	1,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,830
EUR (DEM)	02/06/2008	2,6	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,830
EUR (DEM)	02/06/2008	3,1	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,830
EUR (DEM)	02/06/2008	1,5	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,830
EUR (DEM)	02/06/2008	2,6	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,800
EUR (DEM)	02/06/2008	2,6	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,650
EUR (DEM)	02/06/2008	2,6	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,650

Devise	Échéance ou modalité de durée	Montant en millions	a) circonstances de remboursement anticipé b) conditions de subordination c) conditions de convertibilité	Conditions de rémunération (%)
EUR (DEM)	02/06/2008	7,7	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,650
EUR (DEM)	02/06/2008	0,5	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,540
EUR (DEM)	02/06/2009	10,2	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,630
EUR (DEM)	02/06/2009	4,6	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de conditions spécifiques c) Néant	6,630
EUR	01/06/2012	3,5	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	6,970
EUR	30/06/2009	13,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	Euribor 6 Mois + 1,25
EUR	30/06/2011	15,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	6,400
EUR	01/07/2013	5,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	Euribor 6 Mois + 2,10
EUR	07/11/2012	5,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	6,210
EUR	12/11/2012	5,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	6,080
EUR	07/03/2013	10,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	5,280
EUR	04/01/2010	18,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	5,500
EUR	17/08/2011	10,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	30 Y CMS Pounds
EUR	30/06/2014	10,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	6,520
EUR	30/06/2014	10,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	6,450
EUR	02/06/2014	20,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	6,250
EUR	01/06/2017	14,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	5,080

Devise	Échéance ou modalité de durée	Montant en millions	a) circonstances de remboursement anticipé b) conditions de subordination c) conditions de convertibilité	Conditions de rémunération (%)
EUR	01/06/2017	22,0	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	4,875
EUR	01/06/2018	20	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	5,570
EUR	01/06/2018	21,784	a) Pas de remboursement anticipé b) Pas de condition spécifique c) Néant	5,625
EUR	23/12/2015	6,8	a) Pas de remboursement anticipé b) Après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Euribor 3M + 0,25

### 3.10 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES

#### a. Capital social

Le capital social de Dexia Crédit Local d'un montant de EUR 1 327 004 846 est composé de 87 045 757 actions.

#### b. Titre super subordonné à durée indéterminée

Dexia Crédit Local a émis un titre super subordonné à durée indéterminée d'un montant de EUR 700 millions sur le quatrième trimestre 2005.

Les titres portent des intérêts sur le principal au taux fixe de 4,3 % pour les 10 premières années. Ensuite, s'ils ne sont pas appelés, ils rapportent un intérêt au taux flottant Euribor 3 mois plus une marge de 1,73 % par an payable trimestriellement.

Le paiement des intérêts peut, et dans certains cas doit, être suspendu. Le principal peut également être réduit sur la base du mécanisme de l'absorption de perte.

Tout intérêt non payé à ces dates sera perdu et ne sera plus dû par l'émetteur.

Le titre est comptabilisé dans les fonds propres comptables et prudentiels. Les intérêts payés sont traités comme des dividendes et déduits directement des fonds propres.

En 2006 et 2007, le montant payé s'est élevé à EUR 20 millions nets d'impôt.

#### c. Autres variations

Dexia Crédit Local a signé des contrats d'achat des actions détenues par les administrateurs de Financial Security Assurance Holdings Ltd. (FSA) et la société White Mountains à un prix basé sur une formule contractuelle. Les contrats couvraient les 2 % restant de FSA non détenus par le groupe.

Au 31 décembre 2005, la valeur de la dette était de EUR 94 millions, ventilée entre les intérêts minoritaires pour EUR 48 millions et les fonds propres du groupe pour EUR 46 millions, et l'effet de la réévaluation de cette dette au titre de l'exercice se chiffrait à EUR - 6 millions sur les fonds propres du groupe et EUR - 6 millions sur les intérêts minoritaires.

Le 12 mai 2006, Dexia Crédit Local a racheté les 1 % détenus par la société White Mountains pour EUR 43 millions, avec une incidence de EUR - 2,5 millions sur les fonds propres du groupe, et de EUR - 1,5 million sur les intérêts minoritaires.

À fin décembre 2006, la valeur de la dette envers les administrateurs de FSA détenteurs des 1 % résiduels non détenus par le groupe à l'issue du rachat des actions de White Mountains s'élève à EUR 48 millions, ventilée entre les intérêts minoritaires pour EUR 20 millions et les fonds propres du groupe pour EUR 28 millions. La réévaluation de cette dette impacte les fonds propres du groupe pour EUR - 2 millions, et les intérêts minoritaires pour EUR 0,5 million à cette date. À fin décembre 2007, la valeur de cette dette s'élève à EUR 39 millions, ventilée entre les intérêts minoritaires pour EUR 14 millions et les fonds propres du groupe pour EUR 25 millions. La réévaluation de cette dette impacte les fonds propres du groupe pour EUR - 2 millions, et les intérêts minoritaires pour EUR 3 millions à cette date.

Les autres variations sur la part des minoritaires comprennent également l'achat par FSA des intérêts minoritaires dans FSA International Ltd. pour EUR - 40 millions en 2005, et dans FSA Global Funding pour EUR - 1,5 million en 2006. Ces deux opérations n'ont pas eu d'incidence sur les fonds propres du groupe.

En 2007, le rachat par Dexia Kommunalkredit Bank de 5,42 % des intérêts minoritaires de Dexia banka Slovensko a une incidence de EUR - 3 millions sur les fonds propres du groupe.

## 4. AUTRES NOTES ANNEXES AU BILAN

### 4.1 INSTRUMENTS DÉRIVÉS

#### a. Analyse par nature

(En EUR millions)	2006		2007	
	Actif	Passif	Actif	Passif
<b>Instruments dérivés à la juste valeur par résultat (voir annexes 2.1 et 3.1)</b>	<b>3 953</b>	<b>4 103</b>	<b>5 728</b>	<b>5 282</b>
Dérivés désignés comme couverture de juste valeur	2 918	9 081	4 641	8 383
Dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie	581	473	1 180	803
Dérivés désignés comme couverture d'un investissement dans une entité étrangère	0	0	0	0
Dérivés désignés comme couverture de portefeuilles	3 950	3 723	4 546	4 569
<b>Instruments dérivés de couverture</b>	<b>7 449</b>	<b>13 277</b>	<b>10 367</b>	<b>13 755</b>
<b>TOTAL INSTRUMENTS DÉRIVÉS</b>	<b>11 402</b>	<b>17 380</b>	<b>16 095</b>	<b>19 037</b>

#### b. Détail des dérivés à la juste valeur par résultat

(En EUR millions)	2006				2007			
	Montant notionnel		Actif	Passif	Montant notionnel		Actif	Passif
	À recevoir	À livrer			À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	20 072	20 157	453	349	26 466	26 293	884	162
Dérivés de taux d'intérêt <sup>(1)</sup>	229 534	230 229	3 331	3 659	310 499	314 864	4 428	4 700
Dérivés sur actions <sup>(1)</sup>	361	361	82	82	351	351	10	10
Dérivés de crédit <sup>(1)</sup>	18 272	68 510	82	8	24 414	71 608	396	399
Dérivés sur matières premières <sup>(1)</sup>	46	46	5	5	62	62	10	11
<b>TOTAL</b>	<b>268 285</b>	<b>319 303</b>	<b>3 953</b>	<b>4 103</b>	<b>361 792</b>	<b>413 178</b>	<b>5 728</b>	<b>5 282</b>

(1) Les chiffres au 31 décembre 2006 ont été revus.

c. Détail des dérivés désignés comme couverture de juste valeur

(En EUR millions)	2006				2007			
	Montant notionnel		Actif	Passif	Montant notionnel		Actif	Passif
	À recevoir	À livrer			À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	51 954	53 468	925	2 647	43 416	45 104	997	2 777
Dérivés de taux d'intérêt <sup>(1)</sup>	171 087	162 350	1 644	6 271	171 347	169 713	3 150	5 223
Dérivés sur actions <sup>(1)</sup>	10 187	9 888	297	159	11 343	11 045	442	383
Dérivés de crédit	70	70	5	0	50	50	3	0
Dérivés sur matières premières <sup>(1)</sup>	178	178	47	4	123	123	49	0
<b>TOTAL</b>	<b>233 476</b>	<b>225 954</b>	<b>2 918</b>	<b>9 081</b>	<b>226 279</b>	<b>226 035</b>	<b>4 641</b>	<b>8 383</b>

(1) Les chiffres au 31 décembre 2006 ont été revus.

d. Détail des dérivés désignés comme couverture de flux de trésorerie

(En EUR millions)	2006				2007			
	Montant notionnel		Actif	Passif	Montant notionnel		Actif	Passif
	À recevoir	À livrer			À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	2 728	2 384	371	59	2 110	1 690	490	77
Dérivés de taux d'intérêt	73 185	73 179	210	414	52 704	52 699	690	726
Dérivés sur actions	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Dérivés sur matières premières	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>75 913</b>	<b>75 563</b>	<b>581</b>	<b>473</b>	<b>54 814</b>	<b>54 389</b>	<b>1 180</b>	<b>803</b>

(En EUR millions)	2006	2007
Montant recyclé de la réserve de juste valeur sur les instruments dérivés de couverture des flux de trésorerie dans la valeur d'acquisition d'un actif non financier (couverture de flux de trésorerie d'une transaction hautement probable)	0	0

## e. Détail des dérivés désignés comme couverture d'un investissement dans une entité étrangère

(En EUR millions)	2006				2007			
	Montant notionnel		Actif	Passif	Montant notionnel		Actif	Passif
	À recevoir	À livrer			À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	

## f. Détail des dérivés désignés comme couverture de portefeuilles

(En EUR millions)	2006				2007			
	Montant notionnel		Actif	Passif	Montant notionnel		Actif	Passif
	À recevoir	À livrer			À recevoir	À livrer		
Dérivés de change	0	0	0	0	0	0	0	
Dérivés de taux d'intérêt	398 615	399 134	3 950	3 723	477 877	472 763	4 546	4 569
<b>TOTAL</b>	<b>398 615</b>	<b>399 134</b>	<b>3 950</b>	<b>3 723</b>	<b>477 877</b>	<b>472 763</b>	<b>4 546</b>	<b>4 569</b>

## 4.2 IMPÔTS DIFFÉRÉS

### a. Ventilation par nature

(En EUR millions)	2006	2007
Actifs d'impôts différés avant dépréciation	70	437
Dépréciation des impôts différés actifs	(3)	(1)
<b>Actifs d'impôts différés (voir note 2.6) <sup>(1)</sup></b>	<b>67</b>	<b>436</b>
<b>Passifs d'impôts différés (voir note 3.5) <sup>(1)</sup></b>	<b>(699)</b>	<b>(260)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(632)</b>	<b>176</b>

(1) Les impôts différés actifs et passifs sont compensés lorsqu'ils concernent la même entité fiscale.

La forte variation de la position nette d'impôts différés est due essentiellement à la constatation d'impôts différés actifs sur la réserve de juste valeur sur les titres disponibles à la vente au 31 décembre 2007.

## b. Mouvements de l'exercice

(En EUR millions)	2006	2007
<b>Au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>(660)</b>	<b>(632)</b>
Charge ou produit comptabilisé en résultat (voir note 5.12)	(57)	139
Changement de taux d'imposition, impact en résultat (voir note 5.12)	(1)	22
Variation impactant les fonds propres	87	646
Changement de taux d'imposition, impact en fonds propres	(19)	5
Modification de périmètre	0	0
Écarts de conversion	15	(18)
Autres variations	3	14
<b>Au 31 décembre</b>	<b>(632)</b>	<b>176</b>

## c. Impôts différés provenant d'éléments d'actif

(En EUR millions)	2006	2007
Prêts (et provisions pour perte sur prêts)	(460)	130
Titres	(726)	243
Instruments dérivés	(647)	(475)
Participations dans des entreprises mises en équivalence	0	0
Immobilisations corporelles et incorporelles	(8)	(13)
Autres actifs spécifiques aux sociétés d'assurance	(83)	(76)
Comptes de régularisation et actifs divers	5	8
<b>TOTAL</b>	<b>(1 919)</b>	<b>(183)</b>

## d. Impôts différés provenant d'éléments de passif

(En EUR millions)	2006	2007
Instruments dérivés	1 814	1 052
Emprunts, dépôts et émissions de titres de créance	(51)	(244)
Provisions	2	1
Retraites	5	5
Autres passifs spécifiques aux sociétés d'assurance	(12)	(26)
Reports déficitaires	44	76
Provisions réglementées	(403)	(400)
Entités ayant un statut fiscal spécial	(190)	(173)
Comptes de régularisation et passifs divers	81	69
<b>TOTAL</b>	<b>1 290</b>	<b>360</b>



## 4.3 TRANSACTIONS AVEC DES PARTIES LIÉES

### Ventilation par nature

(En EUR millions)	Principaux dirigeants		Société mère (Dexia)		Entités exerçant un contrôle commun ou une influence significative sur l'entité <sup>(2)</sup>		Filiales <sup>(3)</sup>		Entreprises associées <sup>(3)</sup>		Coentreprises dans lesquelles l'entité est partenaire <sup>(3)</sup>		Autres parties liées <sup>(4)</sup>	
	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007	2006	2007
Prêts <sup>(1)</sup>	1	1	3 319	3 114	0	0	0	0	0	0	1	0	6 398	8 036
Intérêts sur prêts	0	0	115	156	0	0	0	0	0	0	0	0	259	497
Emprunts	0	0	43	34	369	340	0	0	36	56	0	0	42 174	61 445
Intérêts sur emprunts	0	0	(1)	(1)	(10)	(21)	0	0	0	(4)	0	0	(1 175)	(2 133)
Commissions nettes	0	0	0	0	0	0	0	0	0	1	0	0	5	2
Garanties données par le groupe	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	18 739	47 759
Garanties reçues du groupe	0	0	3	0	0	0	0	0	23	54	0	0	4 375	9 356

(1) Les prêts consentis aux principaux dirigeants ont été effectués aux conditions du marché.

(2) Il est fait référence ici aux principaux actionnaires de Dexia en 2006 et 2007 : Arcofin, Holding Communal, groupe Caisse des Dépôts.

(3) Il s'agit des participations non consolidées listées en annexes 1.2.b « Liste des filiales non consolidées par intégration globale », 1.2.d « Liste des filiales non consolidées par intégration proportionnelle », et 1.2.f « Liste des entreprises associées qui ne sont pas mises en équivalence ».

(4) Ce poste comprend les prêts et emprunts avec des sociétés des sous-groupes belges et luxembourgeois consolidés par Dexia, société mère de Dexia Crédit Local.

## 4.4 RÉMUNÉRATION DES PRINCIPAUX DIRIGEANTS

(En EUR millions)	2006	2007
Avantages à court terme <sup>(1)</sup>	4	5
Avantages postérieurs à l'emploi <sup>(2)</sup>	0	0
Autres avantages à long terme	0	0
Indemnités de fin de contrat	0	0
Paiements indexés à des actions <sup>(3)</sup>	0	0

(1) Comprend le salaire, le bonus et les autres avantages.

(2) Comprend les engagements de pension calculés en conformité avec la norme IAS 19.

(3) Comprend les coûts des stock options et la décote accordée dans le cadre des augmentations de capital réservées au personnel.

## 4.5 ACQUISITIONS ET CESSIONS DE SOCIÉTÉS CONSOLIDÉES

### a. Acquisitions

Aucune acquisition ayant un impact significatif sur les comptes consolidés n'a eu lieu en 2006 et 2007.

### b. Cessions

Aucune cession ayant un impact significatif sur les comptes consolidés n'a eu lieu en 2006 et 2007.

#### 4.6 PAIEMENTS FONDÉS SUR DES ACTIONS

Plan d'options sur actions Dexia (nombre d'options) <sup>(1)</sup>	2006	2007
Encours au début de la période	12 424 199	12 604 164
Octroyées au cours de la période	2 037 000	2 296 200
Annulées au cours de la période	(48 160)	(22 000)
Exercées au cours de la période <sup>(2)</sup>	(1 808 875)	(2 068 082)
<b>Encours à la fin de la période</b>	<b>12 604 164</b>	<b>12 810 282</b>
<b>Pouvant être exercées à la fin de la période</b>	<b>5 296 806</b>	<b>5 975 924</b>

(1) L'encours des options comprend aussi les options octroyées aux employés de Dexia Crédit Local en 1999.

(2) Le prix d'exercice moyen pondéré pour 2006 et 2007 était respectivement de EUR 14,10 et EUR 13,58 par action.

Fourchette de prix d'exercice	2006			2007		
	Nombre d'options en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (EUR)	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)	Nombre d'options en cours	Prix d'exercice moyen pondéré (EUR)	Durée contractuelle résiduelle moyenne pondérée (années)
5,95 - 8,10	76 929	7,09	0,4	0	0	0
10,97 - 11,37	2 386 310	11,27	6,22	1 644 035	11,37	4,00
11,88 - 13,66	3 673 557	13,27	6,33	3 023 236	13,31	4,77
13,81 - 14,58	814 047	14,58	3,94	647 800	14,58	2,38
17,23 - 17,86	1 305 071	17,86	5	880 761	17,86	4,00
18,03 - 18,20	2 311 250	0	8,49	2 296 250	0	7,44
18,20 - 18,62	2 037 000	0	9,5	2 022 000	0	8,5
23,25	0	0	0	2 296 200	0	9,5
<b>TOTAL</b>	<b>12 604 164</b>			<b>12 810 282</b>		

Plan d'options sur actions Dexia	Plan 2006 <sup>(1)</sup>	Plan 2007 <sup>(1)</sup>
Date d'octroi	30/06/2006	29/06/2007
Nombre d'instruments octroyés	2 037 000	2 037 000
Prix d'exercice (EUR)	18,62	23,25
Cours de l'action à la date d'octroi (EUR)	18,85	23,35
Durée contractuelle (années)	10 ans	10 ans
Liquidation	Actions Dexia	Actions Dexia
Juste valeur par instrument à la date d'octroi (EUR)	2,33	3,65

(1) La juste valeur des plans est obtenue auprès d'un tiers non lié au groupe.

Les conditions d'acquisition de droits sont les suivantes : 40 % immédiatement et 20 % annuellement pendant les trois années suivantes.

(En EUR millions)	2006	2007
Liquidations en actions	9	9
Liquidations en espèces <sup>(1)</sup>	17	19
Liquidations alternatives	0	0
<b>TOTAL DES DÉPENSES</b>	<b>26</b>	<b>28</b>

(En EUR millions)	2006	2007
Dettes pour liquidations en espèces <sup>(1)</sup>	85	76
Dettes pour liquidations alternatives	0	0
<b>TOTAL DU PASSIF</b>	<b>85</b>	<b>76</b>

(1) Plan d'intéressement de FSA.

## Montants repris en charge sur l'exercice

(En EUR millions)	2006	2007
Groupe Dexia Crédit Local plan 2003	1	1
Groupe Dexia Crédit Local plan 2004	1	0
Groupe Dexia Crédit Local plan 2005	1	1
Groupe Dexia Crédit Local plan 2006	3	1
Groupe Dexia Crédit Local plan 2007		4
Augmentation de capital	3	2
Contribution Dexia	(9)	(9)
<b>CHARGE NETTE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

## Actions liées aux prestations octroyées chez FSA

Au cours de l'année 2004, des droits ont été octroyés conformément au plan d'intéressement 1993 (1993 *Equity Participation Plan*). Celui-ci autorise le département des ressources humaines de FSA à procéder à l'octroi discrétionnaire de droits liés aux prestations d'employés-clés de FSA.

Les actions liées aux prestations émises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ont permis au participant de fixer, au moment de l'octroi, des taux de croissance en incluant ou en excluant les profits et pertes réalisés ou non sur le portefeuille général de placement. Les actions liées aux prestations émises après le 1<sup>er</sup> janvier 2005 n'offrent pas la possibilité d'inclure l'impact des profits et pertes non réalisés sur le portefeuille général de placement. Il n'y a pas de paiement si le taux de croissance annuelle composé de la valeur comptable et de la valeur comptable ajustée sur des cycles de prestations spécifiques de 3 ans est inférieur à 7 %, et un paiement à 200 % est effectué si le taux de croissance annuelle composé est égal ou supérieur à 19 %.

Les pourcentages des paiements sont interpolés pour des taux de croissance annuelle composés compris entre 7 % et 19 %.

En 2004, FSA a approuvé un nouveau plan (« 2004 *Equity Plan* ») afin de poursuivre le programme d'intéressement du personnel mis en place en 1993. Le plan 2004 prévoit l'octroi d'un panier d'instruments financiers composé à hauteur de 90 % par les droits liés à la performance de FSA pendant des cycles déterminés de trois ans (comme décrit plus haut) et à hauteur de 10 % par des actions Dexia SA. Cette dernière partie constitue un plan fixe en vertu duquel FSA acquiert des actions Dexia SA et amortit le prix payé sur une période de 2,5 ou 3,5 ans.

En 2006 et 2007, FSA a acquis des actions pour annuler économiquement son passif pour des montants respectifs de USD 4,6 millions et 4,7 millions, qui seront amortis sur la période d'acquisition des droits par les employés.

Actions FSA (En USD)	Encours au début de la période	Octroi pendant la période	Versement de la période	Périmées pendant la période	Encours à la fin de la période	Cours de l'action à la date d'octroi (USD)
2006	1 195 978	370 441	(340 429)	(15 696)	1 210 294	139,22
2007	1 210 294	306 368	(364 510)	(37 550)	1 114 602	145,61

#### 4.7 CONTRATS D'ASSURANCE

Dans le groupe Dexia Crédit Local, les contrats d'assurance concernent l'activité de rehaussement de crédit exercée par FSA.

Les principaux chiffres relatifs à cette activité sont présentés dans les notes suivantes :

- note 2.7 « Comptes de régularisation et actifs divers » en point b. « Autres actifs spécifiques aux compagnies d'assurance » ;
- note 3.6 « Comptes de régularisation et passifs divers » en point b. « Autres passifs spécifiques aux compagnies d'assurance » ;
- note 3.7 « Provisions techniques des sociétés d'assurance » ;
- note 5.5 « Produits des autres activités », « Produits compris dans la marge technique des compagnies d'assurance » ;
- note 5.6 « Charges des autres activités », « Charges comprises dans la marge technique des compagnies d'assurance » ;
- note 5.7 « Charges générales d'exploitation », pour l'information sur le montant des frais d'acquisition différés ;
- note 5.9 « Coût du risque » ;
- note 6.4 « Activités d'assurance - Engagements donnés », et « Activités d'assurance - Engagements reçus » ;
- la marge technique des compagnies d'assurance est donnée par le renvoi (1) porté sur le compte de résultat consolidé.

#### 4.8 ACTIONS

	2006	2007
Nombre d'actions autorisées	87 045 757	87 045 757
Nombre d'actions émises et libérées	87 045 757	87 045 757
Nombre d'actions émises et non libérées	0	0
Valeur nominale de l'action	NA	NA
<b>En circulation au 1<sup>er</sup> janvier</b>	<b>87 045 757</b>	<b>87 045 757</b>
Nombre d'actions émises	0	0
Nombre d'actions annulées	0	0
<b>En circulation au 31 décembre</b>	<b>87 045 757</b>	<b>87 045 757</b>
Droits, privilèges et restrictions, dont restrictions sur la distribution de dividendes et le remboursement du capital	0	0
Nombre d'actions d'autocontrôle	0	0
Nombre d'actions réservées pour émission dans le cadre de stock options et de contrats de vente d'actions <sup>(1)</sup>	NA	NA

(1) Dans le cadre des plans de stock options de Dexia Crédit Local, ce sont des actions Dexia qui sont accordées aux salariés.

## 4.9 TAUX DE CHANGE

Les principaux taux de change sont présentés dans le tableau ci-dessous.

		2006		2007	
		Taux de clôture <sup>(1)</sup>	Taux moyen <sup>(2)</sup>	Taux de clôture <sup>(1)</sup>	Taux moyen <sup>(2)</sup>
Dollar australien	AUD	1,66988	1,66952	1,67488	1,63595
Dollar canadien	CAD	1,53368	1,42995	1,44391	1,46757
Franc suisse	CHF	1,60810	1,57628	1,65515	1,64623
Couronne tchèque	CZK	27,54924	28,26385	26,59395	27,70165
Couronne danoise	DKK	7,45456	7,45882	7,45754	7,45178
Livre sterling	GBP	0,67264	0,68197	0,73357	0,68741
Dollar de Hong Kong	HKD	10,24380	9,82766	11,47739	10,75978
Forint	HUF	251,44689	264,13239	252,66391	251,30372
Shekel	ILS	5,55200	5,60866	5,66349	5,63379
Yen	JPY	156,84559	146,85826	164,90047	162,09071
Won	KRW	1 224,99600	1 202,28930	1 377,67839	1 279,97630
Peso mexicain	MXN	14,26330	13,79879	16,05866	15,06571
Couronne norvégienne	NOK	8,21149	8,04504	7,96428	8,01127
Dollar néo-zélandais	NZD	1,87036	1,94480	1,89946	1,86280
Couronne suédoise	SEK	9,02980	9,24586	9,42195	9,26363
Dollar de Singapour	SGD	2,01947	1,99869	2,11858	2,06969
New Turkish Lira	TRY	1,85150	1,86850	1,70600	1,77191
Dollar américain	USD	1,31720	1,26491	1,47180	1,37942

(1) Cours observés sur Reuters à 16 h 45 le dernier jour ouvré de décembre.

(2) Moyenne des cours de clôture retenus par le groupe Dexia.

## 5. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

### 5.1 INTÉRÊTS ET PRODUITS ASSIMILÉS – INTÉRÊTS ET CHARGES ASSIMILÉES (POSTES I ET II DU COMPTE DE RÉSULTAT)

(En EUR millions)	2006	2007
<b>Intérêts et produits assimilés</b>	<b>38 438</b>	<b>50 407</b>
<b>a) Revenus d'intérêts sur actifs non évalués à la juste valeur</b>	<b>10 482</b>	<b>13 135</b>
Caisses, banques centrales, CCP	20	63
Prêts et créances sur établissements de crédit	886	1 204
Prêts et créances sur la clientèle	4 595	5 928
Prêts et titres disponibles à la vente	4 540	5 596
Titres détenus jusqu'à leur échéance	75	63
Actifs dépréciés	5	1
Autres	361	280
<b>b) Revenus d'intérêts sur actifs évalués à la juste valeur</b>	<b>27 956</b>	<b>37 272</b>
Prêts et titres détenus à des fins de transaction <sup>(1)</sup>	625	778
Prêts et titres désignés à la juste valeur <sup>(1)</sup>	34	30
Dérivés de trading	7 520	10 313
Dérivés de couverture	19 777	26 151
<b>Intérêts et charges assimilées</b>	<b>(37 113)</b>	<b>(49 108)</b>
<b>a) Intérêts payés sur passifs non évalués à la juste valeur</b>	<b>(9 970)</b>	<b>(12 475)</b>
Dettes envers les établissements de crédit	(2 704)	(4 404)
Dettes envers la clientèle <sup>(2)</sup>	(787)	(894)
Dettes représentées par un titre	(6 255)	(6 886)
Dettes subordonnées	(220)	(244)
Actions privilégiées et capital hybride	0	0
Autres	(4)	(47)
<b>b) Intérêts payés sur passifs évalués à la juste valeur</b>	<b>(27 143)</b>	<b>(36 633)</b>
Passifs détenus à des fins de transaction	0	0
Passifs désignés à la juste valeur <sup>(2)</sup>	(330)	(537)
Dérivés de trading	(7 484)	(10 303)
Dérivés de couverture	(19 329)	(25 793)
<b>MARGE D'INTÉRÊT</b>	<b>1 325</b>	<b>1 299</b>

(1) Un montant de EUR 210 millions a été reclassé de la ligne «Revenus d'intérêts sur prêts et titres désignés à la juste valeur» vers la ligne «Revenus d'intérêts sur prêts et titres détenus à des fins de transaction» en 2006 (voir note 1.3 «Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés»).

(2) Un montant de EUR 275 millions a été reclassé de la ligne «Charges d'intérêts sur passifs financiers détenus à la juste valeur» vers la ligne «Charges d'intérêts sur dettes envers la clientèle» en 2006 (voir note 1.3 «Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés»).

## 5.2 COMMISSIONS (POSTES III ET IV DU COMPTE DE RÉSULTAT)

	2006			2007		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
Activité de crédit	39	(8)	31	48	(23)	25
Activité et courtage d'assurance	50	(1)	49	47	(4)	43
Achat et vente de titres	3	(1)	2	2	(3)	(1)
Achat et vente de parts d'OPCVM	6	0	6	6	0	6
Gestion d'OPCVM	0	0	0	0	0	0
Administration d'OPCVM	0	0	0	0	0	0
Services de paiement	0	(6)	(6)	7	(5)	2
Commission à des intermédiaires non exclusifs	0	0	0	0	0	0
Ingénierie financière	8	(1)	7	15	0	15
Services sur titres autres que la garde	0	(6)	(6)	1	(2)	(1)
Conservation	1	(1)	0	1	(1)	0
Emissions et placements de titres	7	(4)	3	4	(2)	2
Commissions de services sur titrisation	0	0	0	0	0	0
Banque privée	0	0	0	0	0	0
Compensation et règlement-livraison	4	0	4	1	0	1
Intermediation sur repo et reverse repo	0	0	0	0	0	0
Autres	10	(6)	4	15	(9)	6
<b>TOTAL</b>	<b>128</b>	<b>(34)</b>	<b>94</b>	<b>147</b>	<b>(49)</b>	<b>98</b>

## 5.3 GAINS OU PERTES NETS SUR INSTRUMENTS FINANCIERS À LA JUSTE VALEUR PAR RÉSULTAT (POSTE V DU COMPTE DE RÉSULTAT)

(En EUR millions)	2006	2007
Résultat net de transaction	59	(431)
Résultat net de comptabilité de couverture	(26)	47
Résultat net d'instruments financiers désignés à la juste valeur (*)	7	3
Variation du risque de crédit propre	0	33
Résultat net sur opérations de change	55	53
<b>TOTAL</b>	<b>95</b>	<b>(295)</b>
(*) dont dérivés de transaction utilisés dans le cadre de l'option de juste valeur	45	165

Tous les intérêts reçus et payés sur les actifs, passifs et dérivés sont enregistrés dans la marge d'intérêts, tel que requis par les normes IFRS.

Par conséquent, les gains ou pertes nets sur opérations de transaction et les gains ou pertes nets sur opérations de couverture incluent uniquement la variation de *clean value* des dérivés, la réévaluation des actifs et passifs inscrits dans une relation de couverture ainsi que la réévaluation du portefeuille de transaction.

### Analyse du résultat net de la comptabilité de couverture

(En EUR millions)	2006	2007
<b>Couvertures de juste valeur</b>	<b>(26)</b>	<b>2</b>
Changement de juste valeur de l'élément couvert attribuable au risque couvert	(871)	(2 302)
Changement de juste valeur des dérivés de couverture	845	2 304
<b>Couvertures de flux de trésorerie</b>	<b>0</b>	<b>45</b>
Changement de juste valeur des dérivés de couverture - inefficacité	0	0
Interruption de relations de couverture de flux de trésorerie (flux de trésorerie dont la forte probabilité n'est plus assurée)	0	45
<b>Couvertures d'investissements nets dans une activité à l'étranger</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Changement de juste valeur des dérivés de couverture - inefficacité	0	0
<b>Couverture de portefeuilles couverts en taux</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Changement de juste valeur de l'élément couvert	373	(84)
Changement de juste valeur des dérivés de couverture	(373)	84
<b>TOTAL</b>	<b>(26)</b>	<b>47</b>
<i>Montant recyclé en marge d'intérêt en provenance de la réserve de juste valeur sur les instruments dérivés de couverture de flux de trésorerie (lié aux instruments dérivés pour lesquels la relation de couverture a été interrompue)</i>	17	19

### 5.4 GAINS OU PERTES NETS SUR ACTIFS FINANCIERS DISPONIBLES À LA VENTE (POSTE VI DU COMPTE DE RÉSULTAT)

(En EUR millions)	2006	2007
Dividendes des titres disponibles à la vente	28	24
Résultats de cession des prêts et titres disponibles à la vente <sup>(1)</sup>	293	356
Dépréciation des titres à revenu variable disponibles à la vente	(4)	(1)
Résultats de cession des titres détenus jusqu'à l'échéance	0	0
Résultats de cession des dettes représentées par un titre	5	9
<b>TOTAL</b>	<b>322</b>	<b>388</b>

(1) Dont des plus-values de cession d'actions cotées pour EUR 134 millions en 2006 et EUR 213 millions en 2007.



## 5.5 PRODUITS DES AUTRES ACTIVITÉS (POSTE VII DU COMPTE DE RÉSULTAT)

Produits compris dans la marge technique des compagnies d'assurance (En EUR millions)	2006	2007
Primes et cotisations perçues <sup>(1)</sup>	486	486
Dotation aux provisions – Intervention des réassureurs	0	0
Variations des réserves techniques - Part des réassureurs	0	0
Autres revenus techniques	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>486</b>	<b>486</b>

(1) Les primes et cotisations perçues correspondent aux résultats relatifs à l'activité de Financial Guaranty de FSA.

Autres résultats d'exploitation (En EUR millions)	2006	2007
Variations du stock	0	0
Impôts liés à l'exploitation	0	0
Loyers perçus	9	13
Autres revenus bancaires	0	0
Autres revenus	9	7
<b>TOTAL</b>	<b>18</b>	<b>20</b>

<b>TOTAL DES PRODUITS DES AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>504</b>	<b>506</b>
--	------------	------------

## 5.6 CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS (POSTE VIII DU COMPTE DE RÉSULTAT)

Charges comprises dans la marge technique des compagnies d'assurance (En EUR millions)	2006	2007
Primes perçues transférées aux réassureurs <sup>(1)</sup>	(176)	(180)
Primes et cotisations payées	0	0
Dotation aux provisions	0	0
Ajustements des réserves techniques	0	0
Autres dépenses techniques	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>(176)</b>	<b>(180)</b>

(1) Les primes et cotisations perçues correspondent aux résultats relatifs à l'activité de Financial Guaranty de FSA.

Autres résultats d'exploitation (En EUR millions)	2006	2007
Variations du stock	0	0
Impôts liés à l'exploitation	0	0
Entretien et réparation des immeubles de placement ayant généré un revenu au cours de l'exercice	0	0
Autres frais bancaires	0	0
Autres dépenses	(23)	(16)
<b>TOTAL</b>	<b>(23)</b>	<b>(16)</b>
<b>TOTAL DES CHARGES DES AUTRES ACTIVITÉS</b>	<b>(199)</b>	<b>(196)</b>

## 5.7 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION (POSTE X DU COMPTE DE RÉSULTAT)

(En EUR millions)	2006	2007
Frais de personnel	(317)	(350)
Frais généraux et administratifs	(205)	(213)
Frais d'acquisition différés	(50)	(46)
<b>TOTAL</b>	<b>(572)</b>	<b>(609)</b>

### a. Frais de personnel

(En EUR millions)	2006	2007
Rémunérations et salaires <sup>(1)</sup>	(218)	(220)
Sécurité sociale et coûts d'assurance	(76)	(70)
Avantages au personnel	(31)	(38)
Coûts de restructuration	0	0
Autres <sup>(1)</sup>	8	(22)
<b>TOTAL</b>	<b>(317)</b>	<b>(350)</b>

(1) Les chiffres au 31 décembre 2006 ont été revus.

## RENSEIGNEMENTS SUR LE PERSONNEL

(Équivalent temps plein moyen)	2006			2007		
	Intégralement consolidé	Proportionnellement consolidé	Total	Intégralement consolidé	Proportionnellement consolidé	Total
Personnel de direction	60	3	63	59	4	63
Employés	3 490	7	3 497	3 763	10	3 773
Ouvriers et autres	19	0	19	23	0	23
<b>TOTAL</b>	<b>3 569</b>	<b>10</b>	<b>3 579</b>	<b>3 845</b>	<b>14</b>	<b>3 859</b>

(Équivalent temps plein moyen)	2006								
	France	Belgique	Luxembourg	Italie	Espagne	Autres Europe	USA	Autres non Europe	Total
Personnel de direction	28	0	0	3	1	15	11	5	63
Employés	1 777	0	1	233	34	865	518	69	3 497
Ouvriers et autres	0	0	0	0	0	2	11	6	19
<b>TOTAL</b>	<b>1 805</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>236</b>	<b>35</b>	<b>882</b>	<b>540</b>	<b>80</b>	<b>3 579</b>

(Équivalent temps plein moyen)	2007								
	France	Belgique	Luxembourg	Italie	Espagne	Autres Europe	USA	Autres non Europe	Total
Personnel de direction	24	0	0	3	1	18	11	6	63
Employés	1 891	0	1	235	42	955	549	100	3 773
Ouvriers et autres	0	0	0	0	0	5	12	6	23
<b>TOTAL</b>	<b>1 915</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>238</b>	<b>43</b>	<b>978</b>	<b>572</b>	<b>112</b>	<b>3 859</b>

**b. Frais généraux et administratifs**

(En EUR millions)	2006	2007
Charges d'occupation des locaux	(12)	(8)
Locations simples <sup>(1)</sup>	(28)	(28)
Honoraires	(39)	(39)
Marketing, publicité et relations publiques	(16)	(17)
Charges informatiques	(17)	(21)
Coûts des logiciels et coûts de recherche et développement	(6)	(8)
Entretien et réparations	(5)	(8)
Coûts de restructuration	0	0
Frais de timbres	(3)	(3)
Assurances (sauf liées aux pensions)	(3)	(5)
Autres taxes	(25)	(25)
Autres frais généraux et administratifs	(51)	(51)
<b>TOTAL</b>	<b>(205)</b>	<b>(213)</b>
<i>dont entretien et réparation des immeubles de placement n'ayant pas généré un revenu au cours de l'exercice courant.</i>	0	0

(1) Ce montant n'inclut pas les charges de locations de matériel informatique qui se trouvent sur la ligne « charges informatiques ».

**5.8 DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX DÉPRÉCIATIONS DES IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET CORPORELLES (POSTE XI DU COMPTE DE RÉSULTAT)**

Amortissements (En EUR millions)	2006	2007
Amortissements des immeubles de placement	0	0
Amortissements des terrains et immeubles, du mobilier de bureau et des autres équipements	(3)	(8)
Amortissements du matériel informatique	(4)	(4)
Amortissements des autres immobilisations corporelles	(7)	(8)
Amortissements des immobilisations incorporelles	(28)	(32)
<b>TOTAL</b>	<b>(42)</b>	<b>(52)</b>

Dépréciations (En EUR millions)	2006	2007
Dépréciation des immeubles de placement	0	0
Dépréciations des terrains et immeubles, du mobilier de bureau et des autres équipements	0	0
Dépréciation des autres immobilisations corporelles	(1)	0
Dépréciation des actifs destinés à la vente	0	0
Dépréciation des contrats de construction à long terme	0	0
Dépréciation des immobilisations incorporelles	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>(1)</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL AMORTISSEMENTS ET DÉPRÉCIATIONS</b>	<b>(43)</b>	<b>(52)</b>

## 5.9 COÛT DU RISQUE (POSTE XIII DU COMPTE DE RÉSULTAT)

(En EUR millions)	2006			2007		
	Dépréciation collective	Dépréciation spécifique et pertes	Total	Dépréciation collective	Dépréciation spécifique et pertes	Total
Crédits (prêts, engagements et titres détenus jusqu'à leur échéance)	(32)	11	(21)	(54)	29	(25)
Rehaussement de crédit <sup>(1)</sup>	(17)	(1)	(18)	28	(51)	(23)
Titres à revenu fixe disponibles à la vente		(5)	(5)		2	2
<b>TOTAL</b>	<b>(49)</b>	<b>5</b>	<b>(44)</b>	<b>(26)</b>	<b>(20)</b>	<b>(46)</b>

(1) L'augmentation des dépréciations spécifiques en 2007 est liée à des appels en garantie plus nombreux. Ceux-ci avaient été anticipés dans le cadre de la provision générale.

## DÉTAIL DES DÉPRÉCIATIONS COLLECTIVES ET SPÉCIFIQUES

Dépréciation collective (En EUR millions)	2006			2007		
	Dotations	Reprises	Total	Dotations	Reprises	Total
Prêts, titres détenus jusqu'à leur échéance	(51)	19	(32)	(78)	24	(54)
Engagements hors bilan	0	0	0	0	0	0
<b>Total Crédits</b>	<b>(51)</b>	<b>19</b>	<b>(32)</b>	<b>(78)</b>	<b>24</b>	<b>(54)</b>
Rehaussement de crédit	(17)	0	(17)	0	28	28
<b>TOTAL</b>	<b>(68)</b>	<b>19</b>	<b>(49)</b>	<b>(78)</b>	<b>52</b>	<b>(26)</b>

Dépréciation spécifique (En EUR millions)	2006				Total
	Dotations	Reprises	Pertes	Recouvrements	
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	0	0	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	(32)	62	(21)	1	10
Titres détenus jusqu'à leur échéance	0	0	0	0	0
Comptes de régularisation et actifs divers	0	0	0	0	0
Engagements hors bilan	(3)	4	0	0	1
<b>Total Crédits</b>	<b>(35)</b>	<b>66</b>	<b>(21)</b>	<b>1</b>	<b>11</b>
<b>Rehaussement de crédit</b>	<b>(5)</b>	<b>6</b>	<b>(2)</b>	<b>0</b>	<b>(1)</b>
<b>Titres à revenu fixe <sup>(1)</sup></b>	<b>(5)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>(5)</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(45)</b>	<b>72</b>	<b>(23)</b>	<b>1</b>	<b>5</b>

(1) Le chiffre 2006 a été reclassé.

Dépréciation spécifique (En EUR millions)	2007				Total
	Dotations	Reprises	Pertes	Recouvrements	
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	0	0	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	(21)	50	(2)	2	29
Titres détenus jusqu'à leur échéance	0	0	0	0	0
Comptes de régularisation et actifs divers	0	0	0	0	0
Engagements hors bilan	(1)	1	0	0	0
<b>Total Crédits</b>	<b>(22)</b>	<b>51</b>	<b>(2)</b>	<b>2</b>	<b>29</b>
<b>Rehaussement de crédit</b>	<b>(54)</b>	<b>21</b>	<b>(18)</b>	<b>0</b>	<b>(51)</b>
<b>Titres à revenu fixe</b>	<b>(8)</b>	<b>10</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(84)</b>	<b>82</b>	<b>(20)</b>	<b>2</b>	<b>(20)</b>

### 5.10 QUOTE-PART DU RÉSULTAT NET DES ENTREPRISES MISES EN ÉQUIVALENCE (POSTE XV DU COMPTE DE RÉSULTAT)

(En EUR millions)	2006	2007
Bénéfice avant impôt	76	81
Impôt	(19)	(20)
Dépréciation des écarts d'acquisition	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>57</b>	<b>61</b>

## 5.11 GAINS OU PERTES NETS SUR AUTRES ACTIFS (POSTE XVI DU COMPTE DE RÉSULTAT)

Néant.

## 5.12 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (POSTE XIX DU COMPTE DE RÉSULTAT)

Détail de la charge d'impôt (En EUR millions)	2006	2007
Impôts courants de l'exercice	(307)	(279)
Impôts différés	(65)	154
Impôts courants sur les résultats des exercices antérieurs	4	(6)
Impôts différés sur exercices antérieurs	7	7
Provisions pour litiges fiscaux	(19)	16
<b>TOTAL</b>	<b>(380)</b>	<b>(108)</b>

### Charge d'impôt effective 2007

Le taux de l'impôt sur les sociétés est en France de 34,43 %. Le taux appliqué sur les contributions des filiales étrangères est celui appliqué localement en fonction de chaque législation nationale.

Le taux d'impôt moyen constaté en 2007 est de 9,91 %.

L'écart avec le taux français s'analyse de la manière suivante :

(En EUR millions)	2006	2007
<b>Résultat avant impôt</b>	<b>1 539</b>	<b>1 154</b>
Résultat net des entreprises mises en équivalence	57	61
<b>Base imposable</b>	<b>1 482</b>	<b>1 093</b>
Taux d'impôt en vigueur à la clôture	34,43 %	34,43 %
<b>Impôt théorique au taux normal</b>	<b>510</b>	<b>376</b>
Différentiel d'impôt lié aux écarts entre taux étrangers et taux de droit commun français	(8)	(23)
Complément d'impôt lié aux dépenses non déductibles	4	4
Économie d'impôt sur produits non imposables	(137)	(187)
Différentiel d'impôt sur éléments fiscalisés au taux réduit	(2)	(4)
Autres compléments ou économies d'impôt	(7)	(20)
Report variable	1	(22)
Provisions pour litiges fiscaux	19	(16)
<b>Impôt comptabilisé</b>	<b>380</b>	<b>108</b>
<b>Taux d'impôt constaté</b>	<b>25,66 %</b>	<b>9,91 %</b>

## Intégration fiscale

L'établissement stable de Dexia SA en France est la tête du groupe fiscal, réunissant les sociétés suivantes :

- Dexia Crédit Local ;
- Floral ;
- Dexia CLF Immo ;
- Compagnie pour le Foncier et l'Habitat ;
- CLF Marne-la-Vallée Participation ;
- Dexia Editions ;
- Dexia Assuréco ;
- Dexia Municipal Agency ;
- Dexia CLF Développement ;
- Genebus Lease (anciennement Dexia CLF Energia) ;
- Dexia CLF Energy ;
- Dexia CLF Organisation ;
- Dexia CLF Avenir ;
- Dexia Habitat ;
- CBX. Gest (anciennement Europrojet Développement) ;
- Dexint Développement ;
- Dexia Flobail ;
- Dexia Bail ;
- Dexia Finance ;
- Dexia Sofaxis ;
- Guide Pratique de la Décentralisation ;
- CBX. IA 1 ;
- CBX. IA 2.

Les économies réalisées par le groupe d'intégration fiscale, liées aux déficits, sont enregistrées chez Dexia SA établissement stable.

## 5.13 RÉSULTAT PAR ACTION

### a. Résultat par action de base

Le résultat de base par action est obtenu en divisant le résultat net part du groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice, déduction faite du nombre moyen d'actions ordinaires achetées par la société et détenues comme actions d'autocontrôle.

	2006	2007
Résultat net part du groupe (En EUR millions)	1 082	991
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (En millions)	87	87
Résultat de base par action (exprimé en EUR par action)	12,43	11,38

### b. Résultat par action dilué

Le résultat par action après dilution est calculé en ajustant le nombre moyen d'actions ordinaires en circulation en supposant la conversion en actions ordinaires potentiellement dilutives des options attribuées aux salariés.

Pour les options sur actions, le calcul du nombre d'actions qui auraient pu être acquises à la juste valeur (déterminée comme la moyenne du cours de l'action sur l'exercice) est effectué sur la base de la

valeur monétaire des droits de souscription attachés aux options en circulation.

Le nombre d'actions calculé ci-dessus est comparé au nombre d'actions qui auraient été émises dans l'hypothèse de l'exercice des options.

Aucun ajustement n'a été apporté au résultat net part du groupe dans la mesure où il n'existe aucun instrument financier convertible en actions Dexia.

	2006	2007
Résultat net part du groupe (En EUR millions)	1 082	991
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires (En millions)	87	87
Ajustement pour options sur actions (En millions)	0	0
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires utilisé pour le calcul du résultat par action après dilution (En millions)	87	87
Résultat par action après dilution (En EUR)	12,43	11,38



## 6. NOTES SUR LE HORS BILAN

### 6.1 OPÉRATIONS EN DÉLAI D'USANCE

(En EUR millions)	2006	2007
Actifs à livrer	5 123	3 229
Passifs à recevoir	4 558	10 249

### 6.2 GARANTIES

(En EUR millions)	2006	2007
Garanties données à des établissements de crédit	2 216	566
Garanties données à la clientèle	31 097	32 549
Garanties reçues d'établissements de crédit	3 449	927
Garanties reçues de la clientèle	13 874	13 753

### 6.3 ENGAGEMENTS DE PRÊT

(En EUR millions)	2006	2007
Donnés à des établissements de crédit	732	807
Donnés à la clientèle	30 900	33 720
Reçus d'établissements de crédit	2 547	6 330
Reçus de la clientèle	3	23

### 6.4 AUTRES ENGAGEMENTS

(En EUR millions)	2006	2007
Activité d'assurance – Engagements donnés	378 545	394 270
Activité d'assurance – Engagements reçus	92 745	93 780
Activités bancaires – Engagements donnés <sup>(1)</sup>	40 310	100 224
Activités bancaires – Engagements reçus	6 852	24 359

(1) Les chiffres au 31 décembre 2006 ont été revus.

## 7. NOTES SUR L'EXPOSITION AUX RISQUES AU 31 DÉCEMBRE 2007

### 7.0 EXPOSITIONS AUX RISQUES ET STRATÉGIES DE COUVERTURE

#### a. Facteurs de risques et gestion

L'ensemble des risques de crédit, de marchés, de liquidité et opérationnels tels que définis par le règlement CRB n° 97-02 modifié ont été suivis par la direction des risques et du contrôle permanent, dont le directeur est membre du comité de direction.

Ce dernier représente Dexia Crédit Local au comité des directeurs de risques (GRMC) dont le président, directeur général des risques du groupe Dexia, est membre du comité de direction du groupe.

La mission confiée à la direction des risques et du contrôle permanent est de garantir à la direction générale un profil de risque de la banque faible en conformité avec la stratégie déterminée par le comité de direction de Dexia et permettant de bénéficier d'un *rating* élevé, condition indispensable pour lever des ressources aux meilleures conditions possibles. Elle a également pour mission depuis le début de l'année 2006 d'organiser le contrôle permanent de l'établissement.

La direction des risques et du contrôle permanent se conforme strictement aux prescriptions définies par la direction des risques du groupe Dexia sur l'appétit au risque, sur les méthodes de mesure des risques, les limites et les modalités de *reporting*.

La direction des risques et du contrôle permanent exerce en toute indépendance de la filière commerciale. Elle n'a aucune relation hiérarchique avec les directions opérationnelles mais a une autorité fonctionnelle sur les personnels dédiés au contrôle permanent dans chacune des unités opérationnelles concernées.

Le suivi consolidé des risques s'appuie sur une « filière risque » organisée au niveau de chaque succursale ou filiale, rapportant hiérarchiquement ou fonctionnellement au responsable de la direction.

#### RISQUE DE CONTREPARTIE

Le suivi du risque de contrepartie est assuré par la direction des risques et du contrôle permanent, à l'aide des outils qu'elle développe, dans le cadre des guides de procédures fixées par le groupe Dexia et des contraintes réglementaires et prudentielles.

#### Procédures et délégations

L'organisation tient compte du fait que la très grande majorité des décisions d'engagement porte sur une clientèle issue du secteur public local, à faible risque et soumise par ailleurs à des contrôles particuliers liés à son caractère public ; de ce fait, le dispositif de décision :

- repose sur l'attribution de délégations au réseau commercial, en France et aux entités internationales, sur la clientèle du secteur public local dans les pays de la zone euro et d'Amérique du Nord ainsi que dans d'autres pays où Dexia Crédit Local dispose d'une implantation locale significative et dotée d'une direction des risques locale (certains pays d'Europe centrale et orientale, Israël, Japon), sur la base d'instruments de mesure du risque et

réalisées en concertation avec la direction des risques et du contrôle permanent ;

- s'inscrit dans les limites fixées par le contrôle des risques au niveau du groupe Dexia ;
- fait appel aux comités de crédit organisés au sein du groupe Dexia pour les financements aux entreprises privées, de projets, d'actifs et aux clientèles du secteur public local hors zones déléguées (comités de crédit Dexia Crédit Local, comité de crédit Dexia et *Management Credit Committee*). Des délégations limitées ont été données aux succursales de Dexia Crédit Local de New York et de Londres et à la filiale Dexia Sabadell pour les financements de projet ;
- repose sur un mécanisme de délégations spécifiques pour les engagements liés au portefeuille d'investissement et de *Trading* et fait appel pour ces activités au comité de crédit TFM organisé au niveau du groupe Dexia pour les montants excédant les délégations.

#### Dispositif de notation interne et réforme Bâle II

Ce dispositif, relevant de la responsabilité exclusive de la direction des risques du groupe, revêt une importance primordiale pour le groupe Dexia qui a fait le choix de la méthode avancée au titre de la réforme du ratio de solvabilité et de l'adéquation des fonds propres (réforme Bâle II). Par une lettre du 21 décembre 2007, suite à sa réunion du 18 décembre 2007, le comité de direction de la CBFA autorise Dexia à utiliser la méthode Notations Internes Avancées pour le calcul et le *reporting* des exigences en fonds propres pour le risque de crédit à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2008.

Ce projet a été coordonné par une équipe dédiée au sein de la direction des risques et du contrôle permanent qui travaille dans le cadre établi par le *Risk Management Group* et en liaison quotidienne avec lui. Il mobilise l'ensemble des unités de Dexia Crédit Local ; dans les succursales et filiales, ainsi que dans les directions de Dexia Crédit Local concernées du siège, des responsables ont été désignés tant sur les aspects fonctionnels que sur les aspects informatiques.

En 2007, la direction des risques de Dexia Crédit Local a donc progressé dans le développement des modèles de notation interne qui couvrent les principales collectivités d'Europe occidentale et leurs groupements, le secteur municipal aux États-Unis, le logement social, les organismes « satellites » du secteur public et les organismes assimilés à ce dernier, les financements de projets et autres financements spécialisés.

Le développement des modèles signifie non seulement le calcul initial puis le *backtesting* annuel (à partir notamment des renotations, et des défauts) des paramètres PD, LGD, CCF (ainsi que des atténuateurs éventuels du risque, « CRM »), mais aussi le développement et la « maintenance » d'outils informatiques robustes de notation et de pilotage de chacun des encours couverts par l'un des systèmes de notation interne. Il signifie également la mise en œuvre puis le suivi et l'actualisation éventuelle de toutes les procédures (par exemple sur les impayés et les défauts) qui permettent d'assurer la bonne implémentation de Bâle II à tous les niveaux concernés de la banque.

Tous ces enjeux sont présentés au comité de validation puis au *Risk Policies Committee* du groupe, et à l'audit. Les travaux de ces organes sont communiqués aux régulateurs. L'ensemble des recommandations concernées est suivi de manière régulière au niveau du groupe.

Les équipes concernées poursuivent leur travail en 2008 :

- les travaux d'amélioration des modèles pour prendre en compte l'ensemble des recommandations ;
- le *roll-out* correspondant au plan de développement d'autres systèmes de notation interne pour des clientèles nouvelles ou émergentes chez Dexia Crédit Local ;
- les travaux permanents évoqués ci-dessus sur le *backtesting* et le développement des outils informatiques ;
- la production des risques pondérés désormais pérenne pour le ratio de solvabilité, qui nécessitait des travaux très attentifs de vérification de la fiabilité de toutes les données reportées dans la base centrale (de calcul) des risques (pondérés réglementaires), Fermat.

Toutes les contreparties du groupe sont désormais décrites selon une même nomenclature et les diverses entités alimentent en continu une unique base de données des contreparties (base dite «des acteurs», ou AIDA). L'ensemble des expositions du groupe Dexia sur les diverses contreparties est désormais remonté mensuellement.

#### *Dispositif de fixation et suivi des limites*

Le dispositif s'applique à tout type de contrepartie selon des modalités techniques particulières à chaque catégorie ; il est encadré par les guides de procédures fixées par le contrôle des risques au niveau du groupe, approuvées par le *Risk Policy Committee* et mises en œuvre au niveau de Dexia Crédit Local.

D'une façon générale, le dispositif tient compte des fonds propres *Tier One* de Dexia, des fonds propres de la contrepartie ou des fonds propres économiques mobilisés par l'opération, pour aboutir à des montants décroissants en fonction de la notation interne.

Les limites sont individualisées par les comités de crédit de Dexia à chaque opération pour les financements de projets et financements d'actifs. Il existe également des limites par pays et, selon les caractéristiques de certaines activités, des limites sectorielles.

#### *Dispositif de surveillance et de reporting*

Le premier niveau de surveillance incombe aux équipes commerciales du siège, des succursales et des filiales dans le cadre du suivi permanent des activités de leurs contreparties. Le respect des limites est vérifié à l'occasion de chaque nouvelle décision d'engagement en comité de crédit ou par délégation.

Le deuxième niveau incombe à la direction des risques et du contrôle permanent qui suit l'ensemble des expositions, des impayés et des créances douteuses du groupe Dexia Crédit Local. L'évolution de la qualité des engagements et le respect des limites donnent lieu à un examen trimestriel (mensuel pour les limites bancaires) et sont rapportés au comité de direction au titre du document exigé par le règlement CRB n° 97-02 modifié.

Trimestriellement, se tiennent des comités de suivi d'encours examinant l'évolution des opérations sensibles et des comités des défauts qui examinent les dossiers répondant aux critères de défaut fixés par les régulateurs.

#### *Politique de provisionnement*

Un comité des provisions, présidé par la direction des risques et du contrôle permanent, arrête trimestriellement le montant des provisions affectées et surveille le coût du risque. Un provisionnement collectif est constitué en adéquation avec les règles IFRS.

### **RISQUES FINANCIERS**

Une distinction claire est opérée au sein du groupe Dexia Crédit Local entre les opérations relatives à l'*Assets / Liabilities Management* (ALM) et les opérations de marché. Cette distinction repose sur la définition d'objectifs de gestion bien différenciés :

- l'ALM recouvre la gestion de l'ensemble des risques structurels de taux, de change et de liquidité du bilan et du hors bilan de Dexia Crédit Local. La réduction du risque global fait l'objet d'opérations de macrocouverture, l'efficacité de ces opérations étant mesurée mensuellement, en conformité avec les dispositions du règlement CRB n° 90-15 ;
- les opérations de marché recouvrent principalement deux types de gestion : la recherche d'une marge crédit, principalement sur des actifs obligataires et des prises de positions directionnelles sur les taux d'intérêts par le biais d'instruments dérivés.

### **RISQUES ALM**

#### *Périmètre*

Les risques structurels peuvent être définis comme :

- les risques de variation du résultat net de la banque suite à l'évolution d'un paramètre de marché (taux d'intérêt, cours de change ou coût de la liquidité) à l'exception des risques spécifiques aux activités de marché ;
- le risque d'illiquidité de la banque.

L'objectif de l'ALM est de couvrir partiellement ou totalement les risques liés à la structure de bilan pour des actifs et des passifs qui ont des caractéristiques différentes en termes de taux, de devise ou d'amortissement. Les risques résiduels peuvent être conservés et gérés sur la base de décisions du comité ALM, lesquelles se caractérisent par un horizon de gestion à long terme. Seuls les risques de taux et de change liés au métier « trésorerie et marchés financiers » ne relèvent pas de la compétence du comité ALM.

#### *Organes de décision et de suivi du risque*

Le comité ALM Dexia (ALCO) se réunit mensuellement.

Sur un périmètre groupe, il définit la politique de risque et les modalités de couverture des risques. Les orientations fixées par le comité ALM Dexia se traduisent par des décisions de couverture individuelles, mais peuvent également faire l'objet de délégations de gestion accordées à la direction de la gestion ALM de Dexia.

Il s'assure de l'utilisation cohérente de ces limites en fonction de ses propres scénarios d'évolution des taux d'intérêts. L'autonomie opérationnelle donnée à certaines filiales est encadrée par le comité ALM de Dexia, qui, accordant les délégations et fixant les limites, garde les moyens de contrôler la politique mise en œuvre dans les filiales. Comme pour tous les comités de risque, le représentant de Dexia Crédit Local qui est soit l'administrateur – directeur général soit le directeur des risques et du contrôle permanent dispose d'un droit de veto pour les décisions dont il estimerait qu'elles ne peuvent s'appliquer à l'entité.

Les décisions du comité groupe sont déclinées opérationnellement par un comité technique (ALCO tactique) qui se réunit pour l'entité Dexia Crédit Local et auquel participent la direction des risques et du contrôle permanent et le département des marchés.

#### Mesure du risque global de taux d'intérêts

La mesure du risque de taux d'intérêts ALM est normée au niveau du groupe Dexia et se fonde principalement sur différents indicateurs.

Le principal est le calcul de la sensibilité de la « valeur actuelle nette » (VAN) des actifs et passifs du périmètre ALM. Pour le périmètre taux fixe, le scénario retenu est une translation homogène de 100 points de base de la courbe des taux. Dans le cas d'un excédent d'actifs à taux fixes (cas de base), le risque pour Dexia Crédit Local est une hausse de la courbe de taux.

### RISQUES DE MARCHÉS

#### Périmètre

Les métiers « marchés financiers » désignent les activités TFM présentes au sein du groupe Dexia Crédit Local. Celles-ci sont les suivantes :

- *Financial Engineering and Derivatives*
  - exerce une activité de *trading* sur instruments dérivés de taux d'intérêt ;
  - exerce une activité de structuration et de vente de produits dérivés en direction de sa clientèle propre, ou en direction de clients d'autres métiers dans le cadre d'accords cadres avec ces métiers.
- L'ALM délégué
  - gère par délégation de l'*Assets and Liabilities Committee* l'ALM court terme (moins de deux ans) de la banque sur l'euro et le dollar et gère sur toutes les maturités confondues certaines devises qui ont fait l'objet d'une délégation explicite du comité ALCO groupe.
- Le *Cash and Liability Management (CLM)*
  - lève le *funding* court terme (i.e. à moins de deux ans) et assure la gestion de la liquidité à court terme de la banque.
- *Long Term Funding*
  - lève le *funding* long terme (i.e. à plus de deux ans) de la banque, sur la base d'un programme annuel d'émission fixé par le comité ALM,
  - exécute la réalisation des emprunts subordonnés, selon les besoins définis par la direction financière.

- *Credit Spread Portfolio*
  - investit essentiellement dans des produits n'entrant pas dans le champ d'intervention habituel des principales lignes de métier du groupe.
- *Public Spread Portfolio*
  - investit dans des produits obligataires sur des contreparties du champ du métier services financiers au secteur public, financements de projets et rehaussement de crédit. Ce secteur, du fait de son implication dans une ligne de métier autre que TFM, fait l'objet d'un suivi dans les deux métiers concernés.
- *Credit Structuring Trading*
  - activité de *trading* obligatoire sur des actifs de maturité réduite.
- *Sales*
  - activité commerciale au service des autres lignes Métiers Marchés.

Ces activités sont soumises à deux types de risques :

- un risque de crédit ou risque de défaut de la contrepartie d'un instrument dérivé contracté ou de l'émetteur d'un actif acheté (en pratique, l'essentiel du risque de crédit lié aux activités TFM est concentré dans la ligne métier *Credit Spread Portfolio, Public Spread Portfolio et Credit Structuring Trading*) ;
- des risques de marché, qui peuvent être définis comme les risques de variation du résultat net ou de la variation de valeur des positions prises suite à l'évolution d'un paramètre de marché (taux d'intérêts, cours de devises, action etc.).

#### Organes de décision et de suivi du risque

Le suivi des risques liés aux marchés financiers est organisé autour de trois comités :

- le *Market Risk and Guideline Committee (MRGC)* se réunit mensuellement. Il est responsable de la définition de la politique de risques (principes, limites de risque de marché pour chaque activité et chaque desk) et de leur suivi et du suivi en particulier des indicateurs de risque ;
- le *Market Committee* de Dexia Crédit Local (*Weekly Operational Committee*), qui permet de suivre hebdomadairement la mise en œuvre des normes et décisions du *Market Risk Group Committee* de Dexia ;
- le *Credit Committee* de TFM qui juge de toutes les transactions ayant trait essentiellement au *Credit Spread Portfolio et au Credit Structuring Trading*. Les transactions qui concernent les émetteurs du secteur public ou les contreparties *corporate* ou financements de projet sont soumises au *Credit Committee*.

La mesure du risque est réalisée de manière régulière par la direction des risques et du contrôle permanent. Cette dernière établit trimestriellement un rapport sur les risques de marché qui est présenté au comité de direction de Dexia Crédit Local. Ce rapport se fonde sur différents indicateurs qui permettent le suivi des limites affectées aux différents risques.

## Méthodes de suivi des risques

Le principal indicateur de risque chez Dexia Crédit Local, comme dans l'ensemble du groupe Dexia, est la *Value at Risk* (VaR). La VaR calculée par le groupe Dexia mesure la perte potentielle dans un intervalle de confiance de 99 % pour une période de référence de 10 jours.

Le dispositif d'encadrement des risques consiste à attribuer à chaque entité et pour chacune des activités de marché, les éléments suivants :

- une liste des devises et structures susceptibles d'être traitées ;
- une limite en VaR.

## INSTANCES DE GESTION DU RISQUE

Au sein de Dexia Crédit Local, la gestion du risque s'exerce à travers plusieurs comités. Les comités de risques ont été modifiés dans le début de l'année 2006 en fonction de la réorganisation du groupe Dexia. Les comités ont vu leur rôle, leur champ de compétence et leur composition précisés. Les décisions se font par consensus et les représentants des risques de Dexia Crédit Local disposent dans les comités groupe d'un droit de veto s'ils estiment qu'une décision de ce comité ne peut s'appliquer à l'entité.

Les principaux comités sont :

- le *Risk Policy Committee* qui adopte les politiques, règles et méthodes de mesure des risques ;
- le comité de crédit de Dexia et Dexia Crédit Local (hebdomadaire) qui se prononce sur les transactions qui lui sont soumises. Le *Credit Guideline Committee*, issu du comité de crédit, peut établir des limites inférieures à celles qui résultent de l'application des principes groupe et se prononce sur les délégations données aux différentes entités ou définit les limites propres à certains risques sectoriels ;
- le comité ALM de Dexia (mensuel) qui décide des stratégies sur les risques de taux, de change et de liquidité et qui sont déclinées en tant que de besoin par un comité propre à Dexia Crédit Local qui est l'ALCO technique ;
- le *Weekly Operational Committee* de Dexia Crédit Local qui adapte la mise en œuvre des décisions du comité TFM ;
- le comité nouveaux produits (mensuel), qui valide les produits de Dexia Crédit Local et de ses succursales, chaque filiale étant dotée d'un comité propre ;
- le comité de suivi d'encours au niveau du groupe et de l'entité (comité *Watchlist* trimestriel), qui examine l'évolution des opérations sensibles ;
- le comité des défauts au niveau du groupe et de l'entité (trimestriel) qui qualifie les défauts en fonction des critères fixés par les régulateurs ;
- le comité de validation (*Validation Advisory Committee*) qui, au niveau du groupe Dexia, est l'instance de validation de tous les modèles de risques crédit, marché, ALM, opérationnel ou capital économique.

## LA SUPERVISION DES RISQUES DANS LES FILIALES ET SUCCURSALES

Chaque filiale ou succursale est dotée d'une structure locale de contrôle des risques. Ces structures sont :

- strictement indépendantes des départements commerciaux ;
- liées à la direction des risques et du contrôle permanent de Dexia Crédit Local par une relation hiérarchique (succursale) ou fonctionnelle (filiale).

## LE SUIVI DES RISQUES DE FSA

Le contrôle des risques de l'activité de FSA s'effectue à deux niveaux. En premier lieu, au niveau de FSA qui est doté d'un département du contrôle des risques indépendant des fonctions commerciales et dont le responsable est membre du comité de direction de FSA. Puis, et en second lieu, au niveau de Dexia Crédit Local en liaison avec le groupe Dexia qui a mis en place un dispositif de contrôle des risques qui s'articule autour de trois principes :

- un contrôle trimestriel par l'intermédiaire du conseil d'administration et de comités spécialisés. Les deux comités spécialisés sur les risques sont :
  - l'*underwriting committee*, présidé par un membre du comité de direction du groupe Dexia, qui procède notamment à la revue détaillée des engagements et examine toutes les questions relatives à la politique de risque,
  - l'*investment committee*, qui fixe le cadre de la politique d'investissement et évalue la performance de la gestion ;
- un encadrement strict de l'activité au travers de règles de délégations entre Dexia Crédit Local et FSA qui spécifient les lignes d'activité autorisées et les plafonds d'engagement par type de contrepartie ;
- un contrôle opérationnel rapproché assuré par la direction des risques de Dexia Crédit Local et par le contrôle des risques de Dexia avec la mise en place en 2007 d'un comité de suivi des risques FSA.

### b. Gestion des couvertures des risques de taux

Les relations de couverture initiées par le groupe portent essentiellement sur la couverture du risque de taux d'intérêt et du risque de change réalisée au moyen de *swaps*, d'options, et de change à terme.

En fonction de l'objectif poursuivi, les instruments financiers dérivés utilisés sont désignés en couverture de valeur, en couverture de résultats futurs ou encore en couverture d'un investissement net en devises.

Dans tous les cas, chaque relation de couverture fait l'objet d'une documentation formelle dès l'origine, décrivant la stratégie poursuivie, désignant l'instrument couvert et l'instrument de couverture, la nature du risque couvert, ainsi que la méthodologie d'appréciation de l'efficacité, tant au plan prospectif qu'au plan rétrospectif.

En matière de risque de taux, les couvertures de valeur portent soit sur des actifs ou des passifs à taux fixe identifiés, soit sur des portefeuilles d'actifs ou de passifs à taux fixe. Les instruments financiers dérivés

contractés permettent de réduire l'exposition de la valeur de ces instruments induite par l'évolution des taux d'intérêt.

Les couvertures d'actifs ou de passifs identifiés concernent pour l'essentiel les prêts, les titres disponibles à la vente et les émissions du groupe.

Les couvertures de portefeuilles d'actifs ou de passifs financiers, constitués par devises, concernent :

- d'une part des crédits à taux fixe : crédits à la clientèle ;
- d'autre part des ressources clientèle à taux fixe (émissions de dettes).

La désignation du montant couvert s'effectue en échéançant les encours restant dus des éléments couverts et en désignant un montant par bande d'échéance considérée. Ces échéancements sont déterminés en tenant compte des caractéristiques contractuelles des opérations.

Pour chaque relation de couverture, l'efficacité prospective est mesurée en s'assurant que pour chaque bande d'échéance, l'encours

des éléments couverts est supérieur à l'encours des instruments financiers dérivés de couverture désignés.

L'efficacité rétrospective est mesurée en s'assurant que l'évolution mensuelle de l'encours couvert en début de période ne met pas en évidence de sur-couverture *a posteriori*.

En matière de risque de taux d'intérêt, le groupe utilise des instruments financiers dérivés en couverture de variation des produits et charges attachés aux actifs et passifs à taux révisable.

Des transactions futures hautement probables sont également couvertes. Les éléments couverts sont positionnés dans des échéanciers, par devise et par index de taux. Le groupe couvre au moyen d'instruments financiers dérivés tout ou partie de l'exposition aux risques induite par ces instruments à taux révisable.

Au cours de l'exercice 2007, des couvertures de transactions de financement futures identifiées ont été déqualifiées au motif que la réalisation de cet événement futur n'était plus hautement probable. Cela a entraîné l'enregistrement immédiat en résultat de la valeur de marché de ces couvertures (+ EUR 44 millions).

## 7.1 JUSTE VALEUR

### a. Composition de la juste valeur des actifs

	Au 31/12/2006			Au 31/12/2007		
	Valeur comptable	Juste valeur	Ajustement de juste valeur non comptabilisé	Valeur comptable	Juste valeur	Ajustement de juste valeur non comptabilisé
(En EUR millions)						
Caisses, banques centrales, CCP	1 069	1 069	0	1 553	1 553	0
Prêts et titres à la juste valeur par résultat (voir note 2.1) <sup>(1)</sup>	14 017	14 017		18 370	18 370	
Instruments dérivés (voir note 4.1.a) <sup>(1)</sup>	11 402	11 402		16 095	16 095	
Actifs financiers disponibles à la vente <sup>(1)</sup>	114 360	114 360		130 761	130 761	
Prêts et créances sur établissements de crédit	20 212	20 886	674	20 832	20 852	20
Prêts et créances sur la clientèle	129 131	129 802	671	146 568	148 549	1 981
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux <sup>(1)(2)</sup>	123	123		(364)	(364)	
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 364	1 428	64	1 272	1 448	176
Participations dans des entreprises mises en équivalence	417	617	200	459	843	384
Autres actifs	11 774	11 774	0	9 878	9 878	0
<b>TOTAL</b>	<b>303 869</b>	<b>305 478</b>	<b>1 609</b>	<b>345 424</b>	<b>347 985</b>	<b>2 561</b>

(1) Pour ces postes, la juste valeur est la valeur comptable.

(2) La ligne « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » correspond à la réévaluation du risque de taux d'intérêt des actifs qui font l'objet d'une couverture de portefeuille. Ces actifs figurent dans les lignes « Prêts et créances sur la clientèle », « Prêts et créances sur établissements de crédit » et « Actifs financiers disponibles à la vente ».

## b. Composition de la juste valeur des passifs, hors capitaux propres

	Au 31/12/2006			Au 31/12/2007		
	Valeur comptable	Juste valeur	Ajustement de juste valeur non comptabilisé	Valeur comptable	Juste valeur	Ajustement de juste valeur non comptabilisé
(En EUR millions)						
Banques centrales, CCP, dettes envers les établissements de crédit	84 184	82 051	(2 133)	106 877	106 903	26
Éléments de passifs financiers à la juste valeur par résultat (voir note 3.1) <sup>(3)</sup>	7 472	7 472		7 008	7 008	
Instruments dérivés (voir note 4.1.a) <sup>(1)</sup>	17 380	17 380		19 037	19 037	
Dettes envers la clientèle <sup>(3)</sup>	20 141	20 200	59	19 938	19 944	6
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux <sup>(1)(2)</sup>	(31)	(31)		(447)	(447)	
Dettes représentées par un titre	157 445	156 148	(1 297)	176 010	176 018	8
Dettes subordonnées	4 309	3 798	(511)	4 942	4 945	3
Autres passifs	4 985	4 985	0	5 772	5 772	0
<b>TOTAL</b>	<b>295 885</b>	<b>292 003</b>	<b>(3 882)</b>	<b>339 137</b>	<b>339 180</b>	<b>43</b>

(1) Pour ces postes, la juste valeur est la valeur comptable.

(2) La ligne « Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux » correspond à la réévaluation du risque de taux d'intérêt des passifs qui font l'objet d'une couverture de portefeuille. Ces passifs figurent dans les lignes « Dettes envers les établissements de crédit », « Dettes envers la clientèle » et des « Dettes représentées par un titre ».

(3) Les chiffres au 31 décembre 2006 ont été revus.

À l'exception des « Passifs détenus à des fins de transaction » et des « Passifs désignés à la juste valeur », l'écart de taux dû au risque de crédit propre a été considéré inchangé pour la détermination de la juste valeur.

## c. Méthodes ayant servi à la détermination de la juste valeur des instruments financiers

	Au 31/12/2007			
	Cours coté	Modèle (sur la base des prix et taux du marché)	Modèle (absence de paramètres observables de marché) <sup>(1)</sup>	Total
<b>Juste valeur des actifs financiers</b> (En EUR millions)				
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	20 852	0	20 852
Prêts et créances sur la clientèle	0	148 549	0	148 549
Prêts et titres à la juste valeur par résultat (voir note 2.1)	14 473	3 897	0	18 370
Instruments dérivés (voir note 4.1.a)	78	15 887	130	16 095
Actifs financiers disponibles à la vente	79 883	50 399	479	130 761
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	1 241	207	0	1 448
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	(364)	0	(364)
<b>TOTAL</b>	<b>95 675</b>	<b>239 427</b>	<b>609</b>	<b>335 711</b>

(1) Les éléments évalués à l'aide de modèles de valorisation ne faisant pas appel à des paramètres observables de marché sont principalement les CDS et les passifs garantis (« GIC's ») de FSA. Une augmentation d'un point de base du spread de crédit entraînerait une réduction de la juste valeur avant impôt du portefeuille des CDS de FSA estimée à EUR 21 millions. En ce qui concerne les passifs garantis classés à la juste valeur par résultat, une hausse homogène de la courbe des taux de 1% aurait pour conséquence un profit après impôt de EUR 167 millions. Ce montant serait compensé par la variation de valeur d'autres éléments de bilan et dérivés par lesquels ils sont économiquement couverts.

Ce montant comprend aussi le coût amorti d'actifs pour lesquels n'existent ni un prix de marché, ni un modèle ayant recours à des paramètres observables du marché, comme les actions non cotées par exemple. La juste valeur peut, le cas échéant, être calculée sur une interpolation de prix de marché.



	Au 31/12/2007			
	Cours coté	Modèle (sur la base des prix et taux du marché)	Modèle (absence de paramètres observables de marché) <sup>(1)</sup>	Total
<b>Juste valeur des passifs financiers</b> (En EUR millions)				
Banques centrales, CCP, dettes envers les établissements de crédit	0	106 775	128	106 903
Dettes envers la clientèle	0	19 944	0	19 944
Éléments de passifs financiers à la juste valeur par résultat (voir note 3.1)	174	4	6 830	7 008
Instruments dérivés (voir note 4.1.a)	124	18 514	399	19 037
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux	0	(447)	0	(447)
Dettes représentées par un titre	4 706	171 312	0	176 018
Dettes subordonnées	0	4 945	0	4 945
<b>TOTAL</b>	<b>5 004</b>	<b>321 047</b>	<b>7 357</b>	<b>333 408</b>

(1) Les éléments évalués à l'aide de modèles de valorisation ne faisant pas appel à des paramètres observables de marché sont principalement les CDS et les passifs garantis «GIC's» de FSA. Une augmentation d'un point de base du spread de crédit entraînerait une réduction de la juste valeur avant impôt du portefeuille des CDS de FSA estimée à EUR 21 millions. En ce qui concerne les passifs garantis classés à la juste valeur par résultat, une hausse homogène de la courbe des taux de 1% aurait pour conséquence un profit après impôt de EUR 167 millions. Ce montant serait compensé par la variation de valeur d'autres éléments de bilan et dérivés par lesquels ils sont économiquement couverts. Ce montant comprend aussi le coût amorti d'actifs pour lesquels n'existent ni un prix de marché, ni un modèle ayant recours à des paramètres observables du marché, comme les actions non cotées par exemple. La juste valeur peut, le cas échéant, être calculée sur une interpolation de prix de marché.

#### d. Information sur l'écart entre les prix de transactions et les valeurs modélisées (gain ou perte au premier jour de la transaction différé)

Aucun montant significatif de profit à l'initiation étalé n'a été reconnu en 2006 ou 2007. Les transactions générant un gain au premier jour de la transaction (essentiellement des adossements économiquement parfaits) sont valorisées en utilisant des paramètres de marché observables.

### 7.2 EXPOSITION AUX RISQUES DE CRÉDIT

L'exposition au risque de crédit telle que présentée à la direction comprend :

- pour les actifs autres que les dérivés, le montant figurant au bilan (c'est-à-dire après déduction des provisions spécifiques) ;
- pour les dérivés, la valeur de marché comptabilisée au bilan augmentée d'une marge pour risque de crédit potentiel futur (*add-on*) ;
- pour les engagements hors bilan, le montant figurant en annexe : il s'agit du montant non tiré des engagements de financement, et du montant maximum pouvant être appelé pour les engagements de garantie ;
- pour les garanties financières données par FSA, le montant net de réassurance.

#### a. Bancaire

L'exposition au risque de crédit est ventilée par région et par contrepartie en tenant compte des garanties obtenues.

Cela signifie que lorsque le risque de crédit est garanti par un tiers dont le risque pondéré, au sens de la réglementation de Bâle, est inférieur à celui de l'emprunteur direct, l'exposition est incluse dans la région et le secteur d'activité du garant, sauf en 2006, comme indiqué ci-après.

L'exposition au risque de crédit est évaluée sur la base d'un périmètre qui inclut les filiales consolidées à 100 % du groupe Dexia Crédit Local et 50 % de la coentreprise Domiserve.

En 2006, les expositions étaient présentées en fonction de l'emprunteur direct et avant provisions spécifiques.

Les informations n'ont pas été retraitées dans les tableaux ci-après.



## Exposition par zone géographique

(En EUR millions)	Au 31/12/2006	Au 31/12/2007
France	91 010	98 326
Belgique	3 761	17 115
Allemagne	33 234	38 671
Italie	48 888	53 260
Luxembourg	41	3 129
Autres pays de l'UE	59 793	68 100
Reste de l'Europe	6 263	9 870
Turquie	63	409
États-Unis et Canada	55 771	66 514
Amérique du Sud et centrale	1 385	2 588
Sud-Est asiatique	1 147	4 965
Japon	6 772	10 212
Autres <sup>(1)</sup>	4 061	10 805
<b>TOTAL</b>	<b>312 189</b>	<b>383 964</b>

(1) Inclut les entités supranationales.

## Exposition par catégorie de contrepartie

(En EUR millions)	Au 31/12/2006	Au 31/12/2007
États	39 744	44 312
Secteur public local	168 427	207 829
Institutions financières	44 980	66 330
Sociétés privées	8 789	16 372
Assureurs monoline	28 344	14 918
ABS/MBS	13 744	22 343
Financement de projet	7 968	11 618
Particuliers, PME, professions libérales	193	242
<b>TOTAL</b>	<b>312 189</b>	<b>383 964</b>

## b. Rehaussement de crédit

L'activité de rehaussement de crédit présentée est intégralement liée à la filiale FSA.

### Répartition par secteur

(En EUR millions)	Au 31/12/2006	Au 31/12/2007	Au 31/12/2007 À dollar constant
Dettes d'entreprises	34 874	40 229	44 951
Prêts hypothécaires résidentiels	11 928	13 458	15 038
Crédits à la consommation	8 047	7 863	8 786
Autres actifs titrisés	39 955	35 189	39 319
<b>ABS (actifs titrisés)</b>	<b>94 804</b>	<b>96 739</b>	<b>108 094</b>
Budget général	78 281	77 609	86 718
Budgets spécifiques financés par l'impôt	35 286	33 875	37 851
Services publics	30 718	30 129	33 665
Transports	12 271	11 827	13 215
Santé	9 987	9 510	10 626
Logement	5 752	5 207	5 818
« Autres » municipalités	18 573	23 940	26 750
<b>MUNI (obligations municipales)</b>	<b>190 868</b>	<b>192 097</b>	<b>214 643</b>
<b>TOTAL</b>	<b>285 672</b>	<b>288 836</b>	<b>322 737</b>

Le nominal cédé aux réassureurs atteignait EUR 94 milliards en 2006 et 2007.

### Répartition par notation interne

(En EUR millions)	Au 31/12/2006	Au 31/12/2007
AAA	78 663	86 862
AA	79 135	80 685
A	91 458	86 735
BBB	35 497	31 751
Catégories « spéculatives »	919	2 803
<b>TOTAL</b>	<b>285 672</b>	<b>288 836</b>

Dans le cadre de l'application de la norme IFRS 7, les montants 2006 ont été retraités afin de classer les actifs sous-jacents du portefeuille de produits financiers par fourchette de notation au lieu d'utiliser la notation moyenne de l'ensemble du portefeuille comme l'année précédente.

## c. Exposition maximum au risque de crédit

(En EUR millions)	Au 31/12/2006	Au 31/12/2007
	Exposition maximum au risque de crédit	Exposition maximum au risque de crédit
Titres de créance	121 781	147 155
Prêts et avances	129 254	169 169
Autres actifs financiers	8 223	8 789
Éléments de hors bilan	330 230	337 403
<b>TOTAL</b>	<b>589 488</b>	<b>662 516</b>

Lorsqu'une obligation garantie par FSA figure à l'actif du groupe, la garantie donnée par FSA a été retirée des expositions ci-avant.

Les titres de créance classés comme disponibles à la vente représentent 86 % des titres de créance.

Les nantisements détenus par le groupe Dexia Crédit Local sont constitués de nantisements financiers.

L'essentiel des nantisements financiers se compose de nantisements de liquidités ou de dépôts à terme et, dans une moindre mesure, d'obligations *investment grade* (émetteurs souverains ou banques notés AAA-AA), de parts d'OPCVM (organismes de placement collectif en valeurs mobilières) et d'actions cotées sur des marchés reconnus.

Seuls les nantisements éligibles au titre de Bâle II et détenus directement par le groupe Dexia Crédit Local figurent dans ce tableau.

## d. Notations des actifs financiers sains

(En EUR millions)	Au 31 décembre 2007			Total
	AAA à AA-	A+ à BBB-	Non « <i>investment grade</i> » ou non noté	
Titres de créance	99 040	41 938	6 170	147 148
Prêts et avances	102 622	52 321	13 990	168 933
Autres actifs financiers	6 270	2 080	439	8 789
Éléments de hors bilan	195 143	131 474	10 785	337 402
<b>TOTAL</b>	<b>403 075</b>	<b>227 813</b>	<b>31 384</b>	<b>662 272</b>

Aucun encours restructuré significatif ne figure au bilan.

La notation des actifs financiers est évaluée par référence aux notations internes, ou externes s'il n'existe pas de notation interne.

Le *reporting* à la direction en matière de notation n'isole pas les échéances en défaut parmi les actifs financiers non dépréciés.

En 2007, le groupe a mis en place un système mondial d'information sur les risques qui permet une ventilation détaillée des notations des actifs financiers non dépréciés.

La classification des notations a été revue en même temps que la classification Bâle II. Une même ventilation n'est donc pas disponible pour 2006 mais, selon l'analyse de l'exposition mondiale du groupe Dexia Crédit Local effectuée par l'équipe de gestion du risque, la composition et la notation du portefeuille n'ont pas varié de façon significative en 2007.

**e. Actifs dépréciés et arriérés de paiement**

	Au 31 décembre 2006					Au 31 décembre 2007				
	Arriérés de paiement			Valeur nette comptable des actifs individuellement dépréciés	Garanties et autres rehaussement de crédit reçus relatifs aux actifs dépréciés et en arriérés de paiement	Arriérés de paiement			Valeur nette comptable des actifs individuellement dépréciés	Garanties et autres rehaussement de crédit reçus relatifs aux actifs dépréciés et en arriérés de paiement
	Jusqu' à 90 jours	De 90 jours à 180 jours	Plus de 180 jours			Jusqu' à 90 jours	De 90 jours à 180 jours	Plus de 180 jours		
(En EUR millions)										
Titres de créance	3	0	0	12	0	0	0	0	9	0
Prêts et avances	466	45	198	293	43	508	130	26	179	90
<b>TOTAL</b>	<b>469</b>	<b>45</b>	<b>198</b>	<b>305</b>	<b>43</b>	<b>508</b>	<b>130</b>	<b>26</b>	<b>188</b>	<b>90</b>

Les actifs financiers sont considérés comme dépréciés dans les cas décrits au chapitre 1.3 « Règles de présentation et d'évaluation des comptes consolidés ».

**f. Actifs obtenus par prise de possession de garanties au cours de la période**

Néant.

## g. Variation des provisions pour dépréciation des actifs financiers

	2006							
	Au 1 <sup>er</sup> janvier	Dotations	Reprises	Autres ajustements <sup>(1)</sup>	Transferts entre les dépréciations	Au 31 décembre	Recouvrements sur actifs préalablement passés en perte	Passages en pertes
(En EUR millions)								
<b>Provisions spécifiques sur actifs financiers</b>	<b>(263)</b>	<b>(37)</b>	<b>96</b>	<b>11</b>	<b>0</b>	<b>(193)</b>	<b>1</b>	<b>(21)</b>
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	(132)	(32)	62	8	0	(94)	1	(21)
Titres détenus jusqu'à leur échéance	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres disponibles à la vente (revenus fixe ou variable)	(131)	(5)	34	3	0	(99)	0	0
Comptes de régularisation et actifs divers	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Provisions collectives sur actifs financiers</b>	<b>(140)</b>	<b>(51)</b>	<b>19</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>(171)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(403)</b>	<b>(88)</b>	<b>115</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>(364)</b>	<b>1</b>	<b>(21)</b>

(1) Les autres ajustements comprennent notamment les effets de la variation des taux de change et du périmètre de consolidation sur l'exercice.

	2007							
	Au 1 <sup>er</sup> janvier	Dotations	Reprises	Autres ajustements <sup>(1)</sup>	Transferts entre les dépréciations	Au 31 décembre	Recouvrements sur actifs préalablement passés en perte	Passages en pertes
(En EUR millions)								
<b>Provisions spécifiques sur actifs financiers</b>	<b>(193)</b>	<b>(30)</b>	<b>87</b>	<b>17</b>	<b>0</b>	<b>(119)</b>	<b>2</b>	<b>(2)</b>
Prêts et créances sur établissements de crédit	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts et créances sur la clientèle	(94)	(21)	50	13	0	(52)	2	(2)
Titres détenus jusqu'à leur échéance	0	0	0	0	0	0	0	0
Titres disponibles à la vente (revenus fixe ou variable)	(99)	(9)	37	4	0	(67)	0	0
Comptes de régularisation et actifs divers	0	0	0	0	0	0	0	0
<b>Provisions collectives sur actifs financiers</b>	<b>(171)</b>	<b>(78)</b>	<b>24</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>(221)</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(364)</b>	<b>(108)</b>	<b>111</b>	<b>21</b>	<b>0</b>	<b>(340)</b>	<b>2</b>	<b>(2)</b>

(1) Les autres ajustements comprennent notamment les effets de la variation des taux de change et du périmètre de consolidation sur l'exercice.

## h. Risque de crédit des prêts et créances désignés à la juste valeur par résultat

(En EUR millions)	Exposition maximum au risque de crédit	Exposition maximum au risque de crédit couverte par un dérivé de crédit	Montant de la variation de la juste valeur imputable aux changements du risque de crédit		Montant de la variation de la juste valeur des dérivés de crédit couvrant des prêts et créances désignés à la juste valeur par résultat	
			Au cours de la période	Cumulé à la fin de la période	Au cours de la période	Cumulé à la fin de la période
Au 31 décembre 2006	179	0	0	0	0	0
Au 31 décembre 2007	123	0	5	5	0	0

Le groupe Dexia Credit Local évalue trimestriellement les actifs par actualisation des flux futurs.

## i. Risque de crédit des passifs financiers désignés à la juste valeur par résultat

(En EUR millions)	Valeur comptable	Variation de la juste valeur due au changement de risque de crédit		Différence entre la valeur comptable et le montant contractuellement dû à l'échéance <sup>(1)</sup>
		Montant de la période	Montant cumulé	
Au 31 décembre 2006	7 472	0	0	148
Au 31 décembre 2007	7 008	0	0	161

(1) Ce montant reprend les surcotes, décotes et les variations de la valeur de marché.

Aucune modification de la juste valeur des passifs financiers du groupe Dexia Crédit Local n'est attribuable à une modification du risque de crédit propre.

Toutefois, au 31 décembre 2007, un ajustement de - EUR 30 millions de la juste valeur des passifs de FSA a été comptabilisé : ceci ne résulte pas d'une détérioration de la solvabilité mais reflète l'impact de la crise générale de liquidité sur les marges de crédit (voir note 3.1 « Passifs financiers à la juste valeur par résultat »).

## 7.3 INFORMATION SUR LES GARANTIES

### a. Nature des garanties pouvant être vendues ou redonnées en garantie

(En EUR millions)	2006		2007	
	Juste valeur des garanties détenues	Juste valeur des garanties détenues vendues ou redonnées en garantie	Juste valeur des garanties détenues	Juste valeur des garanties détenues vendues ou redonnées en garantie
Instruments de capitaux propres	0	0	0	0
Titres de créance	2 139	0	110	0
Prêts et avances	1 144	0	3 585	0
Actifs non financiers	503	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>3 786</b>	<b>0</b>	<b>3 695</b>	<b>0</b>

Les garanties sont obtenues dans le cadre des activités de cession temporaire de titres.

## b. Actifs financiers donnés en garantie de passifs ou de passifs éventuels

(En EUR millions)	2006	2007
Valeur comptable des actifs financiers donnés en garantie de passifs	28 471	49 117
Valeur comptable des actifs financiers donnés en garantie de passifs éventuels	0	0

Les actifs sont principalement apportés en garantie pour nantir des contrats de cession temporaire et des dettes envers des sociétés sœurs du groupe Dexia Crédit Local.

## 7.4 RISQUE DE REFIXATION DE TAUX D'INTÉRÊT : VENTILATION PAR ÉCHÉANCES JUSQU'À LA PROCHAINE DATE DE REFIXATION DES TAUX D'INTÉRÊT

Les comptes à vue sont déclarés dans la colonne « À vue » car les informations établies ci-après considèrent la durée résiduelle jusqu'à

la prochaine date de refixation des taux d'intérêt sur une base comptable, et non pas en fonction d'hypothèses fondées sur des données comportementales observées. Cette dernière approche est réalisée dans la sensibilité de l'ALM (voir note 7.5).

Les actifs et passifs à taux fixe sont inclus dans les tableaux ci-dessous en fonction de leur date de maturité.

### a. Ventilation de l'actif

(En EUR millions)	Au 31/12/2007									
	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Dépréciation	Total
Caisse, banques centrales, CCP	1 133	419	0	0	0	0	1			1 553
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	13 900	917	138	3 582	23	1 492	4 046		24 098
Instruments dérivés de couverture							6 027	4 340		10 367
Actifs financiers disponibles à la vente	85	41 907	13 258	18 959	56 464	24	1 517	(1 387)	(66)	130 761
Prêts et créances sur établissements de crédit	752	8 895	2 780	4 490	3 384	0	241	290	0	20 832
Prêts et créances sur la clientèle	1 583	29 788	31 965	19 006	63 237	0	1 693	(431)	(273)	146 568
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								(364)		(364)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	101	181	424	548	0	18	0	0	1 272
Actifs d'impôts						598			(1)	597
Comptes de régularisation et actifs divers	241	6 025	90	361	426	170	11	0	0	7 324
Participations dans des entreprises mises en équivalence						481			(22)	459
Immobilisations corporelles						643			(144)	499
Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition						1 984			(526)	1 458
<b>TOTAL</b>	<b>3 794</b>	<b>101 035</b>	<b>49 191</b>	<b>43 378</b>	<b>127 641</b>	<b>3 923</b>	<b>11 000</b>	<b>6 494</b>	<b>(1 032)</b>	<b>345 424</b>

## b. Ventilation du passif, hors capitaux propres

(En EUR millions)	Au 31/12/2007								
	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Total
Banques centrales, CCP, dettes envers les établissements de crédit	744	99 835	2 475	2 928	272	16	445	162	106 877
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	443	103	3 664	2 549	0	1 303	4 228	12 290
Instruments dérivés de couverture							5 999	7 756	13 755
Dettes envers la clientèle	2 385	6 585	2 311	6 557	1 951	0	154	(5)	19 938
Dettes représentées par un titre	52	70 313	29 515	31 325	43 328	0	2 550	(1 073)	176 010
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								(447)	(447)
Passifs d'impôts						337			337
Comptes de régularisation et passifs divers	38	2 716	267	1 004	1 019	149	6		5 199
Provisions techniques des sociétés d'assurance						134			134
Provisions						102			102
Dettes subordonnées	0	4 215	64	72	528	0	74	(11)	4 942
<b>TOTAL</b>	<b>3 219</b>	<b>184 107</b>	<b>34 735</b>	<b>45 550</b>	<b>49 647</b>	<b>738</b>	<b>10 531</b>	<b>10 610</b>	<b>339 137</b>

## c. Gap de sensibilité du bilan

(En EUR millions)	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée
<b>Au 31/12/2007</b>	<b>575</b>	<b>(83 072)</b>	<b>14 456</b>	<b>(2 172)</b>	<b>77 994</b>	<b>3 185</b>

Le gap de sensibilité du bilan est couvert par des instruments dérivés.

### 7.5 SENSIBILITÉ AU RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊT

Aucun taux d'intérêt moyen par actif et passif n'est publié dans la mesure où Dexia Crédit Local a mis en place, à une large échelle, une politique de couverture par l'intermédiaire de son département ALM.

La marge sur les intérêts équivaut donc à la différence entre les intérêts perçus et payés sur les transactions, diminuée du résultat sur les opérations de couverture.

La valeur en risque (VaR) est un meilleur indicateur du risque pour les activités de trésorerie et de sensibilité pour les activités ALM.

#### Trésorerie et marchés financiers (TFM)

Les activités de trésorerie et marchés financiers sont principalement orientées comme fonction de support pour le groupe.

TFM gère les activités de *trading* et les positions hors du portefeuille de négociation liées à des activités de gestion de bilan court terme et de trésorerie.

TFM gère également la ligne d'activité portefeuille obligataire *Credit Spread Portfolio* (CSP).

En tant qu'acteur régulier sur les produits et opérations des marchés financiers, CSP développe de l'expertise en matière de *spreads* de crédit, d'instruments de crédits et de techniques qui peuvent être utilisées par les autres métiers pour gérer le bilan et les expositions globales ou particulières au risque de crédit.

Le détail de l'utilisation de la VaR du groupe Dexia Crédit Local est présenté dans le tableau ci-après. En 2007, la VaR moyenne à laquelle le groupe a été exposé sur ses activités de marchés financiers a été limitée à EUR 30,98 millions.

Le groupe Dexia Crédit Local a calculé une VaR de taux et de change principalement fondée sur une méthode paramétrique (99 % 10 jours) et, depuis le début du quatrième trimestre 2006, une VaR *credit spread* fondée elle aussi sur une méthode historique (mais uniquement pour les *trading desks*).



	2006			2007		
	Taux et change (activités bancaires et Trading)	Action (Trading)	Spread (Trading) <sup>(1)</sup>	Taux et change (activités bancaires et Trading)	Action (Trading)	Spread (Trading)
	Moyenne 9,8	Moyenne 0,0	Moyenne 5,7	Moyenne 15,6	Moyenne 0,0	Moyenne 15,4
Individuel	Maximum 24,8	Maximum 0,0	Maximum 7,9	Maximum 29,0	Maximum 0,0	Maximum 24,3
	Moyenne 15,5			Moyenne 31,0		
	Maximum 31,8			Maximum 33,5		
Global	Limite 78,6			Limite 78,6		

(1) Le calcul de la VaR Spread n'a commencé qu'au dernier trimestre de 2006.

## Sensibilité ALM <sup>(1)</sup>

La BPV (*basis point value*) mesure la variation de la valeur économique nette du bilan si les taux d'intérêt augmentent de 1 % sur la courbe des taux.

BPV (En EUR millions)	31/12/2006	31/12/2007
<b>TOTAL</b>	<b>(263)</b>	<b>(66)</b>

(1) Hors positions des sociétés d'assurance.

Pour le calcul de la sensibilité, la durée résiduelle du portefeuille jusqu'à la prochaine date de refixation des taux est établie à partir d'hypothèses déduites du comportement de la clientèle et ne correspond pas à la date conventionnelle de remboursement (voir note 7.4).

## 7.6 SENSIBILITÉ DES ACTIONS COTÉES

La valeur en risque (VaR) indique la modification potentielle de la valeur de marché, tandis que la notion de Revenus en Risque (EaR) représente l'impact sur le résultat comptable de la survenance du scénario de VaR.

La VaR calculée par Dexia Crédit Local mesure la perte potentielle qui peut être subie avec un intervalle de confiance de 99 % pour une période de détention de 10 jours.

Le montant de l'EaR est inférieur au montant de la VaR car la plupart des actions cotées présentent une réserve AFS positive.

Des tests de dépréciation sont réalisés lorsque la différence entre la valeur de marché et la valeur d'acquisition est supérieure à 25 %, et/ou lorsque l'on assiste à un mouvement prolongé de repli du cours.

La colonne -25 % représente le montant de la dépréciation qui pourrait être reconnue si on assistait à un repli du cours de 25 %.

(En EUR millions)	Valeur de marché	VaR <sup>(1)</sup>	% VaR	EaR	- 25 %
31 mars 2006	616,8	36,1	5,9 %	0,0	0,0
30 juin 2006	484,7	38,8	8,0 %	0,0	0,0
30 septembre 2006	421,1	33,6	8,0 %	0,0	(0,3)
<b>31 décembre 2006</b>	<b>478,0</b>	<b>38,0</b>	<b>7,9 %</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
31 mars 2007	460,3	36,6	8,0 %	0,0	0,0
30 juin 2007	509,6	33,6	6,6 %	0,0	0,0
30 septembre 2007	442,0	36,3	8,2 %	0,0	(7,2)
<b>31 décembre 2007</b>	<b>182,2</b>	<b>23,8</b>	<b>13,1 %</b>	<b>0,0</b>	<b>(4,6)</b>

(1) La VaR indique la perte potentielle qui peut être subie pour une position de EUR 100 millions.

## 7.7 RISQUE DE LIQUIDITÉ : VENTILATION SELON LA DURÉE RÉSIDUELLE JUSQU'À LA DATE DE REMBOURSEMENT

Les dépôts à vue et les comptes épargne figurent sous l'échéance « à vue » bien que la date de remboursement soit indéterminée.

### a. Ventilation de l'actif

	Au 31/12/2007									
	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Dépréciation	Total
(En EUR millions)										
Caisse, banques centrales, CCP	1 133	419	0	0	0	0	1			1 553
Actifs financiers à la juste valeur par résultat	0	156	1 415	6 988	9 978	23	1 492	4 046		24 098
Instruments dérivés de couverture							6 027	4 340		10 367
Actifs financiers disponibles à la vente	86	2 214	5 236	31 375	91 761	25	1 517	(1 387)	(66)	130 761
Prêts et créances sur établissements de crédit	688	8 023	1 296	5 252	5 042	0	241	290	0	20 832
Prêts et créances sur la clientèle	1 373	4 980	9 866	33 580	95 780	0	1 693	(431)	(273)	146 568
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								(364)		(364)
Actifs financiers détenus jusqu'à l'échéance	0	102	133	435	584	0	18	0	0	1 272
Actifs d'impôts						598			(1)	597
Comptes de régularisation et actifs divers	240	6 024	91	361	425	172	11	0	0	7 324
Participations dans des entreprises mises en équivalence						481			(22)	459
Immobilisations corporelles						643			(144)	499
Immobilisations incorporelles et écarts d'acquisition						1 984			(526)	1 458
<b>TOTAL</b>	<b>3 520</b>	<b>21 918</b>	<b>18 037</b>	<b>77 991</b>	<b>203 570</b>	<b>3 926</b>	<b>11 000</b>	<b>6 494</b>	<b>(1 032)</b>	<b>345 424</b>

## b. Ventilation du passif, hors capitaux propres

(En EUR millions)	Au 31/12/2007								
	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée	Intérêts courus	Ajustement à la juste valeur	Total
Banques centrales, CCP, dettes envers les établissements de crédit	557	87 127	2 492	8 334	7 744	16	445	162	106 877
Passifs financiers à la juste valeur par résultat	0	351	136	3 724	2 548	0	1 303	4 228	12 290
Instruments dérivés de couverture							5 999	7 756	13 755
Dettes envers la clientèle	2 051	4 885	1 553	6 883	4 417	0	154	(5)	19 938
Dettes représentées par un titre	52	29 069	26 497	54 947	63 968	0	2 550	(1 073)	176 010
Écart de réévaluation des portefeuilles couverts en taux								(447)	(447)
Passifs d'impôts						337			337
Comptes de régularisation et passifs divers	29	2 718	268	1 004	1 019	155	6		5 199
Provisions techniques des sociétés d'assurance						134			134
Provisions						102			102
Dettes subordonnées	0	0	36	837	4 006	0	74	(11)	4 942
<b>TOTAL</b>	<b>2 689</b>	<b>124 150</b>	<b>30 982</b>	<b>75 729</b>	<b>83 702</b>	<b>744</b>	<b>10 531</b>	<b>10 610</b>	<b>339 137</b>

## c. Gap de liquidité net

(En EUR millions)	À vue	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée
Au 31/12/2007	831	(102 232)	(12 945)	2 262	119 868	3 182

Ce tableau ne prend en compte ni la liquidité des actifs, ni la décision de refinancer un actif ; certains actifs à long terme peuvent être vendus pour faire face à une demande de liquidité.

## 7.8 RISQUE DE CHANGE

Classement par devises d'origine (En EUR millions)	Au 31/12/2006					Au 31/12/2007				
	En euros	En autres devises UE	En dollars	En autres devises	Total	En euros	En autres devises UE	En dollars	En autres devises	Total
Total de l'actif	182 415	19 275	90 685	11 494	303 869	239 271	21 779	53 390	30 984	345 424
Total du passif	184 951	17 912	89 750	11 256	303 869	235 914	18 538	69 689	21 283	345 424
<b>POSITION NETTE AU BILAN</b>	<b>(2 536)</b>	<b>1 363</b>	<b>935</b>	<b>238</b>	<b>0</b>	<b>3 357</b>	<b>3 241</b>	<b>(16 299)</b>	<b>9 701</b>	<b>0</b>

## 7.9 VOLUME PONDÉRÉ DES RISQUES

(En EUR millions)	2006	2007
Contreparties pondérées à 20 %	32 325	35 544
Contreparties pondérées à 50 %	1 820	3 443
Contreparties pondérées à 100 %	23 940	32 830
Portefeuille de négociation	4 299	3 233
<b>TOTAL</b>	<b>62 384</b>	<b>75 050</b>

## 8. RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE ET ANALYSE PAR MÉTIER

### 8.1 RÉPARTITION GÉOGRAPHIQUE

(En EUR millions)	Zone euro (pays utilisant l'euro)	Reste de l'Europe	États-Unis	Autres pays	Total
<b>Au 31/12/2006</b>					
Produit net bancaire	1270	74	772	25	2141
Résultat net des entreprises mises en équivalence	57	0	0	0	57
Résultat avant impôt	891	58	578	12	1 539
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>247 307</b>	<b>1 905</b>	<b>53 976</b>	<b>681</b>	<b>303 869</b>
<i>dont participations dans des entreprises mises en équivalence</i>	417	0	0	0	417
<b>Au 31/12/2007</b>					
Produit net bancaire	1266	112	374	48	1 800
Résultat net des entreprises mises en équivalence	61	0	0	0	61
Résultat avant impôt	876	90	164	24	1 154
<b>TOTAL DU BILAN</b>	<b>279 367</b>	<b>1 032</b>	<b>59 341</b>	<b>5 683</b>	<b>345 423</b>
<i>dont participations dans des entreprises mises en équivalence</i>	459	0	0	0	459

La zone géographique est déterminée par le pays de la société qui a conclu la transaction et non pas par le pays de la contrepartie de la transaction.

## 8.2 ANALYSE PAR MÉTIER

	Services financiers au secteur public, financement de projets et rehaussement de crédit	Services financiers aux particuliers	Trésorerie et marchés financiers	Autres	Total
(En EUR millions)					
<b>Au 31/12/2006</b>					
Produit net bancaire	1 809	35	201	96	2 141
Résultat net des entreprises mises en équivalence	21	26	0	10	57
Résultat avant impôt	1 284	40	152	63	1 539
Sous-total actifs <sup>(1)(3)</sup>	207 605	507	77 983	616	286 711
<i>dont participations dans des entreprises mises en équivalence</i>	<i>175</i>	<i>242</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>417</i>
Sous-total passifs <sup>(2)(3)</sup>	144 751	594	117 529	2	262 876
<b>Au 31/12/2007</b>					
Produit net bancaire	1 455	35	90	220	1 800
Résultat net des entreprises mises en équivalence	21	29	0	11	61
Résultat avant impôt	868	41	42	203	1 154
Sous-total actifs (1)	240 088	643	81 925	738	323 394
<i>dont participations dans des entreprises mises en équivalence</i>	<i>169</i>	<i>254</i>	<i>0</i>	<i>36</i>	<i>459</i>
Sous-total passifs <sup>(2)</sup>	157 479	741	147 025	1	305 246

(1) Comprend les prêts et créances sur les établissements de crédit, les prêts et créances sur la clientèle, les prêts et titres détenus à des fins de transaction, les actifs financiers disponibles à la vente, les participations dans des entreprises mises en équivalence, les autres actifs spécifiques aux compagnies d'assurance.

(2) Comprend les dettes envers les établissements de crédit, les dettes envers la clientèle, les dettes représentées par un titre, les provisions techniques des sociétés d'assurance.

(3) Les chiffres au 31 décembre 2006 ont été revus.

Les relations entre les lignes de produits, et plus particulièrement, entre les lignes de produits commerciales, les marchés financiers et les centres de production et de service, font l'objet de rétrocessions et/ou de transferts analytiques, établis selon les conditions de marché. Le résultat de chaque ligne de produits inclut également :

- les rétributions de la marge commerciale de transformation, incluant les coûts de la gestion de cette transformation et les fonds propres alloués à cette activité sur base de l'encours à moyen et à long terme ;
- l'intérêt sur le capital économique : le capital économique est alloué aux lignes de produits commerciales pour des besoins internes, et le retour sur le capital économique est utilisé pour mesurer la performance de chaque ligne commerciale ;
- le coût du financement.

## Rapport des commissaires aux comptes sur les comptes consolidés

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons procédé au contrôle des comptes consolidés de la société **Dexia Crédit Local**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2007, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Les comptes consolidés ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 OPINION SUR LES COMPTES CONSOLIDÉS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes consolidés de l'exercice sont, au regard du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière, ainsi que du résultat de l'ensemble constitué par les personnes et entités comprises dans la consolidation.

### 2 JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants.

Le provisionnement des risques de crédit, la valorisation des instruments financiers constituent des domaines d'estimation comptable significative dans votre activité bancaire :

- votre société constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités, tel que mentionné dans la note 1.3.c de l'annexe. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au suivi des risques de crédit, aux méthodologies de dépréciation, à l'appréciation des risques de non-recouvrement et à leur couverture des pertes de valeur par des dépréciations individuelles et collectives ;
- votre société utilise des modèles internes et des méthodologies pour la valorisation des instruments financiers qui ne sont pas traités sur des marchés actifs, ainsi que pour la constitution de certaines provisions et l'appréciation de la pertinence de la qualification en opérations de couverture (notamment les actifs et passifs financiers en juste valeur par résultat, les actifs disponibles à la vente, ou les instruments financiers comptabilisés au coût amorti dont la juste valeur est présentée dans la note 7.1 de l'annexe). Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à la vérification des modèles et à la détermination des paramètres utilisés.

La note 1.1.d présente l'impact de la crise financière au titre de laquelle votre société a mis en place un processus pour apprécier ses expositions directes et indirectes sur le secteur des *subprimes*. Nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif au recensement des expositions et à leurs valorisations, ainsi que le caractère approprié de l'information fournie.

Par ailleurs, votre société constitue des provisions pour couvrir les engagements sociaux (notes 1.3.c et 3.8 de l'annexe). Nous avons examiné la méthodologie d'évaluation de ces engagements ainsi que les hypothèses et paramètres utilisés.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces estimations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes consolidés, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

**3 VÉRIFICATION SPÉCIFIQUE**

---

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations, données dans le rapport de gestion du groupe. Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes consolidés.

Fait à Paris, le 2 avril 2008

**Les commissaires aux comptes**

**CADERAS MARTIN**

Daniel BUTELOT  
Associé

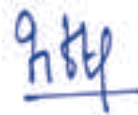


Olivier AVRIL  
Associé



**MAZARS & GUERARD**

Guillaume POTEL  
Associé



Anne VEAUTE  
Associée



# 5 Comptes annuels

<b><i>Bilan</i></b>	<b>184</b>	<b><i>Annexe aux comptes annuels</i></b>	<b>188</b>
Actif .....	184	1. Règles de présentation et d'évaluation.....	188
Passif.....	185	2. Notes sur l'actif.....	195
		3. Notes sur le passif.....	213
<b><i>Engagements hors bilan</i></b>	<b>186</b>	4. Notes sur le hors bilan.....	225
		5. Notes sur le résultat.....	231
		6. Renseignements concernant les filiales.....	238
<b><i>Compte de résultat</i></b>	<b>187</b>	7. Portefeuille titres de Dexia Crédit Local.....	240
		<b><i>Rapport général des commissaires aux comptes</i></b>	<b>243</b>



## Bilan

### ACTIF

(En EUR millions)	Réf. note	Montant au 31/12/2005	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
<b>I. Caisse, banques centrales, CCP</b>	2.0	512	949	685
<b>II. Effets publics et valeurs assimilées</b>	2.1	6 210	4 678	3 607
<b>III. Créances sur les établissements de crédit</b>		<b>28 013</b>	<b>26 385</b>	<b>36 248</b>
A. À vue		6 021	4 404	8 744
B. Autres créances	2.2	21 992	21 981	27 504
<b>IV. Opérations avec la clientèle</b>	2.3	<b>29 716</b>	<b>34 628</b>	<b>41 757</b>
<b>V. Obligations et autres titres à revenu fixe</b>	2.4	<b>49 192</b>	<b>58 141</b>	<b>109 818</b>
A. Des émetteurs publics		11 072	17 117	40 977
B. D'autres émetteurs		38 120	41 024	68 841
<b>VI. Actions et autres titres à revenu variable</b>	2.5	<b>230</b>	<b>278</b>	<b>280</b>
<b>VII. Participations et autres titres détenus à long terme</b>	2.6	<b>4 925</b>	<b>5 042</b>	<b>5 151</b>
<b>VIII. Immobilisations incorporelles</b>	2.8	<b>49</b>	<b>48</b>	<b>56</b>
<b>IX. Immobilisations corporelles</b>	2.9	<b>13</b>	<b>17</b>	<b>20</b>
<b>X. Capital souscrit appelé non versé</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>XI. Capital souscrit non appelé</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>XII. Actions propres</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>XIII. Autres actifs</b>	2.11	<b>5 807</b>	<b>5 038</b>	<b>4 182</b>
<b>XIV. Comptes de régularisation</b>	2.10	<b>6 859</b>	<b>8 433</b>	<b>11 059</b>
<b>TOTAL DE L'ACTIF</b>		<b>131 526</b>	<b>143 637</b>	<b>212 863</b>

**PASSIF**

(En EUR millions)	Réf. note	Montant au 31/12/2005	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
<b>I. Dettes envers les établissements de crédit</b>		<b>57 629</b>	<b>70 927</b>	<b>93 995</b>
A. À vue		4 272	8 497	1 044
B. À terme ou à préavis	3.1	53 357	62 430	92 951
<b>II. Opérations avec la clientèle</b>	3.2	<b>4 642</b>	<b>5 322</b>	<b>4 551</b>
A. Dépôts d'épargne		0	0	0
B. Autres dettes		4 642	5 322	4 551
1. À vue		0	50	0
2. À terme ou à préavis		4 642	5 272	4 551
<b>III. Dettes représentées par un titre</b>	3.3	<b>51 746</b>	<b>48 627</b>	<b>57 269</b>
A. Bons et obligations en circulation		7 321	7 036	9 734
B. Autres		44 425	41 591	47 535
<b>IV. Autres passifs</b>	3.13	<b>497</b>	<b>615</b>	<b>36 623</b>
A. Autres		497	615	36 623
B. Activité assurance		0	0	0
<b>V. Comptes de régularisation</b>	3.4	<b>7 552</b>	<b>8 875</b>	<b>10 922</b>
<b>VI. Provisions pour risques et charges</b>		<b>842</b>	<b>846</b>	<b>978</b>
A. Provisions pour risques et charges	3.5	375	369	462
B. Provisions pour Impôts différés	3.6	146	137	174
C. Provisions réglementées	3.7	321	340	342
<b>VII. Fonds pour risques bancaires généraux</b>	3.8	<b>478</b>	<b>478</b>	<b>0</b>
<b>VIII. Passifs subordonnés</b>	3.9	<b>5 056</b>	<b>4 763</b>	<b>5 373</b>
<b>CAPITAUX PROPRES</b>	3.11	<b>3 084</b>	<b>3 184</b>	<b>3 152</b>
<b>IX. Capital souscrit</b>	3.11	<b>1 327</b>	<b>1 327</b>	<b>1 327</b>
<b>X. Primes d'émission</b>	3.11	<b>1 087</b>	<b>1 087</b>	<b>1 087</b>
<b>XI. Réserves (et résultat reporté)</b>	3.11	<b>245</b>	<b>297</b>	<b>419</b>
<b>XVII. Résultat de l'exercice</b>	3.11	<b>425</b>	<b>473</b>	<b>319</b>
<b>XIII. Acompte sur dividendes</b>	3.11	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL DU PASSIF</b>		<b>131 526</b>	<b>143 637</b>	<b>212 863</b>

## Engagements hors bilan

(En EUR millions)	Réf. note	Montant au 31/12/2005	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
<b>I. Passifs éventuels</b>	4.1	<b>56 639</b>	<b>60 283</b>	<b>66 357</b>
<b>II. Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit</b>	4.2	<b>17 231</b>	<b>18 689</b>	<b>22 066</b>
<b>III. Valeurs et créances confiées à la société</b>	4.3	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>IV. À libérer sur actions et parts de sociétés</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>V. Engagements reçus</b>	4.7	<b>11 881</b>	<b>10 785</b>	<b>21 402</b>
A. Engagements de financement		4 999	2 390	12 104
B. Engagements de garantie		6 882	8 395	9 298
C. Engagements reçus par des entreprises d'assurance		0	0	0
<b>VI. Opérations de change en devises</b>	4.9	<b>98 914</b>	<b>123 415</b>	<b>107 460</b>
A. Montants à recevoir		49 142	61 411	53 467
B. Montants à livrer		49 772	62 004	53 993
<b>VII. Engagements sur instruments financiers à terme</b>	4.4	<b>590 423</b>	<b>665 119</b>	<b>831 549</b>
<b>VIII. Opérations sur titres</b>	4.8	<b>1 452</b>	<b>1 380</b>	<b>798</b>
<b>IX. Autres engagements donnés</b>		<b>9 586</b>	<b>10 151</b>	<b>59 401</b>
A. Autres		9 586	10 151	59 401
B. Activité assurance		0	0	0

## Compte de résultat

(En EUR millions)	Réf. note	Montant au 31/12/2005	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
<b>I Intérêts et produits assimilés</b>		<b>14 449</b>	<b>19 592</b>	<b>26 508</b>
A. Opérations avec les établissements de crédit		959	1 174	1 848
B. Opérations avec la clientèle	5.0	11 788	15 194	20 619
C. Obligations et autres titres à revenus fixes	5.0	1 702	3 224	4 041
<b>II Intérêts et charges assimilées</b>		<b>(14 297)</b>	<b>(19 468)</b>	<b>(26 761)</b>
A. Opérations avec les établissements de crédit		(1 669)	(2 672)	(4 186)
B. Opérations avec la clientèle		(11 006)	(13 901)	(19 030)
C. Obligations et autres titres à revenus fixes	5.0	(1 622)	(2 895)	(3 545)
<b>III Revenus des titres à revenu variable</b>	5.1	<b>143</b>	<b>191</b>	<b>213</b>
D'actions, parts de sociétés et autres titres à revenus variables		1	2	0
De participations, actions et parts constituant des immobilisations financières		142	189	213
<b>IV Commissions (produits)</b>	5.2	<b>11</b>	<b>13</b>	<b>17</b>
<b>V Commissions (charges)</b>	5.2	<b>(10)</b>	<b>(12)</b>	<b>(18)</b>
<b>VI A. +/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation</b>	5.3	<b>330</b>	<b>519</b>	<b>778</b>
<b>VI B. +/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de placement et assimilés</b>	5.3	<b>89</b>	<b>(28)</b>	<b>(750)</b>
<b>VII Autres produits d'exploitation bancaire</b>	5.7	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>2</b>
<b>X Autres charges d'exploitation bancaire</b>	5.7	<b>(1)</b>	<b>(3)</b>	<b>(1)</b>
<b>PRODUIT NET BANCAIRE</b>		<b>716</b>	<b>805</b>	<b>(12)</b>
<b>VIII Charges générales d'exploitation</b>	5.4	<b>(198)</b>	<b>(229)</b>	<b>(248)</b>
<b>IX Dotations aux amortissements sur immobilisations incorporelles et corporelles</b>		<b>(26)</b>	<b>(27)</b>	<b>(25)</b>
<b>RÉSULTAT BRUT D'EXPLOITATION</b>		<b>492</b>	<b>549</b>	<b>(285)</b>
<b>XI Coût du risque</b>	5.5	<b>(24)</b>	<b>(18)</b>	<b>(13)</b>
<b>RESULTAT D'EXPLOITATION</b>		<b>468</b>	<b>531</b>	<b>(298)</b>
<b>XII +/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés</b>	5.6	<b>22</b>	<b>0</b>	<b>32</b>
<b>RÉSULTAT COURANT AVANT IMPÔT</b>		<b>490</b>	<b>531</b>	<b>(266)</b>
<b>XV +/- Résultat exceptionnel</b>	5.8	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>XVII Impôt sur les bénéfices</b>	5.9	<b>(65)</b>	<b>(58)</b>	<b>107</b>
<b>XIII +/- Dotations/Reprises de FRBG</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>478</b>
<b>RÉSULTAT NET</b>		<b>425</b>	<b>473</b>	<b>319</b>
Résultat par action		4,88	5,43	3,66
Résultat dilué par action		4,88	5,43	3,66

## Annexe aux comptes annuels

### 1. RÈGLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION

#### 1.1 FAITS MARQUANTS DE L'EXERCICE

Les faits marquants de l'exercice sont les suivants :

- la succursale de Londres de Dexia Crédit Local a acheté au cours de l'exercice à la société Bradford & Bingley un portefeuille de EUR 3,6 milliards de prêts aux sociétés de financement du logement social au Royaume-Uni. La succursale de Londres a acquis ce portefeuille à sa valeur nominale. Au 31 décembre 2007, ce portefeuille est inscrit à l'actif pour EUR 1,9 milliard et en engagement de financement pour EUR 1,7 milliard ;
- Dexia Crédit Local a au cours de l'exercice dégagé une plus-value de EUR 15 millions, sur les titres qu'elle détenait dans la société CLF Patrimoniale, société spécialisée dans l'administration de biens. Cette plus-value a été réalisée suite à une fusion absorption de la société CLF Patrimoniale par la société Dexia Épargne Pension, dont Dexia Crédit Local détient désormais 25,3 % du capital ;
- en application du règlement CRB n° 90-02, un fonds pour risques bancaires généraux avait été constitué au 1<sup>er</sup> janvier 1990 par prélèvement sur des réserves antérieures, pour un montant de EUR 478 millions. Ce fonds a été intégralement repris en résultat au cours de l'exercice.
- en 2007, la gestion et le suivi du risque auront notablement été influencés par la crise financière née à la fin du 1<sup>er</sup> semestre aux États-Unis, dite crise des *subprimes*. Ses impacts auront été, pour ce qui concerne Dexia Crédit Local, limités, compte tenu de la prudence adoptée traditionnellement quant au profil de risque de la société.

Cette atténuation des effets de la crise tient essentiellement à la qualité des portefeuilles de prêts et d'obligations détenus par Dexia Crédit Local :

- des portefeuilles essentiellement sur des sphères publiques : 67 % des expositions de Dexia Crédit Local ;
- des portefeuilles avec une notation très élevée : 85 % notés au-dessus de *Investment Grade* ;
- une exposition de CDO (*Collateralized Debt Obligation*) d'ABS (*Asset Backed Securities*) extrêmement limitée. Les expositions ont été couvertes par des CDS (*Credit Default Swap*) auprès de banques de bonne qualité.

Le coût du risque pour Dexia Crédit Local reste modéré (EUR 13 millions), reflétant effectivement la bonne qualité du portefeuille et la faiblesse du risque de non remboursement.

Au demeurant, la crise aura conduit à enregistrer des mouvements comparables à ceux de la place, consécutifs à l'impact de l'élargissement des *spreads* sur les valeurs de marché :

- une diminution de la valeur du portefeuille de négociation pour EUR 143 millions ;
- une dépréciation globale du portefeuille de titres de placement pour EUR 695 millions.

Les ratios de liquidité à moyen terme et long terme sont plus tendus que par le passé, du fait de la crise de confiance actuelle. Ce resserrement des conditions de liquidité a conduit à mettre en place un pilotage plus fin des différents ratios ou contraintes qui s'expriment dans l'ensemble des entités de Dexia Crédit Local, en s'appuyant sur l'organisation du groupe.

#### 1.2 RÈGLES DE PRÉSENTATION ET D'ÉVALUATION DES COMPTES ANNUELS

Les règles appliquées pour l'établissement du bilan, du compte de résultat et du hors bilan suivent les principes de présentation bancaire.

Ces comptes annuels sont présentés selon les principes et les règles des directives européennes relatives aux comptes annuels des banques, conformément aux règlements CRC n° 99-04 et n° 00-03 modifiés.

##### a. Modification des règles de présentation et d'évaluation des comptes annuels

Les règles de présentation et d'évaluation des comptes annuels n'ont pas été modifiées.

##### b. Méthodes appliquées aux différents postes du bilan, du hors bilan et du compte de résultat des comptes de synthèse individuels

#### MÉTHODES D'ÉVALUATION ET DE PRÉSENTATION

Les principes comptables généralement acceptés ont été appliqués, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- indépendance des exercices ;
- permanence des méthodes.

### Créances sur la clientèle

Les contrats signés, mais non versés, figurent dans le hors bilan.

Les intérêts relatifs aux prêts sont comptabilisés en produits d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés *pro rata temporis*, ainsi que les intérêts sur les échéances impayées. Les intérêts des créances douteuses et compromises figurant en produit net bancaire sont neutralisés par une dépréciation de montant équivalent.

Les commissions reçues sur les opérations auxquelles elles se rapportent, sont enregistrées directement en résultat.

Les indemnités de remboursement anticipé de prêts constatées jusqu'au 31 décembre 2004 continuent d'être amorties comptablement et fiscalement sur la durée résiduelle des prêts remboursés, en fonction du montant des intérêts qui auraient été versés sur ces opérations. Le stock d'indemnités à étaler est comptabilisé en compte de régularisation.

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005, les indemnités de remboursement anticipé sont enregistrées en compte de résultat à la date de résiliation.

Les crédits à la clientèle sont indiqués au bilan pour leurs montants nets après dépréciations constituées en vue de faire face à un risque de non recouvrement. Ils sont ventilés en quatre catégories : créances saines, créances saines restructurées, créances douteuses et litigieuses et créances douteuses compromises.

Les créances restructurées à des conditions hors marché sont classées dans la deuxième catégorie jusqu'à leur échéance finale. Elles font l'objet d'une décote représentative de la valeur actuelle de l'écart d'intérêts futurs. Cette décote est inscrite immédiatement au résultat en coût du risque, puis est reprise en revenus d'intérêts au prorata de la vie de l'opération.

Un encours douteux est considéré comme compromis dès lors que ses perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lequel un passage en perte à terme est envisagé.

Le déclassement intervient au plus tard un an après son passage en douteux ou bien immédiatement si le dossier était préalablement en encours restructuré.

Par ailleurs, il est précisé qu'une créance est considérée comme douteuse lorsqu'elle présente un risque probable ou certain de non recouvrement. Ce sont les créances impayées, de plus de neuf mois en matière de crédit aux collectivités locales, de plus de six mois en matière de crédit immobilier, et de plus de trois mois pour tous les autres types de crédit. Sont considérées comme créances litigieuses, les créances présentant un caractère contentieux (procédure d'alerte, de redressement judiciaire...). Les créances litigieuses sont ventilées en annexe de la même façon que les créances douteuses.

Le taux de dépréciation appliqué aux créances douteuses est proportionnel au risque attaché à celles-ci. Le montant des intérêts est déprécié à 100 %.

### Opérations sur titres

Les titres détenus par Dexia Crédit Local sont inscrits à l'actif du bilan dans les postes :

- effets publics admissibles au refinancement auprès de la Banque centrale ;
- obligations et autres titres à revenu fixe ;
- actions, parts et autres titres à revenu variable.

En application du règlement CRB n° 2005-01 d'application anticipée au 1<sup>er</sup> janvier 2005 portant modification du règlement CRB n° 90-01, les titres sont ventilés, dans l'annexe, en titres de transaction, titres de placement et titres d'investissement.

### Titres de négociation/transaction

Ce sont des titres négociables sur un marché dont la liquidité est assurée et qui sont acquis ou vendus avec l'intention de les revendre ou de les racheter à court terme. Le portefeuille de transaction de Dexia Crédit Local est principalement constitué d'obligations indexées sur des taux révisables. Ces titres sont comptabilisés à la date d'achat pour leur prix d'acquisition y compris intérêts courus et frais exclus. Ils sont évalués, à chaque arrêté comptable, au dernier prix de marché disponible au jour de l'arrêté. Les différences résultant des variations de cours sont portées directement au compte de résultat.

### Titres de placement

Ce sont tous les titres qui ne sont inscrits ni parmi les titres de transaction, ni parmi les titres d'investissement, ni parmi les titres de l'activité de portefeuille, autres titres détenus à long terme, titres de participation et parts dans les entreprises liées.

Ces titres sont acquis par Dexia Crédit Local dans le but de constituer une réserve de liquidité. Ce portefeuille de placement est constitué principalement d'obligations à taux fixe et à taux révisable et marginalement de titres à revenu variable. Les titres à taux fixe sont le plus souvent couverts contre une variation défavorable des taux d'intérêt par la mise en place de *swaps* de taux et/ou de devises classés en opérations de couverture. Cette technique permet ainsi de créer des actifs synthétiques indexés sur des taux révisables ou variables immunisés du risque de taux.

Ces titres sont enregistrés pour leur coût d'acquisition pied de coupon, frais exclus. Les intérêts courus à l'achat sont enregistrés dans des comptes rattachés. Le montant résultant de la différence entre le coût d'acquisition et la valeur de remboursement (surcote ou décote) est inscrit au bilan, afin d'être ensuite étalé en utilisant la méthode quasi-actuarielle sur la durée de vie résiduelle du titre. Cette option s'applique à l'ensemble du portefeuille.

En date d'arrêté, selon le principe de prudence, les titres de placement apparaissent au bilan à leur valeur d'acquisition ou bien à leur valeur de réalisation à la date de clôture, si celle-ci est inférieure, après prise en compte, le cas échéant, des gains sur opérations de microcouverture pour le calcul de la réduction de valeur. Lorsque le risque sur le titre excède le gain latent sur la couverture, la dépréciation figure en dépréciation d'actif. Dans le cas d'un risque net sur la couverture, la provision figure en provision au passif.

En cas de cession des titres de placement, la détermination des plus ou moins-values de cession est effectuée en appliquant la règle « premier entré - premier sorti ».

Si des titres de placement sont reclassés dans le portefeuille d'investissement, ils le sont pour leur coût d'acquisition.

Pour un titre déprécié à la date de transfert, une reprise de la dépréciation devenue sans objet est réalisée à partir de cette date, sur la durée de vie résiduelle du titre.

#### Titres d'investissement

Sont classés dans les titres d'investissement les titres à revenu fixe assortis d'une échéance fixée qui ont été acquis ou reclassés de la catégorie « titres de placement » avec l'intention manifeste de les détenir jusqu'à l'échéance. Ces titres font l'objet d'une couverture en risque de taux et/ou d'un adossement à des ressources affectées à leur financement. Lorsque ces titres font l'objet d'une couverture contre le risque de dépréciation dû aux variations de taux d'intérêt, les instruments utilisés sont exclusivement des *swaps* de taux d'intérêt ou de devises.

Ces instruments en couverture affectée des titres permettent ainsi de créer des actifs synthétiques indexés sur des taux variables ou révisables immunisés contre le risque de taux.

Les titres d'investissement sont enregistrés à la date d'achat pour leur prix d'acquisition pied de coupon, frais exclus. Les intérêts courus à l'achat sont enregistrés dans des comptes rattachés. L'écart positif ou négatif entre la valeur de remboursement et le coût d'acquisition pied de coupon (décote ou surcote) est amorti en utilisant la méthode actuarielle sur la durée résiduelle du titre.

En date d'arrêté, les gains latents ne sont pas comptabilisés et les dépréciations n'ont pas à être provisionnées, sauf dans les cas suivants :

- la naissance d'un doute sur la capacité de l'émetteur à faire face à ses obligations ;
- la probabilité que l'établissement ne conserve pas ces titres jusqu'à l'échéance en raison de circonstances nouvelles.

En cas de cession de titres d'investissement, ou de transfert dans une autre catégorie de titres, pour un montant non négligeable par rapport au montant total des titres d'investissement détenus, Dexia Crédit Local n'est plus autorisé, pendant l'exercice en cours et pendant les deux exercices suivants, à classer en titres d'investissement des titres antérieurement acquis et les titres à acquérir. Les titres d'investissement antérieurement acquis sont reclassés dans la catégorie « Titres de placement » pour leur valeur nette comptable déterminée à la date du reclassement.

#### Titres de l'activité de portefeuille (Tap)

Cette catégorie regroupe les titres à revenu variable dans lesquels la société investit de façon régulière avec pour seul objectif d'en retirer un gain en capital à moyen terme sans intention d'investir durablement dans le développement du fonds de commerce de l'entreprise émettrice, ni de participer activement à sa gestion opérationnelle.

Les Tap sont comptabilisés à la date d'achat au prix d'acquisition frais exclus. En date d'arrêté, la valeur d'inventaire est ajustée au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres est déterminée en tenant compte des perspectives générales d'évolution de l'émetteur et de l'horizon de détention. Pour les sociétés cotées, cette valeur peut être la moyenne des cours de bourse constatés sur une période suffisamment longue, tenant compte de l'horizon de détention envisagé pour atténuer l'effet de fortes variations ponctuelles de cours de bourse. À chaque arrêté comptable, les moins-values latentes résultant de la différence entre la valeur comptable et la valeur d'utilité, calculées par lignes de titres, font l'objet d'une dotation pour dépréciation sans compensation avec les plus-values latentes constatées. Les plus-values latentes ne sont pas comptabilisées.

En cas de cession des Tap, la détermination des plus ou moins-values de cession est effectuée en appliquant la règle « premier entré - premier sorti ».

#### Cessions temporaires

Des opérations de cessions temporaires de titres sont réalisées dans un objectif de réduction du coût de la liquidité court terme. Les opérations conclues sont exclusivement des opérations de pensions livrées et de *repurchase agreement* (repo) et des opérations de prêts/emprunts de titres.

Les mises en pensions livrées ou en repo sont enregistrées dans un compte de passif matérialisant la dette à l'égard du cessionnaire. Les charges relatives à la rémunération des liquidités reçues sont rapportées au résultat de l'exercice *pro rata temporis*.

Pour le calcul des résultats, les titres donnés en pensions livrées ou en repo font l'objet des traitements comptables appliqués à la catégorie du portefeuille titres dont ils sont issus.

Les opérations qui combinent simultanément une vente comptant avec un achat à terme ferme d'un même titre sont assimilées à des opérations de repo. Le traitement comptable de ces opérations est celui du repo. Ces opérations de cessions temporaires font l'objet d'une revalorisation périodique. Cette technique consiste à ajuster le montant emprunté aux mouvements qui se produisent sur le titre en cours de contrat. Ceci permet de diminuer chez la contrepartie le risque de crédit résultant de l'évolution de la valeur du collatéral titre.

Les titres prêtés font l'objet d'un déclassement sous la forme d'une créance représentative de la valeur comptable de ces titres prêtés. À chaque arrêté comptable, la créance est réévaluée selon les règles applicables aux titres qui ont fait l'objet du prêt.

Les titres empruntés sont enregistrés dans la catégorie des titres de transaction par la contrepartie, au passif, d'une dette de titres à l'égard du prêteur. En date d'arrêté, les titres empruntés et la dette correspondante sont évalués selon les règles applicables aux titres de transaction.

### Immobilisations financières

#### Titres de participation

Les titres de participation sont des titres dont la possession durable est estimée utile à l'activité de l'établissement, notamment parce qu'elle permet :

- soit d'exercer une influence ou le contrôle de la société émettrice ;
- soit d'entretenir des relations bancaires avec cette société.

Ces titres sont comptabilisés à la date d'achat pour leur prix d'acquisition, frais exclus. En date d'arrêté ces titres sont évalués au plus bas des deux montants : leur coût d'acquisition ou leur valeur d'usage, laquelle est fonction de l'utilité que la participation présente pour Dexia Crédit Local.

Si la société émettrice présente une situation nette au moins égale à celle qui prévalait lors du dernier achat de titres, un résultat précédent bénéficiaire ou des perspectives réelles de redressement pour l'exercice en cours, la valeur d'usage en date d'arrêté sera réputée au moins égale au coût historique. Si ces conditions ne sont pas remplies, une analyse multicritères est effectuée, afin de déterminer si l'application du principe de prudence doit conduire à constituer une dépréciation sur la ligne de participation.

Les titres en devises financés en euros font l'objet d'une réévaluation portée en écart de conversion et non pas en résultat, conformément au règlement CRB n° 89-01.

En cas de cession partielle d'une ligne de participation, la détermination des plus ou moins-values de cession est effectuée en appliquant la règle « premier entré - premier sorti ».

#### Autres titres détenus à long terme

Cette catégorie regroupe les titres à revenu variable investis dans l'intention de favoriser le développement de relations professionnelles durables en créant un lien privilégié avec l'entreprise émettrice, mais sans influence dans la gestion des entreprises dont les titres sont détenus en raison du faible pourcentage des droits de vote qu'ils représentent. Ils sont enregistrés à la date de leur acquisition pour leur prix d'acquisition, frais exclus. En date d'arrêté, la valeur d'inventaire est ajustée au plus bas de leur coût historique ou de leur valeur d'utilité. La valeur d'utilité des titres détenus à long terme, cotés ou non, représente ce que l'entreprise accepterait de décaisser pour obtenir ces titres si elle avait à les acquérir compte tenu de son objectif de détention. En cas de cession des titres détenus à long terme, la détermination des plus ou moins-values de cession est effectuée en appliquant la règle « premier entré - premier sorti ».

#### Actifs corporels et incorporels

La valeur brute des éléments de l'actif immobilisé correspond à la valeur d'entrée des biens dans le patrimoine.

Ces immobilisations sont amorties linéairement sur leur durée d'utilité attendue selon le rythme de consommation des avantages économiques futurs. Sauf exception, les agencements et mobiliers sont amortis sur dix ans, le matériel sur cinq ans et les logiciels entre trois à cinq ans.

### Autres actifs

Ce poste comprend principalement les collatéraux (dépôts de garantie) à recevoir dans le cadre des opérations de *swaps*. Ils sont enregistrés pour leur valeur comptable.

#### Dettes représentées par un titre

Ce poste comprend des emprunts obligataires et des titres de créances négociables.

#### Emprunts obligataires

Les emprunts sont enregistrés pour leur valeur nominale. Les intérêts relatifs aux emprunts sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés *pro rata temporis* sur la base des taux contractuels.

Les emprunts à « zéro coupon » sont enregistrés à leur prix d'émission. À chaque arrêté comptable, les intérêts courus de la période, calculés au taux actuariel de l'émission, sont enregistrés dans les charges sur dettes représentées par un titre dans le compte de résultat, et en complément de la dette au passif, et ce jusqu'à la date d'échéance pour atteindre par capitalisation le montant du nominal à rembourser.

Les frais et commissions à l'émission des emprunts obligataires font l'objet d'un étalement par fraction égale sur la durée de vie des emprunts auxquels ils sont rattachés. Les soultes versées ou reçues sur rachats d'emprunts sont enregistrées en compte de résultat depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Concernant les emprunts en devises, le traitement appliqué est celui des opérations en devises.

#### Titres de créances négociables

Les titres de créances négociables sont enregistrés pour leur valeur nominale. Les intérêts relatifs aux *Medium term notes*, aux Bons à moyen terme négociables (BMTN) et aux certificats de dépôts négociables sont comptabilisés en charges d'exploitation bancaire pour leurs montants courus, échus et non échus, calculés *pro rata temporis*. Les intérêts payés d'avance sur les *Commercial papers* sont enregistrés à la date d'opération, dans un compte de régularisation, puis étalés, *pro rata temporis*, dans un compte de charges d'exploitation.

#### Primes de remboursement et d'émission sur des dettes représentées par des titres

Les primes de remboursement et les primes d'émission sont amorties sur la durée de vie des titres concernés, dès la première année, *pro rata temporis*. Elles figurent au bilan dans le poste de dettes concernées. L'amortissement de ces primes figure au compte de résultat dans les intérêts et charges sur obligations et titres à revenu fixe.

#### Autres passifs

Ce poste comprend principalement les collatéraux (dépôts de garantie) à verser dans le cadre des opérations de *swaps*. Ils sont enregistrés pour leur valeur comptable.

#### Provisions au passif du bilan

Des provisions sont constituées pour faire face, d'une part à des risques, d'autre part à des pertes et charges. Les provisions non individualisées (provisions collectives) sur la clientèle figurent dans cette rubrique. Ces provisions couvrent le risque de perte de valeur,



en l'absence de dépréciations spécifiques mais lorsqu'il existe un indice objectif laissant penser que des pertes sont probables dans certains segments du portefeuille ou dans d'autres engagements de prêts en cours à la date d'arrêté des comptes. Ces pertes sont estimées en se basant sur l'expérience et les tendances historiques de chaque segment et en tenant compte également de l'environnement économique dans lequel se trouve l'emprunteur. À cet effet, Dexia Crédit Local a constitué un modèle de risque de crédit utilisant une approche combinant probabilités de défauts et pertes en cas de défaut.

Des provisions fiscales réglementées sont constituées dans les comptes sociaux sur les crédits à moyen et long terme et sur les amortissements dérogatoires. Des dépréciations liées aux instruments financiers à terme sont comptabilisées conformément aux règles précisées ci-dessous dans le paragraphe relatif aux opérations sur instruments financiers à terme.

Les engagements en matière de retraite et d'avantages postérieurs à l'emploi et à long terme sont enregistrés en charge de l'exercice. Ils sont déterminés par pays, conformément aux règles locales contractuelles. Ces engagements sont estimés chaque année selon une méthode actuarielle et sont comptabilisés dans les provisions. Ils représentent des montants peu importants et sont présentés dans l'annexe 5.4.b.

Les provisions au passif incluent également les provisions pour impôts différés.

#### *Passifs subordonnés*

Des titres subordonnés remboursables ont été émis par Dexia Crédit Local. Ces titres sont à retenir également dans les fonds propres complémentaires en application de l'article 4-d du règlement CRB n° 90-02, conformément à la définition du ratio de solvabilité européen.

#### *Opérations sur instruments financiers à terme*

Dexia Crédit Local conclut régulièrement des opérations d'instruments financiers à terme, principalement dans le but de couvrir le risque de taux ou de change auquel ses différentes activités l'exposent. Accessoirement, le recours à de telles opérations a pour objet de tirer parti des évolutions favorables de ces taux. Les opérations sont traitées sous les formes suivantes : *swaps* de taux et/ou de devise, *Fra*, *Cap*, *Floor*, options de taux, *futures*, *credit default swap*, *credit spread option*.

L'enregistrement de ces opérations s'effectue conformément aux principes définis par les règlements CRB n° 90-15 et n° 92-04. Cette réglementation distingue quatre catégories comptables d'enregistrement, reflétant l'intention initiale dans laquelle ont été conclues ces opérations.

L'affectation dans l'une de ces catégories – couverture affectée, macrocouverture, position ouverte isolée, gestion spécialisée de portefeuille – conditionne les principes d'évaluation et de comptabilisation.

Pour toutes les catégories, l'engagement, appelé montant notionnel, est comptabilisé en hors bilan pendant toute la durée du contrat, c'est-à-dire dès la signature du contrat et jusqu'à son terme ou le début

de la période de référence pour les accords de taux futurs. Dans le cas où le montant notionnel varie, le montant souscrit en hors bilan est actualisé pour représenter l'engagement maximal actuel ou futur. Chaque contrat donne lieu à une inscription distincte et est classé dans l'une des catégories définies par le règlement. Le résultat est comptabilisé différemment selon la catégorie dans laquelle est classé l'instrument considéré, de manière à respecter la logique économique des opérations.

Les soultes de conclusion des instruments financiers de couverture sont étalées sur la durée de vie de l'instrument financier tant que celui-ci reste en vie. Cet étalement est réalisé en mode quasi-actuariel pour l'ensemble des opérations.

#### *Opérations de couverture*

##### **Opérations de microcouverture**

Les opérations répertoriées en couverture affectée ou en microcouverture ont pour objet de couvrir le risque de taux d'intérêt affectant un élément, ou un ensemble d'éléments homogènes, identifiés dès l'origine. Seuls sont considérés comme conclus à titre de couverture affectée les contrats qui répondent aux conditions suivantes :

- l'élément couvert par les contrats contribue à exposer l'établissement de crédit à un risque global de variation de prix ou de taux d'intérêt ;
- les contrats achetés ou vendus ont pour but et pour effet de réduire le risque de variation de prix ou de taux d'intérêt affectant l'élément couvert et sont identifiés comme tels dès l'origine.

Répondent principalement à cette définition les *swaps* affectés en microcouverture des émissions primaires, des titres du portefeuille obligataire de placement et d'investissement ainsi que des actifs clientèle. Ces instruments de couverture construisent des passifs ou des actifs synthétiques, indexés sur des taux variables ou révisables donc immunisés contre le risque de taux.

Les charges et les produits relatifs à ces opérations sont inscrits en compte de résultat de manière identique à la comptabilisation des produits et charges de l'élément ou de l'ensemble homogène couvert.

Dans le cas du remboursement anticipé (ou éventuellement de la cession) de l'élément couvert, la soulte de résiliation reçue ou payée du fait de l'interruption anticipée de l'instrument de couverture est enregistrée de la façon suivante :

- si la résiliation de l'instrument de couverture a eu lieu avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005, la soulte est étalée sur la durée de l'opération résiliée ;
- si celle-ci a eu lieu à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, la soulte est enregistrée en compte de résultat sur la période de résiliation ; toutefois, la soulte payée par Dexia Crédit Local n'est déduite de ce résultat que pour la partie qui excède les gains non encore constatés en résultat sur la position symétrique.

Dans les deux cas, le stock de soultes à étaler est comptabilisé en compte de régularisation.

#### Opérations de macrocouverture

Cette catégorie regroupe les opérations qui ont pour but de couvrir et de gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement sur l'actif, le passif et le hors bilan à l'exclusion des opérations répertoriées dans les portefeuilles de couverture affectée, de gestion spécialisée et de position ouverte isolée.

Ces opérations de macrocouverture réduisent globalement le risque de taux d'intérêt auquel est exposé l'établissement par ses différentes activités.

Les charges et les produits relatifs à ces opérations sont inscrits *prorata temporis* en compte de résultat, respectivement sur les lignes « Intérêts et charges assimilés sur opérations de macrocouverture » et « Intérêts et produits assimilés sur opérations de macrocouverture ». La contrepartie de cet enregistrement est inscrite dans les comptes de régularisation jusqu'à la date d'encaissement ou de décaissement des fonds.

Dans le cas d'une résiliation de *swaps* de macrocouverture, la soulte de résiliation de *swaps* est enregistrée de la façon suivante :

- avant le 1<sup>er</sup> janvier 2005, la soulte est étalée lorsque la résiliation n'est pas liée à la modification préalable du risque global de taux d'intérêt à couvrir, ou elle fait l'objet d'un traitement symétrique à celui adopté pour les éléments ayant entraîné une modification de ce risque ;
- à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005, la soulte est enregistrée en compte de résultat.

#### Opérations de gestion de position

- Chez Dexia Crédit Local, trois activités distinctes entrent dans ce cadre :
  - une activité de gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction ;
  - une activité de prise de position ;
  - une activité de dérivés de crédit.

#### Activité de gestion spécialisée

Cette activité regroupe les opérations conclues avec des collectivités locales ainsi que leurs opérations symétriques négociées avec des contreparties bancaires. Les opérations incluses dans cette activité ont pour but de permettre une gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction, comprenant des contrats déterminés d'échange de taux d'intérêt et d'autres instruments financiers à terme de taux d'intérêt. Ce portefeuille de transaction, dont les positions sont centralisées et les résultats calculés quotidiennement, est géré constamment en sensibilité. Des limites internes au risque de taux d'intérêt encouru sur ce portefeuille ont été préalablement établies, conformément aux dispositions du règlement CRB n° 97-02 modifié.

Le résultat est comptabilisé suivant le principe du *mark-to-market* qui se traduit par :

- une réévaluation mensuelle de l'ensemble des flux futurs, enregistrée directement en résultat ;
- l'inscription immédiate en résultat des flux payés ou perçus.

La technique utilisée pour le calcul de la réévaluation des instruments dérivés est celle du coût de remplacement. Elle consiste, pour chaque contrat donné, à simuler un nouveau contrat permettant, à la date d'arrêt, de clore la position ouverte par le contrat d'origine, puis à actualiser les différences de flux ainsi déterminées.

La valorisation de ce portefeuille prend en compte les frais de gestion ainsi que le risque de contrepartie.

Dans le cadre de cette activité, la succursale de New York gère les risques générés par les portefeuilles de manière centralisée. Le transfert de risque est réalisé sous forme de contrats internes comptables. Ces contrats sont mis en place, enregistrés et valorisés conformément au règlement CRB n° 90-15.

#### Activité de prise de position

Les opérations de dérivés logées dans ce portefeuille ont pour objectif de maintenir des positions ouvertes isolées afin, le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêt. C'est aussi dans cette catégorie qu'est affecté l'ensemble des opérations qui ne satisfont pas aux critères de classement dans les autres catégories.

Le résultat est comptabilisé suivant le principe de prudence qui se traduit par :

- une évaluation périodique, au taux du marché, des contrats, qui donnent lieu à la constitution de dépréciations en cas de moins-values latentes, alors que les plus-values latentes ne sont pas constatées en résultat ;
- l'inscription en compte de résultat *prorata temporis* des intérêts ainsi que des soultes.

#### Dérivés de crédit

Dexia Crédit Local négocie notamment des achats de risque de crédit, par lesquels il prend une position d'investisseur final sur des titres obligataires sous-jacents. Ces opérations sont donc assimilables à des substituts de crédit et sont répertoriées dans le portefeuille de « position ouverte isolée ».

Les primes reçues au titre de ces opérations sont étalées linéairement, *prorata temporis*, sur leur durée de vie.

Ces contrats sont réévalués périodiquement. Les pertes latentes alors constatées par le processus de valorisation sont provisionnées même en l'absence de risque de défaut avéré. Les plus-values latentes, quant à elles, ne sont pas comptabilisées.

#### Opérations de change

Dans le cadre de la couverture de son risque de change, Dexia Crédit Local conclut des *swaps* cambistes et des opérations d'achats et de ventes à terme de devises. Les *swaps* cambistes sont initiés dans le cadre de la transformation de ressources dans une devise identique à la devise des emplois qu'elles financent. Des opérations de change à terme sont quant à elles mises en place dans le but de compenser ou de réduire le risque de variation de cours de change affectant un élément ou un ensemble d'éléments homogène. Par ailleurs, des opérations de change non couvertes sont réalisées accessoirement dans le cadre de prises de position.

Conformément au règlement CRB n° 89-01, deux catégories d'opérations sont distinguées : le change « terme couvert » et le change « terme sec ». Cette distinction conditionne le mode d'enregistrement du résultat de ces opérations.

Pour toutes ces catégories d'opérations, l'engagement est comptabilisé en hors bilan pendant toute la durée du contrat, c'est-à-dire dès la signature du contrat et jusqu'à la date de début de la période de référence.

Chaque contrat donne lieu à une inscription distincte et est classé dans l'une des catégories définies par le règlement. Le résultat est comptabilisé différemment selon la catégorie dans laquelle est classé l'instrument considéré, de manière à respecter la logique économique des opérations.

#### Opérations de couverture

La méthode utilisée pour comptabiliser le résultat des opérations de change couvertes consiste à constater en résultat *pro rata temporis* sur la durée du contrat le report/déport, c'est-à-dire la différence entre le cours terme et le cours comptant. La position est inscrite à l'origine sur la base du cours comptant puis le report/déport est incorporé progressivement jusqu'à l'échéance.

#### Opérations de gestion de position

Ce sont des opérations de change à terme non qualifiées d'opérations de change à terme couvertes, au sens du règlement CRB n° 89-01, c'est-à-dire qui ne sont associées simultanément ni à des prêts et emprunts ni à des opérations de change au comptant. Ce type d'opération est réalisé dans le but de tirer avantage des évolutions du cours des devises.

La méthode utilisée pour comptabiliser le résultat de ces opérations de change sec consiste à convertir en euros des comptes mouvements en devises sur la base du cours à terme restant à courir.

#### Opérations en devises

En application du règlement CRB n° 89-01, modifié par le règlement n° 90-01, Dexia Crédit Local comptabilise les opérations en devises dans des comptes ouverts et libellés dans chacune des devises utilisées.

Des comptes de position de change et de contre-valeur de position de change spécifiques sont ouverts dans chaque devise.

À chaque arrêté comptable, les différences entre, d'une part, les montants résultant de l'évaluation des comptes de position au cours de marché à la date d'arrêté et, d'autre part, les montants inscrits dans les comptes de contre-valeur de position de change sont portées au compte de résultat. Les écarts résultant de la conversion des titres de participation libellés en devises et financés en euros sont enregistrés au bilan dans les comptes d'écarts de conversion.

Les écarts de conversion sur les titres d'investissement libellés en devises et financés en devises sont comptabilisés parallèlement aux écarts constatés sur le financement.

Les comptes des succursales étrangères intégrées dans le périmètre de Dexia Crédit Local font l'objet d'une conversion. Le bilan est converti au cours de clôture, les capitaux propres sont maintenus au cours historique et le compte de résultat est converti sur la base d'un cours moyen. L'écart de conversion sur les capitaux et le résultat de l'exercice figure en écart de conversion sur fonds propres.

#### Coût du risque

Ce poste comprend les dotations et reprises de dépréciations sur créances sur la clientèle, sur établissements de crédit, sur titres à revenu fixe d'investissement (en cas de risque de défaillance avéré de l'émetteur), les provisions sur engagements hors bilan (hors instruments financiers de hors bilan) ainsi que les pertes sur créances irrécouvrables et les récupérations sur créances amorties et les autres mouvements de dépréciations sur risque de contrepartie et passifs éventuels liés à ces postes.

#### Produits et charges exceptionnels

Les composantes du résultat exceptionnel sont à caractère exclusivement extraordinaire par rapport à l'activité et à la gestion du patrimoine de la société.

De plus, les produits ou les charges concernés ne dépendent pas de prises de décisions dans le cadre de la gestion courante des activités ou du patrimoine de la société mais résultent d'événements extérieurs subis et de nature complètement inhabituelle. Seuls les éléments de cette nature, qui ont une importance significative sur le résultat de la période, sont classés en produits et charges exceptionnels.

#### Impôt sur les sociétés

Le taux de l'impôt sur les sociétés et celui retenu en matière d'impôts différés est de 34,43 % en France.

Le taux appliqué sur les contributions des succursales étrangères est celui appliqué localement en fonction de chaque législation nationale.

#### Intégration fiscale

Le régime fiscal retenu pour Dexia Crédit Local est celui de l'intégration fiscale.

Dexia Crédit Local est intégré dans le périmètre d'intégration fiscale dont la tête de groupe est depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 l'établissement stable en France de Dexia SA.

Cet établissement est seul redevable de l'impôt sur les sociétés et de l'imposition forfaitaire annuelle, dus par le groupe. La charge d'impôt de Dexia Crédit Local est constatée en comptabilité comme en l'absence de toute intégration fiscale.

Les économies réalisées par le groupe d'intégration fiscale sont enregistrées chez Dexia SA établissement stable.

## 2. NOTES SUR L'ACTIF

### 2.0 CAISSE, AVOIRS AUPRÈS DES BANQUES CENTRALES ET DES CCP (POSTE I DE L'ACTIF)

#### a. Intérêts courus repris sous ce poste

0
---

#### b. Détail du poste hors intérêts courus

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2007
Caisse	0
Encaisse auprès d'agents délégués	0
Réserve obligatoire auprès des banques centrales ou des instituts d'émission	685
Avoirs auprès des banques centrales ou des instituts d'émission	0
Avoirs sur des CCP	0
<b>TOTAL</b>	<b>685</b>

### 2.1 EFFETS PUBLICS ADMISSIBLES AU REFINANCEMENT AUPRÈS DE LA BANQUE CENTRALE (POSTE II DE L'ACTIF)

#### a. Intérêts courus repris sous ce poste

85
----

#### b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

(En EUR millions)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée	Montant au 31/12/2007
	0	109	107	3 306	0	3 522

**c. Ventilation selon le type de portefeuille hors intérêts courus et variations de l'exercice**

(En EUR millions)	Activité bancaire et autre			Total
	Portefeuille de négociation	Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement	
Valeur d'acquisition au 31/12/2006	53	4 313	194	4 560
Variations de l'exercice :				
- acquisitions	103	267	0	370
- cessions et titres échus	(53)	(1 347)	0	(1 400)
- transferts	0	0	0	0
- écarts de conversion	0	0	(6)	(6)
- autres variations	0	0	0	0
<b>Valeur d'acquisition au 31/12/2007</b>	<b>103</b>	<b>3 233</b>	<b>188</b>	<b>3 524</b>
Dépréciations au 31/12/2006	0	0	0	0
Variations de l'exercice :				
- actées	0	(2)	0	(2)
- reprises	0	0	0	0
- annulées	0	0	0	0
- transférées	0	0	0	0
- écarts de conversion	0	0	0	0
- autres variations	0	0	0	0
<b>Dépréciations au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>(2)</b>	<b>0</b>	<b>(2)</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2007</b>	<b>103</b>	<b>3 231</b>	<b>188</b>	<b>3 522</b>

**d. Transferts entre portefeuilles**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2007	Impact sur le résultat
Du portefeuille de négociation au portefeuille de placement	0	0
Du portefeuille de négociation au portefeuille d'investissement	0	0
Du portefeuille de placement au portefeuille de négociation	0	0
Du portefeuille de placement au portefeuille d'investissement	0	0
Du portefeuille d'investissement au portefeuille de placement	0	0

e. Ventilation en titres cotés et autres titres, hors intérêts courus

(En EUR millions)	Valeur comptable au 31/12/2007	Valeur de marché au 31/12/2007	Moins-value latente nette au 31/12/2007
Titres cotés	3 518	3 397	(121)
Titres non cotés	4		
<b>TOTAL</b>	<b>3 522</b>		

f. Plus et moins-values latentes sur titres

(En EUR millions)	Titres de placement	Titres d'investissement
Plus et moins-values latentes	(122)	1

2.2 CRÉANCES SUR LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT : AUTRES CRÉANCES (POSTE III. B DE L'ACTIF)

a. Intérêts courus repris sous ce poste

116
-----

b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

(En EUR millions)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée	Montant au 31/12/2007
	13 286	2 325	6 227	5 550	0	27 388

c. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Créances sur les établissements de crédit liés	5 482	5 857
Créances sur les établissements de crédit avec lien de participation	13 308	20 937
Créances sur d'autres établissements de crédit	3 148	594
<b>TOTAL</b>	<b>21 938</b>	<b>27 388</b>

**d. Qualité des encours à la fin de l'exercice hors intérêts courus**

Valorisation du risque (En EUR millions)	Montant au 31/12/2006		Montant au 31/12/2007	
	Total	Créances douteuses et litigieuses	Créances douteuses et compromises	Total
Encours brut	0	0	0	0
Réductions de valeur cumulées	0	0	0	0
<b>ENCOURS NET</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

**e. Ventilation selon le caractère subordonné hors intérêts courus**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Créances subordonnées sur les établissements de crédit	114	524
Créances non subordonnées sur les établissements de crédit	21 824	26 864
<b>TOTAL</b>	<b>21 938</b>	<b>27 388</b>

**f. Variations de l'exercice des créances subordonnées hors intérêts courus**

(En EUR millions)	Entreprises mises en équivalence ou intégrées globalement	Autres entreprises	Total
Valeur d'acquisition au 31/12/2006	114	0	114
Variations de l'exercice :			
- acquisitions	410	0	410
- cessions et titres échus	0	0	0
- transferts	0	0	0
- écarts de conversion	0	0	0
- autres variations	0	0	0
<b>Valeur d'acquisition au 31/12/2007</b>	<b>524</b>	<b>0</b>	<b>524</b>
Dépréciations au 31/12/2006	0	0	0
Variations de l'exercice :			
- actées	0	0	0
- reprises	0	0	0
- annulées	0	0	0
- transférées	0	0	0
- écarts de conversion	0	0	0
- autres variations	0	0	0
<b>Dépréciations au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2007</b>	<b>524</b>	<b>0</b>	<b>524</b>

## 2.3 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE (POSTE IV DE L'ACTIF)

### a. Intérêts courus repris sous ce poste

426

### b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

(En EUR millions)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée	Montant au 31/12/2007
	2 305	2 244	9 534	27 018	230	41 331

### c. Ventilation selon le secteur économique de la contrepartie des créances hors intérêts courus

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007		Total
	Total	Secteur public	Autres secteurs	
Encours sains	34 068	19 720	21 531	41 251
Encours restructurés	0	0	0	0
Encours douteux	0	6	66	72
Encours douteux compromis	176	1	7	8
<b>TOTAL</b>	<b>34 244</b>	<b>19 727</b>	<b>21 604</b>	<b>41 331</b>

### d. Qualité des encours à la fin de l'exercice hors intérêts courus

Valorisation du risque (En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Encours brut des créances douteuses	18	84
Dépréciations cumulées	(18)	(12)
<b>Encours net des créances douteuses</b>	<b>0</b>	<b>72</b>
Encours brut des créances douteuses compromises	244	39
Dépréciations cumulées	(68)	(31)
<b>Encours net des créances douteuses compromises</b>	<b>176</b>	<b>8</b>



**e. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Créances sur les entreprises liées	0	0
Créances sur d'autres entreprises avec lien de participation	175	175
Créances sur d'autres contreparties	34 069	41 156
<b>TOTAL</b>	<b>34 244</b>	<b>41 331</b>

**f. Ventilation selon le caractère subordonné hors intérêts courus**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Créances subordonnées sur la clientèle	5	8
Créances non subordonnées sur la clientèle	34 239	41 323
<b>TOTAL</b>	<b>34 244</b>	<b>41 331</b>

**2.4 OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE (POSTE V DE L'ACTIF)**

**a. Intérêts courus repris sous ce poste**

634
-----

**b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus**

(En EUR millions)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée	Montant au 31/12/2007
	18 759	2 442	16 184	71 784	15	109 184

**c. Ventilation selon le secteur économique de l'émetteur hors intérêts courus**

Secteur économique de l'émetteur (En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Émetteurs publics	16 954	40 745
Autres émetteurs	40 593	68 439
<b>TOTAL</b>	<b>57 547</b>	<b>109 184</b>

La forte augmentation du portefeuille titres s'explique à hauteur de EUR 36 milliards par des emprunts de titres.

d. Ventilation en titres cotés et autres titres hors intérêts courus

(En EUR millions)	Valeur comptable au 31/12/2007	Valeur de marché au 31/12/2007	Plus-value latente nette au 31/12/2007
Titres cotés	100 098	100 229	131
Titres non cotés	9 086		
<b>TOTAL</b>	<b>109 184</b>		

Répartition par type de portefeuille	Total	Transaction	Placement	Investissement
Titres cotés	100 098	50 546	49 387	165
Titres non cotés	9 086	2 097	5 683	1 306
<b>TOTAL</b>	<b>109 184</b>	<b>52 643</b>	<b>55 070</b>	<b>1 471</b>

e. Ventilation selon le type de portefeuille hors intérêts courus et variations de l'exercice

(En EUR millions)	Activité bancaire et autre			Total
	Portefeuille de négociation	Portefeuille de placement	Portefeuille d'investissement	
Valeur d'acquisition au 31/12/2006	8 228	47 901	1 473	57 602
Variations de l'exercice :				
- acquisitions	45 225	20 210	325	65 760
- cessions et titres échus	(6 104)	(4 267)	(258)	(10 629)
- transferts	5 766	(5 766)	0	0
- écarts de conversion	(472)	(2 260)	(69)	(2 801)
- autres variations	0	0	0	0
<b>Valeur d'acquisition au 31/12/2007</b>	<b>52 643</b>	<b>55 818</b>	<b>1 471</b>	<b>109 932</b>
Dépréciations au 31/12/2006	0	(55)	0	(55)
Variations de l'exercice :				
- actées	0	(749)	0	(749)
- reprises	0	21	0	21
- annulées	0	0	0	0
- transférées	0	0	0	0
- écarts de conversion	0	35	0	35
- autres variations	0	0	0	0
<b>Dépréciations au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>(748)</b>	<b>0</b>	<b>(748)</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2007</b>	<b>52 643</b>	<b>55 070</b>	<b>1 471</b>	<b>109 184</b>

**f. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par des entreprises liées	0	0
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par d'autres entreprises avec lien de participation	170	200
Obligations et autres titres à revenu fixe émis par d'autres contreparties	57 377	108 984
<b>TOTAL</b>	<b>57 547</b>	<b>109 184</b>

**g. Ventilation selon le caractère subordonné, hors intérêts courus**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Obligations et autres titres à revenu fixe subordonnés émis par des établissements de crédit	34	200
Obligations et autres titres à revenu fixe subordonnés émis par d'autres entreprises	326	0
Obligations non subordonnées et autres titres à revenu fixe	57 187	108 984
<b>TOTAL</b>	<b>57 547</b>	<b>109 184</b>
dont obligations et autres titres à revenu fixe subordonnés représentés par des titres cotés	0	0

**h. Transferts entre portefeuilles**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2007	Impact sur le résultat
Du portefeuille de négociation au portefeuille de placement	0	0
Du portefeuille de négociation au portefeuille d'investissement	0	0
Du portefeuille de placement au portefeuille de négociation <sup>(1)</sup>	5 766	0
Du portefeuille de placement au portefeuille d'investissement	0	0
Du portefeuille d'investissement au portefeuille de placement	0	0

(1) En 2007, Dexia Crédit Local a reclassé ses titres parfaitement couverts par des CDS (Negative basis trade) du portefeuille de placement vers le portefeuille de négociation.

**i. Pour le portefeuille de négociation hors intérêts courus**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Différence positive entre la valeur supérieure de marché et la valeur d'acquisition pour les obligations et titres évalués à la valeur de marché	48	945

**j. Pour le portefeuille de placement et d'investissement hors intérêts courus**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Différence positive de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est supérieure à leur valeur comptable	24	28
Différence négative de l'ensemble des titres dont la valeur de remboursement est inférieure à leur valeur comptable	44	19

**k. Variations de l'exercice des créances subordonnées hors intérêts courus**

(En EUR millions)	Entreprises mises en équivalence	Autres entreprises	Total
Valeur d'acquisition au 31/12/2006	0	364	364
Variations de l'exercice :			
- acquisitions	0	200	200
- cessions et titres échus	0	(364)	(364)
- transferts	0	0	0
- écarts de conversion	0	0	0
- autres variations	0	0	0
<b>Valeur d'acquisition au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>200</b>	<b>200</b>
Dépréciations au 31/12/2006	0	(4)	(4)
Variations de l'exercice :			
- actées	0	0	0
- reprises	0	4	4
- annulées	0	0	0
- transférées	0	0	0
- écarts de conversion	0	0	0
- autres variations	0	0	0
<b>Dépréciations au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>VALEUR NETTE COMPTABLE AU 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>200</b>	<b>200</b>

## 2.5 ACTIONS ET TITRES À REVENU VARIABLE (POSTE VI DE L'ACTIF)

### a. Ventilation selon le type de portefeuille et variations de l'exercice

(En EUR millions)	Activité bancaire et autre		Total
	Portefeuille de négociation	Portefeuille de placement	
Valeur d'acquisition au 31/12/2006	0	328	328
Variations de l'exercice :			
- acquisitions	0	307	307
- cessions et titres échus	0	(299)	(299)
- transferts	0	0	0
- écarts de conversion	0	(8)	(8)
- autres variations	0	0	0
<b>Valeur d'acquisition au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>328</b>	<b>328</b>
Dépréciations au 31/12/2006	0	(50)	(50)
Variations de l'exercice :			
- actées	0	(5)	(5)
- reprises	0	4	4
- annulées	0	0	0
- transférées	0	0	0
- écarts de conversion	0	3	3
- autres variations	0	0	0
<b>Dépréciations au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>(48)</b>	<b>(48)</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>280</b>	<b>280</b>

### b. Transferts entre portefeuilles

(En EUR millions)	Impact sur le résultat	Montant au 31/12/2007
Du portefeuille de négociation au portefeuille de placement	0	0
Du portefeuille de négociation au portefeuille d'investissement	0	0
Du portefeuille de placement au portefeuille de négociation	0	0
Du portefeuille de placement au portefeuille d'investissement	0	0

**c. Ventilation géographique des émetteurs de titres**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Émetteurs belges	6	4
Émetteurs français	0	0
Émetteurs étrangers	272	276
<b>TOTAL</b>	<b>278</b>	<b>280</b>

**d. Ventilation en titres cotés et autres titres**

(En EUR millions)	Valeur comptable au 31/12/2007	Valeur de marché au 31/12/2007	Plus-value latente nette au 31/12/2007
Titres cotés	164	183	19
Titres non cotés	116		
<b>TOTAL</b>	<b>280</b>		

## 2.6 PARTICIPATIONS ET AUTRES TITRES DÉTENUS À LONG TERME (POSTE VII DE L'ACTIF)

### a. Intérêts courus repris sous ce poste

0

### b. Ventilation selon le secteur économique de la contrepartie et variations de l'exercice

(En EUR millions)	Entreprises liées		Autres participations		Total
	Établissements de crédit	Autres	Établissements de crédit	Autres	
<b>Valeur d'acquisition au 31/12/2006</b>	<b>4 424</b>	<b>197</b>	<b>397</b>	<b>49</b>	<b>5 067</b>
Variations de l'exercice :					
- acquisitions <sup>(1)</sup>	194	3	35	3	235
- cessions et titres échus <sup>(2)</sup>	0	0	(10)	(22)	(32)
- transferts	1	2	(3)	0	0
- écarts de conversion <sup>(3)</sup>	(96)	0	1	1	(94)
- autres variations	0	0	0	0	0
<b>Valeur d'acquisition au 31/12/2007</b>	<b>4 523</b>	<b>202</b>	<b>420</b>	<b>31</b>	<b>5 176</b>
Dépréciations au 31/12/2006	(17)	0	0	(8)	(25)
Variations de l'exercice :					
- actées	(1)	0	0	(1)	(2)
- reprises	0	0	0	2	2
- annulées	0	0	0	0	0
- transférées	1	(1)	0	0	0
- écarts de conversion	0	0	0	0	0
- autres variations	0	0	0	0	0
<b>Dépréciations au 31/12/2007</b>	<b>(17)</b>	<b>(1)</b>	<b>0</b>	<b>(7)</b>	<b>(25)</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2007</b>	<b>4 506</b>	<b>201</b>	<b>420</b>	<b>24</b>	<b>5 151</b>

(1) Les principales acquisitions 2007 sont la société Dexia Épargne Pension et les augmentations de capital de Dexia Crédit Local Asia Pacific Pty Ltd., Dexia Sabadell, Dexia Municipal Agency, Dexia Flobail et Domiserve.

(2) Les cessions concernent principalement les sociétés CLF Patrimoniale et Dexia Kommunalkredit Bank Polska.

(3) Les écarts de conversion portent sur la filiale Dexia Holdings Inc.

### c. Titres cotés et autres titres

(En EUR millions)	Valeur comptable au 31/12/2007	Valeur de marché au 31/12/2007	Plus-value latente au 31/12/2007
Titres cotés	68	137	69
Titres non cotés	5 083		
<b>TOTAL</b>	<b>5 151</b>		

d. Principales lignes significatives

(En EUR millions)	Valeur brute comptable au 31/12/2007	Dépréciations au 31/12/2007	Valeur nette comptable au 31/12/2007
<b>Titres cotés</b>	<b>68</b>	<b>0</b>	<b>68</b>
Société Générale	68	0	68
<b>Titres non cotés</b>	<b>5 108</b>	<b>(25)</b>	<b>5 083</b>
<b>Dont les principales</b>			
Dexia Holdings Inc.	2 108	0	2 108
Dexia Municipal Agency	876	0	876
Dexia Crediop	581	0	581
SISL	354	0	354
Dexia Kommunalbank Deutschland	253	0	253
Crédit du Nord	184	0	184
Kommunalkredit Austria	124	0	124
CBX.IA 2	100	0	100
Dexia Sabadell	88	0	88
Dexia Sofaxis	50	0	50
Dexia Kommunalkredit Bank AG	48	0	48
Dexia Israël (Public Finance) Ltd. <sup>(1)</sup>	56	0	43
CBX.IA 1	40	0	40
Dexia Épargne Pension	35	0	35
Dexia Flobail	34	0	34
Dexia Crédit Local Asia Pacific Pty Ltd.	32	0	32
Floral	23	0	23
Dexia CLF Immo	34	(17)	17
<b>TOTAL</b>	<b>5 176</b>	<b>(25)</b>	<b>5 151</b>

(1) La valeur nette comptable tient compte d'un écart de conversion de EUR 13 millions.



**e. Principaux titres de participation et titres détenus à long terme**

Sociétés	% de participation	Quote-part des capitaux propres au 31/12/2007	Exercice de référence
Dexia Kommunalbank Deutschland	100,00	295	31/12/2007
CBX.IA 1	100,00	2	31/12/2007
Dexia Municipal Agency	100,00	1 095	31/12/2007
Dexia Crédit Local Asia Pacific Pty Ltd.	100,00	42	31/12/2007
SISL	100,00	776	31/12/2007
Floral	100,00	57	31/12/2007
Dexia CLF Immo	100,00	16	31/12/2007
Dexia Flobail	100,00	134	31/12/2007
Dexia Sofaxis	99,98	61	31/12/2007
Dexia Holdings Inc.	90,00	2 109	31/12/2007
CBX.IA 2	70,85	65	31/12/2007
Dexia Crediop	70,00	690	31/12/2007
Dexia Israël (Public Finance) Ltd.	65,31	51	31/12/2007
Dexia Sabadell	60,00	124	31/12/2007
Dexia Kommunalkredit Bank AG	50,84	66	31/12/2007
Kommunalkredit Austria	49,00	157	31/12/2007
Dexia Épargne Pension	25,35	31	31/12/2007
Crédit du Nord	10,00	153	31/12/2007

**2.7 VENTILATION DES EMPLOIS SELON LA DURÉE RÉSIDUELLE DE REMBOURSEMENT HORS INTÉRÊTS COURUS (TABLEAU RÉCAPITULATIF)**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Effets publics admissibles au refinancement auprès de la BC	Créances sur les établissements de crédit	Créances sur la clientèle	Obligations et autres titres à revenu fixe	Montant au 31/12/2007
Jusqu'à 3 mois	7 855	0	13 286	2 305	18 759	34 350
De 3 mois à 1 an	12 008	109	2 325	2 244	2 442	7 120
De 1 an à 5 ans	21 389	107	6 227	9 534	16 184	32 052
Plus de 5 ans	77 037	3 306	5 550	27 018	71 784	107 658
Durée indéterminée ou non ventilée	0	0	0	230	15	245
<b>TOTAL</b>	<b>118 289</b>	<b>3 522</b>	<b>27 388</b>	<b>41 331</b>	<b>109 184</b>	<b>181 425</b>

## 2.8 IMMOBILISATIONS INCORPORELLES (POSTE VIII DE L'ACTIF)

### Détail du poste et variations de l'exercice

(En EUR millions)	Frais d'établissement	Autres immobilisations incorporelles	Total
Valeur comptable brute au 31/12/2006	0	184	184
Variations de l'exercice :			
- augmentations	0	32	32
- diminutions	0	0	0
- écarts de conversion	0	(1)	(1)
- autres	0	0	0
<b>Valeur comptable brute au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>215</b>	<b>215</b>
Amortissements et dépréciations au 31/12/2006	0	(136)	(136)
Variations de l'exercice :			
- augmentations	0	(24)	(24)
- diminutions	0	0	0
- écarts de conversion	0	1	1
- autres	0	0	0
<b>Amortissements et dépréciations au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>(159)</b>	<b>(159)</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>56</b>	<b>56</b>

Les immobilisations incorporelles correspondent essentiellement aux logiciels acquis et aux développements informatiques réalisés en interne et immobilisés.

## 2.9 IMMOBILISATIONS CORPORELLES (POSTE IX DE L'ACTIF)

(En EUR millions)	Terrains et constructions	Installations, machines et outillage, mobilier et matériel roulant	Location, financement et droits similaires	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et acomptes versés	Total
Valeur d'acquisition au 31/12/2006	1	39	0	29	5	74
Variations de l'exercice :						
- acquisitions (et production immobilisée)	0	5	0	3	0	8
- cessions et désaffectations (-)	0	(2)	0	(14)	0	(16)
- transferts d'un poste à un autre (+/-)	0	4	0	1	(5)	0
- écarts de conversion	0	0	0	(1)	0	(1)
- autres variations	0	0	0	0	0	0
<b>Valeur d'acquisition au 31/12/2007</b>	<b>1</b>	<b>46</b>	<b>0</b>	<b>18</b>	<b>0</b>	<b>65</b>
<b>Plus-values au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Amortissements et dépréciations au 31/12/2006	0	(35)	0	(22)	0	(57)
Variations de l'exercice :						
- actées	0	(2)	0	(2)	0	(4)
- reprises car excédentaires (-)	0	0	0	0	0	0
- annulées (-)	0	2	0	14	0	16
- transférées d'un poste à un autre (+/-)	0	1	0	(1)	0	0
- écarts de conversion	0	0	0	0	0	0
- autres variations	0	0	0	0	0	0
<b>Amortissements et dépréciations au 31/12/2007</b>	<b>0</b>	<b>(34)</b>	<b>0</b>	<b>(11)</b>	<b>0</b>	<b>(45)</b>
<b>VALEUR COMPTABLE NETTE AU 31/12/2007</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>0</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>20</b>

## 2.10 COMPTES DE RÉGULARISATION DE L'ACTIF (POSTE XIV DE L'ACTIF)

### a. Ventilation du poste

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Primes et charges à reporter sur emprunts	366	344
Primes sur prêts et autres charges à reporter	600	107
Primes et charges à reporter sur opérations de couverture	1 049	1 069
Produits acquis sur opérations de couverture	5 068	5 693
Produits acquis sur opérations de <i>trading</i>	950	2 543
Écarts de conversion à l'actif	342	749
Autres produits acquis	58	467
Commissions activées sur titres	0	87
<b>TOTAL</b>	<b>8 433</b>	<b>11 059</b>

### b. Ventilation des primes et charges à reporter sur opérations de couverture

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	19	45
Sur autres instruments financiers		
- sur intérêts	1 026	1 014
- sur autres achats et ventes à terme	4	10
<b>TOTAL</b>	<b>1 049</b>	<b>1 069</b>

### c. Ventilation des produits acquis sur opérations de couverture

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	370	345
Sur autres instruments financiers		
- sur intérêts	4 698	5 348
- sur autres achats et ventes à terme	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>5 068</b>	<b>5 693</b>

**d. Ventilation des produits acquis sur opérations de trading**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	0	13
Sur autres instruments financiers		
- sur intérêts	950	2 530
- sur autres achats et ventes à terme	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>950</b>	<b>2 543</b>

**2.11 AUTRES ACTIFS (POSTE XIII DE L'ACTIF)**

**Détail du poste**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Actifs divers dont :		
- créances fiscales	30	2
- primes payées sur swaptions émises	1	3
- autres actifs	40	29
- dépôts de garantie versés <sup>(1)</sup>	4 856	3 761
- fonds de pension	0	0
- primes payées sur options	35	79
- provisions pour coupons	0	0
- valeurs à recevoir à court terme	0	0
- impôts différés actifs	75	308
- autres immobilisations financières	1	0
<b>TOTAL</b>	<b>5 038</b>	<b>4 182</b>

*(1) Les dépôts de garantie versés correspondent essentiellement à des versements de collatéraux dans le cadre de contrats avec les principales contreparties traitant sur les marchés de dérivés.*

### 3. NOTES SUR LE PASSIF

#### 3.1 DETTES ENVERS LES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT : À TERME OU À PRÉAVIS (POSTE I. B DU PASSIF)

##### a. Intérêts courus repris sous ce poste

277

##### b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement du poste I. B hors intérêts courus

(En EUR millions)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée	Montant au 31/12/2007
	68 067	7 575	11 076	5 940	16	92 674

##### c. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Dettes vis-à-vis des établissements de crédit liés	36 109	56 580
Dettes vis-à-vis d'établissements de crédit avec lien de participation	13 259	25 005
Dettes vis-à-vis d'autres établissements de crédit	12 851	11 089
<b>TOTAL</b>	<b>62 219</b>	<b>92 674</b>

##### d. Ventilation géographique hors intérêts courus

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Envers la Belgique	19 611	45 740
Envers la France	8 789	1 877
Envers autres pays UE	18 357	12 769
Envers pays hors UE	15 462	32 288
<b>TOTAL</b>	<b>62 219</b>	<b>92 674</b>

### 3.2 OPÉRATIONS AVEC LA CLIENTÈLE (POSTE II DU PASSIF)

#### a. Intérêts courus repris sous ce poste

30

#### b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

(En EUR millions)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée	Montant au 31/12/2007
	2 245	555	84	1 637	0	4 521

#### c. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Dettes vis-à-vis des entreprises liées	0	0
Dettes vis-à-vis d'entreprises avec lien de participation	0	0
Dettes vis-à-vis d'autres contreparties	5 287	4 521
<b>TOTAL</b>	<b>5 287</b>	<b>4 521</b>

#### d. Ventilation selon le secteur économique de la contrepartie hors intérêts courus

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Secteur public	2 872	601
Autres secteurs	2 415	3 920
<b>TOTAL</b>	<b>5 287</b>	<b>4 521</b>

#### e. Ventilation géographique hors intérêts courus

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Envers la Belgique	0	0
Envers la France	79	6
Envers autres pays UE	450	462
Envers pays hors UE	4 758	4 053
<b>TOTAL</b>	<b>5 287</b>	<b>4 521</b>

### 3.3 DETTES REPRÉSENTÉES PAR UN TITRE (POSTE III DU PASSIF)

#### a. Intérêts courus repris sous ce poste

499

#### b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

(En EUR millions)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée	Montant au 31/12/2007
	28 603	5 054	10 246	12 867	0	56 770

#### c. Ventilation selon le type de titre et variations de l'exercice hors intérêts courus

(En EUR millions)	Emprunts obligataires	Certificats de dépôts créances négociables et assimilées	Total
<b>Valeur au 31/12/2006</b>	<b>6 928</b>	<b>41 220</b>	<b>48 148</b>
Variations de l'exercice :			
- Acquisitions	8 909	21 929	30 838
- Cessions et titres échus	(5 592)	(14 677)	(20 269)
- Transferts	0	0	0
- Écarts de conversion	(637)	(1 310)	(1 947)
- Autres variations	0	0	0
<b>VALEUR AU 31/12/2007</b>	<b>9 608</b>	<b>47 162</b>	<b>56 770</b>

#### d. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Dettes représentées par un titre vis-à-vis des entreprises liées	4 017	4 060
Dettes représentées par un titre vis-à-vis d'entreprises avec lien de participation	418	3 730
Dettes représentées par un titre vis-à-vis d'autres contreparties	43 713	48 980
<b>TOTAL</b>	<b>48 148</b>	<b>56 770</b>



### 3.4. COMPTES DE RÉGULARISATION DU PASSIF (POSTE V DU PASSIF)

#### a. Détail du poste

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Primes et produits à reporter sur emprunts	0	0
Produits à reporter sur prêts	109	84
Produits à reporter sur opérations de couverture	1 307	1 163
Charges à imputer sur opérations de couverture	5 074	6 058
Charges à imputer sur opérations de <i>trading</i>	967	2 449
Écarts de conversion passif	867	537
Loyers à reporter	0	0
Autres produits à reporter	347	334
Autres charges à imputer	204	297
Autres	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>8 875</b>	<b>10 922</b>

#### b. Ventilation des produits à reporter sur opérations de couverture

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	50	48
Sur autres instruments financiers :		
- sur intérêts	1 253	1 114
- sur autres achats et ventes à terme	4	1
<b>TOTAL</b>	<b>1 307</b>	<b>1 163</b>

#### c. Ventilation des charges à imputer sur opérations de couverture

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	300	340
Sur autres instruments financiers :		
- sur intérêts	4 774	5 718
- sur autres achats et ventes à terme	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>5 074</b>	<b>6 058</b>

**d. Ventilation des charges à imputer sur opérations de trading**

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Sur valeurs mobilières	0	0
Sur devises	5	12
Sur autres instruments financiers :		
- sur intérêts	962	2 437
- sur autres achats et ventes à terme	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>967</b>	<b>2 449</b>

**3.5 PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (POSTE VI.A DU PASSIF)**

Provisions pour :	Pensions et assimilées <sup>(1)</sup>	Crédits d'engagement <sup>(2)</sup>	Positions en devises, en valeurs mobilières et en autres instruments financiers	Autres risques et charges <sup>(2)</sup>	Provisions pour risque pays <sup>(2)</sup>	Total
(En EUR millions)						
<b>Montant au 31/12/2006</b>	<b>8</b>	<b>112</b>	<b>49</b>	<b>199</b>	<b>1</b>	<b>369</b>
Variations de l'exercice :						
- dotations	2	58	111	36	0	207
- utilisations et reprises	(2)	(16)	0	(52)	(1)	(71)
- transferts	0	0	0	0	0	0
- écarts de conversion	0	(5)	(3)	(8)	0	(16)
- autres variations <sup>(3)</sup>	0	0	0	(27)	0	(27)
<b>MONTANT AU 31/12/2007</b>	<b>8</b>	<b>149</b>	<b>157</b>	<b>148</b>	<b>0</b>	<b>462</b>

(1) Les provisions constituées au titre des indemnités de fin de carrière et de médailles du travail s'élèvent à EUR 8 millions.

(2) Une analyse des principales variations est donnée au paragraphe 5.5 de l'annexe.

(3) Les autres variations correspondent au montant des étalements des plus-values de cession réalisées dans le cadre des transferts de prêts à Dexia Municipal Agency.

**3.6 PROVISIONS POUR IMPÔTS DIFFÉRÉS (POSTE VI.B DU PASSIF)**

(En EUR millions)	Total
<b>Montant au 31/12/2006</b>	<b>137</b>
Variations de l'exercice :	
- dotations	61
- utilisations et reprises	(24)
- transferts	0
- écarts de conversion	0
- autres variations	0
<b>MONTANT AU 31/12/2007</b>	<b>174</b>

### 3.7 PROVISIONS RÈGLEMENTÉES (POSTE VI.C DU PASSIF)

(En EUR millions)	Provisions pour crédit à moyen et long terme	Provisions amortissements dérogatoires	Provision pour investissement	Total
<b>Montant au 31/12/2006</b>	<b>301</b>	<b>27</b>	<b>12</b>	<b>340</b>
Variations de l'exercice :				
- dotations	9	12	1	22
- utilisations et reprises	0	(14)	(6)	(20)
- transferts	0	0	0	0
- écarts de conversion	0	0	0	0
- autres variations	0	0	0	0
<b>MONTANT AU 31/12/2007</b>	<b>310</b>	<b>25</b>	<b>7</b>	<b>342</b>

### 3.8 FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GÉNÉRAUX (FRBG) (POSTE VII DU PASSIF)

(En EUR millions)	Total
Montant au 31/12/2006	478
Variations de l'exercice <sup>(1)</sup>	(478)
<b>MONTANT AU 31/12/2007</b>	<b>0</b>

(1) En application du règlement CRB n° 90-02, un fonds pour risques bancaires généraux avait été constitué au 1<sup>er</sup> janvier 1990 par prélèvement sur des réserves antérieures, pour un montant de EUR 478 millions. Ce fonds a été intégralement repris en résultat au cours de l'exercice.

### 3.9 PASSIFS SUBORDONNÉS (POSTE VIII DU PASSIF)

#### a. Intérêts courus repris sous ce poste

64

#### b. Ventilation selon la durée résiduelle de remboursement hors intérêts courus

(En EUR millions)	Jusqu'à 3 mois	De 3 mois à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée	Montant total
	0	0	742	2 690	1 877	5 309

#### c. Variations de l'exercice hors intérêts courus

(En EUR millions)	Total
<b>Montant au 31/12/2006</b>	<b>4 718</b>
Variations de l'exercice :	
- émissions	1 100
- échéances et rachats	(266)
- transferts	0
- écarts de conversion	(243)
- autres variations	0
<b>MONTANT AU 31/12/2007</b>	<b>5 309</b>

#### d. Charges annuelles afférentes aux passifs subordonnés

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Intérêts, commissions	227	263

#### e. Ventilation selon les contreparties hors intérêts courus

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Passifs subordonnés vis-à-vis des entreprises liées	3 273	3 370
Passifs subordonnés vis-à-vis d'entreprises avec lien de participation	0	0
Passifs subordonnés vis-à-vis d'autres contreparties	1 445	1 939
<b>TOTAL</b>	<b>4 718</b>	<b>5 309</b>

**f. Indications relatives à chaque emprunt subordonné**

Devise	Échéance ou modalité de durée	Montant en millions	a) circonstances de remboursement anticipé b) conditions de subordination c) conditions de convertibilité	Conditions de rémunération (%)
USD	Indéterminée	250,0	a) Remboursement anticipé impossible pendant les 10 premières années sauf après accord préalable du Secrétariat général de la Commission bancaire et remplacement par des fonds propres d'égale ou de meilleure qualité. Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/10/2012 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 1,1  À partir du 02/10/2012, Libor USD 3 M+ 1,85
USD	Indéterminée	1 190,0	a) Remboursement anticipé impossible pendant les 10 premières années sauf après accord préalable du Secrétariat général de la Commission bancaire et remplacement par des fonds propres d'égale ou de meilleure qualité. Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 05/04/2015 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M + 0,39  À partir du 06/04/2015, Libor USD 3 M + 1,14
EUR	Indéterminée	200,0	a) Remboursement anticipé impossible pendant les 10 premières années sauf après accord préalable du Secrétariat général de la Commission bancaire et remplacement par des fonds propres d'égale ou de meilleure qualité. Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/07/2015 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Euribor 3M + 0,79  À partir de juillet 2015 à juillet 2020, Euribor 3M + 1,40, ensuite Euribor 3M + 2,15
EUR	01/12/2014	100,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 22/12/2004 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Pas de condition spécifique c) Néant	93,25 % * CMS  Du 01/12/2005 au 01/12/2006, rémunération retenue de 3,49
EUR	12/02/2019	300,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 12/02/2014 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire. b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	TF 4,375  À partir du 12/02/14 4,412
EUR	09/07/2017	500,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 09/07/2012 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire. b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Euribor 3M + 0,15  À partir du 09/07/2012, Euribor 3M + 0,65
USD	27/06/2013	200,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 27/06/08 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire. b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M + 0,35  À partir du 27/06/2008, Libor USD 3 M + 0,85

Devise	Échéance ou modalité de durée	Montant en millions	a) circonstances de remboursement anticipé b) conditions de subordination c) conditions de convertibilité	Conditions de rémunération (%)
USD	30/09/2013	300,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 30/09/08 après accord du Secrétariat général de la Commission bancaire. b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M + 0,35  À partir du 30/09/2008, Libor USD 3 M + 0,85
EUR	10/06/2009	13,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Pas de condition spécifique c) Néant	Euribor 3M + 0,35
EUR	10/06/2009	48,6	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Pas de condition spécifique c) Néant	Euribor 3M + 0,35
EUR	27/06/2011	640,0	a) Pas de remboursement anticipé possible b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Euribor 3M + 0,58
EUR	01/01/2015	450,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/01/2010 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Euribor 3M + 0,32
EUR	28/12/2017	300,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 28/12/2012 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Euribor 3M + 1,45 jusqu'au 28/12/2012, ensuite Euribor 3M + 1,95
USD	27/09/2012	60,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/10/2007 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,5925
USD	01/04/2013	130,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/04/2008 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,5475
USD	01/04/2013	200,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/04/2008 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,4975
USD	01/10/2013	200,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/10/2008 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétariat général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,4625

Devise	Échéance ou modalité de durée	Montant en millions	a) circonstances de remboursement anticipé b) conditions de subordination c) conditions de convertibilité	Conditions de rémunération (%)
USD	02/01/2014	100,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/01/2009 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétaire général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,485
USD	01/07/2014	135,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/07/2009 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétaire général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,43
USD	01/10/2014	265,0	a) Remboursement possible à chaque date de paiement d'intérêts à partir du 01/10/2009 pour autant qu'il ait obtenu préalablement l'accord du Secrétaire général de la Commission bancaire b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs c) Néant	Libor USD 3 M+ 0,33
EUR	Indéterminée	700,0	a) Remboursement anticipé impossible sauf après accord préalable du Secrétaire général de la Commission bancaire et remplacement par des fonds propres d'égale ou de meilleure qualité. b) Remboursement au pair après tous les créanciers mais avant les prêts et titres participatifs. c) Néant.	EURIBOR 3M + 0,73 Titre super subordonné à durée indéterminée À partir du 18/11/2015, la rémunération passe à EURIBOR 3M + 1,73

### 3.10 VENTILATION DES RESSOURCES SELON LA DURÉE RÉSIDUELLE DE REMBOURSEMENT HORS INTÉRÊTS COURUS (TABLEAU RÉCAPITULATIF)

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Dettes envers les établissements de crédit	Dettes envers la clientèle	Dettes représentées par un titre	Passifs subordonnés	Montant au 31/12/2007
Jusqu'à 3 mois	57 334	68 067	2 245	28 603	0	98 915
De 3 mois à 1 an	16 493	7 575	555	5 054	0	13 184
De 1 an à 5 ans	22 343	11 076	84	10 246	742	22 148
Plus de 5 ans	22 209	5 940	1 637	12 867	2 690	23 134
Durée indéterminée ou non ventilée	1 993	16	0	0	1 877	1 893
<b>TOTAL</b>	<b>120 372</b>	<b>92 674</b>	<b>4 521</b>	<b>56 770</b>	<b>5 309</b>	<b>159 274</b>

### 3.11 CAPITAUX PROPRES

#### Détail des capitaux propres

(En EUR millions)	Montant
<b>Situation au 31/12/2006 :</b>	
Capital	1 327
Primes d'émission et d'apport	1 087
Engagements d'augmentation de capital et primes d'émission	0
Réserves et résultat reporté	339
Écart de conversion	(42)
Résultat de l'exercice	473
Acompte sur dividendes	0
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2006</b>	<b>3 184</b>
<b>Variations de la période :</b>	
Variations du capital	0
Variations des primes d'émission et d'apport	0
Variations des engagements d'augmentation de capital et primes d'émission	0
Variation des réserves et résultat reporté	0
Variations écarts de conversion	(51)
Dividendes versés (-)	(300)
Résultat de la période	319
Autres variations	0
<b>Situation au 31/12/2007 :</b>	
Capital <sup>(1)</sup>	1 327
Primes d'émission et d'apport	1 087
Engagements d'augmentation de capital et primes d'émission	0
Réserves et résultat reporté	512
Écart de conversion	(93)
Résultat de l'exercice <sup>(2)</sup>	319
<b>CAPITAUX PROPRES AU 31/12/2007 (A)</b>	<b>3 152</b>
<b>Fonds pour risques bancaires généraux au 31/12/2006</b>	<b>478</b>
Variations du FRBG	(478)
<b>Fonds pour risques bancaires généraux au 31/12/2007 (B)</b>	<b>0</b>
<b>FONDS PROPRES STABLES AU 31/12/2007 (A) + (B)</b>	<b>3 152</b>

(1) Le capital social de Dexia Crédit Local de EUR 1 327 004 846 est composé de 87 045 757 actions.

(2) Il est proposé à l'assemblée générale ordinaire de distribuer au titre du dividende annuel la somme de EUR 396 058 194,35, prélevée sur le résultat de l'exercice pour EUR 319 477 197,41 et sur les « réserves générales » pour EUR 76 580 996,94 portant ainsi le compte « réserves générales » à EUR 302 445 347,96.

À chaque action, correspond un dividende de EUR 4,55.

Le dividende sera mis en paiement le 20 mai 2008.

Au titre de l'exercice 2006 a été versé, à chaque action, un dividende de EUR 3,45.

Il a été versé à chaque action, sur décision de l'assemblée générale ordinaire du 4 septembre 2006, réunie extraordinairement, une distribution exceptionnelle de EUR 1,04.

Au titre de l'exercice 2005 a été versé, à chaque action, un dividende de EUR 2,88.

Au titre de l'exercice 2004 a été versé, à chaque action, un dividende de EUR 6,66.

Il a été versé à chaque action, sur décision de l'assemblée générale ordinaire du 9 novembre 2004, réunie extraordinairement, une distribution exceptionnelle de EUR 1,95.



## 3.12 VENTILATION DU BILAN PAR DEVISE

Classement par devises d'origine (En EUR millions)	En EUR	En autres devises UE	En autres devises hors UE	Montant au 31/12/2007
Total de l'actif	116 508	28 288	68 067	212 863
Total du passif	119 129	16 676	77 058	212 863

Ces montants sont hors couverture.

## 3.13 AUTRES PASSIFS (POSTE IV DU PASSIF)

### Détail du poste

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Dettes fiscales, salariales et sociales échues	0	0
Impôts	1	0
- à payer	1	0
- dettes fiscales estimées	0	0
Autres dettes	614	36 623
Ventilation de ce poste :		
- dépôts de garanties reçus <sup>(1)</sup>	498	481
- fonds de pension en faveur du personnel	0	0
- dettes fiscales, salariales et sociales	22	21
- fournisseurs	1	0
- primes reçues sur swaptions émises	1	15
- primes d'option vendues	67	154
- autres passifs <sup>(2)</sup>	25	35 952
<b>TOTAL</b>	<b>615</b>	<b>36 623</b>

(1) Les dépôts de garantie reçus correspondent essentiellement à des versements de collatéraux reçus dans le cadre de contrats avec les principales contreparties traitant sur les marchés de dérivés.

(2) Les autres passifs représentent les dettes sur titres empruntés.

## 4. NOTES SUR LE HORS BILAN

### 4.1 PASSIFS ÉVENTUELS (POSTE I DU HORS BILAN)

Ce poste correspond aux engagements de garantie donnés.

#### a. Ventilation par catégorie de bénéficiaire

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Engagements en faveur d'établissements de crédit	19 143	26 120
Engagements en faveur de la clientèle	41 140	40 237
<b>TOTAL</b>	<b>60 283</b>	<b>66 357</b>

#### b. Ventilation par contrepartie

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Passifs éventuels vis-à-vis des entreprises liées	318	0
Passifs éventuels vis-à-vis d'autres entreprises avec lien de participation	9 331	35 048
Passifs éventuels vis-à-vis d'autres contreparties	50 634	31 309
<b>TOTAL</b>	<b>60 283</b>	<b>66 357</b>

#### c. Ventilation par nature d'opérations

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Cautions	59 923	66 357
Avals et autres garanties	360	0
Actifs grevés de sûretés réelles pour compte de tiers	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>60 283</b>	<b>66 357</b>

#### d. Passifs éventuels et risques et pertes non mesurables à la date d'établissement des comptes annuels.

Il n'existe pas de passifs éventuels et risques et pertes non mesurables à la date d'établissement des comptes annuels.

## 4.2 ENGAGEMENTS POUVANT DONNER LIEU À UN RISQUE DE CRÉDIT (POSTE II DU HORS BILAN)

Ce poste comprend les engagements de financement donnés, les engagements donnés sur titres et les devises prêtées. Les engagements de financement sur prêts et lignes de crédit comprennent les contrats émis mais non versés au 31 décembre 2007.

### a. Ventilation par catégorie de bénéficiaire

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Engagements en faveur d'établissements de crédit	7 379	6 816
Engagements en faveur de la clientèle	11 065	15 026
Engagements donnés sur titres	245	224
<b>TOTAL</b>	<b>18 689</b>	<b>22 066</b>

### b. Ventilation par contrepartie

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit vis-à-vis des entreprises liées	13	0
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit vis-à-vis d'autres entreprises avec lien de participation	7 235	6 546
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit vis-à-vis d'autres contreparties	11 441	15 520
<b>TOTAL</b>	<b>18 689</b>	<b>22 066</b>

## 4.3 VALEURS ET CRÉANCES CONFIÉES À LA SOCIÉTÉ (POSTE III DU HORS BILAN)

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Valeurs détenues sous statut organisé de fiducie	0	0
Dépôts à découvert et assimilés	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

#### 4.4 RELEVÉ DES OPÉRATIONS HORS BILAN À TERME SUR VALEURS MOBILIÈRES, SUR DEVICES ET AUTRES INSTRUMENTS FINANCIERS

##### a. Ventilation selon le type d'intentions de gestion et le type de produits

Type d'opérations (En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007	Couverture		Trading		Juste valeur au 31/12/2007
			Micro-couverture	Macro-couverture	Position ouverte isolée	Gestion de portefeuille spécialisée	
<b>Sur devises (a)</b>	<b>59 533</b>	<b>52 271</b>	<b>20 916</b>	<b>29 177</b>	<b>467</b>	<b>1 711</b>	<b>(882)</b>
- opérations de change à terme	33 772	20 502	6 115	12 209	467	1 711	0
- swaps de devises et d'intérêts	25 267	31 769	14 801	16 968	0	0	(882)
- futures sur devises	0	0	0	0	0	0	0
- options sur devises	0	0	0	0	0	0	0
- contrats de taux de change à terme	494	0	0	0	0	0	0
<b>Sur autres instruments financiers à terme</b>	<b>665 119</b>	<b>831 549</b>	<b>206 612</b>	<b>479 149</b>	<b>7 771</b>	<b>138 017</b>	<b>(1 762)</b>
dont produits d'intérêts (b)							
- swaps de taux d'intérêt	641 107	780 238	196 130	464 032	1 356	118 720	(1 861)
- opérations sur futures	1 345	575	0	7	31	537	0
- contrats à terme de taux d'intérêt	1 000	15 775	96	15 109	0	570	1
- options sur taux d'intérêt	9 846	19 934	2 122	1	136	17 675	(15)
dont autres achats et ventes à terme (c)							
- autres contrats d'options	11 240	15 027	8 264	0	6 248	515	113
- autres opérations de futures	0	0	0	0	0	0	0
- autres achats et ventes à terme	581	0	0	0	0	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>724 652</b>	<b>883 820</b>	<b>227 528</b>	<b>508 326</b>	<b>8 238</b>	<b>139 728</b>	<b>(2 644)</b>

(a) Montant à livrer.

(b) Montant nominal/notionnel de référence.

(c) Prix d'achat/de vente convenu entre les parties.

##### b. Ventilation selon le type de marché

Type d'opérations (En EUR millions)	Marché de gré à gré	Marché organisé	Total au 31/12/2007
Sur devises	51 317	954	52 271
Sur autres instruments financiers :			
- sur intérêts	807 322	9 200	816 522
- sur autres achats et ventes à terme	14 971	56	15 027
<b>TOTAL</b>	<b>873 610</b>	<b>10 210</b>	<b>883 820</b>

**c. Ventilation opérations fermes et conditionnelles**

Type d'opérations (En EUR millions)	Opérations fermes	Opérations conditionnelles	Total au 31/12/2007
Sur devises	51 317	954	52 271
Sur autres instruments financiers :			
- sur intérêts	685 010	131 512	816 522
- sur autres achats et ventes à terme	11 214	3 813	15 027
<b>TOTAL</b>	<b>747 541</b>	<b>136 279</b>	<b>883 820</b>

**d. Ventilation selon durée résiduelle**

Type d'opérations (En EUR millions)	Jusqu'à 1 an	De 1 an à 5 ans	Plus de 5 ans	Durée indéterminée ou non ventilée	Total au 31/12/2007
Sur devises	16 402	6 648	29 221	0	52 271
Sur autres instruments financiers :					
- sur intérêts	402 204	148 269	226 049	0	816 522
- sur autres achats et ventes à terme	288	2 196	12 543	0	15 027
<b>TOTAL</b>	<b>418 894</b>	<b>157 113</b>	<b>307 813</b>	<b>0</b>	<b>883 820</b>

**e. Opérations de position ouverte isolée**

Montant de la plus-value latente des opérations de position ouverte isolée	0
--	---

**f. Relevé des opérations de hors bilan à terme sur valeurs mobilières, devises et autres instruments financiers à terme**

Les engagements sur instruments financiers à terme de taux d'intérêt sont enregistrés conformément aux dispositions des règlements CRB n° 88-02 et n° 90-15 :

- pour les opérations fermes, les montants sont portés pour la valeur nominale des contrats ;
- pour les opérations conditionnelles, les montants sont portés pour la valeur nominale de l'instrument sous-jacent.

L'utilisation des instruments financiers à terme, par Dexia Crédit Local, s'inscrit dans les trois stratégies suivantes :

**GESTION ACTIF/PASSIF**

Dans le cadre de cette gestion sont regroupées les opérations qui ont pour but de couvrir et gérer le risque global de taux d'intérêt de l'établissement. Cette gestion ALM se fait principalement par des *swaps* ainsi que par des contrats futurs.

**OPÉRATIONS DE COUVERTURE AFFECTÉE**

Les opérations répertoriées dans cette catégorie ont pour objet de couvrir le risque de taux d'intérêt affectant un élément, ou un ensemble d'éléments homogènes, identifiés dès l'origine.

Constituent principalement cette catégorie, les *swaps* affectés en microcouverture d'émissions primaires, de titres du portefeuille obligataire de placement ou d'investissement ainsi que d'actifs clientèle. L'association de ces éléments d'actif ou de passif et de leur couverture spécifique permet de construire des actifs ou des passifs synthétiques, indexés sur des taux variables ou révisables et donc immunisés contre le risque de taux.

Par ailleurs, sont également classés dans cette catégorie, les *swaps* cambistes qui sont mis en place afin de transformer des ressources dans la devise des emplois qu'elles financent, cette transformation ayant pour effet de réduire le risque de change.

#### OPÉRATIONS DE GESTION DE POSITION

Cette stratégie se décompose en trois types d'activité :

- une activité dite de gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction ;
- une activité de prise de position ;
- une activité de dérivé de crédit.

L'activité de gestion spécialisée d'un portefeuille de transaction regroupe les opérations conclues avec des collectivités locales ainsi que leurs opérations symétriques négociées avec des contreparties bancaires. Les opérations traitées sont principalement des *swaps* de taux d'intérêt. Les opérations incluses dans cette activité font l'objet d'une gestion spécialisée en sensibilité.

L'activité de prise de position a pour objectif de maintenir des positions ouvertes isolées afin, le cas échéant, de bénéficier de l'évolution des taux d'intérêt ou du cours des devises. Les opérations mises en place sont principalement des *swaps* de taux d'intérêt et des opérations de change à terme.

Enfin, dans le cadre de la gestion de ses placements, Dexia Crédit Local négocie des opérations de dérivés de crédit sous deux formes : des *credit default swaps*, et des *credit spread options*.

#### 4.5 GARANTIES RÉELLES CONSTITUÉES OU IRRÉVOCABLEMENT PROMISES PAR LA SOCIÉTÉ SUR SES ACTIFS PROPRES

(En EUR millions)	Hypothèques <sup>(1)</sup>	Gages sur fonds de commerce <sup>(2)</sup>	Gages sur d'autres actifs <sup>(3)</sup>	Sûretés constituées sur des actifs futurs <sup>(4)</sup>
Pour sûreté de dettes et engagements de la société	0	0	0	0
Poste du passif	0	0	0	0
Poste du hors bilan	0	0	7 989	0

(1) Montant de l'inscription ou valeur comptable des immeubles si celle-ci est inférieure.

(2) Montant de l'inscription.

(3) Valeur comptable des actifs gagés. Ce montant correspond aux prêts donnés en garantie des financements reçus d'institutions financières internationales pour EUR 6,6 milliards et aux prêts donnés en garantie à Dexia LDG Banque SA pour EUR 1,3 milliard.

(4) Montant des actifs en cause.

#### 4.6 DROITS ET ENGAGEMENTS HORS BILAN NON REPRIS DANS LES COMPTES

Néant

#### 4.7 ENGAGEMENTS DE FINANCEMENT ET DE GARANTIE REÇUS

Ce poste comprend les engagements de financement et de garantie reçus d'établissements de crédit, les engagements reçus sur titres et les devises empruntées.

#### 4.8 OPÉRATIONS SUR TITRES (POSTE VIII DU HORS BILAN)

##### a. Ventilation selon la nature d'opérations

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Achats		
- comptant	690	399
- terme	0	0
Ventes		
- comptant	690	399
- terme	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>1 380</b>	<b>798</b>

##### b. Ventilation selon le type d'opération des opérations à terme

Néant

##### c. Ventilation selon le marché des opérations à terme

Néant

##### d. Ventilation selon la durée résiduelle des opérations à terme

Néant

##### e. Opérations de position ouverte isolée

Montant de la plus-value latente des opérations de position ouverte isolée	0
--	---

#### 4.9 OPÉRATIONS DE CHANGE EN DEVICES (POSTE VI DU HORS BILAN)

Les opérations de change au comptant et de change à terme sont présentées pour leur valeur en devises, convertie sur la base du cours de change à la clôture de l'exercice.

Le poste «monnaies à recevoir» s'élève à EUR 54 milliards et le poste «monnaies à livrer» à EUR 54 milliards au 31 décembre 2007.

Ils sont composés principalement de *swaps* longs en devises avec existence de flux de paiement intercalaires correspondant à des opérations de couverture.

#### 4.10 TABLEAU DE VENTILATION DES OPÉRATIONS EN EUROS ET EN DEVISES DU HORS BILAN

Classement par devises d'origine (En EUR millions)	En EUR	En autres devises UE	En autres devises hors UE	Montant total
Passifs éventuels	19 410	336	46 611	66 357
Engagements pouvant donner lieu à un risque de crédit	14 325	4 067	3 674	22 066
Engagements reçus	15 566	473	5 363	21 402
Opérations de change en devises	46 402	6 414	54 644	107 460
Engagements financiers à terme	571 877	87 112	172 560	831 549
Opérations sur titres	734	64	0	798
Autres engagements donnés	44 759	5 031	9 611	59 401

## 5. NOTES SUR LE RÉSULTAT

### a. Intérêts et produits assimilés sur opérations avec la clientèle (poste I.B du compte de résultat)

Le poste représente pour EUR 1 670 millions le produit des intérêts échus et des intérêts courus non échus des opérations de crédits à la clientèle. Il comprend par ailleurs des indemnités de remboursement anticipé de prêts représentant EUR 35 millions.

Ces indemnités de remboursement anticipé de prêts constatées jusqu'au 31 décembre 2004 continuent d'être amorties comptablement et fiscalement sur la durée résiduelle des prêts remboursés, en fonction du montant des intérêts qui auraient été versés sur ces prêts.

À compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, les indemnités de remboursement anticipé de prêts sont enregistrées en compte de résultat à la date de résiliation.

Ce poste comprend également les produits d'engagements de financement et de garantie qui représentent EUR 96 millions.

Les produits de macrocouverture s'élèvent à EUR 18 753 millions. Les charges de macrocouverture s'élèvent à EUR 18 729 millions et sont portées sur la ligne «intérêts et charges assimilées sur opérations avec la clientèle».

### b. Intérêts et produits assimilés sur obligations et titres à revenu fixe (poste I.C du compte de résultat)

Le poste représente pour EUR 1 657 millions le produit des intérêts échus et des intérêts courus non échus des obligations et autres titres à revenu fixe, les produits et charges d'étalement des décotes et surcotes sur titres d'investissement et de placement, ainsi que le résultat des opérations de couverture sur ces titres.

### c. Intérêts et charges assimilées sur obligations et titres à revenu fixe (poste II.C du compte de résultat)

Ce poste représente la principale charge d'intérêts de Dexia Crédit Local avec EUR 1 155 millions.

En plus des intérêts et charges sur obligations et titres à revenu fixe, il inclut également le résultat des opérations de couverture sur le risque de taux, lorsque celles-ci sont identifiées dès l'origine comme rattachées à des titres de créances négociables, à des émissions obligataires ou à des dettes subordonnées.

Ce poste comprend pour EUR 9 millions le produit de l'étalement des primes d'émission créditrices sur des dettes constituées par des titres.



### 5.1 VENTILATION DES REVENUS DE TITRES À REVENU VARIABLE (POSTE III DU COMPTE DE RÉSULTAT)

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Entreprises liées	181	202
Autres entreprises avec lesquelles il existe un lien de participation	0	0
Produits d'autres immobilisations financières	8	11
<b>TOTAL</b>	<b>189</b>	<b>213</b>

### 5.2 VENTILATION DES COMMISSIONS (POSTES IV ET V DU COMPTE DE RÉSULTAT)

#### a. Détail des commissions perçues (poste IV du compte de résultat)

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Crédit	12	15
Autres services financiers	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>13</b>	<b>17</b>

#### b. Détail des commissions versées (poste V du compte de résultat)

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Crédit	(2)	(4)
Opérations sur instruments financiers	(3)	(2)
Autres services financiers	(7)	(12)
<b>TOTAL</b>	<b>(12)</b>	<b>(18)</b>

### 5.3 VENTILATION DES GAINS ET PERTES PROVENANT D'OPÉRATIONS SUR PORTEFEUILLES (POSTE VI DU COMPTE DE RÉSULTAT)

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Résultats de :		
- opérations sur négoce de titres	481	780
- opérations sur titres de placement <sup>(1)</sup>	(29)	(806)
- opérations de change	39	54
- opérations sur autres instruments financiers	0	0
Réductions de valeur	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>491</b>	<b>28</b>

(1) Cette ligne regroupe les plus ou moins-values de cession et les dotations/reprises de provisions sur les portefeuilles concernés ainsi que les plus ou moins-values sur les titres d'activité de portefeuille.

Les plus ou moins-values de cession et les dotations et reprises sur titres de placement sont les suivantes :

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
- dotations aux dépréciations	(61)	(839)
- reprises de dépréciations	5	33
<b>Sous-total</b>	<b>(56)</b>	<b>(806)</b>
- moins-values de cession	(6)	(49)
- plus-values de cession	33	49
<b>Sous-total</b>	<b>27</b>	<b>0</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(29)</b>	<b>(806)</b>

### 5.4 CHARGES GÉNÉRALES D'EXPLOITATION (POSTE VIII DU COMPTE DE RÉSULTAT)

#### a. Détail

(En EUR millions)	31/12/2006	31/12/2007
<b>Frais de personnel</b>	<b>175</b>	<b>192</b>
Salaires et traitements	118	129
Charges sociales	57	63
<b>Autres frais administratifs</b>	<b>54</b>	<b>56</b>
Impôts et taxes	23	21
Autres frais administratifs	31	35
<b>TOTAL</b>	<b>229</b>	<b>248</b>

Les montants concernant la participation et l'intéressement s'élevaient en 2007 respectivement à EUR 8,8 millions et à EUR 4,4 millions.

**b. Renseignements sur le personnel**

	31/12/2006	31/12/2007
<b>Effectif fin d'année</b>	<b>1 472</b>	<b>1 612</b>
- cadres dirigeants	42	159
- autres cadres	1 026	1 019
- employés	404	434
<b>Frais de personnel</b> (En EUR millions)	<b>173</b>	<b>192</b>
- rémunérations et avantages sociaux directs	116	129
- cotisations patronales d'assurances sociales	40	38
- primes patronales pour assurances extralégales	0	0
- autres frais de personnel	16	24
- pensions	1	1
<b>Provisions pour pensions</b> (En EUR millions)	<b>2</b>	<b>0</b>
- dotations (+)	2	2
- reprises (-)	0	(2)
<b>TOTAL</b>	<b>175</b>	<b>192</b>

**5.5 COÛT DU RISQUE (POSTE XI DU COMPTE DE RÉSULTAT)**

(En EUR millions)	Dotations et pertes	Reprises et utilisations	Total au 31/12/2007
Provisions pour dépréciation et pertes sur créances	(16)	48	32
Provisions sur titres d'investissement et instruments financiers	0	0	0
Provisions et pertes sur hors bilan	0	0	0
Provisions et pertes sur opérations de trésorerie & interbancaires	0	0	0
Provisions crédits d'engagements	(58)	16	(42)
Autres provisions	0	0	0
Provisions pour risque pays	0	1	1
Provisions réglementées	(10)	6	(4)
<b>TOTAL</b>	<b>(84)</b>	<b>71</b>	<b>(13)</b>

Le coût du risque reste faible en raison de la bonne qualité des actifs.

## 5.6 GAINS OU PERTES SUR ACTIFS IMMOBILISÉS (POSTE XII DU COMPTE DE RÉSULTAT)

### a. Détail

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006		Total au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007		Total au 31/12/2007
	Entreprises liées	Autres		Entreprises liées	Autres	
Dotations aux dépréciations	(16)	(1)	(17)	(1)	(1)	(2)
Reprises de dépréciations	0	1	1	0	2	2
<b>Sous-total</b>	<b>(16)</b>	<b>0</b>	<b>(16)</b>	<b>(1)</b>	<b>1</b>	<b>0</b>
Moins-values sur cessions	0	0	0	0	(1)	(1)
Plus-values sur cessions	0	16	16	15	18	33
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>16</b>	<b>16</b>	<b>15</b>	<b>17</b>	<b>32</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(16)</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>14</b>	<b>18</b>	<b>32</b>

### b. Répartition par nature

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Titres de participation	16	18
Participations dans les entreprises liées	(16)	14
Autres titres détenus à long terme	0	0
Titres d'investissement	0	0
Immeuble	0	0
<b>TOTAL</b>	<b>0</b>	<b>32</b>

## 5.7 AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION ET AUTRES CHARGES D'EXPLOITATION

### a. Autres produits d'exploitation (poste VII du compte de résultat)

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Autres produits net d'autres entreprises	0	0
Autres produits d'exploitation	1	2
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>	<b>2</b>

### b. Autres charges d'exploitation (poste X du compte de résultat)

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Autres charges net d'autres entreprises	0	0
Autres charges d'exploitation	(3)	(1)
<b>TOTAL</b>	<b>(3)</b>	<b>(1)</b>

## 5.8 RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (DÉTAIL DU POSTE XV DU COMPTE DE RÉSULTAT)

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Produits exceptionnels	0	0
Charges exceptionnelles	0	0

## 5.9 IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES (POSTE XVII DU COMPTE DE RÉSULTAT)

### a. Décomposition de la charge d'impôt

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Impôts des sociétés		
- autres charges d'impôts	(106)	(32)
<b>Sous-total</b>	<b>(106)</b>	<b>(32)</b>
Impôts différés		
- dotations	185	139
- reprises	(137)	0
<b>Sous-total</b>	<b>48</b>	<b>139</b>
<b>TOTAL</b>	<b>(58)</b>	<b>107</b>

Le taux d'imposition retenu pour l'exercice 2007 s'élève à 34,43 % pour la France.

Le taux d'imposition des succursales étrangères est en général inférieur.

### b. Dérogations aux principes généraux d'évaluation en application de la réglementation fiscale

(En EUR millions)	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Provisions réglementées	16	4
Provision pour crédit à moyen et long terme	15	9
Provision pour investissement	1	(5)
Amortissements dérogatoires	3	2

### c. Intégration fiscale

L'établissement stable de Dexia SA en France est depuis 2002 tête de groupe d'intégration fiscale, groupe dont fait partie Dexia Crédit Local.

## 5.10 RELATIONS FINANCIÈRES AVEC LES MEMBRES DU COMITÉ DE DIRECTION ET DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

(En EUR millions)

Rémunérations allouées aux membres du comité de direction et du conseil d'administration de la société en raison de leurs fonctions dans ceux-ci, dans les entreprises filiales et dans les entreprises associées y compris le montant des pensions de retraite allouées au même titre aux anciens membres des organes de direction.

Comité de direction	5
Conseil d'administration	0
<b>TOTAL</b>	<b>5</b>

Montant en fin d'exercice des créances existant à leur charge, des passifs éventuels en leur faveur et des autres engagements significatifs souscrits en leur faveur

Comité de direction	1
Conseil d'administration	0
<b>TOTAL</b>	<b>1</b>

Les avances et crédits accordés pendant l'exercice ont été conclus à des conditions normales.

## 5.11 VENTILATION GÉOGRAPHIQUE ET SECTORIELLE

### a. Ventilation géographique

(En EUR millions)	Produit net bancaire	Résultat brut d'exploitation	Total résultat net
En Belgique	0	0	0
En France	312	108	635
Au Luxembourg	0	0	0
Dans d'autres pays	(324)	(393)	(316)
<b>TOTAL</b>	<b>(12)</b>	<b>(285)</b>	<b>319</b>

### b. Ventilation par métier

(En EUR millions)	Produit net bancaire		Résultat brut d'exploitation		Résultat net	
	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007	Montant au 31/12/2006	Montant au 31/12/2007
Services financiers au secteur public, financements de projets	735	336	552	142	402	102
Services financiers aux particuliers	8	0	8	0	5	0
Gestion d'actifs	0	0	0	0	0	0
Trésorerie et marchés financiers	151	(354)	120	(394)	93	(317)
Fonds propres non alloués	(89)	6	(131)	(33)	(27)	534
<b>TOTAL</b>	<b>805</b>	<b>(12)</b>	<b>549</b>	<b>(285)</b>	<b>473</b>	<b>319</b>

## 6. RENSEIGNEMENTS CONCERNANT LES FILIALES ET PARTICIPATIONS AU 31 DÉCEMBRE 2007

Sociétés	Capital	Prime d'émission, réserves et report à nouveau	C A H.T. ou PNB du dernier exercice	Bénéfice ou perte du dernier exercice	Quote-part du capital détenu (en %)
(En EUR)					
<b>1 - Renseignements détaillés concernant les filiales et participations dont la valeur d'inventaire excède 1 % du capital de Dexia Crédit Local</b>					
A - Filiales (de 50 % à 100 % du capital détenu)					
<b>Dexia CLF Immo</b>					
1 Passerelle des Reflets - Tour Dexia La Défense 2 - 92913 La Défense	2 364 700	13 244 652	100 503	5 544	100,00
<b>Dexia Credit Local Asia Pacific Pty Ltd.</b>					
Level 23, 207 Kent Street, Sydney, NSW, 2000	31 847 077	6 836 857	35 613 880	3 652 311	100,00
<b>Dexia Sabadell (*)</b>					
Paseo de las Doce Estrallas 4 - E - 28042 Madrid	146 061 000	41 069 256	40 371 547	19 455 752	60,00
<b>Dexia Crediop (*)</b>					
Via Venti settembre N. 30 - I00187 Roma	450 210 000	449 081 430	141 863 023	86 193 928	70,00
<b>Dexia Holdings Inc. (*)</b>					
31 West 52nd Street - NY 10019 New-York	1 793 767 917	449 651 834	108 647 106	99 975 933	90,00
<b>Dexia Kommunalbank Deutschland</b>					
Charlottenstr. 82 - D - 10969 Berlin	162 500 000	122 368 353	65 438 091	10 200 000	100,00
<b>Dexia Municipal Agency</b>					
1 Passerelle des Reflets - Tour Dexia La Défense 2 - 92913 La Défense	876 000 000	21 002 085	329 988 096	153 475 146	100,00
<b>Floral</b>					
1 Passerelle des Reflets - Tour Dexia La Défense 2 - 92913 La Défense	22 867 353	32 577 620	3 023 406	1 900 933	100,00
<b>Dexia Israël (Public Finance) Ltd.</b>					
19, Ha'arbaha Str. - Hatihon Building - POB 709 - 61200 Tel-Aviv Israël	31 111 580	38 297 967	16 774 121	8 086 892	65,31
<b>SISL</b>					
180, rue des aubépines L 1145 - Luxembourg	337 650 000	242 626 479	231 200 720	195 576 192	100,00
<b>Dexia Sofaxis</b>					
Route de Creton - 18110 Vasselay	613 020	46 295 107	23 262 315	13 824 314	100,00
<b>CBX. IA 1</b>					
1 Passerelle des Reflets - Tour Dexia La Défense 2 - 92913 La Défense	3 923 625	(866 521)	0	(949 742)	100,00
<b>CBX. IA 2</b>					
1 Passerelle des Reflets - Tour Dexia La Défense 2 - 92913 La Défense	141 140 624	(48 089 679)	14 796 500	(1 775 390)	70,85
<b>Dexia Flobail</b>					
1 Passerelle des Reflets - Tour Dexia La Défense 2 - 92913 La Défense	56 100 175	(43 351 476)	6 653 541	(26 689 838)	100,00
<b>Dexia Kommunalkredit Bank AG</b>					
Türkenstrasse 9 - A - 1092 Wien	100 000 000	16 465 926	17 918 161	12 457 092	50,84
B - Participations (10 % à 50 % du capital détenu)					
<b>Crédit du Nord</b>					
28, Place Rihour - 59800 Lille	740 263 248	455 687 000	1 062 358 000	336 109 000	10,00
<b>Dexia Epargne Pension</b>					
76 rue de la Victoire - 75009 Paris	93 562 500	20 669 619	1 405 709 013	7 660 326	25,35
<b>Kommunalkredit Austria</b>					
Türkenstrasse 9 - A - 1092 Wien	18 530 850	276 349 193	38 667 111	24 608 386	49,00
* Sociétés qui ne produisent des comptes annuels qu'en normes IFRS.					
<b>2 - Renseignements globaux</b>					
A - Filiales non reprises au paragraphe 1-A					
- Sociétés françaises					
- Sociétés étrangères					
B - Filiales non reprises au paragraphe 1-B et autres titres de participations dont le capital détenu est inférieur à 10 %					
- Sociétés françaises					
- Sociétés étrangères					

Valeur comptable des titres détenus		Dividendes encaissés par Dexia Crédit Local au cours de l'exercice	Prêts et avances consentis par Dexia Crédit Local	Montants des cautions et avals donnés par Dexia Crédit Local	Activité
Brute	Nette				
33 691 141	16 612 452			150 162 282	Financement immobilier
31 847 077	31 847 077		913 198 553		Banque, établissement de crédit
87 636 600	87 636 600		3 426 399 989	3 881 020 781	Banque, établissement de crédit
581 223 585	581 223 585	35 423 500	2 066 651 241	5 534 117 634	Banque, établissement de crédit
2 107 620 842	2 107 620 842				Rehaussement de crédit
253 339 375	253 339 375	11 400 000	1 073 000 000		Banque, établissement de crédit
875 999 909	875 999 909	116 280 000	2 900 000 000	4 684 360 196	Société de crédit foncier
23 080 690	23 080 690				Émission d'emprunts pour la société mère
56 002 387	56 002 387	473 165		175 446 541	Banque, établissement de crédit
353 514 002	353 514 002		882 277 499		Gestion de participations
50 054 782	50 054 782	12 764 976			Détention et gestion de participation dans les sociétés de courtage d'assurance
40 314 880	40 314 880		23 705 028	1 294 972	Acquisition de terrains, immeubles, droits immobiliers
100 000 058	100 000 058		175 481 051	94 518 950	Location de biens immobiliers
34 110 986	34 110 986		624 945 001	1 156 502 082	Location de biens immobiliers
48 376 299	48 376 299		2 495 893 880		Holding
184 463 311	184 463 311	17 586 630			Banque, établissement de crédit
34 776 000	34 776 000				Opération de capitalisation, d'assurance-vie et d'assurance
123 513 379	123 513 379	2 996 301			Banque, établissement de crédit
			1 762 265 327	11 174 359 252	
			22 185 525 168	129 130 832	
97 644 676	93 741 274	7 429 182	464 826 040	103 706 536	
29 947 811	25 721 197	825 918			



## 7. PORTEFEUILLE TITRES DE DEXIA CRÉDIT LOCAL

### a. Titres de placement

	Valeur de marché	Valeur portefeuille	Gains latents	Pertes latentes	Valeur nette comptable
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>					
<b>Obligations françaises</b>	<b>1 707</b>	<b>1 693</b>	<b>16</b>	<b>0</b>	<b>1 691</b>
• <b>Organismes publics</b>	<b>824</b>	<b>817</b>	<b>7</b>	<b>0</b>	<b>817</b>
Administrations centrales	0	0	0	0	0
Collectivités locales	824	817	7	0	817
• <b>Autres émetteurs</b>	<b>883</b>	<b>876</b>	<b>9</b>	<b>0</b>	<b>874</b>
Établissements de crédit	883	876	9	0	874
Autres établissements privés	0	0	0	0	0
TSDI	0	0	0	0	0
<b>Obligations étrangères</b>	<b>53 905</b>	<b>54 102</b>	<b>526</b>	<b>0</b>	<b>53 379</b>
• <b>Organismes publics</b>	<b>20 329</b>	<b>20 147</b>	<b>241</b>	<b>0</b>	<b>20 088</b>
Administrations centrales	4 902	4 913	18	0	4 884
Collectivités locales	15 427	15 234	223	0	15 204
• <b>Autres émetteurs</b>	<b>33 576</b>	<b>33 955</b>	<b>285</b>	<b>0</b>	<b>33 291</b>
Établissements de crédit	20 240	20 244	221	0	20 019
Autres établissements privés	13 336	13 711	64	0	13 272
TSDI	0	0	0	0	0
<b>TOTAL OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE</b>	<b>55 612</b>	<b>55 795</b>	<b>542</b>	<b>0</b>	<b>55 070</b>
<b>Actions et autres titres à revenu variable</b>					
• <b>FCP</b>	<b>147</b>	<b>146</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>146</b>
• <b>Actions</b>	<b>178</b>	<b>134</b>	<b>48</b>	<b>4</b>	<b>134</b>
<b>TOTAL ACTIONS ET AUTRES TITRES À REVENU VARIABLE</b>	<b>325</b>	<b>280</b>	<b>49</b>	<b>4</b>	<b>280</b>
<b>Effets publics</b>					
• <b>Organismes publics</b>	<b>3 109</b>	<b>3 231</b>	<b>3</b>	<b>125</b>	<b>3 231</b>
Administrations centrales	2 949	3 074	0	125	3 074
Collectivités locales	160	157	3	0	157
<b>TOTAL EFFETS PUBLICS</b>	<b>3 109</b>	<b>3 231</b>	<b>3</b>	<b>125</b>	<b>3 231</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>59 046</b>	<b>59 306</b>	<b>594</b>	<b>129</b>	<b>58 581</b>

**b Titres d'investissement**

(En EUR millions)	Valeur de remboursement	Surcote (décote)	Provisions pour dépréciation	Valeur nette comptable
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>				
<b>Obligations françaises</b>	<b>110</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>110</b>
• <b>Organismes publics</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Administrations centrales	0	0	0	0
Collectivités locales	0	0	0	0
• <b>Autres émetteurs</b>	<b>110</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>110</b>
Établissements de crédit	35	0	0	35
Autres établissements privés	75	0	0	75
TSDI				
<b>Obligations étrangères</b>	<b>1 360</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1 361</b>
• <b>Organismes publics</b>	<b>1 073</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1 074</b>
Administrations centrales	251	0	0	251
Collectivités locales	822	1	0	823
• <b>Autres émetteurs</b>	<b>287</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>287</b>
Établissements de crédit	102	0	0	102
Autres établissements privés	185	0	0	185
TSDI				
<b>TOTAL OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE</b>	<b>1 470</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1 471</b>
<b>Effets publics</b>				
• <b>Organismes publics</b>	<b>188</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>188</b>
Administrations centrales	145	0	0	145
Collectivités locales	43	0	0	43
<b>TOTAL EFFETS PUBLICS</b>	<b>188</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>188</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>1 658</b>	<b>1</b>	<b>0</b>	<b>1 659</b>

**c. Titres de transaction**

	Valeur d'achat <sup>(1)</sup>	Valeur de marché <sup>(1)</sup>
<b>Obligations et autres titres à revenu fixe</b>		
<b>Obligations françaises</b>	<b>323</b>	<b>325</b>
• <b>Organismes publics</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
Administrations centrales	0	0
Collectivités locales	0	0
• <b>Autres émetteurs</b>	<b>323</b>	<b>325</b>
Établissements de crédit	248	249
Autres établissements privés	75	76
<b>Obligations étrangères</b>	<b>51 375</b>	<b>52 318</b>
• <b>Organismes Publics</b>	<b>18 783</b>	<b>18 764</b>
Administrations centrales	15 372	15 378
Collectivités locales	3 411	3 386
• <b>Autres émetteurs</b>	<b>32 592</b>	<b>33 554</b>
Établissements de crédit	8 818	11 224
Autres établissements privés	23 774	22 330
<b>TOTAL OBLIGATIONS ET AUTRES TITRES À REVENU FIXE</b>	<b>51 698</b>	<b>52 643</b>
<b>Effets publics</b>		
• <b>Organismes publics</b>	<b>102</b>	<b>103</b>
Administrations centrales	102	103
Collectivités locales	0	0
<b>TOTAL EFFETS PUBLICS</b>	<b>102</b>	<b>103</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL</b>	<b>51 800</b>	<b>52 746</b>

(1) La valeur d'achat et la valeur de marché sont calculées coupons courus inclus.

## Rapport général des commissaires aux comptes

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2007, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la société **Dexia Crédit Local** tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### 1 OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci-après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### 2 JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

Comme mentionné dans la note 1.2.b de l'annexe aux comptes annuels :

- s'agissant des dépréciations et des provisions pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités, la société procède à l'enregistrement de provisions spécifiques et de provisions collectives, comme indiqué respectivement aux paragraphes « créances sur la clientèle », « provisions au passif du bilan » et « opérations de gestion de position » pour l'activité de « prise de position » et pour les « dérivés de crédit » ;
- s'agissant des dépréciations des portefeuilles titres de placement, la société détermine les dépréciations éventuelles de ses titres en fonction de leur valeur de réalisation, après prise en compte des opérations de micro couverture, comme indiqué au paragraphe « opérations sur titres – titres de placement » ;
- s'agissant des dépréciations des titres de l'activité de portefeuille, des titres de participation et des autres titres détenus à long terme, la société détermine les dépréciations éventuelles de ses participations en fonction de leur valeur d'usage ou d'utilité, comme indiqué aux paragraphes « opérations sur titres – titres de l'activité de portefeuille (Tap) » et « immobilisations financières – titres de participation & autres titres détenus à long terme » ;
- s'agissant des provisions pour couvrir les engagements de retraite et autres avantages postérieurs à l'emploi, la société détermine des provisions, conformément aux règles locales par entité, comme indiqué au paragraphe « provisions au passif du bilan ».

Dans le cadre de notre appréciation des estimations comptables significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons examiné le dispositif de contrôle relatif à l'identification et au suivi de ces risques, apprécié les données, les paramètres utilisés et les hypothèses sur lesquelles se fondent ces estimations, et vérifié que ces estimations comptables s'appuient sur des méthodes documentées conformes aux principes décrits dans l'annexe.

La note 1.1 aux états financiers présente l'impact de la crise financière ainsi que les ajustements de valeur et les dépréciations résultant des appréciations et évaluations effectuées par votre société au 31 décembre 2007. Nous avons examiné les modalités de recensement de ces expositions auxquelles votre société a procédé et le dispositif de contrôle mis en place relatif à leur valorisation, ainsi que le caractère approprié de l'information fournie dans la note mentionnée ci-dessus.

Nous avons procédé à l'appréciation du caractère raisonnable de ces appréciations.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels, pris dans leur ensemble, et ont donc contribué à la formation de notre opinion sans réserve, exprimée dans la première partie de ce rapport.

### 3 VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur :

- la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels ;
- la sincérité des informations données dans le rapport de gestion relatives aux rémunérations et avantages versés aux mandataires sociaux concernés ainsi qu'aux engagements consentis en leur faveur à l'occasion de la prise, de la cessation ou du changement de fonctions ou postérieurement à celles-ci.

En application de la loi, nous nous sommes assurés que les diverses informations relatives aux prises de participation et de contrôle vous ont été communiquées dans le rapport de gestion.

Fait à Paris, le 2 avril 2008

#### Les commissaires aux comptes

##### CADERAS MARTIN

Daniel BUTELOT  
Associé



Olivier AVRIL  
Associé



##### MAZARS & GUERARD

Guillaume POTEL  
Associé



Anne VEAUTE  
Associée



# 6 | *Assemblée générale*

***Rapport spécial des commissaires  
aux comptes sur les conventions  
et engagements réglementés*** 246

***Propositions de résolutions  
à l'assemblée générale ordinaire  
du 16 mai 2008*** 248

## Rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés

Mesdames, Messieurs

En notre qualité de commissaire aux comptes de la société **Dexia Crédit Local**, nous vous présentons notre rapport sur les conventions et engagements réglementés.

Il ne nous appartient pas de rechercher l'existence de ces conventions et engagements mais de vous communiquer, sur la base des informations qui nous ont été données, les caractéristiques et les modalités essentielles de ceux dont nous avons été avisés, sans avoir à nous prononcer sur leur utilité et leur bien-fondé. Il vous appartient, selon les termes de l'article R.225-31 du Code de commerce, d'apprécier l'intérêt qui s'attachait à la conclusion de ces conventions en vue de leur approbation.

Nous avons effectué nos travaux selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences destinées à vérifier la concordance des informations qui nous ont été données avec les documents de base dont elles sont issues.

### Convention et engagement autorisé au cours de l'exercice

En application de l'article L.225-40 du Code de commerce, nous avons été avisés d'une convention qui a fait l'objet de l'autorisation de votre conseil d'administration.

#### *Engagement de pension complémentaire*

Dexia SA a intégré Monsieur Gérard Bayol, administrateur - directeur général, à effet du 1<sup>er</sup> janvier 2007, dans un collège de cadres dirigeants du groupe Dexia bénéficiant d'une pension complémentaire correspondant à une rente annuelle, équivalente à 75% de la moyenne de sa rémunération fixe des deux années précédant son départ à la retraite, diminuée des montants perçus de la pension légale.

Cet engagement a été présenté à votre conseil d'administration du 22 février 2008 qui l'a approuvé.

### Conventions et engagements approuvés au cours d'exercices antérieurs dont l'exécution s'est poursuivie durant l'exercice

Par ailleurs, en application de l'article R.225-30 du Code de commerce, nous avons été informés que l'exécution des conventions et engagements suivants, approuvés au cours d'exercices antérieurs, s'est poursuivie au cours du dernier exercice.

#### *Convention d'intégration fiscale*

Votre conseil de surveillance du 19 novembre 2002 a autorisé Dexia Crédit Local à conclure une nouvelle convention d'intégration fiscale. Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002, et pour une durée de cinq ans (reconductible), le périmètre d'intégration est placé sous l'égide de l'établissement de Dexia en France, 95 % des titres composant le capital de Dexia Crédit Local lui étant rattachés en conséquence des opérations de restructuration (décroisement des titres Dexia Crédit Local et CCB, absorption de Dexia France) et d'augmentation de capital intervenues sur l'exercice 2000. Conformément à la doctrine administrative, elle prévoit la remontée des économies d'impôt générées par l'intégration fiscale à la nouvelle tête du groupe fiscal, en lieu et place de Dexia Crédit Local. Le changement de tête du groupe fiscal n'a emporté aucun changement pour les filiales du groupe Dexia Crédit Local.

**Dexia Municipal Agency**

La convention de « déclaration de soutien » de Dexia Crédit Local au profit de Dexia Municipal Agency du 16 septembre 1999, ratifiée par l'assemblée générale mixte du 10 janvier 2000, bénéficie aux porteurs d'obligations émises par Dexia Municipal Agency. Elle indique que Dexia Crédit Local détiendra durablement plus de 95% du capital de Dexia Municipal Agency. Par ailleurs, Dexia Crédit Local veillera à ce que Dexia Municipal Agency développe son activité dans le respect des dispositions des articles L. 515-13 à L. 515-33 du Code monétaire et financier sur les sociétés de crédit foncier et dispose des moyens financiers lui permettant de faire face à ses obligations.

Fait à Paris, le 2 avril 2008

**Les commissaires aux comptes**

**CADERAS MARTIN**

Daniel BUTELOT  
Associé



Olivier AVRIL  
Associé



**MAZARS & GUERARD**

Guillaume POTEL  
Associé



Anne VEAUTE  
Associée





## *Propositions de résolutions à l'assemblée générale ordinaire du 16 mai 2008*

### **PREMIÈRE RÉOLUTION : APPROBATION DES COMPTES ANNUELS**

---

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration, du président du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, approuve les informations mentionnées dans le rapport de gestion et les comptes annuels au 31 décembre 2007 tels qu'ils lui sont présentés, avec toutes les opérations traduites par ces comptes ou qui sont mentionnées aux dits rapports, et faisant apparaître, après reprise du FRBG, un résultat bénéficiaire de EUR 319 477 197,41.

### **DEUXIÈME RÉOLUTION : APPROBATION DES COMPTES CONSOLIDÉS**

---

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture des rapports du conseil d'administration, du président du conseil d'administration et des commissaires aux comptes, approuve les informations mentionnées dans le rapport de gestion et les comptes consolidés au 31 décembre 2007 tels qu'ils lui sont présentés, avec toutes les opérations traduites par ces comptes ou qui sont mentionnées aux dits rapports, et faisant apparaître un bénéfice, part du groupe, de EUR 990 914 560.

### **TROISIÈME RÉOLUTION : APPROBATION DES CONVENTIONS ET ENGAGEMENTS RÉGLEMENTÉS**

---

L'assemblée générale, après avoir entendu la lecture du rapport spécial des commissaires aux comptes sur les conventions et engagements réglementés visés par l'article L. 225-38 du Code de commerce, approuve dans les conditions de l'article L. 225-40 du même code les conventions et engagements réglementés qui y sont mentionnés.

### **QUATRIÈME RÉOLUTION : QUITUS AUX MANDATAIRES SOCIAUX**

---

L'assemblée générale, en conséquence de l'approbation des précédentes résolutions, donne quitus entier et sans réserve aux mandataires sociaux de l'accomplissement de leur mandat au titre de l'exercice clos le 31 décembre 2007.

## CINQUIÈME RÉOLUTION : AFFECTATION DU RÉSULTAT ET FIXATION DU DIVIDENDE

L'assemblée générale décide de servir, au titre du dividende annuel, une somme de EUR 396 058 194,35, prélevée sur le résultat de l'exercice ainsi que sur les réserves générales à hauteur de EUR 76 580 996,94. Après prélèvement, les réserves générales s'élèveront à EUR 302 445 347,96.

À chaque action, correspond un dividende de EUR 4,55, qui sera mis en paiement le 20 mai 2008. Ce dividende est éligible à la réfaction de 40 % prévue à l'article 158,3-2° du Code Général des Impôts.

L'assemblée générale rappelle, conformément à l'article 243 bis du Code Général des Impôts, que le montant des dividendes mis en distribution au titre des trois exercices précédents a été le suivant :

EUR	2004	2005	2006
Montant net par action	8,61 <sup>(1)</sup>	2,88	4,49 <sup>(2)</sup>
Montant bénéficiant de l'avoir fiscal	1,95 <sup>(3)</sup>	-	-
Montant par action éligible à réfaction (article 158,3-2 du Code Général des Impôts)	6,66 <sup>(3)</sup>	2,88 <sup>(4)</sup>	4,49 <sup>(4)</sup>
Montant total bénéficiant de l'avoir fiscal	169 739 226,15 <sup>(3)</sup>	-	-
Montant total éligible à réfaction (article 158,3-2 du Code Général des Impôts)	579 724 741,62 <sup>(3)</sup>	250 691 780,16 <sup>(4)</sup>	390 835 448,93 <sup>(4)</sup>

(1) Dont EUR 1,95 du chef de l'assemblée générale ordinaire du 9 novembre 2004, réunie extraordinairement.

(2) Dont EUR 1,04 du chef de l'assemblée générale ordinaire du 4 septembre 2006, réunie extraordinairement.

(3) Au taux de 50 %.

(4) Au taux de 40 %.

## SIXIÈME RÉOLUTION : CERTIFICATION DES COMPTES

L'assemblée générale, pour l'application de l'article L. 822-14 du Code de commerce, prend acte que les comptes annuels et consolidés de l'exercice clos le 31 décembre 2007 sont certifiés, pour le sixième exercice consécutif, par les commissaires aux comptes :

- Monsieur Guillaume Potel et Madame Anne Veaute, associés, représentant la société Mazars & Guérard, d'une part ; et
- Messieurs Daniel Butelot et Olivier Avril, associés, représentant la société Caderas Martin, d'autre part.

## SEPTIÈME RÉOLUTION : RATIFICATION DE LA DÉCISION DE COOPTATION D'UN ADMINISTRATEUR

L'assemblée générale ratifie la décision du conseil d'administration du 6 novembre 2007 de coopter Monsieur Christophe Béchu en qualité d'administrateur, en remplacement de Monsieur Loïc Le Masne de Chermont, démissionnaire, pour la durée du mandat de ce dernier restant à courir, soit jusqu'à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2010.

## HUITIÈME RÉOLUTION : NOMINATION DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

---

Les mandats des commissaires aux comptes titulaires et suppléants arrivant à expiration à l'issue de la présente assemblée, l'assemblée générale décide :

- de ne pas renouveler, compte tenu de la politique mise en œuvre au sein du groupe pour une plus grande uniformité en matière d'audit des états financiers :
  - le mandat de commissaire aux comptes titulaire de Caderas Martin,
  - les mandats de commissaires aux comptes suppléants de Monsieur Benoît Desauw et de Monsieur Yves Robin ;
- de renouveler, pour une durée de six exercices expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013, le mandat de commissaire aux comptes titulaire de Mazars & Guérard ;
- de nommer, pour une durée de six exercices expirant à l'issue de la réunion de l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2013 :
  - Deloitte & Associés en qualité de commissaire aux comptes titulaire,
  - Monsieur Charles de Boisriou et BEAS en qualité de commissaires aux comptes suppléants.

Les commissaires aux comptes ont fait savoir par avance à la société qu'ils accepteraient ces mandats.

## NEUVIÈME RÉOLUTION : POUVOIRS

---

L'assemblée générale donne tous pouvoirs au porteur d'un original, d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal pour l'accomplissement de toutes formalités de dépôts et de publications prévues par la loi.

# 7 | Renseignements de caractère général

## ***Informations juridiques et administratives*** 252

1. Concernant la société ..... 252
2. Concernant les perspectives de la société..... 254

## ***Contrôleurs légaux*** 255

## ***Document de référence – Attestation du responsable*** 256

## ***Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois (établie au 21 mars 2008)*** 257

## ***Tableau des correspondances*** 261

## Informations juridiques et administratives

### 1. CONCERNANT LA SOCIÉTÉ

<b>Histoire de la société</b>	Dexia Crédit Local est une des trois principales entités du groupe Dexia, groupe franco-belge, formé en 1996 par l'alliance du Crédit Local de France et du Crédit Communal de Belgique, établissements de crédit spécialisés dans le financement des collectivités locales et des acteurs locaux.
<b>Raison sociale Nom commercial</b>	Dexia Crédit Local est la dénomination sociale de la société, telle que résultant de ses statuts. Son nom commercial est Dexia Public Finance Bank – DPPFB.
<b>Pays d'origine Constitution Durée de vie</b>	Le pays d'origine de la société est la France : elle a été constituée à Paris, le 28 août 1989 pour une durée de 99 ans.
<b>Numéro d'enregistrement</b>	Elle est immatriculée au Greffe du Tribunal de commerce de Nanterre sous le numéro B 351 804 042 (APE : 6492Z).
<b>Siège social</b>	Son siège social, et lieu principal d'activité, est sis à La Défense (92913) - Tour Dexia La Défense 2 - 1, passerelle des Reflets (téléphone : 01.58.58.77.77), depuis le 1 <sup>er</sup> mars 2007.
<b>Forme juridique Législation régissant l'activité</b>	Il s'agit d'une société anonyme à conseil d'administration de droit français, relevant des dispositions des articles L. 225-17 et suivants du Code de commerce et L. 511-1 du Code monétaire et financier. La société était anciennement une société anonyme à directoire et conseil de surveillance. Dans un souci d'uniformité de l'organisation des différentes entités du groupe Dexia, l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires du 24 janvier 2007 a décidé d'adopter la formule de société anonyme à conseil d'administration.
<b>Objet social</b>	<p>La société a pour objet, à titre de mission permanente, de poursuivre l'activité suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- réaliser en France et à l'étranger toutes opérations de crédit en faveur du développement local, et notamment de l'équipement collectif, principalement au profit des collectivités locales et des établissements publics, des organismes bénéficiant de leur garantie, des sociétés d'économie mixte locales, des sociétés concessionnaires de services publics et plus généralement des organismes réalisant des opérations d'urbanisme et d'habitat, ou ayant passé avec une collectivité locale une convention pour la réalisation ou la gestion d'un équipement d'intérêt local ;</li> <li>- pratiquer au profit de ces mêmes personnes une activité de courtage en assurances et toute activité de conseil et d'assistance en matière de gestion financière, d'ingénierie financière, et, d'une manière générale, offrir tous les services destinés à faciliter leur gestion financière sous réserve des dispositions législatives relatives à l'exercice de certaines professions réglementées ;</li> <li>- recueillir les dépôts de trésorerie des collectivités locales et des établissements publics locaux conformément à la réglementation qui leur est applicable ;</li> <li>- conserver les fonds prêtés à ses clients, en attente d'emploi ;</li> <li>- émettre des emprunts obligataires en France et à l'étranger destinés au financement des prêts qu'elle consent.</li> </ul> <p>À cet effet, elle peut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- créer des filiales ;</li> <li>- détenir des participations dans les sociétés dont l'activité est de nature à faciliter la réalisation de l'objet social, constituer et gérer des fonds de garantie pour garantir le remboursement des crédits accordés aux organismes mentionnés au premier alinéa du présent article.</li> </ul> <p>Elle peut également réaliser toute opération entrant dans son objet pour le compte d'organismes ou d'institutions d'intérêt général qui lui donnent mandat.</p>
<b>Exercice social</b>	L'exercice social commence le 1 <sup>er</sup> janvier et finit le 31 décembre de chaque année.

**Répartition statutaire des bénéfices**

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice net de l'exercice, diminué des pertes antérieures et des prélèvements prévus à l'article 37 des statuts (5 % pour constituer le fonds de réserve légale prescrit par la loi), et augmenté des reports bénéficiaires.

L'assemblée générale détermine, sur proposition du conseil d'administration, la part du bénéfice distribuable attribuée aux actionnaires sous forme de dividendes. Quant au surplus, s'il en existe, l'assemblée générale décide, soit de le reporter à nouveau, soit de l'inscrire à un ou plusieurs postes de réserve dont elle règle l'affectation et l'emploi. En outre, l'assemblée générale peut décider la mise en distribution de sommes prélevées sur les réserves dont elle a la disposition ; en ce cas, la décision indique expressément les postes de réserve sur lesquels les prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice.

Les modalités de mise en paiement des dividendes sont fixées par l'assemblée ou, à défaut, par le conseil d'administration. Toutefois, la mise en paiement des dividendes doit avoir lieu dans le délai maximal de neuf mois après la clôture de l'exercice, sauf prolongation de ce délai par ordonnance du président du tribunal de commerce statuant sur requête du conseil d'administration.

Nonobstant les dispositions qui précèdent et dans les cas prévus par la loi, le conseil d'administration est compétent pour décider de répartir un acompte à valoir sur les dividendes d'exercices clos ou en cours, avant que les comptes de ces exercices n'aient été approuvés. Le conseil d'administration en fixe le montant et la date de répartition. Il appartient à l'assemblée générale, lors de la fixation du dividende définitif, de s'assurer que les dispositions de ce paragraphe sont effectivement satisfaites pour l'ensemble de ce dividende (acompte compris).

**Assemblées générales****Convocation**

Les assemblées générales sont convoquées dans les conditions fixées par la loi. Elles sont réunies au siège social ou en tout autre lieu choisi par l'auteur de la convocation.

Tout actionnaire a le droit d'obtenir la communication des documents nécessaires pour lui permettre de se prononcer en connaissance de cause et de porter un jugement informé sur la gestion et le contrôle de la société.

La nature de ces documents et les conditions de leur envoi et de mise à disposition sont déterminées par la loi et les règlements.

**Droit d'admission aux assemblées**

Tout actionnaire a le droit d'assister aux assemblées sur simple justification de son identité, à condition toutefois que ses actions soient libérées des versements exigibles.

Les actionnaires peuvent se faire représenter par un autre actionnaire.

Les pouvoirs doivent être déposés au siège social, cinq jours au moins avant la réunion.

**Droit de vote**

Le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité de capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix.

Chaque membre de l'assemblée a autant de voix qu'il possède et représente d'actions, tant en son nom personnel que comme mandataire.

**Lieu de consultation des documents  
Responsables de l'information**

Les documents et renseignements relatifs à la société peuvent être consultés à son siège social. Les demandes sont à adresser à :

Monsieur Didier Casas, secrétaire général, membre du comité de direction (01.58.58.58.70),

Monsieur Jean le Naour, directeur Finance, membre du comité de direction (01.58.58.58.50).

## 2. CONCERNANT LES PERSPECTIVES DE LA SOCIÉTÉ

<b>Événement récent</b>	La société n'a enregistré aucun événement récent intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité.
<b>Tendances</b>	Depuis la date de ses derniers états financiers certifiés et publiés, aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de la société. Aucune tendance connue, incertitude ou demande ou aucun engagement ou événement n'est raisonnablement susceptible d'influer sensiblement sur les perspectives de la société.
<b>Contrôle</b>	Il n'existe pas, à la connaissance de la société, d'accord dont la mise en œuvre pourrait à une date ultérieure, entraîner un changement de son contrôle.
<b>Procédures judiciaires et d'arbitrage</b>	Pour la période couvrant au moins les douze derniers mois, la société n'a pas été engagée dans une procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage (y compris toute procédure dont la société a connaissance, qui est en suspens ou dont elle est menacée) qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur la situation financière ou la rentabilité de la société. En ce qui concerne les filiales, il convient de rappeler que FSA fait l'objet, ainsi que d'autres institutions financières, d'une enquête diligentée par les autorités américaines sur le processus de commercialisation de contrats d'investissement garantis (« GIC's »).
<b>Changement significatif</b>	Depuis la fin du dernier exercice pour lequel des états financiers certifiés ont été publiés, la situation de la société n'a fait l'objet d'aucun changement significatif.
<b>Contrats importants</b>	La société n'a pas conclu de contrat important (autres que ceux conclus dans le cadre normal des affaires) pouvant conférer à tout membre du groupe un droit ou une obligation ayant une incidence importante sur sa capacité à remplir les obligations que lui imposent les valeurs mobilières émises à l'égard de leurs détenteurs.

## Contrôleurs légaux

Les commissaires aux comptes de Dexia Crédit Local ainsi que leurs suppléants ont été nommés par l'assemblée générale ordinaire du 29 juin 1996 et renouvelés par l'assemblée générale mixte du 21 mai 2002, pour une durée de six ans. Ils ont été confirmés dans leurs fonctions par l'assemblée générale du 24 janvier 2007.

### Titulaires

- Mazars & Guérard

Société représentée par Guillaume Potel et Anne Veaute, associés

Exaltis - 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex

- Caderas Martin

Société représentée par Daniel Butelot et Olivier Avril, associés

76, rue de Monceau – 75008 Paris

Les mandats des commissaires aux comptes titulaires et suppléants arrivant à expiration à l'issue de l'assemblée générale des actionnaires appelée à statuer sur les comptes de l'exercice clos le 31 décembre 2007, il est proposé à l'assemblée générale des actionnaires du 16 mai 2008 de ne pas renouveler compte tenu de la politique mise en œuvre au sein du groupe pour une plus grande uniformité en matière d'audit des états financiers, le mandat de commissaire aux comptes

### Suppléants

- Yves Robin

Exaltis - 61, rue Henri Regnault - 92075 La Défense Cedex

- Benoît Desauw

26, rue de Mogador – 75009 Paris

titulaire de Caderas Martin, les mandats de commissaires aux comptes suppléants de Monsieur Benoît Desauw et de Monsieur Yves Robin, de renouveler le mandat de commissaire aux comptes titulaire de Mazars & Guérard et de nommer Deloitte et Associés en qualité de commissaire aux comptes titulaire et Monsieur Charles de Boisriou et BEAS en qualité de commissaires aux comptes suppléants.

## MONTANT DES HONORAIRES VERSÉS À CHACUN DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

(En EUR milliers)	2006				2007			
	Mazars	%	Caderas Martin	%	Mazars	%	Caderas Martin	%
<b>Prestations d'audit</b>								
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	2 749	98,57 %	973	100,00 %	2 808	97,26 %	920	100,00 %
Missions accessoires	40	1,43 %	0	0,00 %	79	2,74 %	0	0,00 %
<b>Sous-total</b>	<b>2 789</b>	<b>100,00 %</b>	<b>973</b>	<b>100,00 %</b>	<b>2 887</b>	<b>100,00 %</b>	<b>920</b>	<b>100,00 %</b>
<b>Autres prestations</b>								
Juridique, fiscal, social	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
Audit interne	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
Autres (à préciser si >10% des honoraires d'audit)	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %	0	0,00 %
<b>Sous-total</b>	<b>0</b>	<b>0,00 %</b>	<b>0</b>	<b>0,00 %</b>	<b>0</b>	<b>0,00 %</b>	<b>0</b>	<b>0,00 %</b>
<b>TOTAL</b>	<b>2 789</b>	<b>100,00 %</b>	<b>973</b>	<b>100,00 %</b>	<b>2 887</b>	<b>100,00 %</b>	<b>920</b>	<b>100,00 %</b>



## Document de référence – Attestation du responsable

La personne responsable du document de référence de Dexia Crédit Local est Gérard Bayol, administrateur-directeur général de Dexia Crédit Local.

### ATTESTATION DU RESPONSABLE DU DOCUMENT DE RÉFÉRENCE

Je soussigné, Gérard Bayol, administrateur-directeur général de Dexia Crédit Local,

Atteste, après avoir pris toute mesure raisonnable à cet effet, que les informations contenues dans le présent document de référence sont, à ma connaissance, conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée.

Atteste, à ma connaissance, que les comptes sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et le rapport de gestion figurant en page 13 du présent document, présente un tableau fidèle de l'évolution des affaires, des résultats et de la situation financière de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation ainsi qu'une description des principaux risques et incertitudes auxquels elles sont confrontées.

J'ai obtenu des contrôleurs légaux des comptes une lettre de fin de travaux, dans laquelle ils indiquent avoir procédé à la vérification des informations portant sur la situation financière et les comptes données dans le présent document ainsi qu'à la lecture d'ensemble du document.

Les informations financières historiques pour l'exercice 2006 présentées dans le document de référence 2006, déposé auprès de l'Autorité des marchés financiers le 3 avril 2007 sous le n°D.07-0265 ont fait l'objet de rapports des contrôleurs légaux, figurant en pages 174 et 233 dudit document, qui ne contiennent ni observations ni réserves.

Fait à La Défense, le 3 avril 2008

**Gérard Bayol**

**Administrateur-directeur général**



## Liste des informations publiées ou rendues publiques au cours des douze derniers mois (établie au 21 mars 2008)

Nature des informations	Référence des publications et diffusions
<b>I - Activité et résultats</b>	
Chiffre d'affaires du 4 <sup>e</sup> trimestre 2007	BALO du 12/03/2008
Chiffre d'affaires du 3 <sup>e</sup> trimestre 2007	BALO du 05/12/2007
Comptes semestriels consolidés au 30/06/2007	BALO du 05/10/2007
Chiffre d'affaires du 2 <sup>e</sup> trimestre 2007	BALO du 31/08/2007
Chiffre d'affaires du 1 <sup>er</sup> trimestre 2007	BALO du 08/06/2007
Approbation des comptes annuels et consolidés	BALO du 20/06/2007
Comptes annuels et consolidés 2006	BALO du 20/04/2007
<b>II – Vie sociale</b>	
Mise en place de la direction du développement	Note d'information du 10/03/2008
Nominations au sein de Dexia Crédit Local Direction commerciale et de l'ingénierie financière France	Note d'information du 10/03/2008
Nominations au sein de Dexia Crédit Local Réseau France	Note d'information du 13/02/2008
Démissions d'administrateurs Nomination d'un administrateur	Les Petites Affiches 17/01/2008
M. Didier Casas est nommé secrétaire général, directeur juridique et fiscal et membre du comité de direction de Dexia Crédit Local	Communiqué de presse du 10/01/2008
Nominations au sein de Dexia Crédit Local : Secrétariat général Réseau France	Note d'information du 02/01/2008
Nominations au sein de Dexia Crédit Local : Direction des fonctions comptables Direction des financements structurés	Note d'information du 03/12/2007
Nominations au sein de Dexia Crédit Local : Direction de l'ingénierie financière Direction des études Réseau France	Note d'information du 07/11/2007
M. Christophe Béchu, président du CG de Maine-et-Loire, entre au conseil d'administration de Dexia Crédit Local	Communiqué de presse du 06/11/2007
Nomination au sein de Dexia Crédit Local : Direction des systèmes d'information	Note d'information du 27/09/2007
Nomination au sein de Dexia Crédit Local : Réseau France	Note d'information du 14/09/2007
Nomination au sein de Dexia Crédit Local : Direction France des clientèles institutionnelles	Note d'information du 31/08/2007
Nomination au sein de Dexia Crédit Local : Direction des risques opérationnels, de la sécurité des systèmes d'information et du contrôle permanent	Note d'information du 28/08/2007
Organisation	Note d'information du 17/07/2007

Nature des informations	Référence des publications et diffusions
Nominations au sein de Dexia Crédit Local : Direction des risques et du contrôle permanent Direction juridique et fiscale Direction des ressources humaines Direction des marchés financiers Direction de la comptabilité Nomination au sein de Dexia Crédit Local Dublin Branch	Note d'information du 12/07/2007
Avis de convocation à l'assemblée générale mixte des actionnaires, le 15/05/2007	BALO du 06/04/2007
<b>III – Autres informations</b>	
La Fondation Dexia propose aux jeunes habitants des quartiers populaires de devenir une « boîte à idées » pour les futurs élus municipaux	Communiqué de presse du 06/03/2008
Dexia innove avec un prêt permettant de neutraliser les effets des variations des cours de l'énergie sur les budgets, destiné au secteur public local	Communiqué de presse du 05/03/2008
Dexia met en place le premier prêt permettant aux collectivités locales de compenser leurs émissions de CO <sub>2</sub> pour la ville de Saumur	Communiqué de presse du 05/03/2008
Répondant à l'urgence écologique, les rubans du développement durable changent d'échelle en 2008	Communiqué de presse du 03/03/2008
Dexia partenaire de l'opération « municipales 2008 »	Communiqué de presse du 01/02/2008
Dexia renforce son partenariat avec Énergies-Cités	Communiqué de presse du 31/01/2008
Accessibilité des établissements recevant du public pour les personnes handicapées : EUR 15 milliards d'investissement à la charge des collectivités locales d'ici 2015	Communiqué de presse du 22/01/2008
Dexia Sabadell structure le financement de 106 trains pour le métro de Madrid	Communiqué de presse du 21/12/2007
À l'approche des élections municipales, la Fondation Dexia lance un appel à projets pour les jeunes des missions locales	Communiqué de presse du 13/12/2007
5 <sup>e</sup> édition de l'argumentaire du maire à projets pour les jeunes des missions locales	Communiqué de presse du 12/12/2007
Dexia et Promodul signent un partenariat afin d'aider les collectivités locales en matière de rénovation thermique et de performance énergétique des bâtiments	Communiqué de presse du 06/12/2007
Les rubans du Patrimoine 2008	Communiqué de presse du 26/11/2007
Lancement des Rubans du développement durable 2008	Communiqué de presse du 20/11/2007
Les finances des communautés urbaines restent saines	Communiqué de presse du 24/10/2007
Dexia et la Fédération des SEM unissent leurs efforts en faveur du développement durable	Communiqué de presse du 11/10/2007
La Fédération des SEM et Dexia Crédit Local créent un club « SEM et contrats de PPP »	Communiqué de presse du 10/10/2007
Dexia et Trivalis signent un partenariat	Communiqué de presse du 05/10/2007
Dexia Crédit Local apporte son soutien aux collectivités locales des Antilles françaises sinistrées par le cyclone Dean	Communiqué de presse du 04/10/2007
20 ans d'aide sociale dans les départements français	Communiqué de presse du 03/10/2007
Une École de la citoyenneté pour les jeunes des zones urbaines sensibles	Communiqué de presse du 28/09/2007
5 <sup>e</sup> édition des Rubans du développement durable	Communiqué de presse du 13/09/2007
Dexia s'associe au programme « France Logement Social » (protocole d'accord signé par DCL et la BEI le 18/09/2007)	Communiqué de presse du 21/09/2007
Signature d'une convention pluriannuelle de EUR 15 millions entre ALCEANE l'OPH de la Ville du Havre et Dexia Crédit Local	Communiqué de presse du 19/09/2007
Signature d'une convention pluriannuelle de EUR 30 millions sur la région Nord-Pas-de-Calais entre la SA d'HLM Habitat 62/59 et Dexia Crédit Local	Communiqué de presse du 19/09/2007
L'investissement des collectivités locales dépasse les EUR 50 milliards en 2007. Les taux de fiscalité sociale connaissent leur plus faible évolution depuis 6 ans	Communiqué de presse du 11/09/2007
Dexia arrange un financement structuré de EUR 1,5 milliard pour SANEF	Communiqué de presse du 27/07/2007
Mise en place du refinancement du Viaduc de Millau	Communiqué de presse du 24/07/2007
Édition 2007-2008 du « Memento – Guide financier Ressources des collectivités locales »	Communiqué de presse du 24/07/2007

Nature des informations	Référence des publications et diffusions
Un partenariat innovant entre Dexia et le département du Doubs	Communiqué de presse du 06/07/2007
Signature de la seconde levée de fonds pour South Europe Infrastructure Equity Finance	Communiqué de presse du 05/07/2007
Dexia Crédit Local et l'UNAPEI mobilisés autour de la création de structures d'accueil de personnes en situation de handicap	Communiqué de presse du 04/06/2007
7 <sup>e</sup> édition de Focus	Communiqué de presse du 29/05/2007
La FNCOFOR et Dexia Crédit Local signent une convention de partenariat	Communiqué de presse du 10/05/2007
Le conseil général de la Dordogne et Dexia innovent en signant la première convention de partenariat sur l'accessibilité des personnes handicapées aux espaces publics	Communiqué de presse du 26/04/2007
Renouvellement le 19 avril du partenariat entre la FFB et Dexia Crédit Local	Communiqué de presse du 19/04/2007
Dexia s'engage pour la rénovation urbaine de Mulhouse	Communiqué de presse du 13/04/2007
Étude de Dexia Crédit Local sur la conjoncture financière des hôpitaux publics	Communiqué de presse du 27/03/2007
Certificat d'approbation de la CSSF relatif au prospectus de base en date du 29/11/2007	AMF 10/12/2007
Certificat d'approbation de la CSSF en date du 14/09/2007 concernant le cinquième supplément au prospectus	AMF 14/09/2007
Certificat d'approbation de la CSSF en date du 04/09/2007 concernant le quatrième supplément au prospectus	AMF 04/09/2007
Troisième supplément daté du 21/05/2007 au prospectus de base	AMF 23/05/2007
Certificat d'approbation de la CSSF en date du 21/05/2007 concernant le troisième supplément au prospectus	AMF 21/05/2007
Deuxième supplément daté du 16/04/2007 au prospectus de base	AMF 20/04/2007
Certificat d'approbation de la CSSF en date du 16/04/2007 concernant le deuxième supplément au prospectus	AMF 16/04/2007
Dépôt à l'AMF du rapport financier semestriel	HUGIN <sup>(1)</sup> 31/08/2007
<b>Émissions obligataires</b>	
Dexia Crédit Local – EMTN 736 TR 1 EUR 7 500 000 maturité juin 2010	HUGIN 18/03/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 715 TR 3 EUR 44 000 000 maturité juin 2009	HUGIN 13/03/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 731 TR 1 EUR 5 000 000 maturité mars 2013	HUGIN 28/02/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 734 TR 1 EUR 20 000 000 maturité août 2009	HUGIN 19/02/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 732 TR 1 EUR 100 000 000 maturité août 2009	HUGIN 14/02/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 720 TR 1 EUR 18 000 000 maturité mai 2009	HUGIN 13/02/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 728 TR 1 USD 80 000 000 maturité août 2009	HUGIN 04/02/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 726 TR 1 EUR 20 000 000 maturité juillet 2009	HUGIN 23/01/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 725 TR 1 EUR 30 000 000 maturité juillet 2009	HUGIN 21/01/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 724 TR 1 JPY 9 000 000 000 maturité juillet 2009	HUGIN 21/01/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 722 TR 2 EUR 25 000 000 maturité juillet 2009	HUGIN 17/01/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 723 TR 1 EUR 105 000 000 maturité janvier 2010	HUGIN 17/01/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 721 TR 1 EUR 10 000 000 maturité janvier 2028	HUGIN 16/01/2008
Dexia Crédit Local – EMTN 722 TR 1 EUR 85 000 000 maturité juillet 2009	HUGIN 15/01/2008

(1) HUGIN : diffuseur professionnel de l'information réglementée inscrit auprès de l'AMF.

Nature des informations	Référence des publications et diffusions
Dexia Crédit Local – EMTN 719 TR 1 EUR 6 800 000 maturité novembre 2009	HUGIN 28/12/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 715 TR 2 EUR 40 000 000 maturité juin 2009	HUGIN 20/12/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 713 TR 1 GBP 38 000 000 maturité juin 2009	HUGIN 18/12/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 711 TR 1 EUR 10 500 000 maturité mars 2011	HUGIN 14/12/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 715 TR 1 EUR 416 000 000 maturité juin 2009	HUGIN 13/12/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 718 TR 1 EUR 140 000 000 maturité décembre 2009	HUGIN 13/12/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 710 TR 1 EUR 5 485 000 maturité décembre 2010	HUGIN 05/12/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 687 TR 1 EUR 15 000 000 maturité décembre 2015	HUGIN 23/11/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 708 TR 1 EUR 15 000 000 maturité novembre 2022	HUGIN 22/11/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 707 TR 1 EUR 40 000 000 maturité novembre 2010	HUGIN 15/11/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 709 TR 1 EUR 35 000 000 maturité mai 2009	HUGIN 15/11/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 701 TR 1 EUR 50 000 000 maturité novembre 2009	HUGIN 08/11/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 706 TR 1 GBP 125 000 000 maturité mai 2009	HUGIN 07/11/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 704 TR 1 USD 18 000 000 maturité novembre 2009	HUGIN 07/11/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 703 TR 1 USD 100 000 000 maturité mai 2009	HUGIN 06/11/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 702 TR 1 EUR 180 000 000 maturité mai 2009	HUGIN 06/11/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 697 TR 1 EUR 5 000 000 maturité septembre 2017	HUGIN 27/09/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 696 TR 1 EUR 10 000 000 maturité mars 2010	HUGIN 21/09/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 690 TR 2 CZK 280 000 000 maturité août 2009	HUGIN 28/08/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 694 TR 1 JPY 10 000 000 000 maturité septembre 2010	HUGIN 09/08/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 693 TR 1 EUR 23 600 000 maturité août 2010	HUGIN 09/08/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 692 TR 1 JPY 2 000 000 000 maturité août 2009	HUGIN 08/08/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 690 TR 1 CZK 850 000 000 maturité août 2009	HUGIN 03/08/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 448 TR 2 EUR 10 000 000 maturité juillet 2019	HUGIN 01/08/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 689 TR 1 EUR 10 000 000 maturité juillet 2009	HUGIN 18/07/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 688 TR 1 JPY 12 000 000 000 maturité juillet 2009	HUGIN 16/07/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 685 TR 1 EUR 500 000 000 maturité juillet 2017	HUGIN 05/07/2007
Dexia Crédit Local – EMTN 686 TR 1 JPY 7 500 000 000 maturité juillet 2009	HUGIN 02/07/2007

(1) HUGIN : diffuseur professionnel de l'information réglementée inscrit auprès de l'AMF.

## Tableau des correspondances

### RUBRIQUES DU SCHÉMA DE L'ANNEXE XI DU RÈGLEMENT CE N° 809/2004 (ARTICLE 14)

	Pages
<b>1. Personnes responsables</b>	
1.1 Identification des personnes responsables	256
1.2 Attestation des personnes responsables	256
<b>2. Contrôleurs légaux des comptes</b>	
2.1 Identification des contrôleurs légaux	255
2.2 Contrôleurs légaux durant la période couverte par les informations financières historiques	255
<b>3. Facteurs de risque</b>	
<b>4. Informations concernant l'émetteur</b>	
4.1 Histoire et évolution de la société	
4.1.1 Raison sociale et nom commercial	252
4.1.2 Lieu de constitution et numéro d'enregistrement	252
4.1.3 Date de constitution et durée de vie	252
4.1.4 Siège social, forme juridique, législation régissant les activités, pays d'origine, adresse, numéro de téléphone du siège statutaire	252
4.1.5. Événement récent propre à l'émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de sa solvabilité	254
<b>5. Aperçu des activités</b>	
5.1 Principales activités	
5.1.1 Principales catégories de services fournis	1 / 14 à 24
5.1.2 Nouveau produit ou nouvelle activité	14
5.1.3 Principaux marchés	6 / 14 à 24
5.1.4 Justification du positionnement concurrentiel déclaré	5 / 14
<b>6. Organigramme</b>	
6.1 Description du groupe d'appartenance et place de l'émetteur	10 / 252
6.2 Lien de dépendance vis-à-vis d'autres entités du groupe	10 / 46 et 47
<b>7. Information sur les tendances</b>	
7.1 Déclaration d'absence de détérioration significative affectant les perspectives depuis la date des derniers états financiers	254
7.2 Élément(s) raisonnablement susceptible(s) d'influer sensiblement sur les perspectives de l'émetteur, au moins pour l'exercice en cours	254
<b>8. Prévisions ou estimations du bénéfice</b>	Néant
<b>9. Organes de direction, de surveillance et d'administration</b>	

	<b>Pages</b>
9.1 Nom, adresse, fonction dans la société émettrice des membres de direction de surveillance et d'administration, et activités exercées en dehors	55 à 58
9.2 Déclaration d'absence de conflits d'intérêts pour les membres du conseil d'administration	64
<b>10. Principaux actionnaires</b>	
10.1 Identité des actionnaires directs et indirects - nature du contrôle - mesures prises en vue d'assurer que le contrôle ne soit pas exercé de manière abusive	10 / 46 Néant
10.2 Accord connu pouvant entraîner un changement de contrôle	254
<b>11. Informations financières sur le patrimoine, la situation financière et les résultats</b>	
11.1 Informations financières historiques	Document de référence 2006 <sup>(1)</sup>
11.2 États financiers	
Comptes consolidés	38 à 43 et 81 à 180
Comptes annuels	43 / 44 et 183 à 242
11.3 Vérification des informations financières historiques annuelles	
11.3.1 Rapport des contrôleurs légaux sur les comptes consolidés Rapport des contrôleurs légaux sur les comptes annuels	181 / 256 243 / 256
11.3.2 Autres informations du document d'enregistrement vérifiées par les commissaires aux comptes	13 à 62 / 64 à 79 / 248 à 250
11.3.3 Informations financières du document d'enregistrement non tirées d'états financiers vérifiés	Néant
11.4 Date des dernières informations financières	
11.4.1 Dernier exercice pour lequel les informations financières ont été vérifiées	181 / 243
11.5 Informations financières intermédiaires	Néant
11.5.1 Informations trimestrielles et semestrielles Vérification des informations financières intermédiaires	
11.6 Procédures judiciaires et d'arbitrage	254
11.7 Changement significatif de la situation financière	254
<b>12. Contrats importants</b>	Néant
<b>13. Informations provenant de tiers, déclarations d'experts et déclarations d'intérêts</b>	
<b>14. Documents accessibles au public</b>	
Lieu de consultation des documents pendant la durée de validité du document d'enregistrement	253

(1) En application de l'article 28 du règlement CE 809-2004 sont incluses, par référence, les informations financières pour l'exercice clos le 31 décembre 2006, ainsi que les rapports des contrôleurs légaux sur les comptes consolidés et les comptes sociaux de cet exercice, présentés respectivement aux pages 174 et 233 du document de référence 2006 (déposé le 3 avril 2007 auprès de l'Autorité des marchés financiers, sous le numéro D. 07-0265).





### **Création graphique et réalisation**

 **Labrador** 01 53 06 30 80

### **Crédit photo**

Couverture : Marc Vanderslagmolen

P. 4 et 5 : Stéphane de Bourgies

Ce rapport annuel a été imprimé par un imprimeur certifié Imprim'Vert et PEFC/FSC.



- sur un papier certifié ISO 14001/EMAS et 100 % PEFC provenant de forêts gérées durablement.
- avec des encres végétales à faible teneur en huiles minérales.

# Filiales et participations en France

## FILIALES

---

### CBX.IA 2

Tour Dexia La Défense 2  
1, passerelle des Reflets - TSA 92202  
F - 92919 La Défense Cedex  
Tél. : (33) 1 58 58 58 50  
L'acquisition et l'administration d'immeubles

### Dexia Bail

Tour Dexia La Défense 2  
1, passerelle des Reflets - TSA 92202  
F - 92919 La Défense Cedex  
Tél. : (33) 1 40 69 28 40  
Le financement par crédit-bail mobilier

### Dexia CLF Banque

Tour Dexia La Défense 2  
1, passerelle des Reflets - TSA 92202  
F - 92919 La Défense Cedex  
Tél. : (33) 1 58 58 88 02  
[www.dexia-creditleocal.fr](http://www.dexia-creditleocal.fr)  
Le service bancaire du secteur public local

### Dexia CLF Régions Bail

Tour Dexia La Défense 2  
1, passerelle des Reflets - TSA 92202  
F - 92919 La Défense Cedex  
Tél. : (33) 1 40 69 28 40  
La réalisation d'opérations de crédit-bail  
immobilier, principalement public

### Dexia Editions

Tour Dexia La Défense 2  
1, passerelle des Reflets - TSA 92202  
F - 92919 La Défense Cedex  
Tél. : (33) 1 58 58 78 78  
[www.dexia-editions.com](http://www.dexia-editions.com)  
L'édition d'ouvrages spécialisés sur les questions  
relatives au monde local

### Dexia Flobail

Tour Dexia La Défense 2  
1, passerelle des Reflets - TSA 92202  
F - 92919 La Défense Cedex  
Tél. : (33) 1 40 69 28 40  
Le financement par crédit-bail des investissements  
locaux (notamment économie d'énergie et  
protection de l'environnement)

### Dexia Location Longue Durée

Tour Dexia La Défense 2  
1, passerelle des Reflets - TSA 92202  
F - 92919 La Défense Cedex  
Tél. : (33) 1 57 69 55 55  
La location longue durée et la gestion des flottes  
automobiles publiques

### Dexia Municipal Agency

Tour Dexia La Défense 2  
1, passerelle des Reflets - TSA 92202  
F - 92919 La Défense Cedex  
Tél. : (33) 1 58 58 77 77  
[www.dexia-ma.com](http://www.dexia-ma.com)  
La société de crédit foncier de Dexia Crédit Local

### Dexia Sofaxis

Route de Créton - F-18100 Vasselay  
Tél. : (33) 2 48 48 10 10  
[www.dexia-sofaxis.com](http://www.dexia-sofaxis.com)  
Le courtage d'assurance et le conseil en gestion  
du risque employeur des collectivités locales et  
des hôpitaux

## PARTICIPATIONS

---

### Crédit du Nord

28, place Rihour - 59800 Lille  
Tél. : (33) 3 20 40 30 40  
Fédération de banques régionales, second réseau  
du groupe Société Générale

### Domiserve

6 rue André Gide 92320 Châtillon  
Tél. : 0810 55 55 55  
[www.cesu-domiserve.com](http://www.cesu-domiserve.com)  
Émetteur de Cesu et enseigne nationale  
de services à la personne

## AUTRES SOCIÉTÉS DU GROUPE DEXIA EN FRANCE

---

### Dexia Asset Management

Washington Plaza - 40, rue Washington  
F-75408 Paris Cedex 08  
Tél. : (33) 1 53 93 40 00  
[www.dexia-am.com](http://www.dexia-am.com)  
La gestion d'OPCVM

### Dexia Epargne Pension

76, rue de la Victoire - F-75009 Paris  
Tél. : (33) 1 56 60 50 23  
La compagnie d'assurance pour l'optimisation  
patrimoniale et l'ingénierie sociale

### Dexia Habitat

Tour Dexia La Défense 2  
1, passerelle des Reflets - TSA 92202  
F - 92919 La Défense Cedex  
Tél. : (33) 1 43 92 81 64  
La prise de participations dans les sociétés  
anonymes d'HLM et d'habitat social

### Dexia Investor Services Bank France

105, rue Réaumur - F-75002 Paris  
Tél. : (33) 1 70 37 83 00  
La tenue des comptes titres, investisseurs  
institutionnels et OPCVM

### Dexia Ingénierie sociale

13, rue Croquechataigne  
BP 30064  
45380 La Chapelle Saint Mesmin  
Tél. : (33) 2 36 56 00 00  
Les produits de prévoyance complémentaire  
pour le personnel des entreprises privées  
et para-publiques

# Filiales et implantations à l'international

## FILIALES

---

### Allemagne

#### Dexia Kommunalbank Deutschland

Charlottenstrasse 82  
D - 10969 Berlin  
Tél. : (49) 30 25 59 80  
[www.dexia.de](http://www.dexia.de)

## Australie

---

#### Dexia Crédit Local Asia Pacific Pty Ltd.

Level 23, Veritas House - 207 Kent Street  
Sydney NSW 2000  
Tél. : (612) 92 47 56 39

## Autriche

---

#### Dexia Kommunalkredit Bank

Türkenstrasse 9  
A - 1092 Vienne  
Tél. : (43) 1 31 63 1  
[www.dexia-kom.com](http://www.dexia-kom.com)

## Bulgarie

---

#### Dexia Kommunalkredit Bulgaria

Sofia 1000, 19 Karnigradska  
Tél. : (359) 897 886 761  
[www.dexia-kom.bg](http://www.dexia-kom.bg)

## Espagne

---

#### Dexia Sabadell

Paseo de las Doce Estrellas, n° 4  
Campo de las Naciones  
E - 28042 Madrid  
Tél. : (34) 91 721 33 10  
[www.dexasabadell.es](http://www.dexasabadell.es)

## États-Unis

---

#### Astris Finance

1001 Connecticut Avenue. NW - Suite 905  
Washington, D.C. 20036  
Tél. : (1) 202 223 9701

#### Dexia CAD Funding LLC

445 Park Avenue - New York  
USA-NY 10022  
Tél. : (1) 212 515 7000

#### Dexia Delaware LLC

445 Park Avenue - New York  
USA-NY 10022  
Tél. : (1) 212 515 7000

#### Financial Security Assurance Inc.

31 West 52<sup>nd</sup> Street - New York  
USA-NY 10019  
Tél. : (1) 212 826 0100  
[www.fsa.com](http://www.fsa.com)

## Hongrie

---

#### Dexia Kommunalkredit Hungary kft.

Horvát u. 14-24 - 1027 Budapest  
Tél. : (36) 1 224 76 50

## Inde

---

#### Dexia Crédit Local Research and Development India Private Limited

A/320, Defence Colony, New Delhi 110024  
Tél. : (91) 9818097900

## Israël

---

#### Dexia Israel Bank Ltd.

19, Ha'arbaha Str. - Hatihon Building - POB 709  
Tel Aviv 61 200  
Tél. : (972) 3 764 76 00

## Italie

---

#### Dexia Crediop

Via Venti Settembre, 30 - I-00187 Rome  
Tél. : (39) 06 47 71 1  
[www.dexia-crediop.it](http://www.dexia-crediop.it)

## Luxembourg

---

### SISL

180, rue des Aubépines  
L-1145  
Luxembourg  
Tél. : (352) 45 90 3297

## Mexique

---

### Dexia Crédito Local México, SA de CV

Torre Hemisor Insurgentes Sur 826  
Piso 10/Ala Sur  
CP 03100 Colonia Del Valle  
Delegación Benito Juárez - Mexico D.F.  
Tél. : (52) 55 56 87 75 45

## Pologne

---

### Dexia Kommunalkredit Polska

Ul. Sienna 39 - PL-00-121 Varsovie  
Tél. : (48) 22 586 32 00  
[www.dexia-kom.pl](http://www.dexia-kom.pl)

### Dexia Kommunalkredit Bank Polska

Ul. Sienna 39 - PL-00-121 Varsovie  
Tél. : (48) 22 586 32 00  
[www.dexia-kom.pl](http://www.dexia-kom.pl)

## Roumanie

---

### Dexia Kommunalkredit Romania SRL

42 Dorobantilor Street, 1<sup>st</sup> District  
010573 Bucarest  
Tél. : (40) 21 619 34 07  
[www.dexia-kom.ro](http://www.dexia-kom.ro)

## Slovaquie

---

### Dexia banka Slovensko

Hodzova 11 - 01011 Zilina  
Tél. : (421) 41 51 11 135  
[www.dexia.sk](http://www.dexia.sk)

## Suisse

---

### Dexia Public Finance Switzerland

Rue de Jargonnant 2  
CH 1207 Genève  
Tél. : (41) 22 718 01 20

## République Tchèque

---

### Dexia Kommunalkredit Czech Republic a.s

Karlova 27, 110 00 Praha 1  
Tél. : (420) 221 146 311  
[www.dexia-kom.cz](http://www.dexia-kom.cz)

## SUCCURSALES

---

## Canada

---

### Dexia Crédit Local Canada branch

800, Square Victoria - Bureau 1620  
C.P. 201  
Montréal (Québec) Canada H4Z 1E3  
Tél. : (1-514) 868-1200

## États-Unis

---

### Dexia Crédit Local New York branch

445 Park Avenue - New York - NY 10022  
Tél. : (1) 212 515 7000  
[www.dexia-americas.com](http://www.dexia-americas.com)

## Grande-Bretagne

---

### Dexia Public Finance Bank

Shackleton House - 4, Battle Bridge Lane  
London SE1 2RB  
Tél. : (44) 20 7378 7757

## Iles Cayman

---

### Dexia Crédit Local Grand Cayman branch

c/o CIBC Bank and Trust Company (Cayman) Ltd.  
PO Box 694 GT  
11 Dr Roy's Drive  
Grand Cayman  
Tél. : (212) 515 7000

## Irlande

---

### Dexia Crédit Local Dublin branch

6 Georges Dock - IFSC Dublin 1  
IRL-Dublin  
Tél. : (353) 1 436 60 00

## Japon

---

### Dexia Crédit Local Bank Tokyo branch

Meiji Seimei Kan 5 F  
1-1 Marunouchi 2 - Chome Chiyoda-Ku  
Tokyo 100-0005 Japon  
Tél. : (81) 3 - 6268 - 4000

## Suède

---

### Dexia Public Finance Norden

Box 7573 - Engelbrektsplan 2  
S-103 93 Stockholm  
Tél. : (46) 8 407 57 00

## BUREAU DE REPRÉSENTATION

---

## Chine

---

### Dexia Crédit Local Beijing Representative Office

B 603 Focus Place  
N° 19 Jinrong Street - Xicheng District  
Beijing, China 1000 32  
Tél. : (86) 10 6657 58 58

## PARTICIPATIONS

---

## Afrique du Sud

---

### Infrastructure Finance Corporation (INCA)

PO Box 1847 - Gallo Manor 2152  
Tél. : (27) 11 202 2200

## Autriche

---

### Kommunalkredit Austria

Türkenstrasse 9 - A-1092 Vienne  
Tél. : (43) 1 31 6 31  
[www.kommunalkredit.at](http://www.kommunalkredit.at)

DEXIA



***Dexia Crédit Local***

*Société anonyme*

*au capital de EUR 1 327 004 846*

*RCS Nanterre B 351 804 042*

***Siège social***

*1, passerelle des Reflets*

*Tour Dexia La Défense 2*

*92913 La Défense Cedex*

*Tél. : (33) 1 58 58 77 77*

*[www.dexia-creditlocal.fr](http://www.dexia-creditlocal.fr)*